

l'Oman

مخبرنا الأخبار



« L'Économie » ♦ Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14671 - 6 F

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 MARS 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'épouvantail iranien

Le danger iranien écarté pour un temps, voilà que les Américains agitent l'épouvantail iranien. Dans un rapport alarmiste devant une commission du Congrès, le directeur de la CIA, a affirmé, vendredi 27 mars, que l'Iran était en train de se constituer un redoutable arsenal, en achetant annuellement pour 2 milliards de dollars d'armements. M. Robert Gates a indiqué que la République islamique négociait actuellement - ou l'avait déjà fait - le fourmillement d'avions de combat, de missiles balistiques, de tanks et même de sous-marins, auprès de pays tels que le Russia, la Chine ou la Corée du Nord.

M. Gates a souligné que ces dépenses sont d'autant plus considérables que l'Iran est engagé par ailleurs dans la « reconstruction » de son économie après la longue et dévastatrice guerre Irak-Iran. Cet effort militaire trahit une inquiétante volonté de puissance. Malgré des signes d'une certaine modération, notamment dans le souci d'attirer des capitaux occidentaux, le régime du président Rafsanjani n'a manifestement pas renoncé aux ambitions régionales de l'imam Khomeini.

CERTES, la stabilité ou la « nouvelle ordre » voulu par Washington au Proche-Orient est, à terme, menacée par les visées iraniennes. Mais, si les Etats-Unis ont clairement manifesté le souhait de limiter les armements dans la région, après le conflit du Golfe, ils n'ont pas montré l'exemple : selon une récente étude américaine indépendante, Washington aurait exporté pour 6 milliards de dollars d'armes au Proche-Orient en huit mois, et le Congrès d'inclinaison de cette situation.

Le premier facteur de déstabilisation est l'effondrement de l'Union soviétique et l'énorme bredouille militaire qu'il a entraînée. Les Etats-Unis et leurs alliés ne peuvent pas faire grand-chose pour éviter cette prolifération, d'autant que Washington va acheter du plutonium à la Russie et pourrait même, comme le suggère l'ancien président Reagan, acquiescer aux lancements ex-soviétiques pour ses programmes spatiaux. Toutefois, cette coopération permettrait sans doute de mieux concentrer les efforts pour éviter la dissémination la plus dangereuse, celle des armements nucléaires.

EN opposant, malgré les objections du Congrès, à toute sanction contre la Chine, qui, en dépit de son adhésion aux accords de non-prolifération, continue de fournir les pays du Proche-Orient - dont l'Iran et la Syrie, mais aussi l'Arabie saoudite - le président Bush porte également une part de responsabilité dans le réarmement de l'Iran.

L'an dernier, les Etats membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont décidé de tenir un registre de leurs exportations militaires, dans l'espoir de « moraliser » ce commerce. La Chine populaire semble avoir choisi de se moquer d'un tel engagement. Mais, surtout, les pays clients, qui dénoncent l'« impérialisme » des vendeurs, conservent toute latitude de s'adresser à des producteurs - comme la Corée du Nord - qui ne se sont pas liés d'autres, comme la Russie, qui estiment ne pas avoir d'autre choix, pour se procurer quelques devises.

M0146 - 0330 - 6,00 F

Les opérations contre les rebelles kurdes en Anatolie

Le différend s'aggrave entre Bonn et Ankara

Bonn a de nouveau accusé la Turquie, vendredi 27 mars, d'utiliser du matériel militaire allemand dans ses opérations contre les rebelles kurdes. Il souhaite que la Communauté européenne entreprenne une démarche commune pour rappeler à la Turquie les conventions qu'elle a signées sur les droits des minorités, mais cette proposition paraît avoir peu de chances d'être retenue. A Paris, le ministère des affaires étrangères a déploré la violence, quelle qu'en soit l'origine.

Les opérations menées par l'armée turque dans le Sud-Est anatolien contre les rebelles kurdes se sont poursuivies vendredi. Les militaires ont multiplié les arrestations, les perquisitions et les fouilles de maisons à la recherche d'armes.

Depuis le début de la semaine, les sanglants affrontements avec les forces « séparatistes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) ont fait au moins soixante-quinze morts et des centaines de blessés. Les autorités locales ont toutefois assoupli le couvre-feu en vigueur dans la région depuis le début des troubles. Il reste cependant maintenu dans les villes de Cizre, Sînak, Idil et Sinopi.

A Istanbul, les attentats presque quotidiens continuent de

climat d'insécurité, d'autant plus que l'un des responsables du PKK a déclaré que son mouvement allait mener « une guerre totale » contre le pouvoir central turc.

Sor le plan diplomatique, le premier ministre, M. Süleyman Demirel, a demandé aux gouvernements étrangers d'éviter de « blesser la Turquie ». S'adressant en particulier à Bonn, qui a suspendu son aide militaire à Ankara, en raison des violences, il a déclaré qu'il n'avait fait qu'imiter l'Allemagne dans sa répression des terroristes de la bande à Baader.

Lire page 4 les articles de HENRI DE BRESSON et de NICOLE POPE

Après l'élection contestée des présidents de Bourgogne et de Lorraine

Mme Cresson a obtenu le départ de M. Soisson du gouvernement

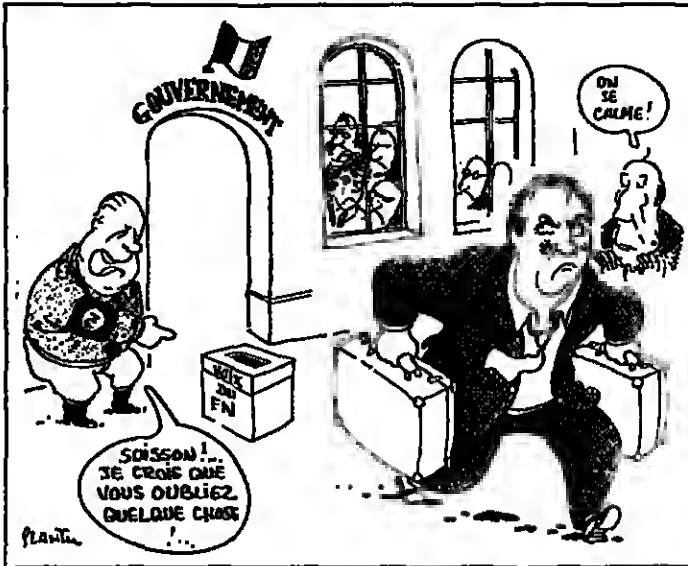
La désignation des présidents des conseils régionaux, vendredi 27 mars, a été marquée par l'élection surprise de M. Soisson en Bourgogne et par la réélection inattendue de M. Rausch en Lorraine. Cette double victoire est à l'origine d'une crise gouvernementale. Les deux ministres d'ouverture sont en effet soupçonnés d'avoir bénéficié des voix du

Front national. Mme Cresson, qui a attribué à un « sursaut républicain » le succès de M. Rausch, a en revanche mis en demeure M. Soisson de provoquer un nouveau vote afin de dissiper le « doute ». Le ministre de la fonction publique a préféré quitter le gouvernement, à la demande de Mme Cresson, plutôt que de renoncer à la présidence du conseil régional de Bourgogne.

par Thomas Ferenczi

Vingt-deux des vingt-six présidents de région ont été élus vendredi 27 mars. Trois autres - ceux de la Franche-Comté, du Nord-Pas-de-Calais et de la Haute-Normandie - le seront lundi. Quant au président de l'Assemblée de Corse, il le sera jeudi 2 avril, au lendemain du second tour des élections territoriales. En apparence, les DOM mis à part, la continuité a prévalu. La plupart des sortants ont été reconduits et, là où ils ont l'ont pas été, leur parti a hérité du fauteuil. Seule exception : la Bourgogne, où M. Jean-Pierre Soisson, contre toute attente, arraché la présidence à la droite.

Lire la suite page 6 et nos informations pages 6 à 10 et 20



Surenchères électorales en Grande-Bretagne

Travailleurs et conservateurs s'opposent vivement à propos du système de santé

YORK de notre envoyé spécial

Prétiquemot pas de grands meetings « à la française », peu de bains de foule, mais des rencontres ciblées et thématiques, parfaitement maîtrisées et, surtout, bénéficiant du maximum de publicité télévisée. C'est ainsi que se déroule la campagne électorale en Grande-Bretagne. L'important

est que la « bonne image » soit retransmise, au bon moment, dans des millions de foyers.

Le chef du parti conservateur et premier ministre, M. John Major, mène une campagne « à l'américaine » : jeudi 26 mars, par exemple, il a quitté Londres, en avion, pour retrouver, à l'arrière, à York, son car ultra-moderne, qui est à la fois un centre de traitement et d'analyse de l'in-

formation et son quartier général mobile électoral. Ce « QG » blindé et bardé d'ordinateurs est suivi de deux autres cars dans lesquels grand place une cohorte de journalistes, tous équipés de l'indispensable téléphone mobile.

Le convoi, précédé de quelques motards, fonctionne presque en autonomie politico-médiatique : les relations entre les véhicules sont

parfaitement rodées, les « codes » respectés. La règle essentielle est que, lorsque M. Major décide d'organiser un briefing (pour les journalistes britanniques), il ne soit pas directement cité et que la presse accepte d'ignorer - pour des raisons de sécurité - le programme de l'heure qui suit.

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 4

Billancourt, fin

Les chaînes de l'île Seguin ont sorti leur dernière Renault

L'usine de Billancourt, c'était l'usine des symboles. Celui des luites ouvrières et de la réussite d'un groupe automobile. Mais, depuis une quinzaine d'années, Billancourt portait les stigmates du vieillissement d'une industrie implantée en milieu urbain et du déclin du modèle mythique de la « classe ouvrière ». Depuis vendredi 27 mars, Billancourt et sa fameuse usine comète sur l'île Seguin appartiennent au passé.

La dernière voiture a quitté les chaînes à 11 h 20. Le 31 mars, ses portes se fermeront définitivement sur plus de quatre vingt-dix ans d'histoire.

Trop vieille, trop difficile d'accès, Billancourt était déjà condamnée lorsqu'en 1989, l'entreprise décida de programmer officiellement sa fermeture. L'usine, où était apparue en 1898 la première voi-

ture de Louis Renault, avait perdu son âme depuis longtemps. Après l'avoir chargé de produire en masse des 4 CV ou des 4 L, les modèles qui avaient mis l'automobile à la portée de tous les Français, la Régie ne confiait plus à son berceau originel que la fabrication de modestes véhicules utilitaires. Le site comptait 24 000 salariés en 1969, aujourd'hui, il en reste 1 230, dont 530 devront être reclassés. Mais Renault ne quittera pas complètement son port d'attache.

L'entreprise ne cédera - au prix fort - qu'une partie des quarante hectares dont elle est propriétaire. Elle va regrouper à Billancourt une partie de ses activités techniques et, respectueuse du symbole, envisage d'installer son nouveau siège social sur l'île Seguin.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire nos informations page 17

L'ÉCONOMIE

■ Adieu Billancourt, par Guy Herzlich. ■ Les méandres du tunnel sous le Maniché. ■ Le complexe allemand de la Tchécoslovaquie.

Avec la chronique de Paul Fabra, les pages Mode d'emploi, Opinions, Conjoncture.

pages 21 à 28

Le chancelier Kohl reçoit M. Waldheim

La visite du président autrichien à Munich a été vivement reprochée au dirigeant allemand par le Congrès juif mondial.

page 5

Le gouvernement et le chômage

Le premier ministre somme les préfets de se mobiliser en faveur de l'emploi.

page 17

La mode broie du noir

Chez les grands couturiers, le misérabilisme devient un style.

page 15

LOIN DES CAPITALES

Namur, à 60 kilomètres de Bruxelles, accueille Guy Spitz, ancien président du PS francophone et actuel « ministre président » de l'exodur régional wallon.

page 5

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Métiers premiers. ■ Marché international des capitaux.

page 19

HEURES LOCALES

■ Développer les transports en commun. ■ Difficile décentralisation pour l'équipement. ■ Des réseaux télématiques au service des collectivités.

pages 11 et 12

Le sommaire complet se trouve page 20

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 M ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 320 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 18 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DATES

Il y a cinq cents ans

L'expulsion des juifs d'Espagne

«NOUS avons décidé d'ordonner à tous les juifs, hommes et femmes, de quitter nos royaumes et de ne jamais y rentrer. A l'exception de ceux qui accepteront d'être baptisés, tous les autres devront quitter nos territoires à la date du 1^{er} juillet 1492 et ne plus y rentrer sous peine de mort et de confiscation de leurs biens... Les juifs ne devront emporter d'Espagne ni or, ni argent, ni espèces monnayées, ni autres choses défendues par les lois, sauf les marchandises non prohibées.»

remis aux autorités tout l'or et tous les biens que les juifs possèdent. Ayant eu vent de cette ultime intervention et craignant de voir les rois répondre favorablement à la demande des deux missi dominici juifs, le moine dominicain Tomas de Torquemada, responsable de l'inquisition et confesseur de la reine Isabelle, s'interpose : «Judas a le premier rendu son maître pour trente deniers. Vos Allesses pensent-elles le vendre une seconde fois pour trente mille pièces d'argent ?»

Trois mois pour partir

Quand, ce 31 mars 1492, le roi Ferdinand d'Aragon et la reine Isabelle de Castille signent ce décret qui les expulse de toutes les provinces du royaume, les juifs d'Espagne ne veulent pas y croire. Ils ne comprennent guère ce qui leur arrive dans un pays où ils sont installés depuis des siècles, dont ils revendiquent hautement la langue et la culture, et qu'ils ont commencé à considérer comme leur seconde «Terre promise». Cinq ans seulement avant ce décret, en 1487, ils se sont adressés à leurs coreligionnaires de Rome pour se féliciter de vivre «sous des rois justes et bien disposés à leur égard». Alors, que s'est-il passé ?

Un véritable traumatisme

Certes, les signes annonciateurs d'un changement sont nombreux, depuis au moins un siècle : les juifs sont devenus indésirables, ils sont les boucs émissaires de toutes les crises, y compris de la peste noire de 1348, ils subissent quotidiennement la haine et les passions de fanatiques ecclésiastiques ; de folles rumeurs leur imputent, ici et là, des crimes atroces aux dépens d'enfants chrétiens, et ces rumeurs entraînent, surtout de pogroms. Mais quel ? Ils savent aussi qu'ils sont indispensables à l'économie du pays - leur rôle est important, notamment comme médecins et comme financiers, - que leurs intellectuels animent la vie culturelle et lui donnent sa dimension internationale, enfin que les conseils de leurs responsables sont des plus écoutés au palais royal.

Le décret d'expulsion constitue pour eux, toutes classes confondues, un véritable traumatisme. Leurs rabbins et leurs dirigeants sont bouleversés. Ils invoquent, les uns et les autres, des comparaisons historiques comme la sortie d'Égypte ou la destruction du Temple de Jérusalem. Une fois la surprise passée, il faut se rendre à l'évidence. L'ordre royal a d'ailleurs tout prévu : les rituels de départ, les peines qui frapperont ceux qui contreviendraient aux ordres, les gardes chargés de veiller au bon déroulement des opérations.

Deux des hommes les plus célèbres du pays - dont l'un, Abraham Senior, octogénaire, se convertira au christianisme, et l'autre, Don Isaac Abravanel, s'en ira sur les routes partager le sort des exilés - décident d'intervenir auprès de Ferdinand et d'Isabelle et de leur demander de revenir sur leur décision. Ils proposent que soient

Comment expliquer les mécanismes et les raisons de cette expulsion ? Pourquoi les Rois catholiques ont-ils décidé de leur départ ? Ainsi, ils abandonnent la terre où ils étaient nés. Petits et grands, jeunes et vieux, à pied, montés sur des ânes ou entraînés par des charrettes, chacun poursuivant sa route vers le port fixé pour l'embarquement. Ils s'arrêtaient sur le bord des chemins ou en plein champ, les uns tombant d'épuisement, les autres malades, quelques-uns mourants. Il n'était pas un chrétien qui n'eût pitié de ces malheureux. Partout sur leur passage, le peuple les engageait à recevoir le baptême mais leurs rabbins les encourageaient au refus et, pour les soutenir, faisaient chanter les femmes en s'accompagnant d'un tambourin.

Sous le signe du croissant

Expulsés d'un pays où ils ont vécu quinze siècles, les juifs espagnols s'en vont où le vent les pousse mais d'abord vers les pays les plus proches : le Portugal (où leur séjour sera de courte durée, et d'où ils seront expulsés quatre ans plus tard), l'Afrique du Nord (de Maroc notamment), l'Italie (à Ferrare, Venise et... Rome). Ils s'en vont vers Amsterdam, Salé et Tébérade, mais surtout vers Salé et Istanbul. La Turquie est d'ailleurs le seul pays à recevoir ces milliers de réfugiés à bras ouverts. On prête au sultan Bayazid II ce propos qu'il aurait tenu à son vizir : «On dit que Ferdinand, roi d'Espagne, est un homme intelligent. Or, en chassant les juifs de son pays, il s'appauvrit ses terres et enrichit les miennes.»

Expulsés du monde chrétien, les juifs séfarades s'en vont donc trouver refuge sous le signe du Croissant. Dans tout le bassin méditerranéen, ils créent des communautés où ils font preuve, en même temps que d'une extraordinaire fidélité à leur mémoire espagnole, de dynamisme et d'esprit d'entreprise. A Bayonne, ils constituent avec les



Le prêtre fanatique Vincente Ferrer forçant l'entrée d'une synagogue à Tolède en 1415. (Musée de la diaspora juive de Tel-Aviv.)

leur. Un des rares chroniqueurs contemporains de l'événement, André Bernaldez, curé de Los Palacios, relate de son côté le départ des exilés : «Ainsi, ils abandonnent la terre où ils étaient nés. Petits et grands, jeunes et vieux, à pied, montés sur des ânes ou entraînés par des charrettes, chacun poursuivant sa route vers le port fixé pour l'embarquement. Ils s'arrêtaient sur le bord des chemins ou en plein champ, les uns tombant d'épuisement, les autres malades, quelques-uns mourants. Il n'était pas un chrétien qui n'eût pitié de ces malheureux. Partout sur leur passage, le peuple les engageait à recevoir le baptême mais leurs rabbins les encourageaient au refus et, pour les soutenir, faisaient chanter les femmes en s'accompagnant d'un tambourin.»

juifs portugais la communauté du quartier Saint-Espirit. Partout, ils ont le sentiment d'être les héritiers d'une période faste dans l'histoire culturelle de leur peuple et les dépositaires d'une tolérance qui a produit, en Espagne, un «âge d'or». Partout, ils se considèrent comme des aristocrates de l'esprit et regardent non sans condescendance les juifs autochtones des pays où ils ont trouvé refuge. Le Prix Nobel Elias Canetti en témoigne : «Les autres juifs, on les regardait de haut, avec un sentiment de naïve supériorité. Il est étonnant d'imaginer d'épouser un «toledo» (juif allemand ou ashkénaze) (...). Je n'avais pas six ans que mon grand-père, soucieux de l'avenir, me mettait déjà en garde contre une telle mésalliance... (1)»

Combien sont-ils, les juifs qui, en l'espace de quelques jours, quittent ainsi l'Espagne ? Dans cette page d'histoire abondamment étudiée mais qui conserve encore quelques aspects de *terra incognita*, c'est la question la plus controversée. Le plus prestigieux des experts espagnols de l'histoire de cette époque, Luis Suarez Fernandez, convient que «nous ignorons combien de juifs vivaient en Espagne à la fin du quinzième siècle». Le fait est que les chiffres avancés par les historiens sont incertains et loin d'être concordants. Don Isaac Abravanel, né à Lisbonne en 1437, trésorier du roi Alfonso V du Portugal avant de devenir le conseiller de Ferdinand et d'Isabelle, évalue à 300 000 le nombre de juifs qui vivaient alors dans le royaume. Le curé de Los Palacios parle, lui, de 365 000 âmes, tandis que Julio Caro Baroja les estime à 400 000.

L'historiographie moderne situe le nombre des juifs expulsés entre 150 000 et 200 000. L'historien israélien Isaac Baer, dont le livre *L'histoire des juifs dans l'Europe chrétienne* fait autorité, considère qu'il y avait au maximum 200 000 juifs à la veille de l'expulsion et que 75 % d'entre eux émigrèrent. Ce chiffre est aussi celui que retient Cecil Roth.

Les recherches faites depuis une

dizaine d'années contestent cependant radicalement ces évaluations. Le professeur Haim Beinart, de renommée internationale, a déclaré récemment qu'il faut revoir de fond en comble les données établies au sujet des juifs dans l'Espagne du quinzième siècle. Selon lui, l'«âge d'or» qu'auraient vécu chrétiens, juifs et musulmans à Cordoue, Grenade et Tolède n'est qu'un «mythe» : «Quelques juifs s'étaient peut-être élevés jusqu'au sommet de l'Etat, mais cela ne veut rien dire. Au début du siècle aussi, on a compté de nombreux juifs d'influence en Europe - un chef de gouvernement en France, un ministre des affaires étrangères en Allemagne. Pour autant, peut-on parler d'un «âge d'or» des juifs en Europe ?»

Selon Haim Beinart, l'expulsion de 1492 annonce, d'une certaine façon, cinq siècles à l'avance, la Shoah qui frappera le judaïsme européen. Il parle de 200 000 juifs assassinés avant l'expulsion. 200 000 autres se seraient convertis et 200 000 enfin auraient pris le chemin de l'exil.

«Convertis de force»

Ce qui est sûr, c'est qu'une partie non négligeable des juifs du pays décident d'accepter le baptême. La tradition juive les appellera *anusim*, terme qui veut dire «convertis de force». Ces chrétiens de troisième type n'oublient pourtant rien, pour la plupart d'entre eux, ni de leur foi ni de leurs traditions d'origine. Du christianisme, ils ont certes tous les signes extérieurs, mais, sous cape, dans le secret de leur conscience et une fois refermée la porte de leur maison, c'est autre chose. Ils restent en permanence avec l'inquisition et avec ses agents. Ils inventent des mots de passe et des signes qu'ils sont les seuls à comprendre. Ils transmettent à leurs enfants, dans la crainte et le tremblement, la mémoire de leur foi, leurs coutumes et leurs traditions. Durant des siècles, ces juifs-pas-très-catho-

liques perpétuent des rites comme l'allumage des bougies le vendredi soir, l'interdiction de manger du porc ou encore la salaison de la viande à la manière des familles juives. C'est alors que commence ce que Cecil Roth appelle «la pathétique romance de l'histoire des marranes». Plus tard, cherchant à comprendre l'épreuve imprévisible de l'expulsion, des cabbalistes, à Safed et ailleurs, inclineront à y voir «les douleurs de l'enfement du Messie» : «La cabale du seizième siècle a été écrite par celui qui fut l'historien, Guershom Schatan, la réponse religieuse du judaïsme à l'expulsion des juifs du continent ibérique.»

L'Espagne d'aujourd'hui a, quant à elle, pris conscience que ce décret de 1492 fut un crime perpétré d'abord contre l'Espagne elle-même. Laissés à l'histoire Luis Suarez Fernandez le soin de tirer la leçon - éminemment actuelle - de cette tragique page d'histoire : «Si une société arrive à la conclusion qu'elle possède la vérité absolue, elle a souvent la tentation non pas de la transmettre, tendance légitime et louable, mais de l'imposer, détruisant quiconque s'y oppose.»

L'Espagne démocratique a désormais au moins le courage de fouiller dans sa mémoire et de regarder les zones obscures de son histoire. Tout le monde peut-il en dire autant ?

VICTOR MALKA

(1) *La Langue sacrée*, éditions Albin Michel, page 14.

• 1492, de Jacques Attali, éditions Fayard, 1991.

• Les Juifs d'Espagne, collectif, éditions Liana Lévi, 1992.

• De la cour d'Espagne au ghetto italien, de Yosef Hayim Yerushalmi, éditions Fayard, 1987.

• Les Juifs séfarades, de Victor Malka, PUF, 1986 et 1991.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaudre, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Marcel Lucien
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Vice-Présidents :
Jacques Amalric
Thomas Ferey
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1986)
André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-REUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

EUROPE 1

Lundi 30 mars à partir de 6h

Dimanche 29 mars de 20h à 23h

Soirée électorale
en direct des cantons et
des états-majors politiques
Résultats et commentaires
avec le service politique
et les correspondants d'Europe 1



● 8h20 - 9h
Débat avec les éditorialistes d'Europe 1
Jean Boissonnat, Alain Duhamel, Claude Imbert,
Serge July et Jean-François Kahn.
Débat animé par Jean-Pierre Elkabbach.

● 19h - 20h
CLUB de la PRESSE
Avec Alain Juppé.
Débat animé par Catherine Nay.

هنا من الفضل

Les pressions internationales dans l'affaire de l'attentat de Lockerbie

La Libye aurait jusqu'au 15 avril pour répondre aux exigences de l'ONU

Devant l'insistance des pays non-alignés, les quinze membres du Conseil de sécurité se sont entendus, vendredi 27 mars, sur un compromis qui donne à la Libye jusqu'au 15 avril pour répondre aux exigences de l'ONU concernant l'extradition des deux agents libyens accusés de l'attentat contre un avion de la Pan Am au-dessus de Lockerbie, en Écosse (270 morts). Dans ces conditions, Les États-Unis, la Grande-Bretagne, et la France, qui ont préparé un nouveau projet de résolution prévoyant des sanctions contre le régime du colonel Kadhafi, espèrent faire adopter leur texte lundi prochain.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Selon des diplomates membres du Conseil, l'opposition la plus ferme à un projet de sanctions immédiates a été exprimée par la Chine lors de consultations à huis clos. On laisse entendre que, pour la première fois, Washington, co-auteur de la résolution, a fermement demandé à Pékin de ne pas s'opposer à ce texte. La Chine - malgré l'opposition du Congrès américain - a récemment bénéficié, à la demande du département d'État, de la clause de la nation la plus favorisée pour commercer avec les États-Unis. La France et la Grande-Bretagne auraient également « mis en garde » la Chine. Le Maroc, seul membre arabe du Conseil, ainsi que le Zimbabwe et peut-être l'Inde pourraient s'abstenir.

Selon le nouveau texte, l'extradition des deux agents libyens et l'interrogatoire par un juge d'instruction français des quatre libyens accusés par Paris d'avoir organisé l'attentat contre un avion d'UTA en 1989 ne suffiront pas à faire abandonner les sanctions par le Conseil de sécurité. « En fait, ces sanctions peuvent durer indéfiniment », explique un diplomate occidental, en ajoutant : « La Libye doit s'engager à cesser toute forme d'action terroriste ou d'assistance au terrorisme, et doit le prouver de

manière irréfutable devant le Conseil de sécurité ».

A partir du 15 avril, tous les États membres devront, si le projet de résolution est accepté, refuser l'autorisation d'atterrissage, de décollage ou de survol de leur territoire à toute avion en provenance ou à destination de la Libye. Toutes livraisons d'armes, de pièces détachées, d'équipements militaires, paramilitaires ou de police seront également interdites.

Le projet de résolution demande à tous les pays de réduire leur

représentation diplomatique en Libye et de restreindre les mouvements des diplomates libyens sur leur sol, sauf dans le cadre des organisations internationales.

Les sanctions seront révisées tous les vingt jours « au plus tôt ». Le texte prend en compte les problèmes économiques que pourraient avoir les pays de la région à cause de ces sanctions. Le Conseil demande également à la Libye de payer des compensations aux familles des victimes des deux attentats à la bombe.

AFSANE BASSIR POUR

Devant la Cour internationale de justice

Les États-Unis dénoncent les manœuvres dilatoires de Tripoli

LA HAYE

de notre envoyé spécial

Au deuxième jour de l'audience de la Cour internationale de justice consacrée aux suites juridiques de l'attentat de Lockerbie, les États-Unis ont accusé, vendredi 27 mars, la Libye de n'avoir saisi l'organe judiciaire de l'ONU qu'afin de « court-circuiter » le Conseil de sécurité.

Dénonçant une manœuvre dilatoire de Tripoli pour se soustraire à l'application de la résolution 731 lui enjoignant de livrer les deux auteurs présumés de l'attentat contre le Boeing de la PanAm et pour bloquer l'adoption d'une nouvelle résolution prévoyant des sanctions, les représentants de Washington ont porté le débat sur le sujet du terrorisme. « La Libye est responsable d'une série d'actions terroristes dont elle ne s'est jamais distancée », a affirmé

le conseiller juridique du Département d'État, M. Edwin Williamson. Il a fait valoir qu'en revendiquant le droit de juger elle-même ses ressortissants, la Libye cherchait à rabaisser un cas de terrorisme international au niveau d'une simple affaire criminelle. « Le but des États-Unis est de briser tout lien entre la Libye et le terrorisme », a souligné M. Williamson.

Les juristes américains ont contesté la compétence de la Cour internationale en matière de terrorisme, celui-ci relevant, selon eux, du conseil de sécurité. En clair : les États-Unis ne voient dans la procédure ouverte à La Haye aucune raison de suspendre l'action entreprise à New-York avec le Royaume-Uni et la France pour faire voter un embargo aérien et militaire contre la Libye, dont les représentations diplomatiques à l'étranger seraient par ailleurs réduites.

A l'instar de Londres, Washington a demandé à la Cour de rejeter la requête de la Libye qui entend ne pas être contrainte d'extrader ses nationaux : « L'accepter porterait préjudice au fonctionnement de l'ONU » et priverait d'autres États « du droit d'exercer leur juridiction criminelle » sur des terroristes étrangers. Disant parler au nom des « innocentes victimes du sabotage (...) le plus terrifiant commis contre des citoyens américains au cours de la dernière décennie », M. Williamson a conclu en revendiquant le droit pour la communauté internationale « d'être libérée de la menace du terrorisme d'État ».

La Cour devait entendre, à nouveau, samedi, les représentants américains, britanniques et libyens au cours d'une seconde session contradictoire.

CHRISTIAN CHARTIER

Selon le directeur de la CIA

Téhéran et Bagdad pourraient dans quelques années déployer des missiles Scud à tête chimique

Les États-Unis viennent de mettre l'Irak sur la sellette à propos des achats d'armes considérables effectués par ce pays. Le directeur de la CIA, M. Robert Gates, a en effet déclaré vendredi 27 mars à Washington devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants que le gouvernement iranien achetait chaque année l'équivalent de deux milliards de dollars d'armes à l'étranger. Il s'agit, selon M. Gates, d'un effort délibéré de Téhéran de devenir la puissance militaire dominante dans la région du Golfe.

La Russie, la Chine, la Corée du nord sont les principaux fournisseurs de l'Irak, a affirmé le directeur de la CIA. M. Gates croit également savoir que Téhéran essaye de s'approvisionner auprès de certains anciens pays anciennement communistes d'Europe centrale. Il est question d'achats massifs de tanks (plusieurs centaines, apparemment). Selon le directeur de la CIA, Téhéran s'est déjà procuré, ou est sur le point de le faire, non seulement des tanks, mais aussi des missiles Scud à portée allongée et des sous-marins russes.

M. Gates a fait également une déclaration en ce qui concerne la possession, par l'Irak cette fois, de plusieurs centaines de Scud.

Ces-ci auraient échappé aux bombardements alliés pendant la deuxième guerre du Golfe. L'Irak aurait également conservé, outre ces Scud, des installations permettant de construire des armes nucléaires, ainsi que des capacités en matière d'armements chimiques et biologiques.

Le témoignage du directeur de la CIA devant le Congrès permet de faire une meilleure idée des informations dont disposent les États-Unis sur les armes dont disposent respectivement les deux anciens ennemis de la première guerre du Golfe, l'Irak et l'Iran. La balance penche à l'évidence fortement en faveur de l'Irak qui possède désormais un avantage impressionnant, ce qui inquiète Washington, soucieux d'équilibre dans la région.

Téhéran aurait, au total, dépensé environ dix milliards de dollars entre 1990 et 1994 pour acheter des armes à l'étranger. L'avenir serait préoccupant en ce qui concerne les missiles Scud à tête chimique dont l'Irak pourrait disposer d'ici quelques années. Téhéran pourrait également avoir l'arme nucléaire aux environs de l'an 2000. - (AFP, AP, Reuters, UPI).

EN BREF

■ ARGENTINE : quatre suspects pakistanais toujours détenus après l'attentat contre l'ambassade d'Israël. - Les quatre hommes arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'attentat du 17 mars contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires sont toujours en détention, a indiqué vendredi 27 mars le président de la Cour suprême, M. Ricardo Levene, chargé de l'instruction. Il s'agit de quatre ressortissants pakistanais, dont une autre source judiciaire a révélé l'identité. « Nous nous trouvons devant un concours de circonstances et de faits qui nous obligent à penser qu'ils pourraient être impliqués dans l'attentat », a déclaré M. Levene en quittant le tribunal où il avait interrogé pendant plusieurs heures l'un des suspects. Il a cependant refusé de fournir d'autres détails en s'abritant derrière le secret de l'instruction. - (AFP).

■ ÉTHIOPIE : 50 000 personnes menacées de famine dans l'Ogaden. - La radio nationale a annoncé,

jeudi 26 mars, que plus de 50 000 personnes étaient menacées de famine dans la région de l'Ogaden (est du pays), en raison de la sécheresse qui dure depuis deux ans. Dix à quinze enfants meurent chaque jour car les secours ne parviennent pas dans cette région, a précisé la radio. - (AFP).

■ HAÏTI : la Cour suprême rejette l'accord avec l'ancien président Aristide. - La Cour suprême haïtienne a déclaré anticonstitutionnel l'accord prévoyant le retour au pouvoir du président Jean-Bertrand Aristide, renversé en septembre 1991 par un coup d'État militaire. L'accord a été conclu le 23 février à Washington par le Père Aristide et une délégation de parlementaires haïtiens. Il est soutenu par l'Organisation des États américains (OEA), qui a imposé un embargo à Haïti après le putsch. - (Reuters).

■ NIGER : formation d'un nouveau gouvernement. - Le premier

BRÉSIL

Deux anciens ministres sont ouvertement accusés de corruption

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

M. Antonio Rogerio Magri, ancien ministre du travail et de l'action sociale, qui a démissionné du gouvernement en janvier, est accusé d'avoir reçu 30 000 dollars pour avoir permis la révision - à la baisse - de la dette d'une entreprise vis-à-vis de la Sécurité sociale.

Cette somme ne représente qu'une broutille par rapport à celles évoquées dans les scandales, réels ou supposés, maintes fois dénoncés par les journaux. Mais, cette fois, l'affaire pourrait bien déboucher sur la condamnation à une peine de prison de l'ex-ministre.

Célérité inhabituelle

Ancien syndicaliste, M. Magri avait souvent défrayé la chronique, depuis son entrée en gouvernement. Il avait conservé son salaire de technicien administratif de la compagnie d'électricité de São-Paulo, Electropaulo ; il s'était abstenu d'assister à la session inaugurale de la réunion du Bureau international du travail, à Genève, à la fin de l'année dernière, pour se consacrer à une tournée de shopping et de visites des banques ; il était parvenu à faire immatriculer sa voiture particulière, dans la plus parfaite illégalité, avec ses initiales et sa date de naissance. Bref, le ministre était dans le collimateur depuis longtemps et, dans son cas, la procédure judiciaire suit son cours.

Enquêtant avec une célérité inhabituelle, la police fédérale a, par exemple, confirmé l'authenticité de l'enregistrement d'une conversation entre M. Magri et le directeur de la Sécurité sociale, M. Volnei Abreu Avila, où le ministre, avouait avoir reçu 30 000 dollars et s'entretenait candidement : « Beaucoup de gens gagnent des millions sous mon nez (...) Il ne s'agit pas de voler, mais de faire les choses correctement et

de gagner de l'argent. Je suis ministre et je n'ai pas cette chance deux fois dans ma vie. » Interpol a été chargée de se pencher sur les comptes secrets que M. Magri, dont la fortune a été rapidement accumulée, aurait en Suisse. Son seul patrimoine immobilier et celui de ses deux enfants - eux aussi employés d'Electropaulo - est estimé à quelque 700 000 dollars.

Un autre ancien ministre, M. Aloizio Guerra, qui détenait jusqu'en mars le portefeuille de la santé, pourrait être lui aussi amené devant les tribunaux, dans le cadre d'une procédure engagée contre des responsables de ce ministère. Ces derniers sont en effet accusés d'avoir effectué, au nom de l'État, des achats surfacturés auprès d'entreprises, dont quatre des sept dirigeants sont déjà sous les verrous. M. Guerra est soupçonné d'avoir fermé les yeux, avec une certaine bienveillance,

« Chasse aux marajás »

Ce début de lutte contre la corruption au plus haut niveau de l'État intervient au moment idéal pour le président Collor de Mello, qui, deux ans après son accession au pouvoir, a bien besoin de redorer son hâlon : seulement 25 % des Brésiliens jugent positivement son action. La « chasse aux marajás » (ces profiteurs du service public), promise lors de la campagne présidentielle, a plus de chances d'être populaire que sa politique économique.

A ce chapitre, le retour vers la stabilité reste difficile et fragile, en dépit de quelques bons points enregistrés récemment : l'inflation a baissé ces deux derniers mois, et les négociations, qui ont repris avec les principaux créanciers internationaux, ont permis d'aboutir à des accords sur le désendettement de la dette brésilienne, tant avec le FMI qu'avec le Club de Paris.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ÉTATS-UNIS

L'épouse du général Noriega arrêtée pour vol dans un grand magasin de Miami

MIAMI

de notre envoyé spécial

Le procès du général Manuel Noriega a pris un tour tout à fait inattendu avec l'annonce, mardi 24 mars, de l'arrestation de son épouse... pour vol à l'étalage dans un grand magasin de Miami. Conformément à son habitude depuis l'ouverture en septembre dernier du procès de l'ancien dictateur du Panama, M. Felicidad Noriega était assise, mardi matin, au premier rang du tribunal avec ses trois filles, toutes très élégantes. Jusqu'à ce que la rumeur de sa brève arrestation, quelques jours plus tôt, fasse soudain basculer l'intérêt de la presse vers l'épouse du général Noriega. C'est sans doute des rumeurs sans fondement, s'est-elle bornée à déclarer avant de quitter précipitamment le tribunal.

Selon la police de Miami, M. Noriega a été surpris, le 20 mars au soir, en flagrant délit de vol dans le grand magasin Burdines. Avec une amie, M. Rosa Busto, elle avait arraché vingt-cinq boutons sur des vêtements de marque. Arrêtées à la sortie du magasin, elles ont été libérées après avoir passé une dizaine d'heures en prison et payé une caution de 1 600 dollars (8 550 francs), correspondant à la valeur des dommages. Leur procès a été fixé au 10 avril et elles risquent une peine de trois ans de prison au maximum. Beaucoup moins certes que le général Noriega, qui est passible de la cent quarante ans de prison si sa participation au trafic international de drogue est confirmée par le jury.

B. L. G.

BOLIVIE

La police annonce l'arrestation d'un groupe de guérilleros

La police bolivienne a annoncé vendredi 27 mars l'arrestation de membres d'un groupe de guérilla peu connu mais apparemment puissant et bien organisé. Raul Garcia et Sylvia Alarcon ont été traduits jeudi en justice pour répondre des accusations de « terrorisme » et de « rébellion armée ». Raul Garcia a déclaré à des journalistes que son groupe, l'Armée de guérilla Tupac Katari (EGTK), comptait 300 militants, pour la plupart des paysans.

Des agences boliviennes rapportent de leur côté que Sylvia Alarcon, son épouse, a fait état de 1 200 militants répartis en 300 cellules. L'EGTK a revendiqué le sabotage d'au moins quatre lignes à haute tension depuis sa création, il y a un an. - (Reuters).

IRAN : à l'occasion de la Journée mondiale de Jérusalem

M. Khamenei prône une « lutte violente » pour « sauver le peuple palestinien »

Le guide de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei, a prôné, vendredi 27 mars, une « lutte violente » pour « sauver le peuple palestinien », à l'occasion de la Journée mondiale de Jérusalem (Jérusalem), qui a donné lieu à plusieurs manifestations en Iran. « Seule une lutte violente à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés peut sauver le peuple palestinien », a déclaré l'ayatollah Khamenei devant des milliers de fidèles lors de la prière hebdomadaire à l'université de Téhéran.

« Un devoir pour tous les musulmans »

Le dirigeant iranien, qui s'en est pris au « régime sioniste et à ses protecteurs américains », a affirmé que « la lutte contre le régime sioniste est une lutte islamique et constitue un devoir pour tous les musulmans ». « Plus les pays arabes et les organisations palestiniennes reculent, plus l'ennemi sioniste devient violent », a-t-il estimé, soulignant que « les dirigeants sionistes n'ont pas encore renoncé à leur projet du Grand Israël (...) Ceux qui ont été expulsés de leur terre ont le droit de lutter pour la récupérer ».

Il a en outre accusé les États-Unis de « soutenir le terrorisme ».

indiquant que « l'attaque aérienne contre le domicile du dirigeant libyen (en 1986) ou les raids lancés contre l'Irak (en 1991) relevaient du terrorisme d'État américain. (...) Plusieurs installations détruites par les États-Unis en Irak n'étaient pas du tout militaires », a-t-il affirmé. « Les Américains ont peur du renouveau de l'islam, notamment dans les républiques musulmanes de l'ex-URSS. Ils ne veulent pas de relations saines avec nous. (...) C'est pourquoi ils se livrent à toutes sortes d'accusations et de diffamations contre l'Iran ».

A Genève, M. Bernard Pfiffner, chef de la délégation en Iran du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) expulsé par les autorités iraniennes, a déclaré vendredi à son retour en Suisse, que cette mesure était « liée à des problèmes intérieurs à l'approche des élections du 10 avril ». Mais aussi, a-t-il dit, à la récente résolution de la commission des droits de l'homme des Nations unies, vue comme « un sérieux revers pour le gouvernement, qui se devait de réagir ». Un rapport récent de cette commission recommandait de maintenir l'Iran sous surveillance internationale. - (AFP).

Pour son interprétation de la résolution 242

M. Boutros-Ghali sévèrement critiqué par le secrétaire général de la Ligue arabe

M. Esmat Abdel Méguid, secrétaire général de la Ligue arabe, a sévèrement critiqué son homologue de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, lui reprochant d'avoir « autorisé » Israël à maintenir son occupation de territoires arabes en affirmant que la résolution 242 de l'ONU n'était pas « coercitive » (le Monde daté 22-23 mars). Cette résolution, adoptée après la guerre de 1967, impliquait un retrait des forces israéliennes mais ne se référait pas - contrairement aux textes concernant l'Irak - au chapitre VII de la charte de l'ONU qui prévoit

« toute action (...) nécessaire » pour obtenir l'application des décisions de l'organisation.

« Rien ne permettrait à Boutros-Ghali d'affirmer que la résolution 242 n'est pas obligatoire et de fournir ainsi un prétexte à Israël de ne pas se conformer à la résolution », a estimé M. Abdel Méguid dans une interview diffusée jeudi 26 mars par la radio RMC-Proche-Orient. L'État hébreu « applaudit aujourd'hui à cette affirmation qui a pris la forme d'une autorisation à maintenir son occupation des territoires arabes », a-t-il ajouté. - (AFP).

EUROPE

La répression de la rébellion kurde en Turquie

Le ministre allemand de la défense mis en cause pour les livraisons de chars à Ankara

La question des livraisons d'armes à la Turquie provoque en Allemagne une polémique qui menace le ministre de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, bien que Bonn ait décrété, jeudi 28 mars, un embargo afin de protester contre la brutalité de l'intervention des forces de sécurité turques, équipées de matériel allemand, contre les populations civiles du Sud-Est anatolien.

BERLIN

de notre correspondant

Les Allemands ont en effet découvert que la Turquie avait reçu l'an dernier quinze chars Leopard 1, en dépit d'une décision du Bundestag d'interdire ces fournitures en raison des attaques aériennes turques contre des objectifs kurdes

en Irak. Le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vagel, a reconnu, vendredi 27 mars, que la décision du Parlement, suite à une « panne administrative », n'avait pas été transmise au groupe Krauss-Maffei, qui a assuré cette livraison.

Secondaire par rapport à la crise qui vient d'éclater entre les deux pays, cette polémique interfère dans la campagne électorale régionale du Parti chrétien démocrate (CDU) n'est autre, en effet, que le secrétaire d'Etat à la défense, M. Otfried Henning, qui a bien du mal à expliquer cette « bavure ». Son ministre, M. Gerhard Stoltenberg, qui est aussi président de la fédération chrétienne-démocrate du Schleswig-Holstein, est de plus en plus embarrassé : il avait déjà été mis sur la sellette pour des livraisons illégales de chars à Israël.

Le gel des livraisons d'armes à la Turquie a ouvert avec Ankara une crise qui singularise à nouveau la diplomatie allemande en Europe. Le gouvernement turc a reconnu officiellement que ses forces avaient utilisé des véhicules blindés d'origine allemande dans les opérations en Anatolie, mais estime que Bonn lui fait un mauvais procès. Soutenu par son opinion, le gouvernement allemand maintient que la Turquie doit tenir, comme tout autre pays, ses engagements dans le domaine des droits de l'homme, pris en tant que membre de l'OTAN et signataire des conventions de la CSCE. Alors des conventions de bon droit, quelle estime agir de bon droit, l'Allemagne s'efforce de se retrancher une fois de plus sous le couvert de l'affaire yougoslave et de ne pas être suivie par ses partenaires de la Communauté européenne.

H. de B.

L'insécurité s'installe dans les grandes villes

Une semaine après le début des violents affrontements qui ont accompagné les célébrations du Nouvel An kurde, le couvre-feu a été levé, vendredi 27 mars, dans une partie du Sud-Est de la Turquie, mais il demeure en vigueur la nuit dans les quatre villes où le PKK est le plus actif, Cizre, Sinak, Iki et Siroki.

ISTANBUL

de notre correspondant

Dans les grandes villes, les attentats quotidiens contribuent à maintenir un climat d'insécurité. A Istanbul, deux soldats ont été blessés, vendredi, lors d'une attaque contre un autobus - la depuis le début de la semaine dernière - alors qu'une fusillade a éclaté après un attentat contre une voiture de police dans les beaux quartiers de la rive asiatique. Même la jeunesse d'Istanbul ne peut plus se permettre d'ignorer le problème

kurde. Jeudi soir, une bombe incendiaire a causé d'importants dommages, mais n'a pas fait de victimes, dans une discothèque.

L'homme de la rue, pour qui la question kurde était abstraite, limitée à une région qui se situe à plus de 1 000 kilomètres d'Istanbul, a été durement frappé par les images retransmises pour la première fois par la chaîne nationale. Chars, fusillades interminables et manifestations ont surpris la majorité de la population. Que ce soit dans les transports publics, dans les magasins ou, en cette période de Ramadan, autour de la table du dîner après le coucher du soleil, le « ras-le-bol » exprimé ici ou là commence à se transformer en une hostilité dirigée contre les Kurdes en général, et notamment les 5 à 6 millions d'entre eux qui travaillent dans les grandes villes.

Le gouvernement et surtout les partis d'opposition demeurent convaincus que les récents événements étaient en large partie manipulés par des « pouvoirs étrangers ».

pour déstabiliser le pays. L'Allemagne a suspendu ses livraisons d'armes, accusant les Turcs d'avoir utilisé des blindés réservés à la défense nationale et le gouvernement a admis les avoir déployés dans le Sud-Est. Mais pour les Turcs, les nationalistes, les affrontements du week-end dernier constituaient clairement une menace pour l'intégrité et l'unité territoriale du pays.

Tandis que Bonn tente d'obtenir le soutien de ses collègues européens pour condamner l'intervention des Forces de sécurité en Turquie, le premier ministre, M. Süleyman Demirel, tente de son côté d'expliquer et de justifier la politique de son pays. « Je demande à n'importe quel pays du monde : que faites-vous à quelqu'un qui prend des roquettes, des mortiers, des fusils de défense antiaérienne et fait couler, sans discrimination, le sang d'enfants, de jeunes, de soldats ? La Turquie fait la même chose. »

NICOLE POPE

Alors que le président du Nakhitchevan s'est rendu à Ankara

L'Iran annonce une prolongation du cessez-le-feu au Haut-Karabakh

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont accepté de prolonger d'une quinzaine de jours le cessez-le-feu qui devait expirer vendredi 27 mars, a annoncé le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi. Ce cessez-le-feu « iranien », observé très partiellement, doit permettre une rencontre entre représentants arméniens, azerbaïdjanais, iraniens et russes au début de la semaine prochaine à la frontière azéro-arménienne, indique-t-on à Téhéran. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, avait appelé la veille à une « coordination » de toutes les médiations dans ce conflit, après avoir entendu un rapport de son envoyé spécial dans la région, M. Cyrus Vance. La CSCE a en effet lancé une conférence internationale sur le Haut-Karabakh devant

se tenir à Minsk, sans inviter l'Iran alors que les navettes de M. Vaezi ont, pour le moment, donné quelques résultats. Selon Téhéran, l'Azerbaïdjan a aussi accepté que sa voie ferrée serve de « couloir de sécurité » pour l'acheminement de secours vers le Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan serait aussi prêt à accepter la présence aux négociations des Arméniens de Stepanakert si des Azerbaïdjanais de l'exil étaient aussi invités.

Sur le terrain, un avion Yak 40 qui assurait la liaison entre Erevan et l'aéroport de Stepanakert, repartit le 26 février par les Arméniens, a été touché vendredi par la DCA azerbaïdjanaise au-dessus du couloir séparant l'Arménie de l'enclave. Dix passagers ont été blessés mais l'appareil a pu atterrir à Erevan, selon les

sources arméniennes. Enfin, celui qui devrait se présenter avec de grandes chances de succès à l'élection présidentielle en Azerbaïdjan fixée au 7 juin, l'ex-numéro un du pouvoir communiste en Azerbaïdjan, M. Geidar Aliev, a effectué une visite imprévue en Turquie, et-on annonce vendredi à Ankara.

M. Aliev y a reçu un crédit de 100 millions de dollars pour le Nakhitchevan, l'enclave azerbaïdjanaise, située entre l'Arménie, la Turquie et l'Iran, dont il assure la présidence. L'intégration, dans le domaine du réseau électrique, des « voies » de communication et de la télévision, du Nakhitchevan à la Turquie est aussi prévue par un protocole de coopération signé par M. Aliev à Ankara. - (Rue-Tout, Reuters)

Surenchères électorales en Grande-Bretagne

Suite de la première page

Ce voyage dans la capitale du comté du Nord-Yorkshire était justifié à la fois par l'arithmétique électorale et par la conjoncture : le siège de la circonscription du centre-ville est l'un des plus menacés pour le Parti conservateur, le « MP » (membre du Parlement) local ne disposant que d'une majorité de 0,2 % des suffrages sur son adversaire travailliste. Il était donc nécessaire d'apporter un « coup de pouce » au député et d'en profiter, au moment où le Parti travailliste a réussi à déplacer le débat politique sur son terrain favori - le Service national de santé - pour visiter l'hôpital-pilote de York, candidat au statut - controversé - de l'autonomie administrative et financière prévu par la réforme du NHS. M. Major voulait ainsi souligner les nombreux « succès » d'un service public sur la voie d'une privatisation qui ne dit pas son nom.

Avec cette gentillesse un peu gauche et ce sourire toujours si parfaitement chaleureux qui le caractérise, M. Major a fait campagne sur ce thème dans les couloirs de l'établissement, se pliant aux demandes d'autographes des malades et des infirmières rencontrées ici et là, se relayant avec son épouse Norma pour prendre dans ses mains celles des infirmes en fauteuil roulant. A Londres, pendant ce temps, les conférences de presse se succédaient au siège des partis conservateur et travailliste, dramatisant un peu plus la polémique en cours.

Le Parti travailliste a employé les grands moyens pour centrer le débat politique sur les carences du Service national de santé (NHS), notamment ces incroyables listes d'attente sur lesquelles doivent s'inscrire les malades. Le film dont il est l'auteur montre deux fillettes : l'une est Jennifer Bennett, âgée de onze ans, qui joue son propre rôle. Traînée par le NHS, elle a dû attendre onze mois avant de se faire opérer. Une autre fillette - celle-ci est une comédienne - apparaît : reçue dans le secteur privé, elle a été opérée sans délai, moyennant finances. Le court-métrage, qui veut illustrer une médecine « à deux

vitesses » (l'une pour les pauvres, l'autre pour les riches), est hautement émotionnel, la douleur éprouvée par Jennifer étant visible. Les responsables du Parti conservateur ont bondi



sur l'occasion, le ministre de la santé, M. William Waldegrave, pourtant notamment de « techniques qui n'auraient pas été déployées dans l'Allemagne d'avant la guerre ».

Voyant là - un peu vite - une occasion d'atteindre M. Neil Kinnock, le chef du Labour, les conservateurs ont alors mis en cause son « aptitude à gouverner », une litote qui, dans le registre très conventionnel du langage de la classe politique britannique, constitue une attaque grave contre le chef de l'opposition. La polémique s'est transformée en accusations mutuelles pour savoir qui, du Labour ou des Tories, avait « lâché » le nom de Jennifer à la presse. Dans la soirée, le ministre de la santé était obligé d'évoquer un peu pitoyablement que le Parti conservateur avait « aidé » le médecin de la petite Jennifer à entrer en contact avec le Daily Telegraph, tout en sou-

lignant que M. Major n'avait rien en de cette opération politico-médiatique. Interrogé toute la journée à York sur ce sujet, le premier ministre n'a pas voulu reprendre à son compte les doutes émis sur les capacités de M. Kinnock à gouverner. Il a préféré parler d'un incident « désagréable » à propos d'une émission « truquée ». Celle-ci fournit à chaque parti l'occasion de mettre en cause l'intégrité de l'adversaire, mais elle offre aussi une nouvelle possibilité aux démocrates-libéraux, de

lignait que M. Major n'avait rien en de cette opération politico-médiatique. Interrogé toute la journée à York sur ce sujet, le premier ministre n'a pas voulu reprendre à son compte les doutes émis sur les capacités de M. Kinnock à gouverner. Il a préféré parler d'un incident « désagréable » à propos d'une émission « truquée ». Celle-ci fournit à chaque parti l'occasion de mettre en cause l'intégrité de l'adversaire, mais elle offre aussi une nouvelle possibilité aux démocrates-libéraux, de

M. Paddy Ashdown de prendre leurs distances avec les controverses un peu primaires qui marquent la surenchère entre les deux principales formations. La question des déficiences du NHS (et, plus généralement, de l'état des services publics britanniques) va rebondir à la faveur de cet incident. Le Parti conservateur s'est engagé à réduire la durée des listes d'attente dans les hôpitaux. Mais, actuellement, plus de 11 000 patients figurent encore sur les listes de plus de deux ans, 326 437 attendent depuis plus d'un an. Un bilan que l'Association médicale britannique (BMA) a choisi de rappeler jeudi, en affirmant que la réforme du NHS visait à pallier la crise de son financement - notamment responsable de l'effacement des listes d'attente - a échoué.

LAURENT ZECCHINI

Littérature et traditions

Au Turkménistan, comme au bon vieux temps...

MOSCOU

de notre correspondant

Pourquoi renoncer aux traditions dans ce qu'il est le plus de meilleur ? La 12 mars dernier, le président du Turkménistan ex-soviétique, M. Saparmourad Niazov, institué par décret un nouveau « prix international Makhroumkouli », du nom d'un poète et philosophe turkmène du dix-huitième siècle, destiné à récompenser des succès littéraires ou artistiques exceptionnels.

Le 26 mars, le premier lauréat était désigné : en la personne du président Niazov, couronné à l'unanimité pour son activité « en faveur de la paix et du progrès humanitaire ».

Quelques semaines plus tôt, le présidium du Soviet suprême turkmène siégeant à Achkhébed avait adopté une résolution concernant l'impression des portraits du président : pour répondre « aux nombreuses demandes des citoyens, des collectifs de travail et d'organisations sociales » (...), et pour tenir compte « de la nécessité de créer des conditions permettant la libre expression par chacun de son patriotisme (...) et de son respect pour le chef de l'Etat », le présidium jugeait nécessaire de prendre les mesures propres à assurer « la fabrication et la diffusion des portraits du président, y compris leur vente, en quantités illimitées, à la population ». Diverses dispositions étaient prises pour la même occasion pour garantir la « haute qualité »

artistique et technique des dits portraits, qu'on prévient en conséquence d'imprimer à l'étranger.

M. Niazov a commencé sa carrière dans la parti dans les années 70, à l'époque où un Lénine Brejnev déjà couvert de décorations donnait le bon exemple en se faisant attribuer le prix Lénine de littérature pour un court récit, le Poète Terre, publié sous sa signature et où il relatait ses exploits (de commissaire politique) pendant la « grande guerre patriotique ». Mais M. Gorbatchev était déjà au pouvoir à Moscou quand M. Niazov atteignit le sommet de la hiérarchie locale, en devenant en décembre 1985 premier secrétaire du comité central.

« Poètes sauvez-moi... »

La suite ne pose pas de problèmes : ni son élection au poste de président de la République en octobre 1990, obtenue au suffrage universel et avec plus de 98 % des voix (il était seul candidat), ni la transformation, après le putsch de l'été dernier, du Parti communiste turkmène en « Parti démocratique du Turkménistan ». Un parti dont M. Niazov est bien entendu président, et dont neuf membres sur dix sont d'anciens communistes.

Si tout va pour le mieux à Achkhébed, la situation est moins brillante à Moscou pour

les fidèles de l'ordre ancien. La Pravda en est toujours à chercher de l'argent pour vanter le repaire. L'échec retentissant du Congrès des députés de l'URSS, le 17 mars dernier, n'est pas encore digéré. Mais on s'est tout de même un peu remémoré le moral en assistant, jeudi 26 mars, à une « soirée littéraire » en l'honneur d'Anatoli Loukianov, ancien président du Parlement de l'URSS, en prison depuis l'échec du putsch et poète à ses heures...

M. Egor Ligatchev, l'ancien chef de file des conservateurs au bureau politique, était présent, mais pas le héros de la fête, le Parquet de Russie ayant refusé de libérer pour la circonstance. Quelques représentants du gratin néo-bolchévique (le journaliste de télévision Alexandre Nevzorov, mais aussi l'écrivain Edoard Limonov) avaient pourtant proposé de le remplacer dans sa cellule, mais en vain. Au moins s'en-t-on vu les vers du prisonnier (« Poètes, sauvez-moi... »), et aussi ceux de Pouchkine, de Byron. On a aussi créé « l'hôte à l'étranger » et entendu un pope expliquer à quel point il regrette d'avoir offert naguère au président russe une icône représentant le Sauveur.

Bref, ce fut une bien belle soirée, et même, à en croire le quotidien conservateur Russie soviétique, « une soirée qui entrera dans l'histoire de la poésie ».

JAN KRAUZE

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS AVRIL 1992

LA DEUXIÈME YUGOSLAVIE

Le 29 novembre 1945, Tito proclame la création de la République populaire de Yougoslavie. Il passe pour le plus dur des chefs d'Etat d'Europe orientale. Mais en juin 1948, coup de tonnerre. Tito est condamné par Staline. Pour survivre et se concilier de nouveaux appuis, il va mettre en place les ingrédients du titisme : fédéralisme et socialisme autogestionnaire à l'intérieur, non-alignement sur les Super-Grands à l'extérieur. Face à la condamnation du Kominform, les dirigeants yougoslaves font bloc un certain temps, puis les crises et les affaires se succèdent. En 1980, à la mort du maréchal-président, la construction tient... jusqu'à la proclamation des indépendances slovène et croate et à la guerre civile en 1991. La deuxième Yougoslavie est enterrée le 15 janvier 1992, lorsqu'un certain nombre d'Etats reconnaissent l'indépendance de la Croatie.

Et aussi, dans ce numéro, « Les clés de l'info ». Au sommaire : l'Exposition universelle de Séville, le Haut-Karabakh, les lois de 1982, la session parlementaire, la bioéthique...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

EUROPE

Les Etats-Unis vont acheter à l'ex-URSS du plutonium 238 et de la technologie spatiale

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi 27 mars qu'ils allaient acheter à l'ex-URSS du plutonium 238 et de la technologie spatiale grâce à un très net assouplissement de règlements datant de la guerre froide.

Le département de l'énergie a en effet été autorisé à acheter du plutonium 238 russe, servant de combustible dans les générateurs thermocouple pour les missions spatiales, a indiqué la Maison Blanche.

Le département de la défense va, de son côté, pouvoir acheter un petit réacteur nucléaire spatial fabriqué en Russie, Topaz II, ainsi que des propulseurs (« Hall thrusters ») permettant de faire manœuvrer des satellites dans l'espace, a précisé la présidence américaine. Les Etats-Unis vont donc acheter, en Russie essentiellement, des technologies qui étaient considérées comme secrets d'Etat du temps de l'URSS.

« Les changements remarquables en Russie et dans les autres nouveaux Etats de l'ex-URSS donnent au gouvernement et au secteur privé américains des occasions uniques de développer le commerce avec ces pays, spécialement dans les domaines de haute technologie non encore disponibles », ont écrit les Etats-Unis, NDLR, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater.

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi 27 mars qu'ils allaient acheter à l'ex-URSS du plutonium 238 et de la technologie spatiale grâce à un très net assouplissement de règlements datant de la guerre froide.

Le réacteur Topaz II (coût 8 millions de dollars) doit, lui, être utilisé à des fins expérimentales à l'université du Nouveau-Mexique, et ne sera pas lancé dans l'espace, selon la Maison Blanche. Il ne contient pas de combustible nucléaire. Quant aux propulseurs, le département de la défense doit en acheter quatre. D'autres exemplaires doivent être achetés par une firme privée.

L'administration américaine a également annoncé qu'elle supprimait certaines barrières aux impor-

tations de technologie ex-soviétique. Si des licences d'importation sont nécessaires, elles seront étudiées rapidement avec un préjugé favorable, a précisé le porte-parole. La Maison Blanche a souligné que les Etats-Unis continueraient à œuvrer avec leurs alliés pour éliminer les restrictions que le COCOM (Commission de coordination des contrôles à l'exportation) imposait au commerce avec l'ex-URSS au temps de la guerre froide. Plus des deux tiers des restrictions ont déjà été éliminées, a rappelé M. Fitzwater.

L'administration américaine délivrera désormais plus rapidement les licences restant nécessaires pour l'exportation de certains produits vers les Républiques de l'ex-URSS, a-t-il ajouté. Le porte-parole a précisé que les mesures de libéralisation du com-

merce avaient été prises par les Etats-Unis dans le cadre d'un programme global d'aide à l'ex-URSS, dont les autres aspects doivent être annoncés au cours des prochaines semaines.

Selon des sources américaines, le programme comprend une participation américaine de 1 milliard de dollars à un fonds international de stabilisation du rouble, une nouvelle contribution d'environ 12 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI), 645 millions de dollars d'aide humanitaire et technique directe (annoncée en janvier mais pas encore présentée au Congrès) et la levée d'un amendement à la loi américaine qui restreint les possibilités de prêt à l'ex-URSS. (AFP, UPI)

ALLEMAGNE : déclenchant une polémique avec le Congrès juif mondial

Le chancelier Kohl déroule le tapis rouge pour le président Kurt Waldheim

BERLIN

de notre correspondant

Au grand dam du Congrès juif mondial, le chancelier allemand Helmut Kohl a chaleureusement accueilli, vendredi 27 mars, à Munich, M. Kurt Waldheim, d'habitude boycotté pour son passé douteux par la communauté internationale.

Le président autrichien venait, en voisin, recevoir une distinction attribuée par une fondation conservatrice bavaroise, le récompensant de ses services comme ancien secrétaire général de l'ONU. C'était la première fois depuis son élection controversée en 1986 que le chef de l'Etat autrichien, dont le mandat expire le mois prochain, rencontrait officiellement le chancelier Kohl.

La réception, agrémentée d'un déjeuner, a relancé la polémique entre le chef du gouvernement alle-

mand et le Congrès juif mondial, dont le secrétaire général, M. Elan Steinberg, a qualifié le geste du chancelier de « grossière insulte » à l'égard de la sensibilité juive.

Sur un ton extrêmement vif, M. Kohl a estimé qu'il n'avait « pas besoin de conseil » pour établir son calendrier. Il a reproché au Congrès juif mondial d'avoir critiqué la réunification allemande et d'avoir jamais répondu à sa demande d'explication à ce sujet.

Au moment où M. Waldheim achève son mandat, cette rencontre, très discrètement préparée, peut paraître anachronique. Mis au ban de la communauté internationale en raison de son passé dans la Wehrmacht pendant la seconde guerre mondiale, M. Waldheim reçoit un faible lot de consolation de dernière minute. La rencontre s'explique peut-être davantage par l'approche des élections régionales du 5 avril dans le Bade-Wurtemberg et au Schleswig-Holstein.

Dans le Bade-Wurtemberg, Land contrôlé par les chrétiens-démocrates, le parti du chancelier risque de perdre sa majorité absolue en raison d'une manœuvre de l'extrême droite. Dans le passé, le chancelier n'a jamais hésité, quand il l'estimait nécessaire, à donner des gages verbaux à sa droite.

Ainsi, peu après son élection, M. Helmut Kohl avait été critiqué pour avoir revendiqué, au cours d'une visite en Israël, « la grâce de la naissance tardive », refusant l'idée que les nouvelles générations allemandes puissent elles aussi être tenues pour responsables des crimes nazis. Quelques années plus tard, il avait été violemment attaqué par la communauté juive pour avoir obligé le président Ronald Reagan à aller se recueillir au cimetière militaire allemand de Bitburg, où se trouvaient aussi des tombes d'anciens soldats SS.

HENRI DE BRESSON

LOIN DES CAPITALES

Namur dans ses nouveaux atours accueille Guy Spitaels

NAMUR

de notre envoyé spécial

EN Belgique, on peut être « loin de la capitale » à seulement 80 kilomètres de Bruxelles ; on peut même vivre dans une ville de cent mille habitants qui n'abrite ni le Parlement, ni les bureaux du chef du gouvernement, ni le palais royal, mais qui a ses propres « ministères » et une « présidence ». Telle est la situation des Namurois, depuis que le confluent de la Sambre et de la Meuse est devenu la capitale politique et administrative de la Région wallonne en vertu d'une « réforme de l'Etat » qui a institué un fédéralisme très poussé, casse-tête pour les étudiants en droit, mais oubaine pour les entreprises en bâtiment appelées à installer l'administration régionale dans des atours dignes de son nouveau rang.

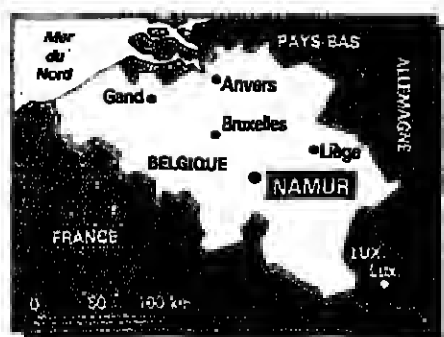
Apparemment persuadés qu'aucun étranger n'est assez masochiste pour s'être sérieusement penché sur le dossier, les responsables wallons font un méritoire effort de clarté et de concision pour rappeler les étapes de la construction juridique mise en place pour tenter de faire cohabiter harmonieusement Wallons et Flamands, francophones et néerlandophones. Avec cette complication supplémentaire que les frontières linguistiques ne correspondent pas toujours aux frontières régionales, puisque majoritairement francophone, Diennes, pour simplifier les choses, que, du côté francophone, un partage des compétences s'est fait entre ce qui on appelle la Communauté française, établie à Bruxelles, et la région, installée dans plusieurs villages wallons.

Le plus gros morceau

Les Wallons racontent que M. Mitterrand, auquel on présentait une grande figure de la Communauté française (l'ancien ministre belge des Affaires européennes), et qui croyait avoir affaire à un compatriote, posa cette question se voulant amicale : « Combien de membres compte donc votre association ? » Authentique ou non, l'anecdote est relatée comme une douloureuse illustration de l'ambi-

guité de l'institution communautaire, jusque dans son nom prêtant à confusion.

En 1983, alors qu'était déjà bien lancé le processus fédéral, les principaux partis wallons réorganisèrent les nouvelles administrations régionales entre différentes villes : à Liège, l'économie ; à Charleroi, la social ; à Mons, le culturel, etc. Namur obtint le plus gros morceau : la présidence de l'exécutif et les



« ministères », du moins ceux qui ne sont pas restés à Bruxelles, pour garder le contact avec le pouvoir central, ou parce que leurs titulaires sociaux-chrétiens hésitent à faire le grand saut en province, contrairement à leurs collègues socialistes. La surprise a pourtant été de taille lorsqu'un des plus gros cadres de la politique belge, M. Guy Spitaels, décida de renoncer (la Monda du 8 janvier) à sa fonction de président du PS francophone pour occuper celle de « ministre-président » de l'exécutif régional wallon.

Les distances n'avaient pas vraiment en Belgique, Guy Spitaels, comme beaucoup de ses collaborateurs, « navetteurs » de haut vol, fait tous les jours le trajet entre son bureau de Namur et son domicile (à Ath, dans le Hainaut). Ce n'était pas prémédité, mais son arrivée a correspondu avec l'achèvement d'une partie des grands travaux décidés par ses prédécesseurs.

Sous sa citadelle haut perchée, la cité des carmes (vingt sièges au vingt aînés) compte bientôt des bâtiments fonctionnels pour fonctionnaires informés et aussi quelques restaurations pour les chefs esthètes.



Une maison patricienne va servir de siège à la « présidence ». Il y a sans doute pléthore de marbre noir, on peut trouver un peu chargée les lourdes portes décorées de fesses et de seins, mais la vue est admirable sur la Meuse adjacente. Chaque jeudi, jour de réunion de l'exécutif, les journalistes locaux s'entassent sur leurs cigarettes, dans une superbe salle de presse, en attendant que le compte rendu du « ministre-président » émerge du chaos. On connaît déjà la constante virtuosité grammaticale, le style soutenu de cet intellectuel ; on s'attendait moins à la précision dans les chiffres, au souci du détail matériel.

Guy Spitaels paraît aimer par-dessus tout se promener dans les rues commerçantes, salué par une population qui vote majoritairement socialiste à l'ombre d'un évêché notoirement intégriste. Un de ces synchronismes dont la Belgique a le secret. Ses pas le ramènent dans une arête de Jambes - commune fusionnée avec Namur, sur l'autre rive de la Meuse - où s'élève l'appelle à la rue de la Loi wallonne, par allusion à celle qui borde le Parlement national et l'hôtel du premier ministre belge.

Ce n'est pas encore le décor chargé d'histoire que Bruxelles réserve à l'appareil d'Etat, mais M. Spitaels assure ne pas avoir de nostalgies. Quelles que soient les évolutions futures du royaume, il dit miser sur l'essor des régions dans le cadre européen. « Beaucoup de choses ont changé, même chez vous. Regardez Giscard dans son Auvergne. »

Ses ennemis trahissent parfois sur « la mimétisme mitterrandien » de l'ancien président du PS francophone, fort introduit chez les Français et expert en courtoisie fabuliste, rocardien, et autres. A soixante ans, aurait-il, en fait, trouvé un autre modèle de stratégie politique pour rebondir ? On aimerait le pousser dans ses retranchements. Devient les membres de son cabinet plus attentifs que jamais, à faire alors de devoir être éclairé de manière urgente sur les régionales et la situation dans l'hexagone. « Comment expliquez-vous le succès de Lang ? »

Wallonie profonde, mais à trois heures d'autoroute de Paris. Loin des capitales ! De quelle capitale au juste ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

ASIE

AFGHANISTAN : pour répondre à une situation « volatile »

L'ONU veut accélérer le règlement politique

Les Nations unies veulent accélérer un règlement politique en Afghanistan. Le médiateur, M. Benon Sevan, a-t-il dit, n'est pas désolé de voir que les deux camps ont des objectifs communs : organiser un transfert du pouvoir après la tenue d'une assemblée « entre Afghans » fin avril. Il a indiqué, jeudi 26 mars, qu'il avait changé ses plans en raison du caractère « volatil » de la situation.

ISLAMABAD

de notre correspondant

Si M. Benon Sevan a « plongé », malgré le risque d'être dépassé ou d'apparaître comme « celui qui impose », alors que les Afghans ont toujours été allergiques aux « solutions de l'extérieur », c'est que les dangers se sont multipliés, ces dernières semaines. Au nord, le long des frontières ouzbèkes, tadjikes et turkmènes, des milices défilent le pouvoir central, en mettant en avant leur appartenance ethnique, dans les rues de Mazar-i-Sharif.

A Peshawar, base arrière de la guérilla sunnite au Pakistan, les moudjahidins ont accentué leur pression et finit des appels du pied à l'armée afghane afin qu'elle accélère la « chute imminente » du président Najibullah. Enfin, à Kaboul, le gouvernement, violemment affaibli et aussi divisé que la résistance islamique, a été la cible de rumeurs diplomatiques sur un possible coup d'Etat, rumeurs qui ont précédé un mystérieux incendie au quartier général de la garde présidentielle.

Pourquoi M. Sevan a-t-il fait un voyage éclair à Kaboul durant ces événements ? « Cela faisait partie de mes consultations régulières », a-t-il affirmé. Cependant, dès son retour à Islamabad, il a annoncé que le mécanisme de règlement qu'il avait exposé en février avait

été simplifié. Plus question, par exemple, de deux assemblées (en avril et en juillet) pour entériner le « gouvernement intérimaire ».

La seule conférence « entre Afghans » que l'ONU veut convoquer, avant la fin avril à Vienne ou à Genève, devrait avaliser une liste de ministres intérimaires qui recevront aussitôt, affirme le médiateur, toute l'autorité exécutive des mains de l'équipe Najibullah. Aucune indication n'a encore été fournie sur le mode de sélection ni sur l'identité des éventuels représentants de Kaboul. Mais ce raccourci ouvrier va priver d'un argument M. Burhanuddin Rabbani, chef de l'importante faction rebelle du Jamiat, qui, sans rejeter le projet de M. Sevan, l'avait qualifié de « compliqué ».

L'impatience du Pakistan

« Nous n'avons plus l'été devant nous », reconnaît, inquiet, un adjoint du médiateur. Pression des moudjahidins au sud, secrétaire général de l'ONU lui-même ? « La communauté internationale veut un règlement, même sur le papier », explique un diplomate occidental.

Les deux principaux alliés de M. Sevan sont aujourd'hui M. Najibullah lui-même, qui a donné un coup de pouce au processus en annonçant solennellement, le 18 mars, qu'il était prêt à s'effacer, et le Pakistan, qui s'impatiente du retard pris par ses affaires d'Asie centrale. « Nous avons désespérément besoin de la route du Nord », ote un responsable d'Islamabad, en se demandant si, tout compte fait, le maintien de M. Najibullah n'aurait pas été préférable.

GAD SUTHERLAND

THAÏLANDE : candidat au poste de premier ministre

M. Narong Wongwan rejette les accusations de trafic de drogue

M. Narong Wongwan, qui avait été pressenti comme nouveau premier ministre thaïlandais (le Monde du 27 et du 28 mars), a mis au défi, vendredi 27 mars, les Etats-Unis de prouver ses liens avec le trafic de la drogue. Mais il s'est refusé à indiquer s'il maintenait sa candidature. « Je proclame mon innocence et je démens catégoriquement que moi-même ou un quelconque membre de ma famille ait été impliqué dans les crimes dont je suis accusé », a-t-il affirmé, accusant Washington de « s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre pays ». Il a par ailleurs écrit au président Bush pour lui demander « d'éclaircir cette situation tendue ». Le porte-parole du département d'Etat avait déclaré que M. Narong s'était vu refuser un visa pour les Etats-Unis car il était soupçonné de relations avec des trafiquants. « Il continue d'être interdit aux Etats-Unis en vertu de la loi », a confirmé vendredi le porte-parole de l'ambassade américaine à Bangkok. (UPI, AFP)

Pour une histoire politique comparée du XX^e siècle

Democraties, régimes autoritaires et totalitaires au XX^e siècle

S. Bernstein 79 F

CARRÉ ■ HISTOIRE

Des synthèses sur les grandes questions d'histoire.

11771 HACHETTE

L'ÉLECTION DES PRÉSIDENTS

Le PS cible de la droite et victime de ses alliés

L'opposition dénonce l'«immoralité» de la gauche

De M. Léotard à M. Juppé, en passant par M. Stasi, tous les responsables de l'opposition ont choisi de s'indigner de l'élection de MM. Soisson et Rausch, faisant ainsi passer au second plan la querelle qui était née, à droite, de l'attitude du RPR en Bourgogne.

Un seul a choisi d'en rire. Le tricolore secrétaire général du petit PSD, M. André Santini, présentant vendredi soir dans un communiqué «ses condoléances à Jean-Pierre Soisson et à Jean-Marie Rausch pour leur grande rigueur morale» et «les félicitant d'avoir assimilé aussi vite les méthodes socialistes». Mais, chez la plupart des dirigeants de l'opposition, l'élection des deux ministres d'ouverture a provoqué immédiatement indignation et condamnation. M. François Léotard a parlé d'«ouverture ou déshonneur». M. Alain Juppé a jugé «dépassées les bornes de l'immoralité et de la honte». M. Bernard Stasi estime que le pouvoir vient d'aller encore un peu plus loin «dans l'utilisation cynique du Front national». Chacun exige que MM. Rausch et Soisson aient «la dignité de refuser leur élection», ou sinon «qu'ils soient chassés du gouvernement».

Pour tous, il ne fait évidemment aucun doute que ces deux ministres issus de leurs rangs ont accepté sans scrupules les voix des élus du Front national pour barrer la route, en Lorraine, au président du Parti républicain et, en Bourgogne, à l'un des secrétaires généraux adjoints du RPR. Ils ne veulent pas imaginer que, dans ces deux régions, MM. Gérard Longuet et Dominique Perben n'aient pu compter au troisième tour sur le plein des voix de

toute l'UPF rassemblée.

Depuis qu'à la fin de l'année dernière M. Raymond Janot (UDF) avait fait part de sa décision de ne pas se représenter à la présidence de la région Bourgogne, tous les élus-majors parisiens avaient pourtant que cette région était à hauts risques. Qu'il y avait un sérieux risque d'affrontement entre M. Marcel Lucotte, soixante-dix ans, président du groupe des Républicains et indépendant du Sénat, qui se prévalait des accords nationaux de l'UPF confortant strictement le partage RPR-UDF de 1986, et M. Dominique Perben, quarante-sept ans, maire de Chalon-sur-Saône, qui misait avant tout sur sa jeunesse et son dynamisme. Ce qui devait arriver est arrivé mardi dernier. M. Perben décidait, malgré les hauts cris de l'UDF, de transgresser les accords de 1986. Jeudi soir, M. Giscard d'Estaing s'en mêlait, écrivant à M. Chirac, qui se trouvait à Paris, que M. Lucotte et ses amis assurent aujourd'hui qu'ils ont respecté, quoi qu'il leur en ait coûté, la discipline de l'union. M. Soisson soutient le contraire. L'ancien secrétaire général des Républicains indépendants, pris du RPR, a toujours su préserver de fortes amitiés à droite, en Bourgogne comme à Paris.

M. Charles Pasqua s'est lui-même démarqué de l'analyse officielle du RPR, en affirmant que l'opposition n'avait à s'en prendre qu'à elle-même. «Le RPR s'est mal conduit, a-t-il dit. Lorsqu'un accord existe, il doit être respecté. Si d'ouverture on considère que cet accord doit être revu, il faut le revoir ensemble. Il ne faut pas prendre d'initiatives qui ont comme conséquence de conduire à une division, même avec un petit nombre de gens. Cela donne la possibilité à des tiers d'intervenir dans le jeu et de changer le résultat». Sur ce

point, l'opposition n'a sans doute pas fini de régler ses comptes. Que M. Pasqua, en défendant M. Lucotte, ait cherché à protéger ses intérêts sénatoriaux est une chose. Mais il n'est pas le seul à l'UDF, mais aussi au RPR, à considérer qu'en laissant M. Perben brider sur le cou M. Chirac a commis une grosse faute, soulignant qu'il n'est point homme de parole.

«Des mœurs politiques dignes du Bas Empire»

La Lorraine présente ainsi un décor singulier. Avec un président sortant, M. Rausch, ancien ministre et toujours hostile à la gauche, qui a contribué à chasser le tiers politique local. La Moselle, par exemple, est le seul département de France où existent deux fédérations du CDS, qui régent depuis quelque temps leurs comptes à coups de réformes. En début de semaine, l'opposition UPR n'avait pas moins de quatre candidats à la présidence de la région : trois anciens ministres de la coalition. Gérard Longuet (UDF-PR), André Rostollat (UDF-PR) et François Guillaume (RPR), plus le président sortant du conseil général de Moselle, M. Julien Schwartz (RPR). Malgré les retrais annoncés la veille de MM. Rostollat et Guillaume, M. Chirac, pour témoigner auprès de l'UDF de sa bonne volonté, téléphonait vendredi matin aux responsables lorrains du RPR pour leur demander de soutenir sans réserve M. Longuet. Preuve à l'appui que l'union ne coulait pas de source. M. Méhaignerie explique que, compte tenu des relations extrêmement tendues entre le CDS lorrain et les centristes dissidents de M. Rausch, il lui paraît inacceptable que les siens aient pu abandonner au troisième tour M. Longuet.

Le débat pour savoir qui a voté pour qui n'est certainement pas clos. Pour l'opposition, qui va tenter de faire oublier ses propres erreurs et voit ainsi subitement la vertu changer de camp, ce devrait être pain bénit. Dès vendredi soir, M. Léotard sonnait la mobilisation pour le deuxième tour des élections cantonales. «Les Français doivent dénoncer avec dégoût des mœurs politiques dignes du Bas Empire», affirmait-il. M. Yves Galland, président du Parti radical, suggérait à l'opposition de déposer une motion de censure «pour sanctionner les turpitudes d'un gouvernement dissimulé». Mais ces deux imprudences de Bourgogne et de Lorraine vont surtout relancer la campagne contre la «perversion» du scrutin proportionnel.

OLIVIER BIFFAUD

DANIEL CARTON

Le départ de M. Soisson du gouvernement

Suite de la première page

Pourtant, sous ce calme trompeur, c'est une tempête qui a secoué le paysage politique. Elle a pris d'abord la forme d'une délicate polémique sur la façon dont M. Soisson a été élu à Dijon et dont M. Jean-Marie Rausch a été élu à Metz. Les deux ministres d'ouverture du gouvernement Cresson sont accusés en effet d'avoir bénéficié, pour l'importer sur leurs adversaires de droite, de voix du Front national. La polémique est délicate non seulement parce qu'elle donne lieu à un déferlement d'injures, mais aussi parce que, le vote étant secret, aucune certitude n'est possible.

On ne sait pas si les suffrages supplémentaires qu'il a fallu à MM. Soisson et Rausch pour dépasser le total des voix de la gauche et des écologistes sont venus de la droite, comme l'affirment les deux ministres, ou du Front national, comme le prétend l'opposition. En Bourgogne, la querelle qui a divisé l'UPF pourrait, à en croire M. Soisson, expliquer ces transferts. En Lorraine, l'attitude de l'extrême droite, qui a appelé à battre M. Rausch, suffirait, selon celui-ci, à rendre compte du revirement de quelques élus de droite en sa faveur.

M. Cresson est apparemment plus convaincu par les arguments du maire de Metz que par ceux du maire d'Auxerre. Quel qu'il en soit, un doute a été instillé, que le Front national a choisi d'entretenir par des déclarations ambiguës. Pour y mettre fin, la meilleure solution serait que les deux ministres se soumettent à un nouveau vote. M. Soisson a fait savoir qu'il préférerait quitter le gouvernement plutôt que d'abandonner sa présidence. M. Rausch entend conserver ses deux fauteuils. La dou-

ble «bavure» de Bourgogne et de Lorraine risque cependant de contribuer un peu plus au discrédit du système politique, pour le plus grand bonheur de l'extrême droite.

Car quelle que soit la bonne version des faits, ceux-ci illustrent l'effacement d'un rapport de forces qui encourage l'irresponsabilité de quelques-uns : ou bien MM. Soisson et Rausch ont été portés à la présidence par l'appui des voix du Front national, et cette alliance contre nature doit être condamnée; ou bien ils ont débouché un petit nombre d'élus de l'autre bord, et ce jeu politique n'est pas à l'honneur de ceux qui s'y sont discrètement prêtés.

Les contradictions du Parti communiste

Cette affaire n'est pas la seule bourrasque qui ait soufflé vendredi sur les assemblées régionales. En refusant de soutenir le PS dans la plupart des cas, le PC et Génération Ecologie, qui auraient dû être des deux principaux alliés, le premier par fidélité à la «discipline républicaine», le second par respect de la solidarité gouvernementale, ont bouleversé les données politiques, au prix d'incohérences qui ne sont pas moins inquiétantes.

Le Parti communiste, qui continue d'appliquer, à peu près partout aux élections cantonales, la règle du désistement anticipé, a décidé d'y renoncer pour les élections régionales, à quelques exceptions près, qui ne font qu'accroître ses contradictions. Le mouvement de M. Lalonde a agi exactement de la même manière, allant jusqu'à se rallier quelquefois à la droite. Si l'on voit bien le profit tactique que communistes et écologistes peuvent reti-

Les socialistes n'ont pu constituer les «majorités de progrès» espérées

Les «majorités de progrès»

que M. Edith Cresson et M. Laurent Fabius appelaient de leurs vœux au soir des élections régionales du 22 mars ne se sont constituées nulle part vendredi 27 mars. Sont apparues, en revanche, dans deux régions — la Bourgogne et la Lorraine — des majorités inacceptables pour les socialistes, qui avaient fait de la lutte contre le Front national l'un des axes de leur campagne.

Le PS garde la présidence du Limousin grâce à la force que conserve dans cette région la tradition d'union de la gauche forgée il y a près de cinquante ans, dans la Résistance. Il n'est pas exclu que cette même union renaissée, le 30 mars, dans le Nord-Pas-de-Calais, où les discussions ont repris entre les socialistes et les communistes et où il semble que la coopération que M. Edith Cresson a eue vendredi, à sa demande, avec M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement et président de Génération Ecologie, puisse produire ses effets. L'hypothèse d'une «majorité du troisième type», avancée par M. Lalonde et par M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes, paraît, en effet, s'estomper.

A ces deux exceptions près, dont seule la première est avérée, le rassemblement des écologistes et des communistes, que les socialistes espéraient réaliser autour d'eux dans les conseils régionaux, ne s'est pas fait. Les communistes ont refusé partout leurs voix aux candidats socialistes ou écologistes (le PCF ne votant pour M. Jean-Marie Rausch, en Lorraine, ou troisième tour de scrutin, que pour faire échec à une droite que le Front national faisait mine de soutenir), tandis que les écologistes ont refusé tout regroupement incluant les communistes. L'élection

du président du conseil régional de Haute-Normandie, reportée elle aussi au 30 mars et pour laquelle M. Laurent Fabius a besoin de réunir les communistes et un nombre suffisant d'élus écologistes, bute sur ce double refus.

En lieu et place des «majorités de progrès» espérées, les socialistes ont vu surgir, dans deux régions, des majorités polluées par l'extrême droite et dans lesquelles leur responsabilité est érogée. Quelques heures de réflexion ont suffi à M. Fabius, après examen des conditions dans lesquelles M. Soisson l'avait emporté en Bourgogne et M. Rausch en Lorraine, pour demander à ces deux ministres de se soumettre à une épreuve de vérification en se démettant de leur présidence pour provoquer un nouveau vote. S'exprimant sur TF1, vendredi soir, face à MM. Alain Juppé et François Bayrou, secrétaires généraux, respectivement, du RPR et de l'UDF, et après que M. Cresson eut elle-même fait savoir, en début de soirée, qu'elle formulait la même exigence vis-à-vis de M. Soisson, le premier secrétaire du PS a, comme le premier ministre, distingué le cas de la Bourgogne de celui de la Lorraine.

M. Waechter plutôt que M. Lalonde

«J'ai peur qu'il ait pas mal d'indignation», a-t-il dit au sujet du soutien que M. Rausch aurait reçu du Front national, tandis que l'élection de M. Soisson lui paraissait incontestablement entachée de «doute». Cependant, selon M. Fabius, si le même doute s'installait pour la Lorraine, il faudrait appliquer la «même solution» qu'en Bourgogne. «Ou bien on revotera, a-t-il dit, ou bien il ne pourra pas y avoir de soutien du Parti socialiste pour ces ministres». M. Lionel Jospin a exprimé le même point de vue en déclarant vendredi soir, à Cîteaux, en Haute-Coronne, où il est en ballottage pour le second

tour des élections cantonales : «S'il est exact que ces élections sont dues à des voix du Front national, leur démission me paraît incontournable. Je ne saurais admettre qu'un candidat se réclame de la majorité présidentielle puis se retire avec des voix du Front national».

Cette affaire a donné l'occasion à M. Fabius de réaffirmer sa position sur le mode de scrutin, en observant que «ce qui se passe ne mène certainement pas en faveur de la proportionnelle majoritaire, c'est clair». Le premier secrétaire a, néanmoins, toutefois, l'hypothèse d'un scrutin mixte, qu'il avait paru écarter, la veille, au bureau exécutif. Il tient, en effet, à préserver les chances d'un accord avec les écologistes sur les bases qui s'étaient dégagées lors de son entrevue avec M. Antoine Waechter en février dernier. Le porte-parole des Verts avait convenu, alors, que la répartition des présidences de région était inique pour la gauche, privée du bénéfice de ses majorités relatives par des alliances entre la droite et le Front national.

En déclarant, après le 22 mars, que les majorités relatives devaient être respectées, M. Waechter restait sur la même ligne, alors que M. Lalonde, plaidant pour une «recomposition» autour de groupes écologistes unis, défendait une orientation différente. Si les Verts se ralliaient à la stratégie du ministre de l'Environnement et contribuaient ainsi à faire perdre au PS la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais, les socialistes en tireraient les conséquences en bloquant toute modification de la loi électorale pour les élections législatives. Vendredi soir, leur attitude s'était révélée conforme aux propos de M. Waechter. M. Fabius pouvait se montrer d'autant plus souple sur la question du mode de scrutin que la neutralité des Verts lui est nécessaire en Haute-Normandie.

PATRICK JARREAU

Les écologistes ont dispersé leurs suffrages

A peine entrés, en nombre, dans les conseils régionaux, les écologistes ont donné, vendredi 27 mars, une première illustration de leur diversité et de leurs divisions en se reportant, au dernier tour de scrutin, dans près de la moitié

des régions, sur toutes les couleurs de l'échiquier politique, exceptions faites du Parti communiste et du Front national, avec toutefois une préférence pour les candidats de la majorité présidentielle.

Décidés, selon les vœux conjoints de MM. Antoine Waechter et Brice Lalonde, à «ne pas faire obstacle à la volonté des électeurs» et à privilégier les majorités relatives issues du scrutin du

22 mars, les nouveaux élus des Verts ou de Génération Ecologie se sont prononcés, d'une région à l'autre, pour des candidats à la présidence des conseils régionaux aussi différents que MM. Bernard Tapie, Jacques Blanc, Jean-Pierre Soisson, Jean-Marie Rausch ou Robert Savy. Et il n'est pas sûr, de ce point de vue, que l'électorat écologiste, plutôt lassé des jeux d'appareils, comprenne vraiment le sens de ces combinaisons.

Dans neuf régions sur les dix-huit qui, vendredi, ont élu leur président, les écologistes sont à peu près parvenus à adopter une attitude commune. En Alsace, Génération Ecologie a ainsi soutenu, lors des trois tours de scrutin, la candidature de M. Waechter. Il en a été de même en Auvergne et en Picardie, tandis qu'en Bretagne ce sont les Verts qui se sont prononcés pour le candidat des amis de M. Lalonde. En Bourgogne, par souci d'équilibre, les écologistes ont même voté, alternativement, pour la candidature des Verts, puis pour celle de GE, avant de se reporter, ensemble, sur le nom de M. Jean-Pierre Soisson. En Champagne-Ardenne, le vote a également été unanime après l'échec des négociations conjuguées engagées avec M. Jean Kaltenbach (RPR). L'unité, en revanche, n'a duré qu'un seul tour dans le Limousin, en Poitou-Charentes et en Rhône-Alpes.

Le scrutin proportionnel n'est pas le seul responsable de ces égarments, mais il les aggrave. S'il ne rend sans doute pas les régions ingouvernables, il se rehausse guère leur image, qui aurait pourtant besoin d'être relevée. Ce sera pour M. Mitterrand, au-delà de ces élections, un sujet de méditation.

Le président de la République devra réfléchir sur deux autres constats. Le premier concerne la droite. Elle a montré, en dépit de ses divisions, qu'elle était capable de résister à la tentation d'un accord avec le Front national, dont elle a compris qu'il était son véritable ennemi. Dans l'ensemble, la rupture de la gauche a ainsi empêché le piège de fonctionner : le chef de l'Etat sera contraint d'en tenir compte pour l'avenir. Le deuxième constat porte sur le gouvernement, qui vient de subir un nouveau choc. Après le «lâchage» de M. Brice Lalonde, la démission de M. Jean-Pierre Soisson confirme que l'équipe de M. Cresson est décidément mal en point. M. Mitterrand devrait sans tarder en tirer les conséquences.

THOMAS FERENCZI

Appui du PS en Alsace et en Languedoc

Dans neuf autres régions (Aquitaine, Centre, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Midi-Pyrénées, Basse-Normandie, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur), les écologistes se sont montrés incapables de surmonter leurs divisions. Il y eut même deux candidats Verts lors du premier et unique tour de scrutin organisé en Midi-Pyrénées. Ces clivages internes se sont traduits par des reports de voix, parfois dès le deuxième tour, en ordre dispersé.

En Poitou-Charentes, les trois élus de Génération Ecologie se sont répartis, au deuxième et dernier

tour, entre le vote blanc, l'appui à M. Philippe Marchand (PS) et le soutien à M. Jean-Pierre Raffarin (UPF), les Verts maintenant leur candidat. Deux conseillers «écologistes» ont, en outre, dès le deuxième tour, sur le report généralisé intervenu ensuite, en Lorraine, en faveur de M. Jean-Marie Rausch. Dans le Centre et le Limousin, les voix écologistes se sont partagées, après le premier tour, entre les candidats du PS et le vote blanc. Il en a été de même en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où M. Bernard Tapie, comme il l'avait assuré avant le scrutin, a bénéficié, au dernier tour, de deux voix de Génération Ecologie.

En Ile-de-France, comme ils l'avaient laissé entendre, quatre, voire cinq, des quinze élus Verts se sont reportés, au dernier tour, sur le candidat de Génération Ecologie, M. André Helleux, tandis que les autres se réfugiaient dans le vote blanc. Enfin, après que M. Jacques Blanc (UDF-PR), président sortant du conseil régional du Languedoc-Roussillon, se fut engagé à ne pas participer au financement du TGV et de nouvelles autoroutes (voir l'article de notre correspondant à Montpellier), deux élus Verts ont préféré voter pour l'ancien secrétaire général du Parti républicain plutôt que pour M. Yves Pietrasanta, président de l'Institut français de l'environnement et candidat de Génération Ecologie.

A cette exception près, cependant, les écologistes ont choisi, in fine, lorsqu'ils se sont désistés, les candidats de la majorité présidentielle. Le Parti socialiste, qui rencontre de sérieuses difficultés avec eux dans les régions de Haute-Normandie et du Nord-Pas-de-Calais, où l'élection du président du conseil régional a été renvoyée à lundi, a été, de son côté, la seule formation à se désister en faveur de deux de leurs candidats, MM. Antoine Waechter en Alsace et Yves Pietrasanta dans le Languedoc-Roussillon.

JEAN-LOUIS SAUX

كلمة من الأهل

3 PRÉSIDENTS

il pu constituer
« progrès » espérées

DES CONSEILS RÉGIONAUX

BOURGOGNE

M. Jean-Pierre Soisson (France unie) refuse de renoncer à sa présidence

Le Monde • Dimanche 29 - Lundi 30 mars 1992 7

Elu au troisième tour de scrutin par 25 voix contre 24 à M. Dominique Perben (RPR), M. Jean-Pierre Soisson (France unie), ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative, conteste avoir bénéficié des suffrages du Front national et refuse de se démettre (lire également page 20).

DIJON

de notre envoyée spéciale

Et la cinquante-septième voix fut pour M. Jean-Pierre Soisson... L'assemblée régionale tout entière avait retenu son souffle, les stylos étaient levés sur les feuilles griffonnées de petits fagots de voix. Les deux adversaires du troisième tour étaient à égalité : vingt-quatre voix pour M. Dominique Perben (RPR), vingt-cinq voix pour M. Soisson. Dépliant le dernier bulletin, M. Régis de la Croix-Vaubois, élu du Front national et secrétaire de séance en sa qualité de benjamin des conseillers régionaux, s'est offert la jubilation de faire patienter quelques instants l'assemblée baletale, avant de proclamer le résultat, en débattant bien les deux syllabes, le nom du ministre de la fonction publique.

Le temps s'est arrêté. De stupéfaction, comme atteint au pleu cœur par l'annonce de ce résultat, M. Soisson reculait d'un bond sur son fauteuil. Quelques rangs plus bas, tétanisés eux aussi, les conseillers socialistes restaient silencieux, interrogeant du regard avec inquiétude les deux députés de Saône-et-Loire, MM. André Billardon et Didier Mathus, qui leur glissaient immédiatement la consigne de ne pas applaudir. A droite, les élus dévisageaient leur chef, M. Perben, dont les traits s'étaient figés. Des tribunes du public fusaient quelques maigres applaudissements et d'autres rares sifflets.

Reprenaient quelque peu ses esprits devant les caméras et les objectifs des photographes qui l'entouraient, M. Soisson bafoillait quelques mots : « Une situation nouvelle s'est créée au conseil régional. Je remercie les groupes qui ont voté pour moi, le PS, les écologistes, les élus France unie et tous ceux qui, dans le secret des urnes, ont pu m'écrire. Ce vote a été une certaine grandeur. » Avant de quitter précipitamment la salle du conseil régional et de s'engouffrer dans sa voiture, le ministre de la fonction publique reconnaissait encore sa « surprise », en qualifiant son élection de « retournement spectaculaire ».

Agitation et chuchotements

Soucieux d'échapper aux questions, MM. Mathus et Billardon s'éclipsaient immédiatement pour rejoindre leur nouveau président au siège de la préfecture de région où déjà le téléphone les requerrait, tandis que M. Perben dénonçait solennellement devant la presse cette situation de « rupture dans la vie politique qui voit un ministre du gouvernement de M. Cresson se faire élire avec les voix du Front national ».

Dans les couloirs du conseil régional, les deux conseillers élus de la liste socialiste dissidente qu'avait conduite M. Roland Carraz, chevronné, député de Côte-d'Or, MM. Michel Etievant et Michel Neugnot, clamaient haut et fort leur vote blanc au troisième tour de cette élection. Quant au doyen d'âge de l'assemblée, M. Marcel Lucotte (UDF), président du groupe des Républicains et touléopodants au Sénat et candidat malheureux à la candidature au sein de l'opposition contre M. Perben, il était à la recherche de micros pour confier son sentiment « libre » contre le résultat du scrutin et affirmer sa loyauté à l'égard du député RPR.

Mais l'acharnement de M. Lucotte à répéter qu'aux trois tours de scrutin il avait donné sa voix à M. Perben n'avait d'égal que celui mis par ses collègues

conseillers régionaux à entretenir la lourde suspicion qui pesait sur son attitude. N'était-il pas un de ces Judas à la farouche rancœur auquel le secret des urnes aurait permis une silencieuse vengeance ? Son échec sans appel devant ses collègues de la majorité régionale, mercredi 25 mars, qui, au mépris des accords nationaux coécus entre l'UDF et le RPR, lui ont préféré M. Perben par seize voix contre six, l'avait laissé profondément amer.

Au début de la séance, M. Lucotte avait appelé les candidatures. Au oom du groupe socialiste qui l'avait élu président le matin même, M. Mathus présentait celle de M. Billardon, les Verts et Génération Ecologie annonçaient celle de M. Mathé Aymes, la majorité RPR-UDF citait le oom de M. Perben, les élus du Front national, celui de M. Pierre Jaboulet-Vercherre, les conseillers communistes désignaient leur élu de l'Yonne, M. Jean-Marie Langoureaux, et M. Neugnot, « un nom des socialistes de Côte-d'Or » (dissidents), nommait... M. Neugnot.

Le premier tour de scrutin se passe sans surprise : chaque candidat fait le plein de ses voix, sauf M. Perben qui n'obtient que vingt-trois des vingt-quatre suffrages de sa majorité. Sur les bancs de la droite, on commente les quatre bulletins blancs déposés dans l'urne. Celui de l'élu du mouvement Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT), ex-Saône-et-Loire ou fait aucun doute. Les deux autres sont prêtés avec assurance aux deux compagnons France unie, de M. Soisson, qui a voté, le oom de M. Billardon et le fait savoir. Quot au dernier, on murmure en montrant de la tête la tribune derrière laquelle siège M. Lucotte.

Au deuxième tour de scrutin, les mêmes candidats se représentent. M. Billardon a gagné deux voix, ex-provence de France unie mais M. Perben n'a toujours pas retrouvé celui qui lui manque. On touche toujours en direction de M. Thibault.

« J'ai la conscience tranquille »

A l'issue d'une suspension de séance, M. Mathus fait, seul, son entrée dans la salle, pour demander à son tour une nouvelle suspension. Sur les bancs et dans les tribunes du public veu o nombre assister à la séance, on s'agite et oo ehuchote. M. Perben, souseux de montrer qu'il n'a rien à négocier, déambule dans les travées et discute ostensiblement en toute amitié avec M. Lucotte.

La séance reprend à 13 heures. Quatre candidats se déclarent au troisième tour. Le PCF, sans surprise, maintient le sien. Le Front national, plus attendu, dépose la candidature de M. Jaboulet-Vercherre. M. Perben est, bieu sûr, au rendez-vous mais trouve cette fois face à lui M. Jean-Pierre Soisson. La candidature du ministre de l'ouverture au troisième tour avait beau être un secret de Polichioelle depuis quelques heures, elle suscite tout de même un frisson dans la salle. L'urne circule dans les rangs. Uo doute apparaît : l'absence en séance des deux socialistes dissidents, qui se sont officiellement déclarés hostiles à M. Soisson, signifie-t-elle leur décision de ne pas participer au vote ? Après un curieux moment de flottement, ils reparaissent, pourtant leur place dans l'hémicycle. Fièrement, M. Perben regarde les mains qui, une à une, déposent leur bulletin dans l'urne. Aucun ne manque finalement à l'appel. Le dépouillement peut commencer.

De sa voix métallique, l'élu du Front national égrène les ooms. Les vingt premiers bulletins sont imprimés Perben. M. Soisson fait mieu d'en sourire. Enfin, on cite le sien. Uoe fois, deux fois, dix fois, entrecoupés de l'annonce des trois voix en faveur du candidat communiste et des quatre bulletins blancs. La troisième monte d'un cran. Le candidat du Front national reste obstinément

crédité d'une seule voix. Tête baissée, M. Perben dessine des traits sur sa feuille. Vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, M. Soisson compte aussi de son côté. A la vingt-deuxième voix, il lève les sourcils : à la vingt-troisième, une moue de surprise amusée se dessine sur son visage ; à la vingt-quatrième, l'annement cède au malaise. Et à la vingt-cinquième... M. Soisson est président de région.

La reprise de la séance était annoncée pour 16 heures. Par grappes, les conseillers rattachaient dans l'enceinte de l'hôtel de région. Les élus du Front national vont répétant qu'ils n'ont « battu Perben » et que ce dernier, faute d'avoir dégoûté un accord avec eux, « n'est corrigé ». Les communistes se déclarent « fiers de ne pas avoir trempé dans ces magouilles ». Les deux conseillers PS dissidents lisent dans le résultat « la condamnation de la politique d'ouverture ». Les socialistes restent obstinément silencieux, alors que les conseillers régionaux RPR et UDF ressassent leur « écartement ». Ils ont toutefois gagné une bataille précieuse et le savent : la morale est désormais de leur côté.

MM. Perben et Lucotte sont devenus inséparables. Floues les allusions perdues sur la traïrise du sénateur UDF. Oubliées, les eofficoeces rageuses sur la parole ooo tenue du député RPR. C'est à qui protestera le plus fort de la booe foi de M. Lucotte,

pour établir clairement qu'aucun des vingt-quatre voix de M. Perben ne vient du Front national.

Muet depuis trois heures, M. Soisson annonce enfin une conférence de presse. Le ministre se révèle président et annonce sa volonté de travailler à l'élaboration d'un « contrat d'action régionale » avec ceux qui l'ont soutenu, c'est-à-dire, selon lui, « le PS, les Verts, Génération Ecologie et un certain nombre d'élus UDF mécontents de la décision qu'on voulait leur imposer ». Il en veut pour preuve le communiqué de M. Pasqua, qui dénonce « l'erreur politique et la faute » de la rupture de l'accord national en Bourgogne, et y voit l'explication de ce résultat inattendu.

Vingt-cinq voix empoisonnées

Les voix du Front national ? « Ce serait faire injure au FN et à moi-même de penser à une collusion. Je suis un homme du rassemblement et de l'ouverture et la signification de ma victoire, c'est que j'ai remporté un match contre M. Perben », affirme-t-il. A-t-il soupé un instant à démissionner de la présidence de région ? « Ce n'est pas parce que Jacques Chirac ne le demande que je vais le faire, au contraire. J'ai la conscience tranquille. » A-t-il joint le premier ministre au téléphone ? « Oui », répond-il, sans autre commentaire.

MM. Lucotte et Perben com-

mentent à leur tour le commentaire de M. Soisson. « Il n'a l'habitude de franchir la ligne continue, observe le sénateur. D'abord de la droite vers la gauche, puis de la gauche vers la droite. Mais cette fois, nous ne serons pas là pour l'accueillir, mais pour lui dresser procès-verbal. » Drapé dans sa toute nouvelle dignité, M. Perben ajute que « l'inconcevable s'est produit. Quel que soit le décompte des voix, M. Soisson n'a bien été élu par le Front national ».

Ces vingt-cinq voix empoisonnées, MM. Billardon et Mathus ne savent décidément pas quoi en penser. De Paris, ils n'ont pas reçu de consigne claire. Se décidant enfin à donner leur analyse du scrutin en fin d'après-midi, les deux députés révèlent une prudence gène, qui fait presque peine à voir. « Nous avions choisi la candidature de Jean-Pierre Soisson parce qu'elle était susceptible d'attirer des voix UDF, commente M. Mathus. Cela dit, la situation nous interroge. S'il s'avérait que des voix du Front national ont participé à son élection, nous lui demanderions d'en tirer les conséquences, et d'envisager sa démission. » Ils s'accordent un délai de quarante-huit heures pour « examiner » encore le scrutin, tout en concédant timidement : « Il n'est pas sûr que le PS ait gagné aujourd'hui ».

M. Carraz, lui, n'a pas attendu. Le député chevronné, en rupture avec la ligne officielle du PS, qui a démissionné de son maodat de conseiller régional

jeudi comme il s'y était engagé, n'a pas de mots assez durs pour dénoncer l'élection de M. Soisson, dans laquelle il voit « un signe de plus de la dégradation de la vie politique ». « Il est temps de mettre un terme à la politique d'ouverture qui amène la gauche à subir des alliances contre nature et les électeurs à se détourner des socialistes », ajoute M. Carraz dans un communiqué, en s'indignant que M. Soisson « n'ait pas démissionné dans l'instant pour faire échec au Front national ».

A la nuit tombée, les visages de MM. Mathus et Billardon s'allongent de plus en plus. Une nouvelle entrevue avec M. Soisson ne parvient pas à les convaincre que les quatre voix UDF dont le ministre se prétend le bienheureux bénéficiaire n'ont suffi à le faire élire « proprement ». Le ton monte lorsque MM. Mathus et Billardon font savoir à M. Soisson qu'ils vont demander un nouveau vote lundi et que, faute d'accord sur ce point avec lui, ils refuseront de participer à l'exécutif régional.

M. Soisson n'en démord pas. Ses vingt-cinq voix sont le fruit d'années d'amitiés indéfectibles et d'allégeances locales. Cette élection, qui l'a tant surpris, lui semble désormais parfaitement justifiée, presque normale. La « conscience tranquille », monsieur le président de la région Bourgogne, rejoint sa ville d'Auxerre. Le « doute », lui, a covahi.

PASCAL ROBERT-DIARD

ATTENTION!!!

AVIS IMPORTANT AUX PERSONNES PORTEUSES DE PROTHESE VALVULAIRE CONVEVO-CONCAVE BJORK-SHILEY (A L'EXCLUSION DES MONOSTRUT) ET A LEUR CONJOINT

Cet avis concerne les personnes porteuses de prothèse valvulaire Convevo-Concave Bjork-Shiley (Voire "C-C") ainsi que leur conjoint et n pour but de les informer de leurs droits légaux. Nous avons rencontré un problème avec un petit nombre de ces valves convevo-concaves. Si vous, ou votre conjoint, avez un autre modèle de valve Bjork-Shiley, tel que la valve Monostrut ou tout autre valve d'un autre fabricant, le présent avis ne vous concerne pas. Le présent avis de nature judiciaire n'a pour objet de vous notifier une action judiciaire aux Etats-Unis d'Amérique qui concerne également les personnes hors des Etats-Unis d'Amérique. Si vous êtes porteur d'une valve C-C Bjork-Shiley, vous êtes en droit de recevoir un paiement et d'autres avantages. Le présent avis ne contient pas d'informations d'ordre médical. Si vous avez des questions d'ordre médical au sujet de votre valve, vous devez consulter votre médecin ou l'établissement dans lequel votre valve a été implantée.

L'ACTION JUDICIAIRE

Une action judiciaire à Cincinnati, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, a été engagée au nom de toutes les personnes dans le monde entier porteuses de valve C-C Bjork-Shiley. Cette action judiciaire est appelée *Bowling et autres contre Shiley Incorporated et Pfizer Inc.*, Dossier n° C-1-256. Cette action est pendante devant le Juge S. Arthur Spiegel du Tribunal Fédéral de District des Etats-Unis à Cincinnati, Ohio. Le présent avis vous fournit quelques brèves informations sur cette action judiciaire.

COMMENT PUIEZ-VOUS SAVOIR SI J'AI UNE VALVE C-C

Si une valve cardiaque vous a été implantée avant 1979 ou après 1986, vous n'êtes probablement pas porteur d'une valve C-C. Vous pouvez savoir si vous êtes porteur d'une valve C-C en examinant votre carte d'implantation si vous l'avez reçue après votre intervention chirurgicale. Si vous êtes porteur d'une valve Bjork-Shiley et que le numéro de série de votre valve contient la lettre "C", vous êtes porteur d'une valve C-C. Si le numéro de série ne contient pas la lettre "C", vous n'êtes pas porteur d'une valve C-C. Votre médecin peut également être en mesure de vous aider à trouver si vous êtes porteur d'une valve C-C.

UNE FOIS DE PLUS, SI VOUS NETES PAS PORTEUR D'UNE VALVE C-C, LE PRESENT AVIS NE VOUS CONCERNE PAS. SI VOUS ETES PORTEUR D'UNE VALVE C-C, VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT LE PRESENT AVIS.

QUE PREVOIT LA TRANSACTION?

La transaction actuellement examinée par le Tribunal de l'Ohio prévoit :
- un paiement pour vous ou votre conjoint qui peut être utilisé pour tout usage, y compris la consultation d'un médecin ou d'un autre professionnel de la santé ;
- des recherches médicales complémentaires qui peuvent avoir des résultats bénéfiques pour vous ;
- la possibilité d'une transaction rapide et garantie en cas de rupture d'arcure de valve. Dans ce cas, si vous n'acceptez pas le montant garanti, vous avez la possibilité d'obtenir une compensation par arbitrage ou par une procédure judiciaire. Veuillez remplir le "Formulaire d'Informations" afin d'obtenir plus de détails sur la transaction.

L'AUDIENCE

Une audience sur la transaction se tiendra devant le Juge Spiegel le 5 juin 1992, à 10 heures, Salle 842 du Palais de Justice des Etats-Unis, 100 East Fifth Street, Cincinnati, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, afin de déterminer si la transaction est juste. Vous, ou votre conjoint, pouvez y assister.

QUE DOIS-JE FAIRE MAINTENANT?

Si vous avez des raisons de penser que vous, ou votre conjoint êtes porteur d'une valve C-C, vous devriez obtenir plus d'informations en complétant et en renvoyant le "Formulaire d'Informations" ci-dessous dans les plus brefs délais. En retournant le "Formulaire d'Informations", vous ne vous engagez pas, mais cela vous permettra d'obtenir les informations dont vous avez besoin pour protéger vos droits. De la même façon, ce Formulaire permettra au Tribunal d'avoir vos nom et adresse afin que vous puissiez recevoir le paiement et les autres avantages de la transaction, si vous décidez de ne pas vous exclure de l'action judiciaire. Vous pouvez ressentir le besoin d'obtenir des conseils juridiques complémentaires. Dans ce cas, vous pouvez les obtenir gratuitement en l'indiquant à l'endroit approprié du "Formulaire d'Informations". Vous pouvez également refuser la transaction ou vous exclure de la procédure judiciaire. Ces termes, et leurs conséquences pour vous, sont expliqués dans le document que vous recevrez après avoir retourné le "Formulaire d'Informations". Cependant, vous n'aurez pas la possibilité de refuser ou de vous exclure à moins de le faire par écrit à Daniel J. Lyons, Jr., Deputy Clerk, United States Post Office and Courthouse, 100 East Fifth Street, Cincinnati, Ohio 45202, Etats-Unis d'Amérique, au plus tard le 1er juin 1992. Si vous ne vous excluez pas, vous serez lié par la transaction et vous n'aurez plus la possibilité d'engager une action judiciaire concernant la valve C-C que vous, ou votre conjoint, portez, sauf aux fins d'obtenir l'exécution de la transaction où la valve aurait un défaut de fonctionnement.

IMPORTANT

Afin de protéger vos droits, vous devriez obtenir plus d'informations.

FORMULAIRE D'INFORMATIONS

Nom du porteur de valve C-C	_____		
Adresse	_____		
Nom du conjoint	_____		
Adresse si différente	_____		
Expédiez à: Stanley M Chesley Esq	_____		
Walte, Schneider, Bayless & Chesley Co., L.P.A.	_____		
1513 Central Trust Tower	_____		
Cincinnati, Ohio, 45202 USA	_____		
FAX (513) 621-0262	_____		
M. Chesley est un avocat nommé par le Tribunal pour représenter les personnes porteuses de valve C-C ou leur conjoint dans le monde entier. Je souhaiterais être contacté par un avocat basé en Europe désigné par M. Chesley qui communiquera avec moi dans la langue suivante (n'indiquer qu'une seule langue):			
_____ Néerlandais	_____ Anglais	_____ Français	_____ Allemand
_____ Grec	_____ Italien	_____ Portugais	_____ Espagnol
Veuillez obtenir une preuve que votre conjoint ou vous-même êtes porteur d'une valve cardiaque C-C Bjork-Shiley. Vous serez tenu de fournir cette information plus tard à l'appui de votre réclamation.			

POUR TOUTE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE LE MINISTRE DE LA SANTÉ VOUS CONSEILLE, SOIT DE CONTACTER VOTRE CARDIOLOGUE, SOIT DE COMPOSER LE NUMÉRO D'APPEL GRATUIT SUIVANT:

05.15.05.16

(Tous les Jours de 9 heures à 22 heures)

L'ÉLECTION DES PRÉSIDENTS

LORRAINE

M. Jean-Marie Rausch (France unie) affirme avoir bénéficié d'une mobilisation des conseillers « de sensibilité démocratique »

METZ

de notre correspondant

M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué chargé des postes et télécommunications (France unie), a été réélu, vendredi, président du conseil régional de Lorraine, au troisième tour de scrutin, avec 36 voix contre 34 à M. Gérard Longuet (UDF-PR) et 3 bulletins blancs (1). Ce résultat constitue une surprise de taille. Arithmétiquement, le président du Parti républicain pouvait espérer devancer M. Rausch (32 contre 31) si l'un et l'autre faisaient le plein de leurs voix et si le Front national ne prenait pas partie dans ce duel, comme il l'avait initialement annoncé. M. Longuet pouvait en effet compter sur les 27 voix de l'UDF et du RPR et sur les cinq divers droite de la liste de M. Jean Kiffer en Moselle. M. Rausch de son côté pouvait au mieux espérer aligner les suffrages des 6 élus de sa tendance, des 10 socialistes, des 5 Verts, des 6 Génération Ecologie, des 3 communistes et du divers gauche.

Ayant obtenu 32 voix au second tour de scrutin, M. Longuet a l'es-

poir à ce moment de pouvoir rassembler sur son nom toutes les voix de l'opposition parlementaire. Son élection paraît acquise. A l'appel de candidature pour le troisième tour de scrutin, la position du Front national provoque une redistribution des cartes. « Compte tenu du risque de voir la gauche passer à la tête de ce conseil régional », selon l'expression de M. Jean-Claude Bardet (Front national), son groupe retire son candidat et décide de participer au scrutin. Cette déclaration, qui sous-entend un soutien à M. Longuet, provoque un véritable électrochoc dans l'assemblée. Elle a pour effet de resserrer les rangs autour de M. Jean-Marie Rausch. Le Parti communiste retire son candidat tout comme les Verts, présents aux deux premiers tours. Communistes et écologistes appellent à faire « barrage oblique à l'extrême droite ». M. Rausch souhaite un sursaut républicain. M. Jacques Chérèque relate cet appel. Ils sont entendus. Dès l'annonce du résultat consacrant la victoire de M. Rausch, MM. André Rossinat, UDF, député et maire de Nancy, et Jean-Pierre Thomas, PR, s'élèvent

pour réclamer la démission du nouveau président. « On va vers le bordel et l'indignité », s'exclame M. Longuet, qui se déclare étonné.

La question soulevée par ce tonnerre de protestations est de savoir si M. Rausch a obtenu des voix du Front national. Le président de ce groupe, M. Bardet, déclare que les 10 élus du Front national ont voté pour M. Longuet. Cette question est repoussée plus tard dans l'après-midi à l'occasion d'un vote à scrutin public où des élus du parti de Jean-Marie Le Pen votent en faveur d'une proposition de M. Rausch sur la répartition des sièges au sein de la commission permanente. M. Robert Schœner (FN) remet les choses au point : « Il ne faut pas faire d'interprétation politique de ce vote. Nous avons été pris au dépourvu et il faut mettre cela sur le compte de notre inexpérience. Il ne faut pas en déduire que nous avons voté pour Jean-Marie Rausch lors de l'élection du président. Nous avons tous voté Gérard Longuet ».

Pour sa part, M. Rausch affirme : « Certains membres de l'opposition, dépités par mon élection, cherchent à abuser l'opinion

en faisant croire que ma réélection à la présidence de la région Lorraine serait due au vote de conseillers régionaux du Front national. Il s'agit d'une contre-vérité scandaleuse. Mes politiciens contre cette organisation ont toujours été d'une clarté absolue et affirmées avec force et sans ambiguïté. Selon lui, la position du Front national « a provoqué une mobilisation en sa faveur de tous les conseillers régionaux de sensibilité démocratique, y compris vraisemblablement plusieurs de ceux qui avaient soutenu M. Longuet aux deux premiers tours de scrutin qui n'ont pas voulu mêler leurs voix à celles du Front national ».

JEAN-LOUIS THIS

(1) Au premier tour, M. Rausch avait obtenu 6 voix contre 15 à M. Longuet, 11 à M. Schwartz (RPR), 11 à M. Claire (Verts), 10 à M. Chérèque (PS), 10 à M. Herlihy (FN), 3 à M. Kiffer (RPR) et 3 à M. Favaro (PC). Il y avait eu 2 bulletins blancs. Au deuxième tour, M. Rausch avait recueilli 18 voix contre 32 à M. Longuet, 10 à M. Herlihy, 7 à M. Claire, 3 à M. Favaro et 3 bulletins blancs.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) a eu peur

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Au terme de plus de six heures de débats, tendus mais sans surprise, M. Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône, a été réélu président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, au troisième tour de scrutin, à la majorité relative, par quarante-trois voix sur quatre-vingt-neuf suffrages exprimés. Le Parti communiste (dix élus) lui ayant refusé son soutien. M. Bernard Tapie, chef de file des listes Energie Sud, n'a recueilli que trente-deux voix. Les trente-quatre élus du Front national n'ont pas pris part au vote.

Ce fut une rude journée pour M. Gaudin. Le scénario de sa réélection était, pourtant, écrit par avance. Avec quarante-trois sièges, l'UDF disposait, arithmétiquement, de la majorité relative. Le Parti communiste ayant, d'autre part, réaffirmé son refus de conclure une alliance avec M. Tapie, tout danger, à gauche, était théoriquement éliminé. Pourtant, a-t-il confié, après coup, il a eu « peur ». Peur de représailles du Front national. Pour, aussi, que M. Tapie retourne in extremis le PC. Pour, encore, sait-on jamais, de débauchages parmi ses colistiers. Pour, enfin, que les écologistes ne jouent les suppléants au sein d'une coalition qu'il n'aurait pas prévue. Si aucune ne s'est concrétisée, toutes ces peurs, en fait, n'étaient peut-être pas vaines.

Ultimes pressions

Premier impondérable : la défection du député d'âge, M. Raoul Bosio, élu (UDF-Rad) des Alpes-Maritimes, victime, lundi soir, d'un grave malaise. Au lieu d'aller comme prévu, à un allié, c'est à un conseiller régional FN du Var, M. Raoul Colombe, que revenait la présidence de séance. Au mépris du règlement, il allait s'en servir comme d'une tribune politique en commençant par infliger à l'assemblée une interminable glose sur les persécutions subies par son parti pendant la campagne. La sortie successive de l'hémicycle des groupes communiste, Verts et Energie Sud n'y changeait rien. Le FN misait, de toute évidence, sur une suite de la tension dans l'espoir de faire déchoir M. Gaudin.

Parallèlement, le PC subissait, lui aussi, d'ultimes pressions. Dès le début de la séance, une trentaine d'ouvriers des Chantiers navals de La Ciotat avaient débarqué devant le conseil régional. Sur leurs épaules, une question, sans tarder, aux élus communistes : « Les dix préfèrent-ils Gaudin et Lafont (le maire PR de La Ciotat) aux Chantiers navals ? » Indignation de Guy Her-

mier et algarade publique avec Benoît Barbotte, le vibronnar porte-parole du groupe Laxmar (candidat à la reprise des Chantiers). Le chef de file du PC dénoncera, plus tard, « les pressions, les marchandages, les menaces de toutes sortes » dont il aurait été l'objet, lui, ses « amis politiques » et « ses proches » de la part de Bernard Tapie et de son entourage. Inversement M. Tapie décria les volte-faces de M. Hermier « prêt à voter, la veille encore, pour Jean-Louis Bianco ».

Les deux premiers tours de scrutin n'étaient que de pure forme. Chacun des candidats - MM. Jean-Claude Gaudin, Jean-Marie Le Pen, Bernard Tapie, Guy Hermier et Patrice Miran, le représentant des Verts - recueillait les voix de son groupe respectif. Entre les deux tours, M. Tapie avait tenté de séduire les Verts en leur proposant, soit de s'effacer au profit de M. Bianco, soit, même, de faire voter son groupe pour leur candidat. Sans succès. Après plus de six heures de débats, coupés par un déjeuner qu'avait imposé M. Le Pen, l'issue de l'élection ne faisait plus de doute. L'échec des pressions exercées par le leader du Front national sur M. Gaudin et par M. Tapie sur le PC et les Verts était patent. M. Le Pen avait retiré sa candidature au profit d'une élue de son groupe, M^{me} Mireille d'Ornano « pour promouvoir l'image d'une jeune mère de famille ». La dernière tranche de M. Gaudin. N'était-ce pas un stratagème pour faire glisser quelques voix vers M. Tapie ? M. Le Pen, pourtant, écartait aussitôt sa candidature et annonçait que le Front ne participerait pas au vote. « On a seulement voulu, plaisantait-il, faire un petit coup médiatique en faveur d'une dame... »

Dans un bref discours, M. Gaudin pouvait clore « cette période de tensions » en promettant de travailler « avec plus d'imaginaire » et de laisser « les idéologies derrière nous ». M. Tapie voulait aux géométries le PC et se déclarait, finalement, « très content » que M. Gaudin ait été élu « sans une voix du Front national ». Il annonçait, aussi, qu'il allait essayer d'implanter un parti, « Energie », sur le plan national. M. André Aschieri, maire (écologiste) de Mousas-Sartoux, confiait, lui, qu'il allait « avoir l'air d'un con » en revenant dans sa commune quand il devrait expliquer « qu'il y avait eu trois votes différents pour six écologistes ». Trois Verts avaient voté, jusqu'au bout, pour leur candidat. Deux élus de Génération Ecologie avaient rejoint Bernard Tapie. Et le dernier - lui-même, à mi-chemin des uns et des autres - avait voté blanc...

GUY PORTE

ILE-DE-FRANCE

M. Michel Giraud (RPR) gouvernera sans majorité

Le conseil régional d'Ile-de-France a joué, vendredi 27 mars, « le retour du patron ». M. Michel Giraud, député RPR du Val-de-Marne, a retrouvé, au troisième tour de scrutin, le fauteuil de président de l'assemblée de la première région française, qu'il avait volontairement abandonné en juin 1988 pour se mettre en conformité avec la législation sur le cumul des mandats : il a déjà annoncé qu'il allait abandonner celui de maire du Perreux-sur-Marne. Son élection s'est déroulée, sans grande difficulté, les socialistes n'ayant pas réussi à construire la majorité dont ils rêvaient, avec les élus de Génération Ecologie, des Verts et du PC.

Toute la séance s'est passée dans le plus grand calme, y compris lorsque M. Alexandre Minkowski, tête de liste GE à Paris, dans son discours de doyen d'âge, expliqua que sa situation de « fils de Polack » illustrait « celle de beaucoup d'autres », et évoqua ses camarades de Résistance passés « par les durgours-crématoires », dont, a-t-il dit, j'ai pu moi-même voir la fumée car « pour eux à Auschwitz on ne joissait pas le détail ».

La suite du film est apparue clairement. En présentant sa candidature, au nom des Verts, M^{me} Aany Poursinoff annonça : « Nous avons le devoir de démontrer que la pro-

portionnelle peut marcher. » Faisant de même pour GE, M. André Holleaux regretta qu'une candidature unique n'ait pu être présentée avec les Verts. L'annonce de celle de M. Giraud par M. Bernard Lehideux, président du groupe UDF, prouva que la droite républicaine était bien unie. Puis M. Jean-Louis Moos, annonçant celle de M. Guy Schmauss pour le PC, rejecta « toute majorité de circonstance ». Pas de surprise avec M. Jean-Yves Le Gallou qui défendait sa candidature au nom du FN. En présentant celle de M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste, savait déjà que son souhait de permettre l'émergence « d'une nouvelle majorité de progrès regroupant tous les partisans du changement sans exclusive » ne serait pas exaucé.

Les résultats du premier tour ont confirmé. Les 209 conseillers régionaux ont voté : un seul a mis un bulletin blanc ou nul dans l'urne. M. Giraud a obtenu 83 voix, soit une de moins que le total des élus RPR et UDF (sans compter celle du seul élu CNI). M. Le Gallou en a obtenu 38, c'est-à-dire une de plus que l'effectif de son groupe. Les quatre autres candidats recueillaient un nombre de voix correspondant parfaitement à celui des adhérents de leurs

groupes. M. Sapin 32, M. Holleaux 23, M. Schmauss 17, M^{me} Poursinoff 15.

Le deuxième tour, qui est bien immédiatement, donna exactement le même résultat, si ce n'est qu'il y eut un bulletin blanc ou nul de plus, et que M. Holleaux perdit une voix. Le président du groupe GE, M. Dominique Simonet, demanda une suspension de séance d'une heure. Elle fut sans effet.

Désaccord chez les écologistes

Les socialistes vérifièrent auprès des amis de M. Bice Lalonde que ceux-ci ne parvenaient pas à s'entendre avec ceux d'Antoine Wadlutter, auquel cas ils auraient accepté de retirer leur candidature devant celui de GE. Faute de cet accord, ils estimèrent que M. Sapin devait continuer à se présenter puisqu'il était arrivé devant M. Holleaux. Mais pour les Verts il n'était pas question de bâtir une majorité avec le PS. Ils étaient unanimes sur ce point. Pas sur le reste. Car ils profitèrent de cette suspension pour élire leur président de groupe : M. Philippe Le Pont, représentant d'une tendance dure, l'emporta par 8 voix contre 7 à M. Alain Riss, favorable à un travail en commun avec GE. Et comme ils décidèrent de ne pas

présenter de candidat pour le troisième tour, plusieurs d'entre eux, dont M. Jean-Luc Benhamias, annoncèrent qu'en contradiction avec la décision de leur instance fédérale, ils voteraient pour M. Holleaux.

A la reprise de séance, la messe était dite. M. Le Gallou annonça le maintien de sa candidature, « ce qui devait permettre à Michel Giraud, président de la droite, de nous voter ». M. Simonet refusa une « majorité hétéroclite » et précisa que GE n'avait décidé de maintenir son candidat « qu'après avoir pris acte que ce n'était pas une majorité relative et le fonctionnement de la proportionnelle ». M^{me} Poursinoff confirma l'abandon de ses amis pour « permettre à l'exécutif d'avoir une majorité relative ». M. Bodin regretta que « la constitution d'un nouveau rassemblement en soit au point mort ». Le résultat fut sans surprise. Il y eut 11 bulletins blancs ou nuls : M. Giraud, avec 86 voix, donc une de plus que l'addition de celles du RPR, de l'UDF et du CNI, fut déclaré élu ; M. Le Gallou, avec 36 voix, en perdit 2 ; M. Sapin resta fidèle au nombre de 32 ; M. Holleaux grimpa à 27 ; M. Schmauss garda ses 17 suffrages.

Dans son discours de remerciement, il restait au nouveau président à souligner que « la majorité, qui ne se perçoit pas dans l'arbitraire, puisse se trouver dans la majorité ». Cela ne sera pas facile, même avec ses propres amis. L'échec de M. Alain Juppé, dans sa « candidature à la candidature » de la présidence du conseil régional d'Ile-de-France, a été des plus amers. Lorsque les conseillers régionaux RPR élus à Paris se réuniront pour désigner leur représentant à la vice-présidence du conseil, le candidat « officiel », M. Hervé Moebert, fut battu par un « dissident », M. Alain Barril. Pour la présidence du groupe UDF, c'est M. André Fosset, sénateur CDS des Hauts-de-Seine, qui fut battu par M. Bernard Lehideux, élu parisien et dirigeant national du PR ; en revanche lors de la désignation du représentant du CDS à la vice-présidence, M. Fosset devança M. Claude Gossuenn, élu de Paris jugé trop proche de M. Jacques Chirac. Aussi les vice-présidents élus vendredi par le conseil régional sont-ils MM. Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF-PR des Hauts-de-Seine, Charles Coccaldi-Raynaud, RPR des Hauts-de-Seine, Christian Cambon, UDF-PR du Val-de-Marne, Didier Julia, député RPR de Seine-et-Marne, Jean-Jack Salles, UDF-CDS de Seine-Saint-Denis, Robert Brame, RPR des Yvelines, Jean-Philippe Lachenaud, président du conseil général du Val-d'Oise et député UDF, mandat qu'il va abandonner, Alain Barril, André Fosset et Jean de Boishue, RPR des Yvelines.

C'est avec cette équipe que M. Giraud va devoir gouverner l'Ile-de-France, en faisant approuver sa politique par une assemblée régionale, où l'opposition est arithmétiquement majoritaire, même si elle est, aujourd'hui, politiquement éclatée.

THIERRY BRÉNIER

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Crux, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F

Le Monde

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gautsbourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. (1) 40-65-25-25

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales 7 exemplaires CEE en sus
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Poste RP 201 MON 01

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

« Les dix de Marseille »

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Dans les années 80, le Parti communiste avait résumé sa lutte pour la survie de Billancourt par la défense des « dix de Renault », dix cégétistes licenciés pour avoir eu une conception un peu trop rugueuse de l'action syndicale. Le PCF fera-t-il autant de battage médiatique autour des « dix de Marseille », les dix conseillers régionaux communistes élus en Provence-Alpes-Côte d'Azur ? Ces dix ont été le cible, vendredi 27 mars, d'ouvriers CGT des chantiers navals de La Ciotat qui voulaient manifestement que M. Guy Hermier, chef de file des communistes locaux, se montre plus conciliant à l'égard de M. Bernard Tapie. Pour tenter, en vain, de le lui dire, une quarantaine d'entra eux sont venus se frotter aux forces de l'ordre devant le conseil régional à Marseille.

La matinée avait commencé, vigoureusement, à l'intérieur même du bâtiment par une prise de bec peu amène entre M. Hermier et le représentant de Laxmar, la société qui est candidate pour exploiter La Ciotat dont M. Tapie a obtenu, fort opportunément, la régence du dossier. Le premier accusait le président de l'OM de « néo-sabotage » en faisant allusion à Simon

Sabien, un homme qui tint le marteau de Marseille dans les années 30 en s'appuyant, notamment, sur un syndicalisme méfieux. A quoi le second lui répondait qu'il trahissait la parole de M. Georges Marchais. A l'extérieur, les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles ils imploraient leurs camarades de ne pas commettre l'irréparable. « Les dix préfèrent-ils Gaudin aux chantiers navals de La Ciotat », et « Unissez les voix pour sauver La Ciotat et la navale », « Votez pour un président du conseil régional qui veut de l'industrie et la navale à La Ciotat, Gaudin a déjà dit non ». Le message était sans ambiguïté.

Inflexible, les « dix de Marseille » ont apporté leurs voix à M. Hermier aux trois tours de scrutin. L'entourage de M. Tapie promettait des jours difficiles aux communistes qui devront bénéficier d'une modification du règlement intérieur de l'assemblée pour prétendre à la constitution d'un groupe. M. Jean-Claude Gaudin, le président réélu, a promis de se pencher sur la question. Dans les coulisses, les élus de droite se sont relayés pour venir féliciter M. Hermier de son « courage » et de son « honnêteté ». C'était naïf et cruel à la fois.

OLIVIER BIFFAUD

هكنا من الحفل

PRÉSIDENTS

PES-COTE D'AZUR

André Gaudin (UDF-PR)
a eu peur

Il n'est pas encore élu président de la région, mais André Gaudin (UDF-PR) a eu peur. Le conseil régional de la Côte d'Azur s'est réuni vendredi 27 mars, pour élire son président. Le scrutin a été très serré, mais Gaudin a finalement obtenu la majorité absolue. Il a été élu président de la région pour cinq ans. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue.

Le conseil régional de la Côte d'Azur s'est réuni vendredi 27 mars, pour élire son président. Le scrutin a été très serré, mais Gaudin a finalement obtenu la majorité absolue. Il a été élu président de la région pour cinq ans. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue.

Le conseil régional de la Côte d'Azur s'est réuni vendredi 27 mars, pour élire son président. Le scrutin a été très serré, mais Gaudin a finalement obtenu la majorité absolue. Il a été élu président de la région pour cinq ans. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue.

Le conseil régional de la Côte d'Azur s'est réuni vendredi 27 mars, pour élire son président. Le scrutin a été très serré, mais Gaudin a finalement obtenu la majorité absolue. Il a été élu président de la région pour cinq ans. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue.

Le conseil régional de la Côte d'Azur s'est réuni vendredi 27 mars, pour élire son président. Le scrutin a été très serré, mais Gaudin a finalement obtenu la majorité absolue. Il a été élu président de la région pour cinq ans. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue.

Le conseil régional de la Côte d'Azur s'est réuni vendredi 27 mars, pour élire son président. Le scrutin a été très serré, mais Gaudin a finalement obtenu la majorité absolue. Il a été élu président de la région pour cinq ans. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue.

Le conseil régional de la Côte d'Azur s'est réuni vendredi 27 mars, pour élire son président. Le scrutin a été très serré, mais Gaudin a finalement obtenu la majorité absolue. Il a été élu président de la région pour cinq ans. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue.

DES CONSEILS RÉGIONAUX

NORD-PAS-DE-CALAIS

M. Delebarre (PS)
continue à négocier avec les communistes

Le conseil régional Nord-Pas-de-Calais n'a pu s'élire, vendredi 27 mars, pour être son président, faute de quorum, les élus socialistes et communistes ayant quitté la salle avant que M. Maurice Schumann (RPR), doyen de l'assemblée, ait déclaré la séance ouverte et fait procéder à l'appel. Il se réunira dans l'après-midi du 30 mars. La situation demeure confuse quant aux chances de la gauche de conserver son fief traditionnel et à celles de M. Michel Delebarre, ministre de la ville, d'accéder à la présidence de la région, au terme des négociations qu'il mène avec le PCF.

LILLE

Les socialistes ont expliqué leur refus de s'élire, vendredi, au conseil régional Nord-Pas-de-Calais, en évoquant « des informations concordantes et précises faisant état de la recherche d'un accord entre une partie de la droite et l'extrême droite », mais ils se

sont refusés à préciser ces informations publiquement. Ces affirmations ont suscité un démenti catégorique de M. Jacques Legendre (RPR), candidat de l'UPF à la présidence, qui a fait part de sa « violente indignation ». « Il est insupportable d'habiller de faits comme ceux-là des tentatives de rhabillage entre le PS aux abois et le Parti communiste », a déclaré le maire de Cambrai.

Un fait nouveau est apparu dans la porte à des négociations avec les socialistes en acceptant, d'abord, de se retirer pour que le quorum ne puisse être atteint en séance et en précisant, ensuite, qu'ils « continueront leur combat contre tout ce qui tire dans le sens d'une recomposition à droite, contre la droite et l'extrême droite ». Ce qui peut vouloir dire tout et son contraire quant à l'attitude que le PCF adoptera lors de l'élection à la présidence de la région, le 30 mars. Sans doute cette attitude dépendra-t-elle du sort de ses conseillers généraux au second tour des cantonales de la veille : dix-neuf d'entre eux sont en ballottage à travers les

deux départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Pour leur part, M. Delebarre et les socialistes entendent mettre à profit ce répit de quarante-huit heures pour tenter de constituer cette « majorité de progrès » qui réunirait communistes, socialistes et écologistes, mais, en dehors du PCF, on semblait être revenu au point de départ, Génération Ecologie (6 élus) appelant à « une recomposition politique » et les Verts réaffirmant, dans la soirée, qu'ils présenteront leur candidature, M^{me} Marie-Christine Blandin, au troisième tour le 30 mars.

De son côté, M. Legendre a réitéré un appel lancé le matin même à l'adresse de « tous les élus de bonne volonté, responsables devant leurs électeurs, pour assurer le changement et la rénovation voulue par les habitants du Nord-Pas-de-Calais ». M. Borloo affichait, vendredi après-midi, beaucoup de calme et de sérénité, expliquant que ce qui comptait, c'était que la région ait un bon président. Il s'engageait d'ailleurs à travailler avec lui, « quel qu'il soit ». Comme si l'élection n'était plus tout à fait son affaire.

JEAN-RENÉ LORE

MIDI-PYRÉNÉES

M. Marc Censi (UDF-PR) veut marquer
son indépendance par rapport à M. Baudis

TOULOUSE

de notre correspondant

Il s'étaient bien quatre-vingt-onze à l'ouverture de la séance, vendredi 27 mars, à se presser sur les travées de l'hémicycle du conseil régional de Midi-Pyrénées. A peine étreinte par l'ancien conseil, cette salle était totalement nouvelle pour cinquante-deux élus fraîchement désignés par le suffrage universel. Preuve que la nouvelle assemblée régionale a été considérablement renouvelée.

Comme il se doit, le doyen d'âge, M. Charles Denat (RPR), soixante-quatre ans, présidait la séance. Ancien comme petits nouveaux, mirant un peu de temps à prendre place, cédant aux émotions du premier jour, s'offrant comme une rentrée des classes. Congratulés pour certains, autres palabres pour d'autres, chacun savait pourtant, d'emblée de fait, que le nouveau président sortant, M. Marc Censi, était à lui-même. A peine s'interrogeait-on pour savoir combien de tours de scrutin il lui faudrait pour reprendre le titre, fût-ce du soutien antihémicycle de quarante-trois élus (quarante UPF et trois divers

droite). De quoi s'offrir une confortable majorité relative en cas de troisième tour ! Restait donc aux observateurs à parier sur les ralliements, à compter ceux qui, en pareil cas, volent au secours de la victoire. Midi-Pyrénées se souvient en effet que M. Dominique Baudis avait, en 1986, obtenu la présidence grâce à quelques inattendus renforts de dernière minute.

Premier tour de piste, M. Lionel Jospin, 27 voix, la totalité des élus socialistes et radicaux ; M. Michel Vaysière (PCF), 5 voix, les suffrages de son groupe ; M. Bernard Antony (FN), 6 voix, à la même enseigne. MM. Henri Farreny et Michel Ghirardi, écologistes pour tant un pendant la campagne électorale, échangeaient quelques diatribes peu amènes et faisaient voter en éclats la belle entente. Résultat : 3 voix pour le premier, 4 pour le second. Il y eut de l'orage chez les Verts.

M. Marc Censi, candidat de l'UPF, réunissait alors sur son nom 46 voix. Majorité absolue. Miracle des urnes, dirent certains. Il avait reçu le prompt et déterminant renfort des chasseurs. M. Pierre Fuzès,

leur chef de file, ne cachait pas longtemps ses ambitions : accéder aux responsabilités. Il est désormais le septième vice-président de Midi-Pyrénées.

Bien que sans illusion, M. Lionel Jospin était le grand perdant de cette bataille. Mais il affichait un fair-play « républicain » et déclarait que son groupe ne ferait pas de l'opposition systématique, tandis que M. Marc Censi soulignait l'émergence de « nouvelles sensibilités, de nouvelles préoccupations ».

Un secrétaire, M. Henri Farreny, treize vice-présidents pour compléter l'exécutif régional, M. Marc Censi, qui a fait une part belle au RPR avec, entre autres, la première vice-présidence, a probablement voulu remercier ses alliés de leur fidélité et marquer du même coup son indépendance à l'égard du « clan Baudis ». Bien que contraint à l'exercice, il n'a guère apprécié d'apparaître tout au long de la campagne comme la « créature » de M. Dominique Baudis, l'incontournable député de la Haute-Garonne et maire de Toulouse.

GÉRARD VALLÈS

AQUITAINE

M. Jacques Valade (RPR)
fera alliance avec les chasseurs

BORDEAUX

de notre correspondante

L'Aquitaine sera gouvernée par une coalition de la droite institutionnelle et des chasseurs sous la présidence de M. Jacques Valade (RPR), sénateur et premier adjoint de M. Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux. M. Valade a été élu le 27 mars à la majorité relative au troisième tour de scrutin avec les seuls suffrages de l'UDF, du RPR et du CNL Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT), qui détiennent 10 des 85 sièges de l'assemblée régionale, a obtenu deux des treize vice-présidences du bureau et la présidence d'une nouvelle commission des espaces naturels comme taillée sur mesure pour les chasseurs.

« C'était un fait incontournable que le conseil issu du suffrage universel est dominé par la droite », relayant le discours tenu la veille par M. Brice Lalonde, M. Noël Mamère, porte-parole de Génération Ecologie en Aquitaine, rétorqua qu'il ne fallait pas voter avec « un appareil statistique symbolique d'une idéologie vieillissante balayée par l'histoire ». Au total, le président de l'Assemblée nationale n'a réuni que les vingt voix du groupe PS-Association des démocrates. « On se fait élire sous l'étiquette majoritaire présidentielle et le jour du vote, on se dégage de cette responsabilité. Ce n'est pas très convenable », accusa M. Henri Emmanuelli à l'issue du troisième tour. Il justifia « le refus des uns et la prière de justification la trahison des autres ».

Les chasseurs n'ont ouvertement désarmé qu'après l'élection du président de région. Pendant la campagne électorale, ils avaient annoncé qu'ils présenteraient un candidat aux trois tours de scrutin. Ils n'ont pas dévié. Comme eux, les autres groupes susceptibles de faire pencher la balance, FN (8 élus), Verts (2 élus), Génération Ecologie (7 élus), Parti communiste (6 élus), ont maintenu un candidat aux trois tours de scrutin. Les Verts voulaient manifester ainsi leur désir de « faire de la politique autrement ». Ils ont aussi procédé à un échec de courte durée devant l'hémicycle régional. Les lepnistes étaient déçus que le dmitie refuse ostensiblement leur « main tendue ».

« Ce n'est pas très convenable »

Les communistes et Génération Ecologie se sont mutuellement servis de repoussoir. Alors que M. Henri Emmanuelli, candidat des socialistes aquitains (parce que « dans les moments difficiles, on ne se dérobe pas ») appelait à « la constitution d'une majorité de progrès », les communistes ont rompu avec la traditionnelle pratique du report au troisième tour sur le candidat socialiste « pour faire barrage à la droite ». Leur porte-parole, M. Jean Barrière, a affirmé qu'il ne mélangerait pas ses suffrages à ceux de Génération Ecologie, qualifiés de « poison pilote de la recomposition politique ». M. Barrière a estimé, d'autre part, que

La multiplication des candidatures a donc bénéficié à M. Jacques Valade, candidat unique de la liste UPF. Il a remporté au troisième tour de scrutin la présidence grâce aux seuls suffrages de sa liste et l'appui du CNL dissident des Pyrénées-Atlantiques. M. Jean Recapet. Dans ces conditions, l'élection à la majorité relative de l'ancien ministre de M. Jacques Chirac lui permet d'apparaître comme un homme sans compromission. Il n'a pas manqué de se féliciter que l'assemblée soit « restée au-delà des combinaisons politiciennes ». Il lui reste cependant à bâtir une majorité de gestion.

L'alliance avec les chasseurs fut officialisée par l'élection à deux des treize vice-présidences régionales de deux membres de la liste CPNT, MM. Jean Seinturier, président de la fédération des chasseurs de Gironde, et André Goustard, président national de CPNT. Les deux hommes n'ont jamais caché leur sympathie gaulliste pour l'un, RPR pour l'autre. Un troisième chasseur, M. Guy Berry, d'obédience socialiste, sera membre de la commission permanente régionale. Les dix chasseurs du groupe CPNT ont signé, devant notaire, un pacte par lequel ils jurent de rester unis sous peine, pour celui qui romprait l'accord, de se démettre de son mandat régional. Ce serment va être directement mis à l'épreuve par la gestion à laquelle ils sont désormais associés.

GINETTE DE MATHA

Le PCF : « Les mains propres »

Dans ses éditions du samedi 28 mars, l'Humanité résume le comportement du PCF en affirmant : « Le pouvoir ne peut à la fois faire de Le Pen-repoussoir son seul argument de campagne électorale et accepter, de fait, celui-ci comme complice ».

A propos du refus des communistes de Nord-Pas-de-Calais de soutenir M. Michel Delebarre, l'Humanité indique que « le comportement et le poids des élus communistes anti, pour l'instant, rendus impossibles, se reflètent, dans le dos des gens, une alliance entre Michel Delebarre et la droite, ce qui a entraîné le report de l'élection du président de la région à lundi ».

Le conseil régional de la Côte d'Azur s'est réuni vendredi 27 mars, pour élire son président. Le scrutin a été très serré, mais Gaudin a finalement obtenu la majorité absolue. Il a été élu président de la région pour cinq ans. Son mandat commence le 1er avril 1992. Gaudin a déclaré qu'il allait travailler pour le développement de la région. Il a également promis de lutter contre la criminalité et de créer des emplois. Gaudin a été élu avec 45 voix sur 65. Il a été élu avec la majorité absolue.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

M. Jacques Blanc (UDF-PR)
a reçu le soutien des Verts

MONTPELLIER

de notre correspondant

Grâce au maintien du candidat communiste et au soutien des Verts, M. Jacques Blanc (UDF-PR) a été réélu vendredi 27 mars, au troisième tour, président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, par 28 voix contre 16 à M. Yves Pietrasanta (Génération Ecologie), 8 à M. Alain Marcellou (PC) et 1 à M. Georges Cabanes (CPNT). Il y a eu un bulletin nul. Les treize élus du Front national n'ont pas pris part au vote.

La séance avait débuté par deux incidents. Pour protester contre la présidence assurée par M. Jacques Blanc, doyen d'âge et élu FN des Pyrénées-Orientales, les élus communistes ont quitté l'hémicycle, initiés par les élus socialistes. Cinq minutes plus tard, M. Jean-Claude Martinez, chef de file du Front national, a demandé, en vain, qu'on retire le drapeau de la Communauté européenne. Sa proposition a déclenché un tollé.

Après le premier tour, au cours duquel chaque parti a fait le plein de ses voix, le PS, qui a présenté M. Roger Adévez, sa tête de liste dans l'Aude, annonce qu'il se retire au profit de M. Yves Pietrasanta (Génération Ecologie). « Les électeurs ont montré de façon très nette qu'il fallait tenir compte des questions touchant à l'environnement. Cette sensibilité vers une écologie responsable, le groupe socialiste la prend en compte pour permettre de dégager une majorité de progrès », explique M. Claude Allègre. M. Gilbert Baumet, élu « majorité présidentielle » du Gard, vient tempérer cet enthousiasme. « Nous sommes prêts à appuyer une majorité de progrès en la personne de Yves Pietrasanta, mais nous demandons alors à ce que Génération Ecologie prenne ses responsabilités dans d'autres régions que le Languedoc-Roussillon », dit-il. Chacun fait encore le plein de ses voix au deuxième tour.

Au troisième tour, le PC fait savoir qu'il maintient son candidat pour réaffirmer son opposition au gouvernement comme à la politique de la droite, quitte à priver M. Pietrasanta de 16 voix déterminantes. La partie est jouée pour M. Blanc. Il se livre cependant à un exercice public de séduction envers les Verts, se déclarant prêt à ne pas apporter de financement au TGV et se proposant contre tout financement des autoroutes par la région. « Nous devons nous rassembler et la protection de l'environnement, je fais confiance aux Verts pour nous y aider », affirme-t-il, confirmant en même temps son intention de priver le Front national de toute délégation. M. François Degans, élu Vert de l'Hérault, rétorque : « Nous allons voter pour le président qui dispose d'une majorité relative issue de la proportionnelle, c'est-à-dire Jacques Blanc ».

Au nom du Front national, M. Martinez lance alors : « Monsieur Blanc, vous avez préféré l'alliance avec les crypto-gauchistes plutôt qu'avec les patriotes. Vous avez été un fanabuliste ! L'issue du scrutin dépasse les espérances de M. Blanc, puisque deux voix de gauche, dont un bulletin nul, font défaut à M. Pietrasanta. Après quatre heures trente de discussions, non seulement M. Blanc a gagné son pari de se passer de l'extrême droite, mais il recueille les fruits d'une gauche plus divisée que jamais ».

JACQUES MONIN

RHONE-ALPES

M. Charles Millon (UDF-PR)
a mobilisé ses partisans

LYON

de notre bureau régional

En maintenant leur candidat jusqu'au troisième tour de scrutin, les principales formations politiques représentées au conseil régional Rhône-Alpes ont rendu très claires les conditions d'élection du président. M. Millon l'a emporté au troisième tour par 64 voix sur 157. Outre les 62 conseillers élus sur ses listes, il a été soutenu par deux élus de la Haute-Savoie : un RPR dissident et l'unique conseiller Chasse, Pêche, Nature et Traditions.

La comptabilité des Verts et de Génération Ecologie a été plus complexe. Au premier tour, les deux mouvements ont présenté leur propre candidat : dix voix chacun. Un rapprochement s'est réalisé au second tour sur le nom de M. Philippe Lebreton (GE). Avec l'élu de l'Ardèche, suspendu par les Verts pour avoir conduit une liste d'union, les écologistes présentent alors vingt et une voix.

La préparation du troisième tour est fatale à la réconciliation. Les Verts préfèrent aller seuls au scrutin,

obtiennent dix suffrages, et Génération Ecologie onze. Quant au Parti socialiste, il avait appelé, par la voix de M. Jean Amroux, au rassemblement des « forces progressistes », annonçant qu'il ouvrirait l'exécutif à ceux qui soutiendraient sa candidature. Ses vingt-cinq voix, recueillies à chaque tour, attestent de la fin de non-recevoir des écologistes, mais aussi du Parti communiste qui a maintenu son candidat aux trois tours.

Sept conseillers, la plupart élus sur des listes socialistes dissidentes, avaient choisi l'un d'entre eux, M. Haroun Tazieff (div. d. Isère) comme candidat à la présidence. Au troisième tour, « pour ne pas se positionner par rapport à l'échiquier politique traditionnel qui n'est pas capable de dégager une majorité », ils ont voté blanc. Enfin, le Front national a seulement fait comprendre, qu'avec « une attitude d'extrême modération » qu'il aurait observée, selon M. Bruno Golinich, lors de la précédente mandature.

BRUNO CAUSSÉ

CHAMPAGNE-ARDENNE

M. Kaltenebach (RPR) sans les écologistes

REIMS

de notre correspondant

Il n'y avait pas de majorité de réchange. Il était fort peu probable, d'autre part, qu'une conjonction des opposants se réalisât pour la circonstance. C'est donc sans surprise que M. Jean Kaltenebach (RPR) a été réélu, vendredi 27 mars, à la présidence du conseil régional Champagne-Ardenne, qu'il occupe depuis juillet 1988.

Il a été réélu au troisième tour de scrutin, à la majorité relative, par 21 voix (celles de l'union RPR-UDF) sur 49 votants. Cinq candidats l'ont encastré lors des trois tours de scrutin, recueillant à chacun d'entre eux un nombre de suffrages identique : 8 pour M^{me} Anne-Marie Delbe (Front national), 9 pour M. Jean-Claude Fontalirand (PS), 4 pour M. Daniel Yon (intergroupe des écologistes), 2 pour M. Francis Duczinski (CPNT), 3 pour M. Claude Lambin (PC), M. Cyril de Rouvre, maire de Chaumont, qui conduisait une liste de « socio professionnels » et se dressait en adversaire acharné du président sortant en Haute-Marne, a posé sa candidature au troisième tour, captant deux voix

sur son nom.

M. Kaltenebach avait refusé « l'accord de gestion » proposé par les écologistes, qui avaient conclu, non sans difficulté, une alliance post-électorale. Leurs exigences n'étaient pas minces, puisque les deux élus de Génération Ecologie et les deux Verts – dont l'appui était susceptible de dégager une majorité absolue (25 voix) à l'exécutif sortant – revendiquaient, notamment, une vice-présidence, et une présidence de commission, en échange de quoi ils se seraient engagés à ne pas voter contre le budget.

M. Kaltenebach a jugé ces prétentions exagérées. A l'évidence il n'a pas voulu se lier à un groupe jugé imprévisible par ses amis, préférant le *modus vivendi* qui s'est tranquillement installé en Champagne-Ardenne depuis que M. Bernard Stasi (UDF-CDS) avait pris la tête de l'exécutif en 1986 : l'opposition constructive des socialistes qui, à chaque session budgétaire, assurent la coalition RPR-UDF de leur neutralité bienveillante, en regard à l'attitude de franche hostilité manifestée par M. Kaltenebach envers l'extrême droite.

DIDIER LOUIS

L'ÉLECTION DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS RÉGIONAUX

POITOU-CHARENTES

M. Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR) a séduit les chasseurs

POITIERS

de notre correspondant

Une voix grappillée chez les socio professionnels, deux chez les chasseurs, une autre encore au sein de Génération Ecologie, et voici le président sortant UDF-PR de Poitou-Charentes, M. Jean-Pierre Raffarin, confortablement réinstallé dans son fauteuil, en portant à 28 voix, au deuxième tour de scrutin, sa majorité de 24 voix sur 55. M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur (PS), a obtenu 14 voix, M. Jean-François Galvairé (FN) 5, M. Alain Remond (Vents) 4 et M. Paul Fromont (PC) 3. La surprise est venue surtout des trois élus de Génération Ecologie qui, après avoir voté Verts au premier tour, se sont dispersés au second en apportant une voix à la droite, une autre aux socialistes, la troisième étant représentée par un bulletin blanc. Le ralliement des chasseurs était plus attendu : ils seront d'autant moins enclins à guetter le président en coin du bois que celui-ci leur a attribué d'emblée une vice-présidence.

Pour cette séance d'installation, la salle Jean-Monnet baignait dans une ambiance très IV^e République, avec suspension de séance, concubinage entre les groupes, bruits et chuchotements dans les couloirs. La pierre d'achoppement est venue de la composition numérique de la commission permanente, nouvelle structure qui vient s'insérer entre le bureau du conseil régional et l'assemblée plénière et présente l'avantage d'être formée à la proportionnelle. Qui pouvait mieux exprimer l'esprit de la loi que le ministre de l'intérieur ? « Elle ne devrait pas comprendre plus de la moitié des membres du conseil pour ne pas ressembler à une armée mexicaine », a estimé Philippe Marchand, élu de Charente-Maritime. Mais la majorité en a décidé autrement et c'est une liste de 36 conseillers qui a été adoptée avec une représentation de toutes les sensibilités, y compris l'unique élu socio professionnel. M. Raffarin pense avoir ainsi « un outil » adapté à chaque type de décision.

MICHEL LÉVÊQUE

BRETAGNE

M. Yvon Bourges (RPR) a fait le plein des voix de l'UPF

RENNES

de notre envoyé spécial

M. Yvon Bourges, sénateur RPR de l'Ille-et-Vilaine, a été reconduit, vendredi 27 mars, dans ses fonctions de président du conseil régional de Bretagne. La réélection de M. Bourges, qui ne dispose plus à la région de la majorité absolue, a été acquise au troisième tour de scrutin.

Le seul élément qui aurait pu brouiller les cartes rennaises était en fait interne à la droite. En Bretagne, où elle l'emporte sur les gaullistes, l'UDF avait l'occasion de se venger des mauvaises manières faites à son candidat en Bourgogne, M. Marcel Lucotte, mis sur la touche par le candidat RPR, M. Dominique Perben, en suscitant une candidature rivale de celle du président sortant. Il n'en a rien été. À l'issue de la réunion qu'ils ont tenue avant le vote, vendredi matin, les responsables de l'UDF, respectueux des consignes nationales, ont répété qu'ils n'entendaient pas se laisser entraîner dans cet engrenage.

M. Bourges a donc fait le plein des trente-neuf voix de son groupe, alors qu'il lui en aurait fallu quarante-deux pour être élu sans attendre le troisième tour. Il lui a toutefois manqué un suffrage au premier tour, dont a bénéficié M. Ambroise Guellée (CDS), ancien ministre, député du Finis-

terre, qui n'était pas indifférent à la présidence de la région.

La réélection de M. Bourges a été également facilitée par la multiplication des candidats des autres forces politiques représentées au conseil régional de Bretagne et par leur maintien pendant les trois tours. M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a recueilli trois fois les dix-neuf voix socialistes. Les sept élus du Front national ont également porté invariablement leurs suffrages sur leur candidat, tout comme les trois communistes.

Les écologistes ont été les seuls à élargir leur audience. Les six Verts et les six Génération Ecologie, qui s'étaient mis d'accord au préalable sur la candidature d'un élu du mouvement de M. Brice Lalonde, ont en effet bénéficié du vote de deux députés droite élus sur la liste « Bouger le Morbihan » emmenée par l'industriel Yves Rocher, qui aura sans doute jugé la pertinence de son vote à l'aune de la politique de communication de son entreprise.

Autre conseiller régional atypique, M. Gérard Gauthier, élu sur une liste indépendante portant le vote blanc, est resté fidèle à ses convictions en pliant à trois reprises avant de le glisser dans l'urne un bulletin vierge.

GILLES PARIS

ALSACE

M. Marcel Rudloff (UDF-CDS) a obtenu les suffrages des dissidents du Front national

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Avec le renoncement, deux jours avant le scrutin du 27 mars, de M. Daniel Heffelf (UDF-CDS), qui conduisait la liste de l'UPF dans le Bas-Rhin, les jeux étaient faits. M. Marcel Rudloff, président sortant (UDF-CDS), a donc été élu au troisième tour en manquant de peu la majorité absolue : 23 voix sur 47 au total. MM. Antoine Waechter (Verts) et Yvan Blot (FN), qui ont maintenu leur candidature jusqu'au bout, ont obtenu respectivement 15 et 9 suffrages.

Dès le premier tour, le président de la nouvelle assemblée avait recueilli la totalité des mandats de l'UPF (17), auxquels se sont ajoutés au deuxième tour les deux voix d'Alsace d'abord (ex-FN) et celle de Femmes d'Alsace, la liste dissidente de M. Adrien Zeller (UDF-CDS) ne lui apportant ses trois suffrages qu'au troisième tour. M. Jean-Marie Bockel (PS), tête de liste dans le Haut-Rhin, s'est maintenu jusqu'au deuxième tour avant de se désister en faveur du porte-parole national des Verts, qui a bénéficié dès le départ du soutien des élus de Génération Ecologie.

Réunies la veille de l'élection, les formations représentées au conseil s'étaient mise d'accord pour utili-

ser au maximum les possibilités offertes par la loi fixant le nombre de vice-présidences. Sur les quatorze postes créés, trois reviennent à l'extrême droite : deux au FN (MM. Blot et Gérard Freilet) et un à Alsace d'abord (M. Robert Spierler). Un troisième élu du FN, M. Walter Krieger, entre à la commission permanente.

MARCEL SCOTTO

PAYS DE LA LOIRE

M. Olivier Guichard (RPR) a rassemblé toute l'opposition

M. Olivier Guichard a été réélu, dès le premier tour, président de la région des Pays de la Loire (nos dernières éditions du 28 mars). Avec 48 voix contre 13 à M. Claude Evin (PS), 8 à M. René Bouin (FN), 7 à M. Jean-Claude Demaure (Génération Ecologie), 6 à M. Mirille Ferri (Verts), 6 à M. Jean Mounier (France ouïe) et 1 à M. Lucien Bernié (CPNT), l'ancien ministre a, comme prévu, fait le plein des voix de l'union de l'opposition, ce qui lui donne la majorité absolue. — (Corresp.)

AUVERGNE

M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF-PR) fait entrer un élu d'extrême droite à la commission permanente

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Après la réélection sans surprise de M. Valéry Giscard d'Estaing, vendredi matin, à la présidence du conseil régional d'Auvergne, le premier tour avec vingt-quatre suffrages sur les quarante-neuf élus, soit la totalité des voix UDF-PR et divers droite (le Monde du 28 mars), c'est l'élection des membres de la commission permanente qui s'est trouvée au centre des débats.

Alors que le président de la région proposait la désignation de huit vice-présidents et cinq membres, M. Albert Chabard, au nom du groupe socialiste, appuyé en cela par les élus écologistes, demandait que la commission permanente soit portée à dix membres, dont six vice-présidents, « pour empêcher le Front national de siéger au sein de la commission permanente tout en respectant le scrutin de liste proportionnel à la plus forte moyenne ».

Pour les socialistes et les écologistes, « ce rassemblement républicain » (incluant le PC et les écologistes) démontrerait la détermination à combattre un parti véhiculant des idées contraires aux valeurs essentielles de la République ».

Cette contre-proposition, mise aux voix, n'obtenant pas la majorité, les vingt-quatre conseillers régionaux UDF-PR et divers droite et les quatre conseillers du Front national ont voté ensemble. Quant aux quatre élus communistes, ils ont choisi de s'abstenir. « Cette proposition est une liste et nous souhaitons garder notre indépendance », expliquait

M. Jean-Claude Mairal (Allier). Après une ultime suspension de séance, la majorité régionale présentait une nouvelle proposition, à savoir six vice-présidents et cinq membres. La majorité régionale s'ajoutait elle-même de deux postes de vice-présidents, et le Front national entrainait malgré tout au sein de la commission permanente.

JEAN-PIERRE ROUGER

CENTRE

M. Maurice Dousset (UDF-PR) a gardé son poste

ORLÉANS

de notre correspondant

Le début de la séance a été marqué par une double protestation du PS et du PC contre « la présence » dans l'Assemblée de M. Paul Malagut, tête de liste du FN dans le Loiret, dont le passé de militant durant la période de l'Occupation a été dévoilé récemment (le Monde du 1^{er} mars). M. Jean-Pierre Lapierre, député du Loiret, au nom du Parti socialiste, s'est élevé contre la présence d'un homme qui « a été indiscutablement main-forte aux troupes d'occupation allemandes », réclamant une interruption de séance « symbolique », qui lui a été accordée. M. Max Nubler, pour le Parti communiste, a parlé ensuite d'un « élu indésirable » au sein de l'Assemblée. M. Malagut est resté silencieux, attendant que l'orage passe.

La réélection de M. Maurice Dousset, UDF-PR, président sortant, à l'é-

LIMOUSIN

M. Robert Savy (PS) perpétue l'union de la gauche

LIMOGES

de notre correspondant

L'union à gauche reste la règle au conseil régional du Limousin. En trois tours de scrutin, le président sortant, M. Robert Savy (PS), a été réélu à la majorité relative de 21 voix sur 43 (13 PS, 4 PCF, 3 ADS, 1 Génération Ecologie) contre 18 à M. Raymond-Max Aubert (RPR), une à M. Louis Hironde (Chasse, Pêche, Nature et Tradition). Il y a eu trois votes blancs

(2 Verts et 1 Front national). Résultats sans surprise. Les trois tours ont tenu plus du rituel que du suspense. Le seul coup de théâtre aurait pu venir des quatre élus du groupe communiste. Mais c'est l'un d'eux, M. Raymond Labrousse (Creuse), qui présidait, en sa qualité de doyen d'âge, la séance d'installation. Et il balayait d'entrée toute incertitude : « La gestion de la majorité de gauche du conseil régional sortant s'est efforcée de compenser autant qu'il lui était possible les effets négatifs de la politique nationale », affirmait-il. Il n'y avait aucune raison de ne pas continuer. Quant aux trois écologistes (2 Verts, 1 Génération Ecologie) qui ont décidé de constituer un groupe commun et qui auraient la possibilité théorique de mettre en péril la majorité régionale, ils ont annoncé qu'ils ne voulaient pas d'urgence une infélicité institutionnelle en abusant d'une position de minorité de blocage. Leur porte-parole, M. Bernard Devallois, a ajouté : « Nos propositions seront plutôt consensuelles que conflictuelles, afin d'aller vers une intégration progressive de l'écologie dans la politique régionale. Nous souhaitons apporter notre contribution au développement du Limousin » et « nous laisserons la majorité sortir des urnes gouverner ».

Consensus encore accentué à gauche lorsque la suite de l'ordre du jour appela l'élection de la commission permanente au scrutin proportionnel. Le PS, le PCF, l'ADS et Génération Ecologie présentèrent une liste commune qui remporta douze des vingt-trois sièges à pourvoir (8 au PS, 2 au PCF, 1 à l'ADS, 1 à GE), l'UPF en obtint 10 et les Verts 1. La proportionnelle n'aura pas rendu le Limousin ingouvernable.

RÉGIS GUYOTAT

GEORGES CHATAIN

GUADELOUPE

M^{me} Michaux-Chevry (RPR) l'emporte grâce aux dissidents socialistes

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Coup de tonnerre politique ! M^{me} Lucette Michaux-Chevry, députée RPR et ancienne secrétaire d'État à la francophonie du gouvernement de M. Chirac de 1986 à 1988, a été élue présidente du conseil régional de la Guadeloupe grâce aux voix de la liste qu'elle conduisait et à celles des socialistes dissidents élus sur la liste socialiste par M. Dominique Lariffa, député socialiste et président sortant du conseil général.

Son élection, dès le premier tour, avec une majorité de vingt-et-une voix alors que la droite ne dépassait que quinze sièges sur quarante-et-un, constitue sur le plan de la gauche et de l'extrême gauche, au soir du 22 mars, n'a pourtant pas constitué une réelle surprise du fait de la violente polémique qui s'était ouverte, quelques heures plus tôt, à la suite des attentions, puis des convocations personnelles posées par la fédération locale du PS et sa tête de liste, M. Frédéric Jalton, député socialiste, maire des Abymes, dans ses négociations avec les communistes orthodoxes et les indépendantistes.

Les tractations entrant dans le 22 mars se poursuivaient vendredi matin 27 mars et les dirigeants du PC guadeloupéen (trois élus) et de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), indépendantiste, deux élus, venaient à peine de parvenir à un accord avec M. Jalton et la fédération du PS (neuf élus) dont le président sortant, M. Félix Protot, qui est conseiller régional, de l'UPLG annonçait qu'il présenterait un candidat qui se maintiendrait aux trois tours de scrutin.

Parallèlement, les socialistes dissidents (sept sièges) rassemblés par M. Lariffa n'avaient cessé de réaffirmer leur « volonté de voter pour M. Jalton » et les communistes dissidents du PCG, réunis par le nouveau Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG, cinq élus) de M. Ernest Moutoussamy, avaient approuvé communiste, avaient multiplié, en vain, contacts et initiatives pour tenter de négocier les conditions posées par la fédération du PS.

Exprimées en termes très vifs par M. Jalton, qui les a rendues publiques quelques heures avant le scrutin, ces conditions revenaient, selon les termes d'un élu, « à transformer les futurs alliés du PS en bourgeois de Calais ». En outre, le communiqué signé de M. Jalton qualifiait M. Lariffa et les socialistes dissidents de « renégats » et « d'odieux numéros » qui « représentent une menace pour la

Guadeloupe et un danger pour la démocratie, et qui constituent un mouvement populiste et réactionnaire de la gauche ». « Notre objectif est d'éliminer toute perspective de succès au mouvement dissident », poursuivait M. Jalton dans une lettre adressée au second tour des cantonales et à l'élection constitutive du président du conseil général. Certains partisans de M. Jalton n'excluaient pas, en coulisses, une alliance de fait avec M^{me} Michaux-Chevry au sein de la nouvelle assemblée départementale, pour « faire tomber Lariffa » dont le siège ne semblait pas jusqu'alors menacé. M. Lariffa en tirait la conclusion que « des dés seraient jetés tôt ou tard ».

Dès lors, les conditions d'un specterement de réconciliation officielle étaient créées et M. Lariffa, qui ne manque pas d'habileté en ce domaine, a pris M. Jalton et les siens à leur propre jeu en nouant sur le champ une alliance avec M^{me} Michaux-Chevry, qui avait fait acte de candidature à la présidence de la région dès l'annonce des résultats du scrutin du 22 mars.

Alors que le candidat de la fédération socialiste et ceux de l'UPLG et du PCG faisaient le plein de leurs voix, M^{me} Michaux-Chevry a ainsi été élue et elle a constitué un bureau d'où ont été exclus les communistes orthodoxes et les indépendantistes. N'y sont représentés que des élus de sa liste, du PPDG et des socialistes dissidents, ce qui ne constitue sans doute que la première étape d'une recomposition du paysage guadeloupéen très instable.

EDDY NEDELIKOVIC

[Né le 5 mars 1929 à Saint-Claude, licencié en droit, avocat à Basse-Terre, M^{me} Lucette Michaux-Chevry (RPR) a commencé sa carrière politique dans les rangs des socialistes départementalistes et c'est sous cette étiquette qu'elle avait été élue conseillère générale de son canton natal en 1976 avant d'appeler à voter pour M. Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1981. Réélue au conseil général, sous l'étiquette « divers gauche », en 1982, elle avait succédé à la présidence de l'Assemblée départementale contre le candidat du PS, puis avait été, en 1984, son propre parti, le LIG (le Parti de la Guadeloupe) s'était allié avec le PS. Elle avait été, en 1986, élue députée de la Guadeloupe, puis avait été nommée secrétaire d'État à la francophonie dans le gouvernement de M. Jacques Chirac. Elle n'avait pas pu conserver la présidence du conseil général, dominé par la gauche, en 1985, mais elle est, depuis 1987, ministre de l'Équipement et a été réélue, en juin 1988, à l'Assemblée nationale où elle siège au groupe RPR. Elle devra, conformément à la loi anti-cumul, renoncer à l'un de ses trois mandats.]

MARTINIQUE

M. Emile Capgras (PCM) élu au bénéfice de l'âge

M. Emile Capgras, sénateur adjoint du maire de Robert, membre du Parti communiste martiniquais (PCM) depuis 1946, a été élu président du conseil régional de la Martinique au troisième tour de scrutin et au bénéfice de l'âge. Cet ancien militant syndical, qui est âgé de soixante-six ans, avait obtenu seize voix contre seize, également, au candidat de l'UPF, M. Pierre Petit, et neuf au président du Mouvement pour l'indépendance de la Martinique (MIM), M. Alfred Marie-Jeanne.

Au premier tour, tandis que MM. Petit et Marie-Jeanne recueillaient déjà, respectivement, seize et vingt voix en réunissant tous les suffrages de leurs colistiers, le président du conseil régional sortant, M. Camille Darsières, chef de file du Parti progressiste martiniquais (PPM), en obtenait treize, avec le soutien des élus du PCM, et le chef de file du PS, M. Jean Crusol, trois.

An deuxième tour, le Parti communiste martiniquais, qui n'a que quatre élus, a présenté la candidature de M. Georges Erichot, qui a obtenu quatre voix, contre, encore,

M. Emile Capgras, sénateur adjoint du maire de Robert, membre du Parti communiste martiniquais (PCM) depuis 1946, a été élu président du conseil régional de la Martinique au troisième tour de scrutin et au bénéfice de l'âge. Cet ancien militant syndical, qui est âgé de soixante-six ans, avait obtenu seize voix contre seize, également, au candidat de l'UPF, M. Pierre Petit, et neuf au président du Mouvement pour l'indépendance de la Martinique (MIM), M. Alfred Marie-Jeanne.

Les neuf conseillers indépendantistes du MIM se refusant à toute négociation, comme lors des élections antérieures, MM. Darsières et Crusol sont alors convenus, avec les élus du PCM, de soutenir la candidature de M. Capgras et ce dernier a ainsi rassemblé pour l'emporter au bénéfice de l'âge, les suffrages de l'ensemble de la gauche non indépendantiste.

[Né le 5 juin 1926 au Robert, commune de l'ouest de la Martinique, M. Emile Capgras, retraité des Postes et télécommunications, est membre du Parti communiste martiniquais depuis 1946 et il siège depuis 1968 au conseil central de cette formation autonome du PCF. Ancien secrétaire syndical de la CGTM des PTT, il a longtemps œuvré dans les milieux associatifs et en particulier au sein de la Fédération Corses des parents d'élèves dont il fut localement l'un des fondateurs. Marié, père de cinq enfants, il est membre du conseil municipal du Robert depuis 1989 et occupe les fonctions de deuxième adjoint au maire (PPM) de cette commune.]

GUYANE

M. Antoine Karam (PSG) succède à M. Georges Othily (div. g.)

M. Antoine Karam, secrétaire général du Parti socialiste guyanais (PSG) depuis 1991, a été élu, au premier tour, président du conseil régional de la Guyane. Il a obtenu dix-neuf voix contre dix à M. Georges Othily, ex-PSG, sénateur rattaché administrativement au groupe socialiste, président de l'ancien conseil et deux à M. Alain Beney (RPR).

Ce résultat était prévisible puisque la liste conduite par M. Karam avait enlevé la majorité absolue des sièges (16 sur 31). Celui-ci a également recueilli les suffrages du maire de Matoury, M. Pierre Roumillac et des deux autres socialistes dissidents élus le 22 mars.

[Né le 21 février 1950 à Cayenne, de souche à la fois libanaise, par son grand-

père (arrivé en Amérique du Sud à dix-huit ans), et antillaise, par sa mère, né au cœur de la Guyane dans une famille d'ouvriers originaires de l'île de Saint-Lucie, M. Antoine Karam est professeur d'histoire. Il a milité à l'extrême gauche, au sein de l'Union des étudiants guyanais, à l'époque où il faisait ses études supérieures à Paris, avant d'adhérer, à son retour en Guyane, au Parti socialiste guyanais dont il est devenu, en 1977, l'un des conseillers municipaux à Cayenne. Deuxième adjoint au maire du chef-lieu depuis 1989, il a été également élu conseiller général, en 1985, dans le canton de Cayenne nord-est. Marié, père de trois enfants, homme d'apparat et de terrain, M. Karam est très populaire auprès des jeunes de la région en raison de son passé d'animateur de mouvement sportif. Il a notamment présidé, de 1977 à 1982, la fédération guyanaise d'athlétisme.]

LIVRES POLITIQUES

En raison de l'actualité, nous sommes contraints de reporter la chronique « Livres politiques », d'André Laurens, qu'il consacrait, cette semaine, à deux ouvrages autour de M. Bernard Tapie. Nos lecteurs voudront bien nous en excuser.

مكتبة الشريعة

Le Monde HEURES LOCALES

ert Savy (PS) perpeue
alon de la gauche

Le poste

mele Capgras (PCMD)
u bénéfice de l'âge

atome Karam (PS)
M. Georges Othily

FRÈS POLITIQUES

Développer les transports en commun

Bus, tramway et métro pourraient sauver des villes envahies par les voitures particulières
estime le directeur de la première société française de transports urbains

LES transports en commun marquent le pas en France. En croissance continue depuis une quinzaine d'années sous l'effet de la décentralisation et de la création de la taxe de versement transports, leur fréquentation a, de façon mal expliquée, stagné, voire reculé, en 1990 et en 1991. Est-ce par manque d'offres et donc d'investissements ou par un changement survenu dans les mœurs des Français ? Doit-on incriminer la crise urbaine ou la crise économique, le trop grande séduction de la voiture individuelle ou l'insécurité dans les bus et les métros ?

Derrière Michel Noir, maire ex-RPR de Lyon, auquel ont emboîté le pas des socialistes comme Pierre Mourey le Lillois, Catherine Trautmann la Strasbourgeoise, Jean-Marc Eyrault le Nantais ou des centristes comme le Toulousain Dominique Baudis, les élus ont commencé à dire non à l'envahissement de leur ville par la voiture. Ils ont aussi demandé au gouvernement, avec le Groupement des autorités responsables des transports (GART), un plan d'urgence en faveur des transports en commun.



Un système moins onéreux mais plus efficace

Mais des techniciens se préoccupent aussi de trouver des solutions à cette crise. « Tout d'abord, il faudrait parvenir à renouer le dialogue entre les différents acteurs de la ville », explique M. Michel Cornil, directeur de VIA Transport, première société française de transport urbain. Voilà plusieurs années qu'on a cessé de penser globalement la ville et les transports, que les élus et les techniciens ne parlent plus de langage commun. Faut-il s'étonner des incohérences constatées aujourd'hui, des emplois éloignés de l'habitat, des transports qui desservent mal les hôpitaux et les universités extérieures ? Cet écartement n'est encore amplifié par la crise économique et par les malaises sociétaux.

Selon Michel Cornil, doit la société exploite des réseaux de bus à Rennes, Arles, Lyon, Dijon, Toulon, et des métros à Lille ou à Lyon, le phénomène de développement des couronnes urbaines se poursuit même si les centres des villes devraient connaître une nouvelle jeunesse. En grande banlieue, avantage restera à la voiture individuelle. Mais, au cœur de l'agglomération, point de salut hors des transports en commun !

On peut, comme VIA transport, se préparer à louer en 1993 à Tours des Citroën AX ou des Peugeot 106 électriques en libre-service à tous les porteurs de cartes bancaires. On peut encore plaider pour la construction de places de parking dans le centre afin de dissuader la voiture, mais surtout pour faire payer à celle-ci son infrastructure, puisque le péage sur la voirie ne semble pas être la panacée (le Monde daté 24-25 novembre 1991).

« A la limite, il serait plus pédagogique que le prix de l'essence baisse et que le stationnement coûte plus cher, affirme Michel Cornil. Les automobilistes n'auraient plus l'impression que la voiture est gratuite, ou

hypothèse, nous travaillons sur le projet d'un transport en commun articulé avec plusieurs remorques. Il serait monté sur pneus et ne nécessiterait pas d'autres infrastructures qu'une voie réservée. Il serait conduit par l'homme mais pourrait être aussi guidé par fil ou par une roulette glissant dans un rail. C'est dans ce sens que l'agglomération lyonnaise lance un appel d'offres pour la desserte de la cité internationale. » Un système qui se veut moins onéreux que le tramway ou le métro mais plus efficace et plus confortable que le bus.

Plain-pied et vidéo

Mais le confort commence aux arrêts de bus et ceux-ci doivent devenir eux aussi plus agréables. On étudie chez VIA Transport la possibilité d'installer à l'intérieur de ces abris-stations des vidéos, tout comme dans les véhicules d'ailleurs. Plus de marches périlleuses à gravir : Caen et Lille montrent la voie en proposant aux voyageurs des bus et des tramways de plain-pied, grâce aux astuces techniques de la chaussée ou du bus. Finies enfin les attentes interminables pour un véhicule coincé dans les embouteillages : un écran dira l'heure de son prochain passage.

Ces améliorations ne seront pas aisées à financer : « Nous agissons dans un cadre de plus en plus contraint », explique Michel Cornil. Les collectivités locales avec lesquelles nous travaillons supportent des dépenses croissantes dans tous les domaines. Pour financer nos projets, nous devons rechercher sans cesse des gains de productivité. Mais cela ne suffit pas. Il faudra avoir recours aux versements transport, à la fiscalité, tout en faisant payer plus cher l'automobiliste et aussi l'usager.

Le Parisien ne paie-t-il pas moins de 40 % des coûts de la RATP ? Le pari n'est pas gagné d'avance. Les séductions de l'automobile n'ont pas fini d'égier, comme le prouve le cercle tout à fait vicieux dont pâtiennent les transports urbains : leur coût continue à augmenter, notamment en raison des embouteillages qui les paralysent, et leurs recettes baissent, parce qu'il est plus confortable et plus rassurant de supporter ces mêmes embouteillages assis dans sa propre voiture plutôt que dans un bus.

ALAIN FAUJAS

Communiquer

ALORS que conseils généraux et conseils régionaux subissent les feux de la rampe, d'autres collectivités tentent de ne pas rester dans l'ombre. Les villes, puisque c'est d'elles qu'il s'agit, s'efforcent de ne pas être les grandes oubliées, en ce début d'année. Et de cet exercice, elles s'acquittent avec aisance.

Car ces dames, qu'allait-on attendre ou pétir, ont appris à gérer leur image. Les maires aujourd'hui savent que la communication fait partie de leurs attributions. Ils en usent, ou en abusent, pour informer les habitants mais aussi les autres citoyens afin de vendre les charmes de leur cité.

Journal municipal, plaquettes, brochures, affichage publicitaire, organisation d'événements, film vidéo, service téléphonique ou plus simplement campagne de presse, toutes les techniques modernes sont utilisées pour séduire.

Un choix d'efficacité

Les élus ont su s'entourer de professionnels pour « vendre » leur ville. Une étude de l'agence Capucina, auprès d'une soixantaine de villes de plus de 50 000 habitants, révèle que ces collectivités disposent d'un service communication « très structuré et hiérarchisé ». Un service qui, pour près de la moitié d'entre elles, comprend plus de dix personnes. Des spécialistes, souvent contractuels, qui dirigent un responsable, directement rattaché au maire.

Comme dans d'autres domaines, les élus se sont inspirés du monde économique pour s'adresser aux habitants et promouvoir leurs actions. Un choix d'efficacité qui naît de la nécessité d'oublier que les électeurs ne sont pas de simples clients.

S. B.

Difficile décentralisation pour l'équipement

Un projet de loi essaie de donner les moyens aux présidents de conseils généraux de mieux exercer leur compétence en matière de construction et d'entretien des routes

UN secteur reste quelque peu réfractaire à la décentralisation depuis les lois Defferre. C'est celui de l'équipement (le Monde daté 22-23 mars). Après dix années de péripéties juridiques et législatives, le transfert intégral des moyens, des ressources et du personnel, nécessaires à l'exercice des compétences départementales, ne s'est toujours pas accompli.

Le ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace vient de rédiger un projet de loi (le Monde du 20 mars) qui a le mérite d'élaborer les relations financières du département et de l'Etat, mais qui propose seulement une solution de compromis par rapport à l'objectif du législateur.

Des relations financières plus claires

Pour saisir l'intérêt de ce texte, « relatif à la mise à la disposition des départements des services décentralisés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services », il convient de rappeler que les directions départementales de l'équipement (DDE) travaillent principalement pour trois clients : le département (voire départementale), l'Etat (voire nationale), et les communes, qui leur confient les études nécessaires à l'élaboration de leurs documents d'urbanisme. En 1987, les agents chargés de la maîtrise d'ouvrage des routes départementales, des transports interurbains et des ports maritimes ont été transférés au département. Toutefois, ils ont continué d'être payés par l'Etat.

Il a fallu attendre un décret de septembre 1991 pour que ce personnel, « mis à disposition » des élus, ait la possibilité d'exercer un droit d'option en faveur de la fon-

ction publique territoriale ou de la fonction publique d'Etat, et que soit prévu, en compensation, un transfert de ressources. Le projet de loi du ministère de l'équipement étend ce droit d'option au personnel non titulaire. Si ce texte était adopté par le Parlement, le président du conseil général deviendrait vraiment maître de l'Etat-major chargé d'élaborer sa politique en matière d'équipement et de programmation des projets d'étude.

Le dispositif prévu par le gouvernement mettrait fin à un régime de prestations réciproques en vigueur depuis dix ans. L'article 30 de la loi du 2 mars 1982 stipulait que, en attendant la loi sur les transferts de compétences, le département continuerait de payer ce qu'il versait, avant la décentralisation, pour le compte de l'Etat, et réciproquement. Curieusement, l'Etat prend donc à sa charge le personnel mis à disposition du conseil général, tandis que celui-ci finance les dépenses de fonctionnement du siège et des subdivisions des DDE, ainsi que certains postes d'agents travaillant pour le bénéfice de l'Etat.

Depuis dix ans, ce régime transitoire s'est pérennisé, après des reports successifs d'échéance. Le projet de M. Paul Quilès a l'intérêt de faire cesser ces financements croisés, et d'établir des relations financières plus claires entre l'Etat et la collectivité.

A la différence des agents chargés de la maîtrise d'ouvrage, ceux qui exécutent les travaux d'équipement n'ont subi aucun transfert, et travaillent toujours dans les DDE. De congrès en congrès, les présidents de conseils généraux s'irritaient de cette situation qui ne leur permet ni d'associer leur autorité, puisqu'ils n'ont qu'une prise limitée sur des agents dépendant hiérarchiquement du préfet, ni d'affirmer leur auto-

noie. Un certain nombre d'entre eux réclament, depuis longtemps, la partition des services qui, au sein de ces DDE, travaillent pour le compte des départements, et qui représentent environ 35 000 personnes.

Déjà appliquée en matière d'action sociale, cette solution, qui serait la plus conforme aux lois de décentralisation, s'est heurtée à un certain nombre de réticences. Les communes, d'une part, craignent d'être placées sous la tutelle des départements, et de payer plus cher les prestations offertes par les subdivisions. Un certain nombre d'ingénieurs des ponts et chaussées, d'autre part, s'opposent à ce que l'on « cisse » l'outil départemental de l'Etat. Ils estiment que ce dernier doit être présent sur l'ensemble du territoire, en milieu rural comme en milieu urbain. Plus concrètement, les membres de ce corps craignent de perdre une partie de leur pouvoir d'achat, notamment de leurs primes, en optant pour la fonction publique territoriale.

Freiner la concurrence privée

Le projet de loi ne propose pas une partition pure et simple, mais une solution conventionnelle devant assurer au président du conseil général une meilleure maîtrise de ses moyens. Un contrat, signé par l'Etat et le préfet, après concertation avec les organismes paritaires, devrait permettre de fixer le volume des prestations devant être effectuées pour le compte du département, et d'identifier les services devant y concourir. Les agents concernés seraient alors placés sous l'autorité fonctionnelle du président du conseil général. Sans être leur « patron » statu-

taire, celui-ci pourrait obtenir de meilleures garanties quant à l'exécution de ses commandes.

Le parc, service de la DDE chargé à la fois de l'exploitation du réseau routier et de la location de matériel d'entretien, devrait, lui aussi, être géré différemment. Le gouvernement propose de rendre obligatoire un système de compte de commerce expérimenté depuis deux ans dans soixante-neuf départements. Le conseil général perdrait son statut de « co-propriétaire », pour devenir le « client » du parc. Les relations comptables qu'il entretient avec ce « fournisseur » seraient clarifiées. Mais il devrait continuer de participer au programme d'investissement du parc et s'engager à lui commander un certain volume de travaux.

Les départements qui refuseraient de recourir à ses services seraient contraints de payer un forfait annuel de prestations. « C'est, de fait, une véritable pénalisation financière qui est ainsi prévue pour les départements voulant choisir librement leurs opérateurs », estime M. François Lamotte, consultant en organisation pour les collectivités locales. Le ministre manifeste ainsi la volonté de garantir un niveau d'activité suffisant au parc des DDE. Mais il freine la concurrence des entreprises, au moment où les collectivités locales pourraient contribuer au plan de relance des travaux publics. »

« Au travers de ce projet de loi, qui tente de concilier les intérêts des présidents de département, des maires et du ministère de l'équipement, c'est, en effet, l'enjeu économique de la répartition de la commande des collectivités entre le secteur privé et le secteur public qui se dessine. »

RAFAËLE RIVAIS

A l'écoute des professionnels

Créés en 1972, les comités économiques et sociaux régionaux restent dans l'ombre

VINGT ans... Au moment où l'on célèbre écuméniquement un peu partout en France, à droite comme à gauche, le dixième anniversaire de l'an I de la décentralisation, les comités économiques et sociaux régionaux (CESR) peuvent se targuer d'une certaine enténement. Au moins sur le chapitre qui est le leur : le pouvoir consultatif. Et pourtant ils sont largement oubliés, voire marginalisés, dans les bilans que dressent les observateurs au moment où l'on renouvelle les conseils régionaux.

C'est une loi de 1972 qui place les vingt-six comités de métropole et d'outre-mer sur les fonts baptismaux. Celle du 2 mars 1982, qui restera dans l'histoire le loi Defferre, les conforte dans leurs fonctions et la loi du 6 janvier 1986 va étendre leur rôle consultatif.

Les conseils régionaux incarnent l'expression du suffrage universel et détiennent, à travers leur président, le pouvoir exécutif et la légitimité suprême, mais les comités économiques, organismes représentatifs des forces de la production, des milieux sociaux, professionnels, agricoles et des associations, mettent en avant d'autres valeurs, non moins importantes, puisqu'il s'agit de celles du monde culturel, universitaire, syndical, financier et industriel.

Ces assemblées sont en effet constituées, pour 35 % de leurs membres, par des représentants des entreprises et activités professionnelles non salariées, pour 35 %, de syndicats de salariés représentatifs, pour 25 %, des milieux de l'université, de la recherche, de la mutualité, et pour le solde (5 %), de personnalités qualifiées sélectionnées pour leurs compétences spécifiques.

Les quelque 2 000 personnes qui siègent actuellement ont été désignées en juin 1989 pour six ans.

Fortes figures régionales

Regroupés au sein d'une Association permanente des présidents de comités économiques et sociaux, qui a actuellement à sa tête M. Pierre Troussier (région Centre), les vingt-six présidents se réunissent tous les deux mois en palais d'Iéna, à Paris, au siège du Conseil économique et social. Le président de cette assemblée, M. Jean Matteoli, assiste à leurs travaux. La dernière réunion a eu lieu le 19 mars.

Plusieurs personnalités qui président des CESR appartiennent au cercle étroit des « vieux routiers » de l'aménagement du territoire, ou sont de fortes figures régionales, dont les avis, souvent, font autorité : c'est le cas, par exemple, de MM. Philippe Lamour, en Langue-doc-Roussillon, Pierre Madeulle, en Midi-Pyrénées, Pierre Dap, en Lorraine, et Lucien Prévot, en Guadeloupe.

FRANÇOIS GROSRICHARD

HEURES LOCALES

REPÈRES

ALSACE

La région présente à l'Exposition universelle

La région Alsace a choisi d'être présente à l'Exposition universelle de Séville, en Espagne, qui doit ouvrir ses portes au mois d'avril. Elle sera l'une des seules régions de l'Hexagone à disposer d'un stand dans le pavillon de la France. L'idée du conseil régional est de mobiliser une dizaine de grandes entreprises et une centaine de PME-PMI locales pour présenter, dans la capitale andalouse, leur savoir-faire à travers des films vidéos présentés sur des écrans à cristaux liquides.

Nouer des contacts avec des chefs d'entreprise du monde entier et séduire des cadres de haut niveau susceptibles de venir s'installer dans la région, tels sont les objectifs recherchés par les responsables alsaciens. Ceux-ci ont investi une somme importante, 9,5 millions de francs, dans une opération qu'ils espèrent bénéfique pour l'avenir des «marchés rhénans».

BRETAGNE

Une équipe cycliste aux couleurs des Côtes-d'Armor

Un an après avoir échangé de nom, le département des Côtes-d'Armor continue d'innover. Il vient en effet de parrainer une équipe cycliste amateur de haut niveau. L'initiative vise à permettre à l'élite des cyclistes, trop souvent sollicitée par les clubs parisiens, de rester au pays et à en faire des ambassadeurs du département. Un programme d'une cinquantaine d'épreuves dans toute la France et à l'étranger a été prévu pour cette équipe.

M. Jean-Marie Leblanc, responsable de la Société du Tour de France, qui assistait au baptême, a salué la démarche. «Vous préfigurez ce que sera le cyclisme professionnel de demain. Je vois très bien l'équipe des Côtes-d'Armor devenir à court terme une équipe professionnelle de division 2. Corbell-Essonne ou Vaux-en-Felin au niveau municipal ont déjà ouvert la voie», a-t-il dit à M. Charles Josselin, président du conseil général, qui a fait voter une subvention de 300 000 francs pour participer aux frais de fonctionnement de l'équipe.

Terre de vélo, les Côtes-d'Armor (qui ont vu naître Bernard Hinault) possèdent, par rapport au nombre d'habitants, le plus grand nombre de cyclistes licenciés sur le territoire national. Le département se situe au second rang national par le nombre de ses clubs (trente-sept) et de ses coureurs (deux mille quatre cents).

ILE-DE-FRANCE

Des hôtesses dans les bus de Seine-Saint-Denis

À l'issue d'un humanisme des trajets en autobus, une entreprise de transports en commun de Seine-Saint-Denis a décidé de placer des hôtesses dans certains de ses véhicules pour accompagner les voyageurs sur ses lignes de la banlieue Nord-Est de Paris. Basée à Villepinte, la société TRA transporte vingt-cinq millions de voyageurs par an. Cette compagnie a signé en 1983 une convention avec le conseil général de Seine-Saint-Denis et la RATP pour l'amélioration des conditions d'accueil et de sécurité de ses voyageurs.

Depuis trois mois, cinq hôtesses en tenue rouge et noir, âgées de vingt à trente ans, accueillent les voyageurs dans les bus, engagent le dialogue, les informant et recueillent leurs suggestions afin d'améliorer la qualité du service.

M. Jean-Claude Gallienne, le président directeur général de TRA, qui juge l'expérience concluante, vient de décider d'engager cinq nouvelles hôtesses. Il estime que «le sourire de ces jeunes fait disparaître la cravate et la morosité de ceux qui empruntent les transports en commun de Seine-Saint-Denis».

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Marcel Scotto (Strasbourg) et de nos correspondants : Martine Boulay-Mérie (Roubaix) et Patrick Le Neau (Saint-Brieuc).

Des réseaux télématiques au service des collectivités

Les villes moyennes gagnent du temps avec RVM

Déjà cinquante mairies adhèrent à cette association qui leur permet d'échanger des expériences

«Un fonctionnaire territorial réinvente le fil à couper le beurre tous les matins.»

M. Christian Lavallo, secrétaire général de la mairie de Cognac (Charente), témoigne avec humour de la réalité des problèmes qui se posent chaque jour aux responsables de la gestion des villes. «Quand nous adressons un questionnaire écrit à nos collègues pour nous positionner en matière tarifaire pour le piscinisme, les crèches ou les cantines, nous pouvons espérer avoir au mieux un taux de réponse de 25 %», ajoute M. Lavallo. Aujourd'hui, en passant par le réseau, nous sommes assurés d'un retour de 70 %.

Deux raisons qui expliquent le succès du Réseau des villes moyennes (RVM). Ce réseau télématique, né d'une initiative de l'Association des maires de France, a été créé il y a près de cinq ans. Il compte aujourd'hui une cinquantaine d'adhérents : des villes moyennes de 20 000 à 100 000 habitants qui échangent par Minitel des informations sur la gestion de la commune, les tarifs des services publics ou les problèmes de personnel. RVM s'est associé, le

20 février, avec la Fondation pour la gestion des villes. Celle-ci va proposer à ses 180 membres qui ne posent pas encore de questions d'adhérer à l'association. M. Claude Pernes (UDF), maire de Rosny-sous-Bois, président de RVM, souhaite en effet élargir l'association. Celle-ci est soutenue par la Fédération des maires des villes moyennes et par l'Association des maires Ville et banlieue de France. France Télécom par l'intermédiaire de l'observatoire des télécommunications dans la ville et des particuliers privés intéressés par le marché des collectivités locales, comme le groupe d'assurances Grasse-voies, ont également rejoint l'association.

L'extension du réseau RVM à l'ensemble des villes moyennes risque de poser certains problèmes. Une des règles acceptées par les adhérents de RVM consiste en effet à s'engager à répondre rapidement aux questions posées par leurs collègues. En 1991, 324 questions ont ainsi trouvé environ 8 000 réponses. Si le nombre des adhérents augmente, le nombre de questions auxquelles il faudra répondre sera trop important pour les per-

sonnes affectées à ce service, à temps plus ou moins complet, dans chaque mairie. Il sera peut-être également nécessaire de constituer des sous-réseaux par tranches de population. Mais, alors qu'une ville de 48 500 habitants comme Vannes, dans le Morbihan, avait hésité avant d'adhérer à RVM parce qu'elle considérait que l'association rassemblait à ses débuts des communes d'une dimension trop petite, d'autres tiennent à rencontrer un panel le plus large possible. C'est pour trouver une méthode pour gérer l'augmentation du nombre des adhérents que M. Pernes a décidé de créer un club des secrétaires généraux au sein de l'association.

Une véritable méthode de gestion

Dans les villes qui ont adhéré à l'association depuis quelques années, l'utilisation de RVM est parfaitement intégrée dans les méthodes de gestion. A Epervanay, dans la Marne, par exemple, des problèmes se posent, élus et chefs de service demandent que la question soit posée sur le réseau. «C'est devenu un outil presque indispensable», explique M. Daniel

Teppaz, le secrétaire général de la mairie. Il rappelle que la dette de la ville a pu être renégociée en 1987 grâce aux informations sur les différents taux proposés par les banques dans d'autres communes. M. Teppaz fait partie des opposants à la création de sous-réseaux par tranches de population : «Nous pensons qu'Epervanay, avec ses 28 000 habitants, rencontre plutôt les problèmes d'une ville de 50 000 habitants.»

M^{me} Roselyne de Vies-Meyer, chargée de mission sur l'introduction de la télématique à la mairie de Valence, dans la Drôme, apprécie particulièrement l'outil du Minitel «qui oblige à aller tout de suite à l'essentiel en posant des questions courtes». Les élus de Valence regardent avec attention les récapitulatifs sur les questions et les réponses qui ont transité par le réseau. «Cela crée un certain dynamisme», constate M^{me} de Vies-Meyer.

Valence a surtout utilisé RVM pour obtenir des réponses sur les questions de gestion du personnel (recrutement des assistants des écoles maternelles, salaires des moniteurs sportifs...), mais a également interrogé les autres com-

munes pour connaître l'usage qu'elles avaient fait du dernier recensement.

La mairie de Vannes a su, grâce à RVM, comment présenter les différents documents à l'issue des délibérations du conseil municipal. On y apprécie aussi la possibilité d'obtenir très rapidement le nom et les coordonnées des spécialistes de tel ou tel problème dans les autres mairies. «C'est très beaucoup plus long et beaucoup plus hypothétique par téléphone. On récupère donc vite le coût de l'abonnement et des communications téléphoniques», explique M. Philippe Nael, secrétaire général adjoint de la mairie. M. Pernes a d'ailleurs trouvé un argument de marketing incontournable pour vendre les services de RVM : «Je propose à tout nouvel adhérent la réponse à une question de gestion. Elle lui permettra d'économiser immédiatement le montant de sa cotisation.»

CHRISTOPHE DE CHENAY

► RVM. Conjugueur, 4, place de la Sorbonne, 75005 Paris. Tél. : 46-33-34-82.

OREDIC fait le lien entre les métropoles

L'Association des maires des grandes villes de France a lancé sa propre messagerie

CRÉÉE en 1983, à l'initiative de M. Jean-Marie Rausch (majorité présidentielle), maire de Metz, l'Organisation de réseaux d'échange d'information entre collectivités (OREDIC) est un réseau télématique mettant en commun le savoir-faire et l'expérience des élus et des techniciens des principales métropoles françaises. Après une expérimentation d'un an, OREDIC a démarré avec dix villes. Elles sont aujourd'hui vingt-six, alors que l'Association des maires des grandes villes compte cinquante-six membres.

Messagerie et aussi banque de données, ce réseau met à la disposition de ses adhérents des dossiers décrivant avec précision les réalisations des grandes villes. La consultation de ces

informations permet souvent aux partenaires de l'association de trouver une réponse à un problème sans avoir à interroger leurs collègues. Droits de place, problèmes de vaccination, chauffage de bâtiments sont traités sur le réseau au même titre que des questions plus générales comme la préparation des budgets, la gestion du personnel et le logement social.

Agès huit ans de fonctionnement, OREDIC a fait l'objet d'un «lifing». Ses utilisateurs lui proposent autour son manque de convivialité. Un magazine télématique hebdomadaire a été créé. Des zones de dialogue appelées «conférences» devraient permettre à tous les adhérents d'exprimer leur point de vue en publiant des «articles» sur un thème proposé.

Certaines conférences regroupent les statistiques principales des villes membres du réseau : démographie, fiscalité, tarifs des services publics locaux...

L'Association des maires des grandes villes de France a également créé RECIF (Recueil d'informations financières), un réseau télématique destiné à permettre aux grandes collectivités de disposer d'informations financières sur la fiscalité, les concours financiers de l'Etat, les budgets ou les comptes administratifs.

► Association des maires des grandes villes de France, 42, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 45-48-14-18.

De nouveaux espaces verts dans Paris

Une longue bataille s'achève : le jardin Villemin, dans le dixième arrondissement doit être prolongé jusqu'au canal Saint-Martin

SITUÉ entre la gare de l'Est et le quai de Valmy, le jardin Villemin est une nouvelle fois à l'ordre du jour. Après des années de controverse entre les riverains et la Ville, son aménagement, revu par la Mairie de Paris, doit permettre d'augmenter sa surface, qui passera de 13 750 à 16 500 mètres carrés, et d'ouvrir le site sur le canal Saint-Martin. D'ici deux ans, un «parc» s'étalera au pied des vestiges de l'ancien couvent des Récollets, un superbe édifice du dix-septième siècle, bien mal entretenu aujourd'hui, devenu la Révolution hospital militaire et qui, lui, appartient à l'Etat.

A l'origine de l'affaire, on trouve l'Assistance publique, qui veut construire des logements pour son personnel sur les emprises qu'elle possède entre le quai de Valmy et le jardin de l'ancien hôpital. La Mairie de Paris, également propriétaire de terrains et d'immeubles voisins, souhaite, elle, une opération d'aménagement qui regrouperait l'ensemble des parcelles appartenant à la Ville et à l'Assistance publique. Le projet initial, confié à un promoteur privé, prévoyait la construction de 70 logements réservés à l'administration, 27 logements aidés et 60 logements de lutte éditée le long du canal, dont la vente aurait financé l'opération. La crèche existante devait être reconstruite le long de la rue des Récollets. Une simple ouverture, se glissant entre le front bâti, longeant le canal, permettait d'accéder au jardin depuis le quai de Valmy.

Les riverains font de la résistance

C'est contre ces dispositions que se sont élevées différentes associations de quartier qui estimaient que le jardin était trop belle pour le béton dans un arrondissement particulièrement dénué en espaces verts. Et ici, sur ces vieilles terres parisiennes qui ont vu se dresser, du quatorzième au seizième siècle, le gîte de Montigny, «annexe» de Montfaucon, où ont été

construits «pores et indigentes créatures» : la rotonde, les cages, les pigeons et cocheteurs», on sait être tenace.

La résistance s'organise. Les uns et les autres brandissent les cocardes du commissaire enquêteur rédigées à l'issue de l'enquête publique : «Nous avons la certitude que la disparition d'un espace vert entre le square Villemin et le canal est une erreur du point de vue de l'urbanisme et de la capitale.» Les riverains, regroupés au sein de l'association Vivre et soutenus par des élus socialistes et communistes parisiens, s'opposent à l'entrée des bulldozers sur le chantier.

Le soutien de Brice Lalonde

L'affaire s'envenime. M. Claude Gérard Marcus (RPR), député de l'arrondissement, s'interroge. M. Brice Lalonde, ministre délégué à l'environnement, se rend sur les lieux pour apporter son soutien aux opposants du projet, qui empêchent, toujours, l'accès du terrain aux camions du promoteur. M. Antoine Waechter, chef de file de Verts, n'est pas en reste : il accourt, lui aussi, dans le dixième arrondissement pour condamner l'aménagement projeté. En l'association Vivre annonce qu'elle saisi M. Michel Delebarre, alors ministre de l'équipement, pour lui demander de classer le site.

Le 4 juillet 1991, le tribunal administratif de Paris annule le permis de construire. Les juges ont estimé en effet que toutes les procédures nécessaires à l'obtention de l'autorisation de bâtir n'ont pas été suivies à la lettre. Le tribunal n'a pas jugé sur le fond. Quel qu'il en soit, l'opération est arrêtée.

La Ville profile de ce retour à la case départ pour étudier un nouveau projet plus conforme au choix des riverains. M. Jacques Chirac annonce, mercredi 4 mars, que le programme de construction sera réduit afin de mieux mettre en valeur l'espace vert existant. Ces propositions seront soumises prochainement au Conseil de Paris. Elles prévoient

un jardin de 16 000 mètres carrés, la suppression des appartements de luxe et la création de logements sur seulement 7 500 mètres carrés, réservés à l'Assistance publique et à la Ville. La crèche présente sur le site sera, quant à elle, maintenue sur son emplacement actuel.

Au total, une opération qui, finalement, proposera plus d'espaces verts mais moins de logements. Un aménagement plus coûteux aussi, car la Mairie devra dédommager le promoteur, qui ne pourra pas lancer sur le marché ses quatre à cinq pièces «non aidées» avec vue sur le canal. Des négociations sont actuellement en cours avec les services financiers de la Ville pour arriver à un accord. Qui a dit que l'environnement n'avait pas de prix ?

JEAN PERRIN

BLOC-NOTES

AGENDA

► Tourisme en Ile-de-France. — Faire une croisière sur la Seine dans une locomotive à vapeur : c'est possible. Le 2^e Salon français du week-end, des courts séjours et des loisirs en Ile-de-France, qui se tient à l'hippodrome d'Enghien-les-Bains 3, 4 et 5 avril, propose des centaines de façons de découvrir le patrimoine et la gastronomie de la région parisienne. ► Renseignements au (18-7) 45-67-89-41.

► Réseaux de villes. — La DATAR organise les Rencontres européennes des réseaux de villes, le 28 avril, à l'hippodrome d'Enghien-les-Bains. L'histoire des réseaux de villes et leur rôle dans l'espace communautaire. ► Renseignements au (16-1) 43-55-33-80.

Interlocal pour aider les départements

Les conseils généraux sont devenus de grands demandeurs d'informations

MONTPELLIER de notre correspondant

LES fonctionnaires des conseils généraux, eux aussi, ont envie de profiter de l'expérience de leurs confrères. Une messagerie télématique confidentielle, Interlocal, gérée par l'association Idéal Télématique, est à leur disposition depuis le 1988. L'interlocal est accessible par le 36-14 avec un code d'accès, moyennant un abonnement qui varie de 30 000 à 50 000 francs par an selon les caractéristiques du département.

Chaque collectivité utilisatrice désigne une «animatrice Interlocal», généralement une documentaliste, chargée de gérer les questions ou les réponses fournies par le système, qui met en réseau les départements. Une question d'un directeur des finances de conseil général aera, par exemple, répercutée sur l'ensemble du réseau. Les réponses de ses confrères lui seront restituées dans un délai d'une semaine à quinze jours, avant d'être intégrées dans une base de données consultable à tout moment.

Aide sociale et RMI

Quatorze départements ont adhéré lors du démarrage du service, ils sont aujourd'hui quarante-deux. En moyenne, près de 1 600 messages sont échangés chaque mois. Au hit-parade des questions posées : l'aide sociale et le RMI (30 % des interrogations). «Probablement à cause de la montée en

puissance de ces compétences avec la décentralisation», précise Anne Locard, chargée de mission à l'Idéal Télématique. Viennent ensuite la gestion du personnel (20 %), les finances (18 %) et les affaires scolaires (13 %).

La Martinique et la Réunion sont les plus grands consommateurs du service, qui s'avère être un bon moyen de documentation pour des fonctionnaires éloignés de métropole. «Le démarrage a été difficile car tous n'avaient pas le réflexe de poser des questions. Mais maintenant la pilule est prise», affirme Simone Maria-Rossi, documentaliste du conseil général de la Martinique. Nous avons fait un sondage auprès des directeurs, et tous ont souhaité poursuivre. La réponse peut ainsi contribuer à la modernisation d'une politique départementale.

Tous les départements cependant n'ont pas adhéré à Interlocal. Peut-être par manque d'information, ou simplement parce qu'ils n'en ressentent pas le besoin. Anne Locard se demande cependant dans quelle mesure le service ne se heurte pas aussi aux habitudes pesantes de certaines collectivités. «On permet aux services de communiquer en dehors de tout contrôle hiérarchique. On touche au domaine réservé de la communication interne en suscitant une autonomie qui fait parfois un peu peur.»

JACQUES MONIN

► Idéal Télématique, 108, avenue de Fontainebleau, 94276 Le Kremlin-Bicêtre. Tél. : 46-70-11-60.

Le miroir des «dircoms»

Où, quand, comment, pourquoi, avec qui communiquer les collectivités locales et territoriales ? Un groupe de journalistes et de professionnels de la communication vont tenter chaque mois de répondre à ces questions dans Paroles urbaines, le magazine qu'ils viennent de lancer à Aix-en-Provence. Le premier numéro offre, sur un ton assez enjoué, le compte rendu des festivals, congrès et réunions de cette nouvelle profession : les «dircoms», en jargon de métier, rédacteurs de la presse municipale et autres spécialistes des médias locaux.

Au sommaire de ce numéro de février des monographies sur les services et opérations de communication de Toulon,

Nantes et quelques autres villes. Avec, en prime, une réflexion liminaire et paradoxale du sociologue Alain Touraine sur le thème : «Trop d'infos nuit». L'essai de Paroles urbaines montre, en effet, qu'il y a beaucoup à faire pour que les élus locaux apprennent à transformer les moyens de relations publiques dont ils se sont dotés en instruments de la démocratie quotidienne.

► Paroles urbaines, 32 pages, 60 francs. Publication mensuelle éditée par : Société Paroles urbaines, rue Guiraud, 13858 # Provence Cedex 3. (16) 42-33-84-18.

JUSTICE

Des coulisses du CSM au tribunal de Paris

Des « plombiers » bien silencieux

La 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris a commencé à juger, vendredi 27 mars, une sorte de « Watergate » à la française. Dans cette histoire rocambolesque, policiers et juges ont découvert progressivement les coulisses du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et des « plombiers » proches de l'Elysée, virtuoses de la pose d'écoutes téléphoniques et clandestins maladroits.

Depuis quelques semaines, le thé était amer. Et l'une des secrétaires du Conseil supérieur de la magistrature, lieu où se font et défont les grandes carrières de juges, ressentait, après la pause de cinq heures, des malaises. En ce mois de février 1987, une main folle paraissait régulièrement la réserve de thé du Conseil de mort-aux-rats...

Le 16 décembre de la même année, la secrétaire comprit les raisons de ses malaises. Yves Luthert, le jeune huissier (amiral) du CSM, remettait en effet au secrétariat une lettre de menaces, non signée, parvenue au courrier : « Le négro, la blondasse et la brune, la mort-aux-rats n'a pas suffi. Se (sic) sera bientôt votre tour. » Ainsi commençait une histoire qui aurait pu rester dérisoire si quelques fiches rédigées par la secrétaire générale du CSM, M^{me} Danièle Burgibum, et annotées par M. François Mitterrand, n'étaient parvenues en même temps à d'autres qu'à leur destinataire.

De fait, les membres du Conseil supérieur de la magistrature rece-

vaient à leur tour, en ce mois de décembre, la liste des dix-huit postulants au CSM établie en janvier 1987, avec les commentaires destinés à éclairer le président de la République. Dans son élan, l'étrange « corbeau » du CSM avait pris soin d'adresser des documents à M^{me} Simone Rozès, alors premier président de la Cour de cassation, et à M. Paul-André Sadon, directeur de cabinet de M. Albin Chalandon, garde des sceaux du gouvernement de cohabitation.

Le « Mozart des écoutes »

Il y eut quelque émotion... Le lieutenant-colonel Eckout, militaire en poste à l'Elysée, fut chargé de débroussailler cette affaire. L'empreinte d'un pouce droit sur l'une des lettres anonymes saisies, la « signature » discrète de la photocopieuse du CSM (un simple point d'entrée) que l'on retrouve sur tous les documents ayant fait l'objet d'une fuite, tous ces éléments firent que les soupçons se portèrent sur Yves Luthert, l'aimable huissier parti en vacances le 18 décembre, aujourd'hui décodé.

Ainsi l'ami et le confident, celui qui introduisait avec une distinction naturelle le garde des sceaux et les hauts magistrats dans les bureaux du CSM, qui assurait avec compétence l'entretien du secrétariat, allant jusqu'à régler les uns de spécialités créoles et faire quelques courses pour la secrétaire générale, devint-il le suspect numéro un d'une affaire brusquement promise d'Etat.

Or quelques jours plus tard, le 23 décembre 1987, étrange coïnci-

dence, des « plombiers » furent dérangés en plein travail dans l'immeuble habité par Yves Luthert. Les gardiens de la paix, sur l'intervention d'un voisin, interpellèrent dans la cage d'escalier, à 7 h 30 du matin, deux gendarmes et Fabien Caldironi, ancien dirigeant de la SPII, société alors spécialisée dans la sécurité, et M. Alain Clarhaut, technicien en électronique hors pair devant lequel ses comparses se sont inclinés respectueusement à la barre de la 17^e chambre correctionnelle. C'était, nous dit-on, et ne doutons pas qu'il le reste, un « Mozart des écoutes ». Un brigadier le cueillait alors qu'il tentait de sortir discrètement d'une emboîture technique des PTT.

On les avait pris pour des cambrioleurs, ils ne faisaient que passer... La police aurait fort bien pu les relâcher si quelques éléments suspects ne les avaient dissuadés. En d'abord leur goût du secret. « Tout de même, s'est étonné le président Jean-Yves Monfort, vous étiez d'anciens gendarmes. Pourquoi avoir dit aux policiers que vous n'étiez que deux, qu'il n'y avait pas de troisième homme ? ». - « C'était un mensonge », reconnaît Fabien Caldironi. - « Vous savez que, techniquement, le mensonge est un système de défense qui n'augure rien de bon », relève le président. - « C'est un réflexe », répond sans rire le pandore reconverti.

Vêtus de poil de chameau, portant cravates et pochettes, les trois prévenus subirent de 13 heures à 23 heures l'interrogatoire serré du président sans ciller, répétant loyalement qu'ils n'étaient pas, le 23 décembre 1987, dans l'immeuble

parisien habité par Yves Luthert, pour poser une écoute téléphonique sauvage mais pour « rechercher un débiteur pour le compte d'un grand groupe bancaire ». Et tant pis si ces trois professionnels, travaillant avec les plus hautes personnalités politiques, offraient leurs services à des chefs d'Etat étrangers, n'arrivent pas à faire croire à cette fable...

Le silence, donc. « Dès le début, j'ai compris qu'on allait nous manger tout crus », explique Robert Montoya, le patron de l'équipe. Ces hommes de l'ombre, qui autrefois ont écouté le téléphone du commissaire Yves Jobic, se méfient des policiers. Mais la plaque d'immatriculation de leur Ford va se charger de dissiper quelques brumes. « Si je l'avais su, j'aurais dit que j'étais venu à pied », commente Montoya. La police, au cours de son enquête entreprise, découvre d'abord que les papiers du véhicule sont des faux et que cette voiture a été achetée à Robert Montoya par un acquiescent chargé de la protection du président Christian Prouteau. Enfin, la police découvre que cette Ford, d'origine propriété de l'épouse de M. Jean-François Dubois, ancien collaborateur de Charles Hernu qui fut ministre de la défense, révèle que la voiture a été cédée à Christian Prouteau pour finalement être entre les mains de l'ancien commissaire Pierre-Yves Gillet et du colonel Jean-Louis Esquivé.

Un épisode des Pieds-Nickelés

Or toutes ces personnes ont appartenu à ce qu'on a appelé la « cellule antiterroriste élyséenne », animée par Christian Prouteau. En somme, se demandent benoîtement la police et aujourd'hui la justice, la cellule élyséenne est-ce qu'il en était ? Elle ne commandait la pièce équipée des trois plombiers dans l'immeuble habité par Yves Luthert ? « Absolument pas », certifie Robert Montoya qui doit néanmoins admettre progressivement connaître mieux qu'il ne le prétend le chef Prouteau.

La SPII, la société qu'il venait de quitter, n'avait-elle pas été fondée par M. Charles Pellegrini, « grand filon » et membre de la cellule élyséenne durant quelques années ? N'avait-il pas présenté son directeur au préfet Prouteau pour que la société puisse racheter, ce qui fut fait, trois R 30 blindées à l'Elysée ? Mais on en apprit encore plus, les trois plombiers refusant net de dire qui les avait envoyés en mission là où ils furent pris, et qui ils devaient protéger.

A son retour de vacances, début janvier 1988, Yves Luthert apparut par ses voisins ce que la justice nomme délicieusement une « tentative d'attentat à la vie privée ». C'était-elle le lieutenant-colonel Eckout sur son lieu de travail, l'appareil-huissier s'entendit dire qu'il « se passait de drôles de choses au CSM ». Il lui répondit qu'il s'en « passait de drôles dans son immeuble ». Le colonel lui fit faire une dictée et Yves Luthert commença la maladroite de faire la faute d'orthographe que dans la lettre anonyme adressée au CSM. Sans doute avait-on frôlé un « Watergate à la française ». Mais on avait surtout écrit un épisode apparemment des Pieds-Nickelés.

Régistratoire et plaidoiries jeudi 2 avril.

LAURENT GRELSAMER

L'affaire Carrefour du développement devant la cour d'assises de Paris

Les châtelaines de Loir-et-Cher

La cour d'assises de Paris, qui juge depuis le lundi 23 mars l'affaire du Carrefour du développement, a examiné, vendredi 27 mars, les conditions dans lesquelles un château, acheté avec la garantie de l'Etat, a été remis gratuitement à une société civile immobilière dont l'un des deux actionnaires était M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci.

L'idée paraissait louable. Il fallait un local suffisamment spacieux pour organiser des stages au profit de cadres africains. Ce serait un château, et le choix se porta sur celui d'Orléans, à Salbris, en Loir-et-Cher. Le 1^{er} avril 1984, on commença donc par créer une association présidée par M. Yves Chaliar, chef de cabinet du ministre de la coopération, avec pour secrétaire générale M^{me} Marie-Danièle Bahissou, qui deviendra ensuite sous-préfet, et pour trésorière M^{me} Lucette Norbert, une voyante qui se trouve être la créancière des propriétaires du château. L'association se nomma La Promotion française et sera, selon la formule de M^{me} Bahissou, « la voie formative de l'association Carrefour du développement ». Pour acheter le château, vendu 1 million de francs, La Promotion française sollicite un emprunt de 6 millions auprès de la société FINEMEP, spécialisée dans les prêts aux collectivités locales.

Le dossier comprend une lettre contractuelle, une décision ministérielle de garantie et un acte de cautionnement de l'Etat français représenté par le ministre de la coopération. Trois documents portant chacun une fausse signature de M. Christian Nucci et un faux visa du contrôleur financier. La FINEMEP s'en contentera, alors que le contrôleur financier précise à l'audience qu'il n'aurait eu aucune qualité pour engager l'Etat, car la procédure exige un document du ministre du budget. La FINEMEP l'ignorait et débloque donc une première tranche de 2 300 000 F dont une partie a servi à payer l'achat du château, le reste étant utilisé pour financer d'importants travaux de rénovation s'élevant à plus de 4 millions de francs.

« Bizarres »

Cer l'objectif a changé. Les logements d'étudiants sont devenus des chambres d'hôtel de luxe. Devant les juges, M. Chaliar explique qu'en 1988, l'avenir était devenu incertain pour les socialistes, et que, devant la perspective d'un changement de majorité, il avait pris ses dispositions « pour exploiter le site ». Il aurait ensuite reformulé une autre association qui se serait consacrée à la formation de cadres africains, une activité soutenue, quel que soit le régime. Mais l'argent

manquait pour les travaux et c'est l'association Carrefour du développement qui versera à la Promotion française la somme nécessaire.

M^{me} Bahissou, aujourd'hui prévenue du délit d'abus de confiance, affirme qu'elle ignorait tout de ce montage et soutient : « Je pensais que le château avait été acheté sur la fortune personnelle de M. Chaliar. » Aussi ne fut-elle pas surprise lorsque le chef de cabinet lui fit part de ses soucis en lui apprenant que l'Etat refusait d'accorder une subvention. Il lui explique donc que, « pour éviter l'impact sur la fortune », il réduirait son bien par le biais d'une société civile immobilière (SCI) dont elle serait l'autre actionnaire. Et un notaire enregistre le vente signé par la voyante, M^{me} Norbert, trésorière de l'association La Promotion française, qui cédait pour 1 million de francs le château rénové à une SCI composée de M. Chaliar et de M^{me} Bahissou. Une vente dont personne n'a réclamé le paiement, compte tenu de la situation commune du vendeur et de l'acheteur.

Un essai du président voudrait bien que le notaire lui explique pourquoi cette vente ne lui a pas paru « bizarre ». Mais l'officier ministériel ne semble pas comprendre l'étonnement du président. Ce dernier aura plus de succès auprès de la voyante quand il lui demandera sur un ton apparemment sérieux pourquoi ses facultés ne lui ont pas servi à deviner une opération douteuse. « Pour moi, je ne peux jamais m'en servir », répond seulement M^{me} Norbert. M^{me} Denise Rieux, une « vacataire » de l'administration, qui fut un temps épousée par Carrefour du développement, et qui supervisait certains travaux du château d'Orléans, n'a pas non plus grand-chose à dire. Il est vrai que dans une écoute téléphonique lui par le président, elle disait à une amie, en évoquant la perspective du procès : « Les avocats vont nous poser des questions à la con... »

Mais, au milieu des chiffres et des phrases prudentes, il y a cependant des instants de grande sincérité, comme celui où l'on demande à M^{me} Bahissou ce qu'elle pense aujourd'hui de M. Chaliar. Comme surprise par la question, la sous-préfète marque un silence. Et un sanglot bref et violent lui fait porter la main à sa bouche. Elle se ressaisit aussitôt et déclare : « Je n'ai pas à le juger, vous êtes là pour ça. » Une foule de souvenirs a dû tomber en un instant sur cette fonctionnaire. Comme ce poème lyrique lu à l'audience, intitulé *Salut pour deux châtelaines*, composé par M. Chaliar après l'achat du château d'Orléans et dédié à « Lucette et Madeleine ». Dans l'un des derniers vers, le chef de cabinet écrivait : « Et les clés du château elles empêcheraient, sans autre forme de procès... »

MAURICE PEYROT

DÉFENSE

En respectant le traité de Vienne

L'armée de terre redéploie en France ses matériels retirés d'Allemagne

La dissolution, l'an dernier, d'une partie des unités françaises basées en Allemagne a permis à l'armée de terre de redistribuer certains de ses matériels les plus modernes au profit de formations stationnées en France et outre-mer.

Ce redéploiement, en cours, est conforme aux engagements pris par la France lors du traité de Vienne, dit de limitation des forces classiques Est-Ouest en Europe (FCE). La revue du ministère de la défense, *Armées d'aujourd'hui*, qui détaille l'opération dans son dernier numéro, considère qu'il s'agit d'accélérer, de surcroît, la modernisation des forces tout en respectant les contraintes d'économies du budget militaire : les matériels les plus anciens - et souvent les plus chers à l'entretien - sont retirés du service pour être remplacés par des équipements récents mais en nombre réduit pour respecter les accords de désarmement de l'Atlantique jusqu'à l'Oural.

Armées d'aujourd'hui cite l'exemple des matériels de la 3^e division blindée outre-Rhin, dont la dissolution a notamment libéré cent vingt-deux chars AMX-30 B2, quarante canons AUF-1 de 155 millimètres et quelque dix mille fusils d'assaut FAMAS.

L'ensemble de ces équipements n'a pas été stocké mais, au contraire, il a été reversé dans d'autres unités où il s'est substitué à des matériels dépassés et condamnés à disparaître selon les termes du traité FCE (*le Monde* du 28 novembre 1991). « Ainsi, annonce la revue, le 3^e régiment de cuirassiers (qui relève de la 7^e division blindée, à Besançon) et le 50^e

régiment de chars de combat (qui dépend de la 2^e division blindée, à Versailles) ont été dotés par anticipation de cinquante chars AMX-30 B2 chacun. Il en est de même pour le 3^e régiment d'artillerie de marine (qui appartient à la 10^e division blindée, à Chalons-sur-Marne) qui a reçu en un mois ses vingt-quatre canons AUF-1 de 155, avec un an d'avance sur l'échéancier initial. A la même date, dix mille FAMAS, soit l'équivalent d'un an de production, ont été mis en place dans des unités d'active dont l'équipement était programmé pour l'année suivante ».

La revue cite encore les cas des nouveaux canons anti-aériens de 30 millimètres, affectés à la 15^e division d'infanterie (à Limoges), et des camions tactiques GBC SKT (dans la gamme des quatre tonnes), réexpédiés outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie à Djibouti. Cette redistribution se traduit, depuis quelques mois, par des milliers de mouvements de matériels à travers la France.

Dans le même temps, il est procédé au retrait, prévu par le traité FCE, de matériels anciens, comme celui de chars AMX-13, d'obusiers AMF-3 de 155 et de canons de 40 millimètres. Le transfert en France des équipements plus modernes, qui étaient précédemment déployés en Allemagne et qui remplacent ces matériels retirés du service, a permis d'annuler des commandes de véhicules neufs auprès des industriels. « L'armée de terre, conclut *Armées d'aujourd'hui*, a pu ainsi mieux « encaisser » le choc des réductions budgétaires auxquelles elle est soumise ».

EN BREF

« PRÉHISTOIRE : après le « nettoyage » d'une grotte pélatte, l'Etat décide de porter plainte. - Le ministère de la culture a décidé, jeudi 26 mars, de porter plainte contre les responsables du « nettoyage » de la grotte peinte de Mayrière supérieure dans la commune de Bruniquet dans le Tarn-et-Garonne (*le Monde* du 24 mars). Dans la communiqué qui annonce cette décision, le ministère de la culture souligne que le comportement des responsables de cette désastreuse opération montre une « bonne volonté » qui n'est pas... douteuse » mais aussi une « négligence » et une « légèreté » dont les conséquences doivent être sanctionnées selon l'article 257-1 du Code pénal. Il rappelle que tous les groupes de spéléologues doivent impérative-

ment, avant d'aller dans une grotte, se renseigner auprès des services compétents sur la présence éventuelle de vestiges préhistoriques ou historiques.

« Pollution de plusieurs plages des Côtes-d'Armor. - Plusieurs plages des Côtes-d'Armor ont été polluées, vendredi 27 mars, par des billes d'hydrocarbures émanant d'une nappe de 10 kilomètres de long et 3 mètres de large qui proviendrait d'un bateau ayant perdu son chargement en raison du mauvais temps. Cette « petite » pollution a notamment touché Saint-Cast, Erquy et les Sables-d'Or. Elle devrait disparaître « dès les prochaines grandes marées », indique-t-on à la préfecture.

La nouvelle programmation militaire pourrait ne porter que sur trois ans

La prochaine loi de programmation militaire, qui fixe les dépenses d'équipement nucléaire et classique des armées françaises et de la gendarmerie, pourrait, en définitive, ne porter - de façon ferme - que sur une durée de trois ans, au lieu de cinq ou six années comme les lois précédentes depuis la décennie 60. Les deux années suivantes d'application de ce texte soumis au Parlement seraient données à titre indicatif.

A la fin du conseil des ministres, mercredi 25 mars, les premiers ministres s'est longuement entretenus de ce sujet avec le ministre de l'économie et des finances, le ministre du budget et le ministre de la défense (*le Monde* du 27 mars).

Entre les positions de M. Pierre Joxe, qui réclame une hausse minimum de ses crédits de 1,5 % par an, hors inflation, et celles de M. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, qui s'en tiennent à une simple reconduction sur la base du budget de 1992, M^{me} Edith Cresson a présenté un arbitrage qui, croit-on savoir, vise à instituer une « enveloppe » ferme sur trois ans, suivie de tendances générales évolutives - et donc sujettes à correction selon le contexte international - pour les années ultérieures. A la différence des programmations précédentes qui, depuis trente ans, s'étaient pour la plupart d'entre elles sur cinq ou six ans et dont les engagements n'ont pas, pour autant, été davantage respectés, la nouvelle loi serait conçue sur le modèle de la programmation 1984-1988 du temps de Charles Hernu, ministre de la défense dans le gouvernement de M. Pierre Mauroy. A l'époque, cette loi qui était ferme et détaillée pour les seules années 1984 et 1985 et seulement indicative de 1986 à 1988, avait été très critiquée par l'opposition, qui l'avait qualifiée de « trompe-l'œil ».

Si l'arbitrage du premier ministre devait devenir réalité, il resterait à un prochain conseil de défense - l'instance suprême présidée par le chef de l'Etat en la matière - et à un prochain conseil des ministres le soin d'entériner les choix gouvernementaux. La programmation devra ensuite être soumise au Parlement. M^{me} Cresson s'était engagée à la présenter à la session de printemps, sans autre précision sur la date.

L'affaire des hérophiles contaminés par le virus du sida

Les quatre inculpés, dont MM. Roux et Garretta, sont renvoyés devant le tribunal correctionnel

M^{me} Sabine Foulon, juge d'instruction à Paris, a rendu vendredi 27 mars une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel dans l'affaire des hérophiles contaminés par le virus du sida. Cette ordonnance est prononcée après la comparution au juge d'un long réquisitoire du procureur. Dans cette affaire, M^{me} Foulon avait inculpé quatre personnes : les docteurs Michel Garretta (ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine) et Jean-Pierre Allain (ancien chef du département transfusion du CNTS) ainsi que le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, et le docteur Robert Netter, ancien directeur du laboratoire national de la santé.

Les deux premiers médecins sont inculpés en vertu de la loi du 1^{er} août 1985 « sur les fraudes et sur les fautes relatives à la sécurité du

consommateur », et poursuivis pour ne pas avoir retiré du marché ou fait détruire des produits « corrompus et toxiques au cours des années 1984 et 1985 ». Le reproche, ici, concerne la distribution, durant cette période, de produits coagulants fabriqués à partir du sang et potentiellement contaminés par le virus du sida. On leur reproche également de ne pas avoir souligné aux malades et à leurs familles les risques inhérents à l'utilisation de ces produits, ni précisé les précautions à prendre compte tenu de leur contamination potentielle. Le professeur Roux et le docteur Netter sont, quant à eux, inculpés de non-assistance à personne en danger pour ne pas être intervenus à temps afin de faire cesser la diffusion de ces produits. Les deux premiers inculpés sont passibles de six mois à quatre ans de prison et de 2 000 F à 300 000 F d'amende. Le professeur

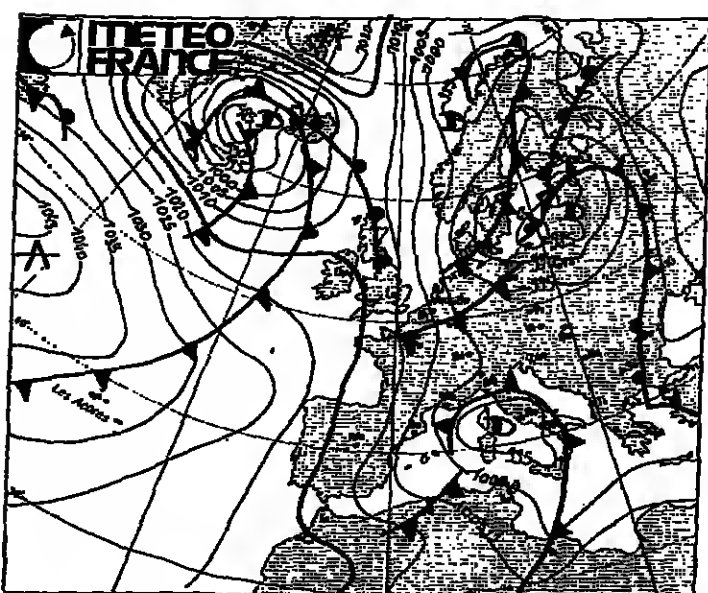
Roux et le docteur Netter risquent, quant à eux, de trois mois à cinq ans de prison.

On souligne, selon les mêmes sources, que cette affaire devrait être jugée - compte tenu, notamment, de l'état de santé des parties civiles - soit avant les prochaines vacances d'été, soit au début de l'automne. Toutes les affaires - une trentaine au total - correspondant, stricto sensu, à la distribution de produits sanguins potentiellement contaminés par le virus du sida à des malades hérophiles sont groupées et jugées de la même manière devant le tribunal correctionnel de Paris. Les plaintes qui avaient été déposées pour empêchement ont été jointes à la procédure, le magistrat estimant que, faute d'une volonté préalable de donner la mort, la qualification de crime d'empoisonnement ne pouvait être retenue.

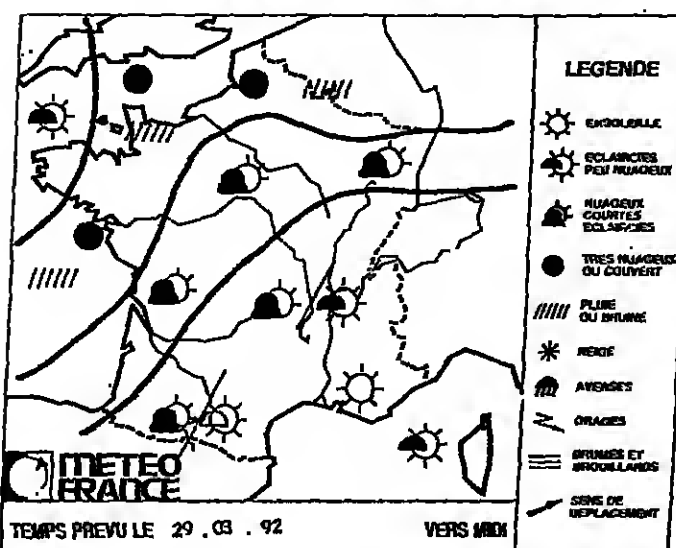
J.-Y. N. et F. N.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 MARS 1992 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 MARS 1992



Dimanche : accalmie à l'est, aggravation à l'ouest. Une perturbation peu active abordera la Bretagne dès le matin. Elle donnera des petites pluies et progressera vers l'est pour toucher les Pays de la Loire, la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais l'après-midi. Des éclaircies repèreront sur la Bretagne mais seront interrompues d'averses.

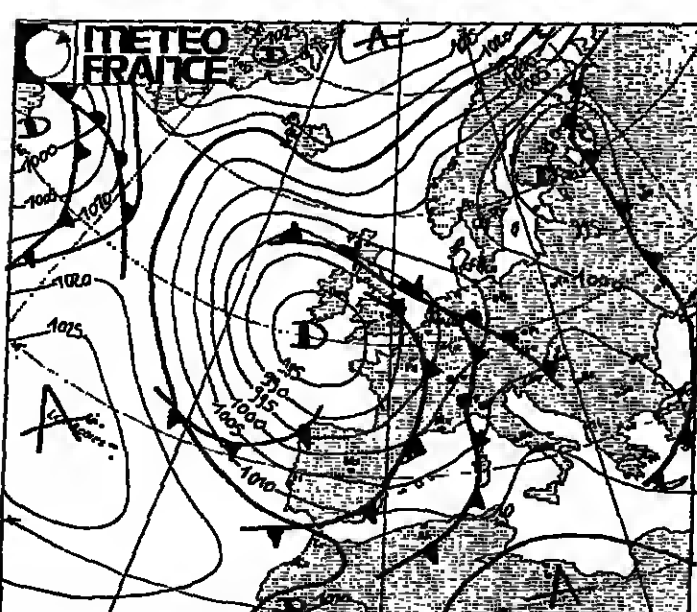
De l'Aquitaine à l'Île-de-France et à la Lorraine, le ciel deviendra progressivement assez nuageux et des petites gouttes tomberont en soirée.

Sur le reste du pays, de belles éclaircies se développeront. Mistral et tramontane s'atténueront et souffleront à 30-40 kilomètres/heure.

Les températures minimales seront de l'ordre de 3 à 5 degrés dans l'intérieur et 3 à 6 degrés près des côtes et dans le Nord-Ouest.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 9 à 12 degrés sur le moitié nord, 12 à 14 degrés sur la moitié sud et 14 à 16 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 30 MARS 1992 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 27-3-1992 à 18 heures TU et le 28-3-1992 à 6 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER				LUXEMBOURG																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
AJACCIO	13	5	N	TOULOUSE	8	5	C	LUXEMBOURG	7	-	N	C																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
BEAULIEU	10	5	C	TORONTO-PITRE	31	22	N	BRUXELLES	11	11	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
BORDOIR	10	5	C					MADRID	10	11	-	C																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
BOURGES	8	2	C					MEXICO	10	11	-	C																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
BREST	9	2	C	ALGER	14	5	D	MILAN	13	3	-	C																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
CAEN	9	2	C	AMSTERDAM	17	17	N	MONTREAL	7	3	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
CHARENTAIS	8	2	C	ATHINES	8	17	8	NEW DELHI	33	23	-	C																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
CHERBOURG	6	3	C	BANGKOK	39	26	N	NEW-YORK	12	12	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
CLERMONT-FR	6	3	C	BARCELONE	16	10	D	OSLO	13	2	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
COGNAC	9	3	C	BERLIN	1	1	C	PARIS DE NOU	14	14	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
GRENOBLE	9	3	C	BERLIN	1	1	C	PEKIN	17	-	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
LIÈGE	9	3	C	BRUXELLES	8	8	D	RIO DE JANEIRO	14	14	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
LIMOGES	8	5	8	CHERBOURG	6	3	C	SINGAPORE	16	16	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
LYONS	8	5	8	DAKAR	26	18	N	STOCKHOLM	14	14	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
MAGNETTE	13	4	A	DJERBA	19	19	9	STYNNY	15	15	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
NANCY	8	3	A	DJERBA	19	19	9	TORONTO	13	13	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
NANTES	8	3	A	GENÈVE	22	16	N	TORONTO	13	13	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
NICE	11	5	D	HONGKONG	22	16	N	TORONTO	13	13	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
PARIS-MOIS	9	4	N	ISLAND	22	13	A	TORONTO	13	13	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
PARIS	9	4	C	JERUSALEM	22	13	A	TORONTO	13	13	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
PERPIGNAN	7	6	C	LA CAPE	20	10	N	TORONTO	13	13	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
RENNES	7	6	C	LISBOINE	8	5	P	VARSOVIE	14	14	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
STRASBOURG	10	1	N	LONDRES	8	5	P	VIENNE	12	12	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
				LOS ANGELES	15	14	N		9	9	-	N																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-lundi. Signification des symboles : « F » signalé dans le Monde radio-télévision ; « O » Film à éviter ; « M » Ne pas manquer ; « M » Chef d'œuvre ou classique.

Samedi 28 mars

TF 1

20.50 Variétés : Succès fouz.
22.35 Magazine : Ushuaïa.
23.45 Journal et Météo.
23.50 Magazine : Formule sport.

A 2

20.50 Magazine : La Nuit des héros.
22.45 Magazine : Double jeu.
0.00 Journal et Météo.
0.15 Soirée spéciale : Les Nuits du ramadan.

FR 3

De 20.00 à 1.30 La Sept

CANAL PLUS

20.30 Les Nuls... l'émission.
21.45 Et la fête continue.
22.50 Flash d'informations.
22.57 Le Journal du cinéma.
23.00 Cinéma : Waxwork. « O »
0.40 Cinéma : Henry V. « M »

LA 5

20.50 Série : Commissaire Schimanski.
22.25 Série : Deux flics à Miami.
23.15 Magazine : L'Esprit du couillasse.
23.40 Série : Freddy le cauchemar de vos nuits.
0.30 Journal de la nuit.

M 6

20.40 Téléfilm : L'École des héros.
22.20 Téléfilm : L'Esprit du couillasse.
0.10 Musique : Flashback.
0.40 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Premier convoi.
22.45 La Courrier télévisé.
23.50 Soir 3.
23.10 Téléfilm : L'Ennemi public n° 2.
0.40 Mégarix.

Dimanche 29 mars

TF 1

16.55 Disney parade.
18.25 Magazine : Téléfoot.
A 18.25, Loto sportif.
19.20 Tiercé et Météo.
19.30 Elections cantonales 1992 deuxième tour (présentation) et Journal.
20.00 Elections cantonales 1992 deuxième tour.
21.10 Tapis vert.
21.15 Cinéma : Les Jeunes Pâques. « O »
23.00 Cinéma : La Moustache. « M »
0.35 Elections cantonales 1992 deuxième tour.
1.20 Journal et Météo.

A 2

17.30 Sport : Patinage artistique.
18.20 1, 2, 3 Théâtre (et à 1.00).
18.25 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.55 Téléfilm : Légende.
22.20 Bilan des élections.
22.50 Magazine : Bouillon de culture.
Journal et Météo.

FR 3

17.15 C'est Lulo!
18.15 Magazine : A vos amours.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le Journal de la région.
20.05 Dessin animé : De nouveaux héros pour les courts métrages.
20.10 Série : Benny Hill.
20.55 Dessin animé : Run Sheep Run.
21.00 Elections cantonales (deuxième tour) dans votre région.
22.05 Magazine : Le Divan.
22.25 Journal et Météo.
22.40 Sport : Voile.
22.55 Dessins animés : Spécial Tex Avery.
0.15 Sport : Voile.

CANAL PLUS

18.35 Les Nuls... l'émission.
17.58 Le Journal du cinéma.
18.00 Cinéma : Portrait craché d'une famille modeste. « F »
En clair jusqu'à 20.30
19.55 Flash d'informations.
20.05 Ca cartoon.
20.25 Magazine : L'Esprit du couillasse.
20.30 Cinéma : My Left Foot. « M »
22.05 Flash d'informations.
22.15 L'Esprit du couillasse.
0.15 Cinéma : Aujourd'hui peut-être. « F »

LA 5

16.50 Feuilleton : Un Français libre.
18.15 Série : La loi est la loi.

CARNET DU Monde

Naissances

Alain LEMASSON, Marie-Angé THEOBALD-LEMASSON et Lara.

sont heureux d'annoncer la naissance de

Arrêtés.

le 8 mars 1992.

Hadrien et Noé ont la joie de faire part de la naissance de leur frère

Jacob.

le mercredi 25 mars 1992.

Sylvie et Bernard CARUSO, 65, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

Décès

M. et M^{me} Pierre Benattar, M. et M^{me} Pierre-Louis Choukroun, M. et M^{me} Fabien Talib, Marie-Paule Benattar, M. et M^{me} Marc Choukroun, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Guy Benattar et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur

Albert Abraham BENATTAR, survenu le 27 mars 1992, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 30 mars, à 11 heures, au cimetière parisien de Pantin.

Martine et Dominique Blatin, Claire Blatin, leur famille, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Timothée BLATIN,

survenu accidentellement à Basse-Terre (Guadeloupe), le samedi 21 mars 1992, à l'âge de vingt-cinq ans.

L'office religieux aura lieu le mardi 31 mars, à 10 h 30, en la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse (place Raoul-Dautry).

35, avenue Kléber, 75016 Paris.

M^{me} Roch Blondiaux et ses fils, Paul, ont la douleur de faire part du décès de

M. ROCH BLONDIAUX,

survenu à Bangui, le 21 mars 1992, dans sa soixante-neuvième année.

Boîte postale 44, Bangui (République centrafricaine).

M. et M^{me} Jacques Nohant, Le docteur Marie-Laurence Nohant-Roussau, Robert Delieu, M^{me} Simone Grand-Nohant, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gine LÉTANG,

leur mère, grand-mère, tante et alliée, survenu le 25 mars 1992, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Le service religieux et l'inhumation au cimetière du Montparnasse ont lieu le 27 mars, dans l'intimité.

Vous associerez à votre pensée

Jesse LÉTANG.

56, rue du Moulin-d'Aulne, 78120 Sentis.

M. et M^{me} Jackie Sultan, M. et M^{me} Gilles Saumoneau, M^{me} Marie-Claude Villard et M. Olivier Pfister, M. et M^{me} Patrick Amzallag, M^{me} Pauline Guenancia, M. et M^{me} Philippe Sultan, Catherine, Guillaume, Hélène, Romain, Fabrice, Alexandre, Benjamin, Mathilde et Sébastien, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Georgette SULTAN,

leur mère, sœur et grand-mère, survenu à Paris, le 27 mars 1992, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le lundi 30 mars, à 14 heures.

Remerciements

Lors des obsèques de

Rémy MONNET,

disparu au mont Sainte-Odile le 20 janvier 1992, la collecte pour le tiers-monde a permis d'envoyer 22 600 F à Médecins sans frontières et 15 000 F à une école de Valparaiso (Chili) pour les enfants les plus démunis, que Rémy soutenait.

André et Madeleine Monnet (Chézery), très sensibles à ce geste de solidarité, remercient tous ceux qui y ont participé.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 96 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Communications diverses : 100 F

Thèmes étudiants : 55 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5746

HORIZONTALEMENT

1. Une feuille de vigne la dissimule. Se rend à l'école. - II. Fait appel. Remplace souvent le « saucisson ». - III. Mètres dont on extrait le « papier ». S'occupe des vivants et son mari des morts. - IV. Zèbre. Pays. - V. Ajoute à l'éclat d'un curieux. - VI. A moitié plat. Fait retenir court. - VII. Marque la filiation. Présente une entrée au « p'tit ». - VIII. Un petit bout de femme. Celle d'un âme rare est recherchée. - IX. Ecclésiaste. Veille son présent d'or. Rencontre. - X. Rites gallo-romains. En mots. Très sonnet. - XI. Un de ses héros est un personnage très curieux. Fait tomber les épiques. - XII. Aggravation de la grippe. Ont été patientes saines, bien souvent, s'en rendre compte. - XIII. Feraient prendre une cuillère à la joueuse qu'elle affecterait. Cédron, lorsqu'il parlait de lui-même. - XIV. Pronom. Réunions de familles. Préposition. - XV. Périé sous les lames. Celui qui l'a au bout du fil garde le silence. Il faut beaucoup de jours pour gagner celles qui sont perdues.

VERTICALEMENT

1. Montre son ventre dans un bouge. Travaille de la terre. - 2. Précède de peu un départ. Mauvais effets produits par un grand ralentissement dans les courses. - 3. Donne de la force au punch. Collection de perles. - 4. Carrière à pépins. Entrée d'usage réflexions. - 5. Leurs œufs se trouvent dans certaines entrées. Retraites des bouquins. - 6. Ceux qui en reviennent ont eu chaud. Non loin de Sarrats. - 7. Tombe souvent dans la purée. Fait pleurer celui ou celle qui l'aime. Capitale, en Malaisie. - 8. Ordre d'extinction. Adverbe. Edifie le Théâtre de l'Odéon. - 9. Entassait les écus. Production de Goudin. Symbole. - 10. Gros est quand on tape. Se vend, à l'occasion. La représentation s'y prépare derrière le rideau (pluriel). - 11. Diminue l'importance d'un système. Terme musical. Triptote. - 12. Effet de « commerce ». Refuse de payer. Le réaliste des défaits. - 13. Fonda un séminaire. Tourmenté par les règlements. - 14. Pronom. Ses coups sont toujours mauvais aux quilles. Ce qu'il ne put avaler le poussa à boire. - 15. Change de clé selon l'étage qu'il occupe. Salée et poivrée. Restes de plat.

Solution du problème n° 5745

Horizontalement

I. Scratte. - II. Echeud. - III. Meta. Ram. - IV. Emé. Une. - V. Lièvre. - VI. Le. Rouille. - VII. Etc. Spot. - VIII. Ris. Rad. - IX. Mégalo. - X. Unit. In. - XI. Sige. Mot.

Verticalement

1. Sarrats. Mas. - 2. Acariâtre. - 3. Chine. Cigou. - 4. Resser. Sang. - 5. H. Eros. - 6. Sol. Suppôt. - 7. Tulu. Lote. - 8. Identité. Io. - 9. Me. Dent. - 10. Gros est

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-73-75

CULTURE

La mode broie du noir

La crise est là, avec ses désordres, ses redites. Le misérabilisme devient un style

L'optimisme n'est pas de rigueur. La crise s'est installée. Elle touche de plein fouet le monde de la mode. Ses références culturelles s'effritent. La nouveauté est de caution aux stylistes déstabilisés par le décalage entre l'enjeu médiatique de ces défilés et l'effacement de la machine économique. Même les couleurs sont chargées de nuances et de pluie, couleurs sévères du temps menaçant : prune, violet, brun, noir métallique. Il y a six mois, le Salon international des tissus, recensait parmi les teintes favorites des acheteurs le cendré, le béton, le zinc et toute la gamme des rouges.

Vilaio présage ? Tandis que l'on démonte les tentes de la cour carrée du Louvre (6 000 mètres carrés de constructions, 4 500 chaises, 300 portants, 40 000 mètres carrés de tissu pour les podiums, 2 500 podiums, 15 kilomètres de câbles), les images de ces collections de l'hiver 1992-1993 défilent sur l'écran sinistré de l'époque. La silhouette s'étire, de plus en plus longue, comme celle de l'atmosphère d'ombres et de bruits de Woody Allen. Et dans le noir, toutes les dépressions s'installent : Cosette au grand cœur, épaules de Montparnasse, Jim sans Jules, Faber, fendu, froc, fuséau, reviennent à grande allure. Les redingotes d'écuyères (Martine Sitbon), les longs pardessus de cuir noir (Montana) et l'enlèvement des capes (Anne-Marie Beretta, Michel Klein) complètent la panoplie d'une saison très bête.

Chez Rei Kawakubo (Comme des garçons), les filles, crinières crépées, rouge chaux, évoluent sur le podium avec l'allure d'aristocrates endormies, luxueusement misérables. Grands gilets rose-bonbon de soie noire, jupes babilieuses, vestes prolongées d'une doublure qui fait queue-de-pois, talons dégingolés. Chez Yohji Yamamoto, l'ambiance est tout aussi dévastée, avec peut-être un brin d'humour en plus ; mais les sarraus de pensionnaire, les grands bras de nuque échappés d'un trou noir, raillent les fers du misérabilisme sous les yeux humides d'un public qui en redemande, à la manière des gens « qui se mettent la main sur le cœur pour en masquer l'absence » (Paul Morand).

Ainsi, on s'est bousculé pour assister au défilé de l'Anversois Mario Marjica, à la cité refuge de l'Armée du salut. Assises sur des machines à laver à tambour, des buffets en Formica ou des canapés en velours

côté, les rédactrices ont applaudi la balade d'une *lost generation* engoncée dans des petits pulls et flottant dans des grands manteaux en drap feutré. On est reparti après s'être acquitté d'une amon.

Cette fois, on touche le fond. Les années 80 avaient en art officiel. Aujourd'hui, la confusion règne dans une ambiance un rien hystérique, masquant sous l'académisme « destroy » les difficultés d'un secteur en perte d'influence où l'effiloché, l'étriqué, le rapiécé, vrai ou en



Issey Miyake, la « démode »

INSEE). Quelque chose est en train de craquer. Kenzo renonce au calendrier des défilés pour d'autres dates plus en accord avec « la mode réelle, celle qui est portée et non seulement montrée ». D'autres font cavalier seul comme Alaïa, ou Thierry Mugler. Mais le spectacle continue. Le ministère de la culture n'a-t-il pas annoncé une « fête de la mode » pour 1993 ?

Pour entretenir l'enthousiasme artificiel, il faut tout exagérer. Jean-Charles de Castelbajac a créé pour cet hiver des manteaux encore plus envolants, encore plus protec-



Issey Miyake, la « démode »

teurs, des pulls oversize et des scapulaires de gaze peints de symboles géométriques : croix, lune, main verte, ours noir. Chez Chanel, Karl Lagerfeld signe des vestes Perfecto mi-wood, mi-cuir, frappées d'un sigle géant dans le dos. Ici, l'ambiance est une nouvelle fois décalée, c'est la « walkyrie disco », les robes collent à la peau, il y a des boutons dorés sur les vestes volantes en loden. Même chez les plus intimistes, le message se radicalise et perd de sa finesse. Romeo Gigli, qui joue brillamment avec les plastiques et les velours de théâtre se laisse aller à des éblouissements. Il enfonce les femmes dans des cages de mailles irisées à cerceaux, parodie maniériste du Cardo de la grande époque.

Toutes ces expérimentations seront montrées, photographiées dans les numéros spéciaux des magazines consacrés à la mode des « créateurs ». Ne serait-ce pas là la seule solution

de remplacement à la vamp italo-américaine ? Mais la réaction est déjà en place. Ces faux excès justifient le pire retour à l'ordre, les valeurs « saines » et « authentiques ». Dans la confusion générale, elles s'implantent en douceur, dans le commerce et dans les esprits, planquées derrière des signatures bénéficiant de la caution culturelle « jeunes créateurs » désormais indispensables.

Il s'agit d'aujourd'hui à prouver avec générosité que la mode peut être autre chose qu'un produit banal ou une « œuvre » importable. Mais d'abord un projet, conçu pour un public, dont la passivité peut se transformer, à cause d'une couleur, d'une matière, d'une intention, d'une sensation, en désir. Le défilé de Issey Miyake est l'une de ces preuves. A partir d'un sujet annoncé, la « démode », il puise dans le passé (le flower power, les lignes des Puccis, le *le di die* des années 70) et dans les lumières des villes (le gris de Paris, les flammes de Tokyo) une énergie contemporaine. La référence disparaît à force de légèreté. Torsadé, froissé, smolé, réversible, le tissu se soulève, se gonfle, bouge, laisse le corps heureux, sans ouïe armature. Tout devient possible, les bleus profonds, les prune des robes du soir se rangent dans un mini-sac poids plume.

Et puis la fantaisie et la rigueur de Gaudier, la leçon de voir de Montana, les manteaux cavaliers d'Herminette qui reviennent à sa source. Yves Saint Laurent, dont la collection « Rive Gauche » s'ordonne comme une garde-robe idéale de l'hiver : là, tous les personnages familiers se croisent, tailleur épaulé et jupe à godets, trench pantalon, smoking, tunique de jersey chocolat et cuissardes, et se redécouvrent en s'aimant, twinset de laine rouge et longue jupe de velours noir, blouson d'aviateur en taffetas rapporté d'or. Et ces escapades, ce ballet d'opéra glacé aux boutons de symphonie, ces gants rubis cloutés de diamants forment les touches essentielles d'une allure, illustrent « cet aspect individuel et touchant de la mode qui est le désir de plaire, de renouveler l'apparence afin d'entretenir des sentiments amoureux » (Christian Dior).

LAURENCE BENAÏM

Lacroix, Ferré, Montana

Canailles, nonchalantes orgueilleuses

Dans un tourbillon de luxe canaille ou de canaille luxueuse - Christian Lacroix a laissé son public les yeux lues de couleurs chatoies illuminées de formes simples : les tissus sont des œuvres d'art, des toiles sur lesquelles rêve un peintre avéré. On n'en finit pas de s'émouvoir devant les ensembles pompiers de sherry écossais rebrodés, le violet saigné d'un tang manteau de cuir, les bandes de fourures oranges, rouge, kaki qui composent une veste vagues, les grandes capes, les dessins posés comme des graffiti sur les tailleurs, les fleurs noires qui ressemblent à des négatifs de photo imprimés.

On n'en finit pas de soupirer devant tous ces ors sur lesquels s'entreteignent des broderies comme des grilles de fer forgé, ces bottines de franch cancan vert cru, rose, jaune, et or bien entendu, brodées elles aussi façon chentilly, et les fausses guêpières lacées, le salopette colchienne, mais en cuir mordoré. Magali Noël chante « Je sais que j'ai la peau douce », la peau apparaît dans la découpe d'une manche, derrière une mousseline, une dentelle. La lumière danse sur les velours, les poils noirs, les robes des désharpes, des capelines... Des papillons fabuleux ont laissé leurs ombres d'or sur les collants. A la fin, passe, souveraine, Katucha, déesse noire, le buste mince pris dans un caraco noir, balançant au rythme de son inimitable démarche une large jupe blanche.

Fourreaux fuseaux

Christian Lacroix travailla pour des impératrices capricieuses, Gian Franco Ferré pour des nostalgiques de Gracia Kelly, soucieuses d'harmonie, de romantisme, de confort. Glissées dans des fourreaux, des fuseaux, elles portent des cuissardes, Elles aiment les longues jupes fendues en crêpe, cuir, velours qui, à chaque pas, font plus qu'à laisser

deviner les jambes. Chez Ferré-Dior aussi. Il y a de fausses guêpières, mais rien de canaille. La nostalgie est d'une calme douceur. Comme les couleurs. Comme l'immense étoile métallisée lie-de-vin, qui s'enroule autour d'épaules frêles.

C'est dans la nonchalance élégance que Ferré se retrouve au mieux de lui-même, c'est dans la pureté que le talent de Montana s'exprime au plus haut. S'il a quitté Larvin, il continue à penser couture, avec principalement du noir, du blanc, du rouge, des teintes d'une sobria et sensuelle richesse. Le vison sera à tout, aux pulis comme aux vestes. Et les cuirs appellent la caresse.

Femmes épées

Claudia Montana rêve sur des femmes longues, aux épaules étroites, femmes épées, reines des neiges : la doublure d'agneau de Mongolie encadre de blanc une large cape noire, quelques clous dispersés font scintiller un boléro de cuir. Il rêve sur des femmes aperçues à travers un prisma qui fait vibrer les couleurs, passant en dégradé du bleu au noir, du mauve au bleu marine avec des robes qui froient le corps, se jouent de la lumière avec de larges manteaux de soie changeante. Les vêtements montent haut, les cous sont pris dans des colliers de chien. Il travailla pour des orgueilleuses. Très fortunées ou pas tellement. D'ici. En tout cas, il a présenté quelques modèles destinés aux femmes qui « choisissent, d'une manière lucide, une offre équilibrée en qualité et en prix ».

Cale s'est passé sella Wagman, ce avait été installé un décor circulaire blanc percé d'ovales. Les mannequins y jouaient aux mannequins de vitrine, changeant de place pour que chacun puisse apprécier l'imitable pureté de Montana.

COLETTE GODARD

MUSIQUES

L'état de nature du rock

Vieux routiers américains, Tom Petty et les Heartbreakers jouent comme au premier jour

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

Tom Petty est un exemple d'orientation professionnelle réussie. A le voir sur scène, une évidence s'impose : cet homme d'aurait jamais pu faire autre chose que du rock'n'roll. Sur la scène du Globe de Stockholm (le Bercy local), il est chez lui, avec le bonheur simple du pionnier américain qui a construit lui-même sa maison.

Dix-sept ans après le premier disque de Tom Petty and The Heartbreakers, il a à peine changé. Cheveux filasse, sourire charmeur un peu embarrasé, presque naïf, Tom Petty n'est pas un rock star. Pendant longtemps, jusqu'au succès planétaire de *Full Moon Fever*, son premier album solo, il est resté presque inconnu en Europe. Aux Etats-Unis, il comptait parmi les piliers du genre, fidèles, fiables, qui ne surprennent pas plus qu'ils ne déçoivent. Dans la même catégorie, on trouve Bob Seger.

Au mépris des règles en vigueur

La tournée *Into The Great Wide Open*, qui s'arrête à Paris, donne l'occasion d'observer à loisir (le concert dure deux heures et demie, qu'on ne voit pas passer) Tom Petty et ses Heartbreakers, leur expérience, leur facilité, leur courage... Les Heartbreakers, dont la composition n'a quasiment pas changé depuis 1975, sont composés de : Mike Campbell, guitariste, à la permanente catastrophe, au jeu d'une élégance, d'une fluidité mélodique sans égale sur le marché (en tout cas depuis la semi-retraite de Mick Taylor), ce qui ne l'empêche pas de servir les dents quand il le faut ; aux claviers, Benmont Tench, authentique virtuose, un homme qui, pendant ses heures de loisir, joue avec Elvis Costello ou Bob Dylan qui passe du boogie-woogie au country sans se renier ; la rythmique des Heartbreakers, Stan Lynch à la batterie et Howie Epstein (c'est lui le nouveau, il est arrivé en 1982), est simple et de bon goût,

énergique (surtout grâce à Lynch), mais il lui manque ce qui fit la grandeur de la paire Clifford-Cook au sein de Creedence, par exemple, une identité bien définie. Vers le début du concert, chaque membre du groupe est autorisé à venir voler le micro à Tom Petty. Stan Lynch donne le meilleur moment de l'exercice avec une reprise furieuse de *Psychotic Reaction* de Count Five, un des classiques du « garage rock » américain des années 60.

C'est d'ailleurs l'un des plaisirs rares que procure ce show : il est émaillé de reprises. Certaines sont évidentes comme un arbre généalogique. *The Ballad of Easy Rider*, hommage de Roger McGuinn à Bob Dylan, devait être chantée par Tom Petty, qui a côtoyé Dylan au sein des Traveling Wilburys et doit beaucoup aux Byrds, comme tous les rockers américains de son âge. D'autres sont plus inconnues : une valse islandaise extraite de l'un des derniers albums de Van Morrison, *On The Road Again* de Canned Heat. Elles finissent par dessiner autour des compositions de Petty un cadre qui montre une musique au cœur du rock, légèrement conservatrice, qui se souvient encore des origines de la musique.

Depuis *Full Moon Fever*, Tom Petty a mis un peu d'eau dans son rock, sous l'influence civilisatrice et édulcorante du producteur britannique Jeff Lynne. *Into The Great Wide Open*, le dernier album enregistré avec les Heartbreakers, s'en ressent un peu, légèrement aseptisé. Mais, sur scène, ces vapeurs hygiénistes se dissipent.

Vaguement mis en scène (un gros arbre en plastique sert de décor, d'où sort un « dragon psychédélique » qui apporte une harmonica à Tom Petty), le spectacle se déroule à un rythme paradisiaque. Au mépris des règles en vigueur dans les enceintes sportives, Tom Petty et les Heartbreakers « hésitent » jamais à casser une ambiance électrique, à éteindre un mor-

ceau, comme si le seul moteur de leur musique était le plaisir qu'ils éprouvent. Ils jouent et il chante si bien que jamais ils ne s'efforcent dans les tunnels qui les menacent. Lorsqu'ils quittent la scène, ils laissent cette impression rassurante de ne pas avoir joué assez.

THOMAS SOTINEL

► Le 30 mars à 20 heures. La Zénith, porte de Pantin, 75019 Paris. 180 F.

L'IRCAM ouvre sa tour d'ivoire

Bilan d'activités et perspectives d'avenir de l'Institut de recherches créé par Pierre Boulez il y a près de vingt ans

L'Institut de recherches et de coordination acoustique-musique (IRCAM), lien quelque peu mythique où se forment à grand renfort de technique des points et d'informatique les nouveaux instruments de la création, ouvre grand les portes vitrées de sa tour flamboyante (ouverte sur la fontaine de Saint-Pierre et Tinguely, face au Centre Pompidou) et convie le grand public à une visite guidée. Une date dans l'histoire du temple.

qui se s'est gubré dévoilé aux gentils et quel que dix-huit ans d'existence (première équipe : 1973 ; premiers concerts : 1974 ; inauguration officielle : 1977).

Cette journée « portes ouvertes » aura été précédée mercredi 25 mars d'une soirée plus intime, plus officielle et plus professionnelle puisqu'y assistaient M^{me} Pompidou, M. Bozo, président du Centre Pompidou, M. Thierry Le Roy, directeur de la musique, et tout ce que Paris compte de compositeurs plus ou moins « branchés » sur les nouvelles technologies. Laureot Bayle, jeune directeur de l'Institut, successeur de Pierre Boulez depuis cet été (le *Monde* du 3 juillet 1991), directeur artistique des 1986, a ébloui son monde avec un long et limpide exposé sur l'état des lieux et les perspectives à court terme de l'institution.

Impossible dans les années 70, a expliqué Laureot Bayle, de ne pas concentrer l'essentiel de ses forces intellectuelles et financières sur la construction d'un gros ordinateur de synthèse et de transformation du son, tel la 4X (initié dès 1976 par l'équipe de Giuseppe Di Giugno) : il n'existait pas à l'époque sur le marché d'outil suffisamment performant. Mais les temps sont maintenant à l'invention, par les chercheurs de l'Institut, de logiciels rusés et interactifs, des logiciels « conviviaux ».

Incommunicabilité ?

Le reproche souvent adressé à l'IRCAM, centre de recherches et de création, c'est qu'il omettait trop souvent de fonctionner également comme un centre de diffusion, que les œuvres nées dans ses studios étaient consultées privées de rayonnement. Laureot Bayle s'est efforcé de minimiser la portée de ce reproche d'incommunicabilité.

Il a rappelé que l'Ecosystème Inter-Contemporain « bras séculier » de l'IRCAM, avait fait coexister un peu partout dans le monde les ooms de Dalbavie,

Manoury, Stroppa, etc. Et pour un meilleur rayonnement de l'image du Centre et des compositeurs vivants, il a cité des dates : création en 1994 d'un opéra de Philippe Manoury à l'Opéra-Bastille ; collaboration en 1993 de Frédéric Durieux avec le chorégraphe Dominique Bagouet en Avignon.

Dans le même but, une meilleure relation sera cherchée avec les activités générales de Beaubourg, le calendrier des ennuis sera revu, trois disques - des monographies - de « jeunes » - seront édités chaque année (le label coproducteur restera à trouver), une académie d'été s'ouvrira plus largement sur les universités... L'IRCAM des années 90 se rêve en effet une vocation pédagogique beaucoup plus affirmée, en liaison avec le cursus des facultés. Les anciens baignés-douches qui jurent le bâtiment de Renzo Piano seront entraînés dans ce but, autour d'une grande médiathèque-bibliothèque spécialisée.

Enfin, les publications maison seront plus ciblées : une revue scientifique, synthétisant périodiquement le résultat des travaux, se substituera à l'actuel *Inharmoniques*. *Résonance*, nouveau trimestriel d'information, visera le grand public (le premier numéro est en vente, 15 francs). Projeté en avant-première lors de la journée portes ouvertes, cofinancé par la Sept, un film d'Olivier Mille et de Pierre Bourgeois, *Musique et science. Voyage au centre de l'IRCAM*, est destiné à compléter sur petit écran cette information tous azimuts. Sa démarche quelque peu besogneuse coïncide avec l'image n'est pas la spécialité du plus grand centre français de recherches musicales.

ANNE REY

► Journée portes ouvertes (concerts, films, débats, dialogues informels avec chercheurs et compositeurs), ce samedi 28 mars, jusqu'à 22 heures, tél. : 42-77-12-33.

S CROISES

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

PREMIERE DE 1992

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). L'amour est aveugle : 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h. Dépression verbale : 22 h.

AMANDIERS DE PARIS (43-38-42-17). Don Juan : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-06-77-71). Plaine Feux : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h.

ARTISTIC-ATHÉVAINE (45-06-36-02). Vassa Glezneva : 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-80). A. Maret, David : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-06-46-24). L'Antichambre : 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Juvet. Bénédicte : 20 h 30, dim. 16 h.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-64-53). Les Plumes Sergent-Major : 20 h 30, dim. 17 h. Pourquoi tant de haine? : 22 h 15.

BOBINO (43-27-75-76). Boulevard du Rire : 21 h, dim. 15 h.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Ruy Blas : 16 h et 20 h.

BOUFFES PARISIENS (42-66-80-24). George et Marguerite : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-39-35-53). L'Éthère, ex-femme de Dieu : 20 h 30.

CARTELOCHERIE-THÉÂTRE DU CHAUFORON (43-28-07-04). Septième Cie : 20 h 30, dim. 18 h.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPE (43-28-38-35). Salle L. l'Éveil du printemps : 20 h 30, dim. 16 h. Salle II. La Mousquetaire de croquis : 21 h, dim. 15 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle? : 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE MANOAPA (45-89-01-60). L'ours, les Mafias du tabac, la Demande en mariage : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30, dim. 17 h 30.

CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE (49-09-95-95). Les Sept Jours de la Bible : 21 h.

CITÉ INTERNATIONALE (MAISON VICTOR-LYON) (45-67-57-74). Minna von Barnhelm : 20 h 30, dim. 15 h.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). Krocja : 20 h 45, dim. 15 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard Baudry : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Pléca montée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Épouse prudente : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire à Folies : 18 h. Grand-Pour et mémoires de l'île Reich : 21 h, dim. 16 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Le roi s'amuse : 14 h. Caigula : 20 h 30.

CAUNOU (42-81-69-14). Couacel le Grand Orchestre du Splendid : 20 h 45, dim. 15 h 30.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-35-00-02). Le Rôdeur : 20 h, dim. 17 h. Mélodie pour elle : 21 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-25). Cresson qui s'en dédit : 21 h, dim. 15 h 30.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). Rosencrantz et Guildenstern sont morts : 20 h 30, dim. 15 h.

EDGAR (42-05-11-11). Femmes à l'unanimité : 20 h 30. Les Gênes cadées : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-56-92). Océbail : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

ÉGLISE SAINT-ÉLISABETH (45-48-20-25). Oim. Le Voyage de Saint-Étienne : 20 h 30.

ELDORADO (42-49-80-27). Monsieur Amédée : 16 h et 21 h.

ESPACE KRONENBOURG AVENUE (44-31-16-31). Antiques : 16 h.

ESPACE MARAIS (48-04-81-55). Le Mariage de Figaro : 16 h, dim. 15 h 30. La Mouette : 20 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-48-42). Salle II. La Quête de la femme ciseau : 20 h 30, dim. 16 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-60-09). Roland Magdane dans l'ère : 16 h et 20 h 15. Tu es gentil, tu laisses Marie-Madeleine en dehors de tout ça : 22 h.

GUICHET MONTPARNAISE (43-27-66-81). Le Chant du cygne : 16 h 45. Trois petites planches et trois petites clous : 20 h 30. Le Premier : 22 h 15.

GYMNASÉ MARIE-BELL (42-46-76-76). Elle et Mol... : 20 h 30, dim. 15 h 30.

HEBERTOT (43-87-23-23). C'était hier : 21 h, dim. 15 h.

HUCHETTE (43-26-38-98). La Cantatrice cheuve : 16 h 30. La Lapon : 20 h 30. Les Gastronomes : 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). C'était hier : 21 h, dim. 15 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Le Supplément au voyage de Bougainville : 20 h 30, dim. 17 h.

LE SOURVIL (43-73-47-84). Ma sœur, l'Algérie : 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-68-63). Histoires comiques : 20 h 30.

LE PROLOGUE (45-76-33-15). La Grande Tentation de saint Antoine : 20 h 30.

LIÈRE-THÉÂTRE (45-66-55-63). L'histoire de Kandi et Pramitoche : 20 h 30, dim. 18 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 16 h 45. Guerres privées, 1666 : 20 h. Le Vie n'est pas un film de Doris Day : 21 h 30. Théâtre rouge. Barabois : 16 h. Comme une légende engloise : 20 h. Entre chien et loup : 20 h 45, dim. 15 h.

MAOELINE (42-65-07-09). N'écoutez pas, mesdames : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE OU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Trek, le vertige des jumeaux : 20 h 30, dim. 18 h.

MARIS (42-78-03-53). L'Ecole des femmes : 21 h.

MARIE STUART (45-06-17-80). Estelle : 20 h. Savage Love : 22 h.

MARIGNY (42-56-04-41). Le Misanthrope : 21 h, dim. 15 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Cher Menteur : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-80-00). Caigula : 20 h 45, dim. 15 h.

MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marchand de rêve : 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-35-02). Chacun pour moi : 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MICHOÏÈRE (47-42-85-22). Je veux faire du cinéma : 20 h 30, dim. 18 h.

MOGADOR (48-78-04-04). Les Misérables : 15 h et 20 h 15.

MONTPARNAISE (43-22-77-74). Culs et dépendances : 16 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MONTPARNAISE (PETIT) (43-22-77-30). Dall ou le Journal d'un génie : 20 h.

MUSÉE D'ORSAY (AUDITORIUM) (46-46-49-69). Théâtre d'ombres : 15 h.

NAUTILUS BATEAU-THÉÂTRE (40-51-84-53). Per ai, par le... : 20 h 30, dim. 17 h.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-89). R. P. P. I.E.T.O.C.I. : 16 h. Aïda ou l'égale se réjouit : 20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 16 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-88-88-83). La Fantôme de l'Opéra : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 16 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Grande salle. Jean-Marie Eglard : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT)

PALAI (48-03-11-36). Le...
Spectacle de Rastoukine : 21 h.

PALAI-ROYAL (42-97-59-51). Sans rancune : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

P.O.C.H.E. - MONTPARNAISE (45-48-52-97). Salle I. C'est moi : 21 h, dim. 15 h.

PORTÉ SAINT-MARTIN (42-09-00-32). Calimène et le Cardinal : 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

POTINIERE (42-61-44-16). Zézé : 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

PROCRÉANT (42-06-59-81). Don Juan ou l'homme de cendres : 20 h 30, dim. 15 h 30.

RAMELAGE (42-88-64-44). Les Nouveaux Mex dans Cinq folies en cinq minutes : 20 h 30, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Enfers : 16 h. Le Voyage en Italie, le Bout de la nuit, le Champ de betteraves : 20 h 30.

SAINT-GERMES (48-76-63-47). Enfant seul : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

SHOW-BUS (42-62-35-55). Dm. Show Bus : 14 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Chanté bien ordonnée : 17 h 30-15-10. A propos de Martin : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). A propos de Martin : 20 h 30.

THE SWENEY (46-33-26-12). Dm. Hope Street : 20 h 30.

THÉÂTRE 13 (45-66-62-22). L'Échange : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SEB-REAU (45-48-47-77). La Maison de la nuit : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE OIX-HEURES (46-06-10-17). Prends garde à toi : 20 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-84-80-60). La Nuit de l'an 2000 : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Un soir au bout du monde : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-OS-MAI (48-05-57-89). De la paille pour rêver : 21 h, dim. 17 h. Belle de Mai, Apres l'émour : 21 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-06-63-33). Piment carnassier : 20 h 30, dim. 18 h 30. La Fou de bas : 22 h, dim. 20 h 30.

THÉÂTRE MAUGEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-65). Mère Ducceddi : 22 h.

THÉÂTRE DE MENILMONTANT (46-36-88-80). La Passion à Ménilmontant : 17 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOUT (47-27-91-15). La Galène. Un cœur sous une soucoupe : 18 h 30. Salle Gémier, Andromaque : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COL- LINE (43-66-43-50). Petite salle. Les Voleurs : 16 h et 21 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Le réve (mais peut-être pas) : 18 h 30, dim. 16 h et 21 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (46-34-61-04). L'orsan polémique. Federico Garcia Lorca : 16 h 45. Roro et Saz : 20 h 30. Mais où est donc Doris? : 22 h.

THÉÂTRE DE PARIS (48-78-22-00). Hot House : 15 h. Smal : 18 h et 21 h. Je vous demande plus! : 20 h 30.

THÉÂTRE PARIS-PLAINE (40-43-01-62). Teatr : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE SILVIA MONFORT (45-31-10-68). Le Soir des rois : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). On Ouichotte : 16 h 45, dim. 17 h. Lettres de Louise Jacobson : 21 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE VALHUBERT (45-84-30-60). Cas d'espèce : 16 h 45 et 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Théâtre ambulant Chopalovitch : 20 h 30, dim. 15 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). Le Chariot : 16 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-04). La Troisième Témoin : 15 h. Patrick Timet : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Trilogie marseillaise : 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

FONTENAY-LE-FLEURY (THÉÂTRE) (24-60-20-65). La Dispute : 21 h.

GENNEVILLIERS (THÉÂTRE) (47-93-28-30). Je suis Hiroshima, 100 000 degrés de plus que toi : 20 h 30, 20 h 30, 20 h 30. Ombres heures à Châli : 20 h 30, dim. 17 h.

LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHI-THÉÂTRE) (46-30-45-29). La Camarade chère : la Lapon : 21 h, dim. 17 h.

MALAKOFF (THÉÂTRE 71) (46-55-43-46). Pape : 20 h 30, dim. 17 h.

MOISSY-CRAMAYEL (LA ROTONDE) (50-60-02-53). En avant doute : 20 h 45.

MONTREUIL (STUDIO-THÉÂTRE DU TEM) (45-58-92-09). Honoré par un petit monument : 21 h, dim. 15 h.

MONTREUIL (TJS) (48-66-93-93). Caramel Blues : 20 h 30, dim. 17 h.

MONTROUGE (THÉÂTRE) (40-16-92-24). Le Nouveau de Rameau : 14 h 30.

NAINTERE (THÉÂTRE DES AMAN- DIERS) (46-14-70-00). Grande salle. Un homme pressé : 20 h 30, dim. 16 h. Petite polytechnique, Rumeur à Wall Street : 21 h, dim. 15 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-63). Pagine 1980 : 20 h 45.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE SAINT-PIERRE) (45-53-60-00). Cigarette : 20 h 30.

RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉÂTRE DE RUNGIS) (45-50-54-33). Gaspacho, un chien mort : 21 h.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉÂTRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). Héritage : 20 h 45, dim. 16 h.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES (SALLE D'ARSONVAL) (42-63-47-22). Dm. Les dix petits nègres : 15 h.

SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (ESPACE MARCEL CARNÉ) (69-04-96-33). Le Locataire : 21 h.

TRAPPES (ESPACE SAINT-EXU- PÉRY) (30-82-64-28). Marché d'improvisation : 19 h, dim. 13 h.

VANVES (THÉÂTRE LE VANVES) (46-45-46-47). Lettres clandestines : 20 h 30, dim. 15 h.

VINCENNES (INTERNATIONAL VISUAL THÉÂTRE) (43-66-63-63). Le Malade imaginaire : 20 h 30.

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-SO- RANO) (48-06-80-83). Dm. George Dandin : 18 h.

YERRES (STUDIO 289 OU C.E.C.) (69-83-96-48). Le Paysan millionnaire : 20 h 30, dim. 16 h.

LES EXCLUSIVITÉS

BETTY (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; George V, 6 (45-82-41-48) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-76).

CONTE D'HIVER (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-22-57-23) ; Elysées Lincoln, 6 (43-55-35-14).

DANZON (Max., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

FRANKIE & JOHNNY (A., v.o.) : UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; Sept Par- nassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94).

LA GUERRE SANS NDM (Fr.) : Saint- André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

MÉCHANT GARÇON (Fr.) : UGC Biar- ritz, 6 (45-82-20-40) ; Gaumont Par- nasse, 14 (43-35-30-40).

NORD (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-16-09).

OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-64-86) ; UGC Métrol, 14 (43-39-52-43) ; UGC Montparnos, 15 (40-66-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 6 (45-74-94-94).

TRUST ME (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-59-00) ; George V, 6 (45-82-41-48).

LA VIE DE BOHÈME (Fr.-Su.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; Europa Panthéon (ex-Réflex) Panthéon, 5 (43-54-15-04) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

LA VIE SUR UN FIL (Chn., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48).

VILLE A VENORE (Fr.) : Forum Oriem Express, 1 (42-33-42-25) ; Pathé Mer- gnan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; Bien- vende Montparnos, 15 (45-44-25-02).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-44-46-85) 13 h 30.

ALICE (A., v.o.) : Renélagh, 16 (42-88-64-44) 18 h.

AN ANGEL AT MY TABLE (Info-zélan- dais, v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 14 h 30.

ARSENIC ET VIEILLES CENTELLES (A., v.o.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) 21 h 40.

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (46-32-61-66) 13 h 30.

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) 14 h, 16 h 30.

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) 17 h 20.

BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) 14 h, 16 h 05 ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) 13 h 15, 15 h 15, 17 h 15 ; UGC Lyon Gestille, 12 (43-43-01-66) 14 h, 16 h ; UGC Gobe- lins, 13 (45-81-64-86) 13 h 55, 15 h 45 ; Métrol, 14 (43-39-52-43) 13 h 30, 15 h 15, 17 h ; Saint-Lambert, 15 (45-32-61-66) 15 h 15 ; La Cam- bette, 20 (46-36-10-98) 13 h 40, 15 h 35, 17 h 30.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galende, 5 (43-54-72-71) 16 h.

LES COPAINS D'ASORO (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-44-46-85) 16 h.

DANS LA SOIRÉE (It., v.o.) : Studio 26, 19 (46-06-36-07) 15 h, 17 h, 16 h, 21 h.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : Réflex Média Logos salle Louis-Juvet, 5 (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : Réflex Média Logos

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Eponine (1995), de M. Chion : L'Enfant secret (1979-82), de Philippe Garrel, 15 h 30 ; Le Théâtre au harem d'Archimède (1984), de Mohd Cherif, 16 h 30 ; Léon Lume (1950), d'Alain Jessua ; le Beau Serge (1959), de Claude Chabrol, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Hommage à la Warner Bros : Baby Doll (1956), de N. J. M., d'Elle Kazan, 14 h 30 ; Boulevard des Capucines (1949, v.o. e.t.f.), de Jean-Pierre Lutz, 17 h 30 ; Géant (1955, v.o. e.t.f.), de George Stevens, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Le Temps des refuges. Une aide dans la nuit : le Vieil Homme et l'Enfant (1943), de M. Chion (1991) de Denis Granier-Deferre, 16 h 30 ; les Amies de l'esprit (1987) de Pierre Sau- vage, 21 h, 16 h 30 ; The Righteous Enemy (1981) de Joseph Rotholz, 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

LA BELLE HISTOIRE. Film français de Claude Lelouch : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; George-V, 6 (45-82-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Lyon Gestille, 12 (43-43-01-66) ; Fausette bis, 13 (47-07-65-88) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Con- vention, 19 (48-25-42-27) ; Pathé Nation, 12 (43-43-04-87) ; Fausette bis, 13 (47-07-65-88) ; Pathé Montpar- nasse, 14 (43-20-12-06).

LE QUATRIÈME HOMME. Film hol- landais de Paul Verhoeven, v.o. : Accotone, 5 (46-32-96-66).

LA STAZIONE. Film italien de Sergio Rubini, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-39-14) ; Passage du Nord-Ouest, café, 9 (47-70-81-47) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LA DAME DE CŒUR. Film britan- que de Jon Amiel, v.o. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

KAFKA. Film américain de Steven Soderbergh, v.o. : Gaumont Les

Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; La Hautefeuille, 6 (46-33-76-36) ; La Pegode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-68-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugre- nelle, 15 (45-75-79-76) ; Kinopar- nos, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; Fausette bis, 13 (47-07-65-88) ; Pathé Montpar- nasse, 14 (43-20-12-06).

LE QUATRIÈME HOMME. Film hol- landais de Paul Verhoeven, v.o. : Accotone, 5 (46-32-96-66).

LA STAZIONE. Film italien de Sergio Rubini, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-39-14) ; Passage du Nord-Ouest, café, 9 (47-70-81-47) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

SHADOWS (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 6 (45-81-10-60) 14 h 15, 16 h 15, 16 h 15, 22 h 15.

BIMBLE MORTEL (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-44-46-85) 12 h.

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) 14 h.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 19 h 20.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galende, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.

TINTIN ET LE LAC AUX REDUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15 (46-32-61-66) 13 h 30.

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (46-32-61-66) 13 h 30.

VOYAGE SUR JUPITER (Can.) : Cinéma, 19 (42-08-34-00) 11 h, 16 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Répu- blic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 15 h 40.

ZEGEN (Jap., v.o.) : Images d'ail- leurs, 6 (48-87-18-09) 16 h 50.

PARIS EN VISITES

LUNDI 30 MARS

«Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre», 11 heures, 14 h 45 et 17 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«La naissance de l'écriture en Méso- potamie au Musée du Louvre», 14 h 30, métro Palais-Royal, côté arcades (Le Cavalier bleu).

«La mosquée», 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermitte (S. Rojone- Kern).

«Historique du parc Montsouris. Sculptures et cités d'artistes», 14 h 30, métro Cité-Universitaire (Paris, capitale historique).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

«Petits appartements meublés du Louvre et leurs boîtes. Présentation de la nouvelle collection Rothschild», 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (J. Haullier).

«L'église Saint-Sulpice et ses cryptes souterraines», 14 h 30, sur les marches de l'église (D. Fleuret).

«Les fastes de l'Opéra Garnier. Le mystère du fantôme», 14 h 30, dans la hall, sous la statue de Lily (Aris et caetera).

«Du Cirque d'hiver à l'hôtel d'Hal-

lail de Nicolas Ledoux restauré, 15 heures, devant le

BILLET

Ce qui est bon pour General Electric...

Le groupe américain General Electric, qui avait acquis il y a deux ans le contrôle de Tungsram, fabricant d'ampoules magyars, a décidé cette semaine de ralentir son programme d'investissements en Hongrie. Il va réduire ses effectifs et sa production. Motif : le gouvernement de Budapest refuse de dévaluer le forint, la devise hongroise, et rend de ce fait difficiles les ventes de GE-Tungsram sur le marché européen, déprimé et très concurrentiel.

Le constructeur allemand Mercedes-Benz a, lui, au contraire, obtenu gain de cause, auprès du gouvernement tchèque cette fois : Prague s'est engagé, si cela est nécessaire, à protéger de la concurrence étrangère le marché national des camions. Le groupe allemand a donc confirmé, cette semaine, un investissement de 1,2 milliard de francs en Tchécoslovaquie, pour la production, avec Avia et Liaz, de véhicules utilitaires.

Alors que les pouvoirs publics appellent les industriels à investir à l'Est - le CFCE organisait encore jeudi 26 mars à Paris une journée en faveur de la Tchécoslovaquie - ces deux faits rappellent que les intérêts des uns (les industriels privés) et des autres (les pays en transition) ne sont pas toujours convergents.

General Electric, qui exporte 85 % de sa production locale, a certes réussi à améliorer d'une manière spectaculaire la productivité des usines de Tungsram. En deux ans, la production d'ampoules a augmenté de 28 %, alors que les effectifs ont été réduits de 30 %. Mais la firme estime que le forint « fort » handicape ses ventes hors de Hongrie. Pour rester compétitif, Budapest doit, selon le groupe américain, dévaluer sa monnaie au rythme au moins où les prix augmentent dans le pays. Soutenu par le FMI, le gouvernement s'y oppose, le forint « fort » devant être une contrainte à la discipline pour les entreprises hongroises. Dévaluer réduirait sans doute à l'intérieur le coût de la main-d'œuvre, mais pas à celui de l'ensemble du pays à moyen terme.

De la même manière, les industriels rêvent d'investir là où les marchés leur seraient réservés. Ils sont avides, comme Mercedes-Benz à Prague, de protections. Utiles provisoirement, celles-ci seraient dangereuses si elles devaient s'avérer définitives.

L'investissement direct étranger peut aider à la transition vers le marché. Mais il peut aussi être un frein pour ce processus. Ce qui est bon pour General Electric n'est pas toujours bon pour la Hongrie. Et inversement...

ERIK IZRAELWICZ

Les armateurs inquiets de la surcapacité mondiale de navires pétroliers. - « Les risques de surcapacité dans la construction navale mondiale vont s'accroître », indique dans un communiqué publié le 27 mars le Comité des constructeurs navals européens (CESA), qui réunit les chantiers de Douze. Les navires de fret pétroliers sont particulièrement bas alors qu'au moins vingt-trente tankers de plus de cent tonnes sont encore en construction et seront mis en service dans les dix-huit prochains mois. La part de la CEE dans la construction mondiale est tombée de 27 % en 1988 à 18 % en 1991. « Il sera difficile de maintenir la charge de travail des seuls chantiers existants en Europe ne pourrions-nous pas dégrader une situation déjà précaire », conclut le CESA.

Après quatre-vingt-dix ans de fonctionnement, les chaînes de Renault dans l'île Seguin se sont définitivement arrêtées. La fermeture complète du site est prévue pour le mardi 31 mars. Après quoi, la direction fera procéder au démontage des installations et à l'évacuation des derniers ateliers.

Ne resteraient plus dans l'île que le siège social et certains services techniques actuellement dispersés en région parisienne. (Lire pages 21 et 28 l'enquête de Guy Herzlich dans « Le Monde-L'Économie ».)

Les chaînes de Renault dans l'île Seguin se sont définitivement arrêtées

Après quatre-vingt-dix ans de fonctionnement, les chaînes de Renault dans l'île Seguin se sont définitivement arrêtées. La fermeture complète du site est prévue pour le mardi 31 mars. Après quoi, la direction fera procéder au démontage des installations et à l'évacuation des derniers ateliers.

Ne resteraient plus dans l'île que le siège social et certains services techniques actuellement dispersés en région parisienne. (Lire pages 21 et 28 l'enquête de Guy Herzlich dans « Le Monde-L'Économie ».)

« C'était pas le paradis »

Victor a pour la première fois changé ses habitudes. Depuis vingt-quatre ans qu'il travaille chez Renault, il est toujours venu à Billancourt par le car de l'entreprise. Mais ce 27 mars n'est pas un jour comme les autres. A l'aube, il a pris sa voiture et l'a rangée près de la petite porte de la rive droite, au 64 de la rue Vaugirard. Jamais il n'était venu jusqu'ici. « Pendant toutes ces années, je suis toujours arrivé et parti avec les copains par le grand portail du quai Stalingrad », précise-t-il.

Il reconnaît pourtant qu'il « tirait » parfois volontiers jusqu'à la grande sortie de la place Nationale, un nom symbolique resté en souvenir des grands meetings qui l'ont souvent vu. Un nom que n'a jamais supplanté celui que la place a reçu par la suite : « Jules Guesde ». Ici, il se rappelle qu'il a bien souvent discuté avec des amis, dans un des nombreux cafés. « Et c'était bien agréable, surtout l'été ». Parfois encore, il lui arrivait de choisir la « porte Zola », à cause de la proximité du métro Marcel Sembat. « Mais ils ont fermé cette sortie depuis déjà plus d'un an », lâche Victor, avec une pointe d'amertume dans la voix.

« C'était pas le paradis, loin de là », confie-t-il. Que va-t-il devenir ? A deux ans de la retraite, il se soucie peu de lui-même : « Moi, ça va encore. Mais pour les plus jeunes, c'est dur ».

Il est venu ce vendredi 27 dès 6 h 30, en même temps que ceux du matin, la seule équipe restante depuis la suppression en juillet 1990 de celle de l'après-midi. « Je pouvais venir plus tard mais... l'habitude », avoue-t-il. Car pour lui, Billancourt, c'est fini depuis la veille. Il était du secteur 98 80, chargé de l'approvisionnement en pièces de la chaîne. Et, comme la plupart des ouvriers restés jusqu'ici dans l'île, il a quitté le « serpent » dès que la dernière voiture, partie du département des tôles le 19 mars, est passée à son niveau.

« Aujourd'hui, on m'avait demandé de venir vider mon armoire », ajoute-t-il, présentant le sac qu'il tient à la main. Mais vers 11 heures, un peu malgré lui, il s'est trouvé mêlé à la procession qui s'est déroulée autour de la toute dernière R5 Five assemblée sur la chaîne. Pendant une heure, près de trois cents cadres et ouvriers ont suivi l'ultime enfant de Seguin.

Sous l'œil attentif du directeur de Billancourt, M. Perot, et devant l'objectif d'une caméra de l'entreprise, le modèle historique est « tombé », en bout de chaîne à 11 h 20. Jusqu'au 31 mars, il subira les derniers examens de contrôle au même titre que ceux de sa série, puis ira rejoindre la dernière R4 au musée de la Régie. Mais pour la centaine d'ouvriers encore présents, c'est bel et bien terminé. Dans l'immensité des six étages de fabrication, la chaîne de l'île s'est tue une fois pour toutes.

Place Nationale, le silence règne également. Les dix-huit cafés sont

désespérément vides. Au Point du jour, le patron a du mal à cacher son désarroi : « Je ne voulais pas croire à la fermeture, avoue-t-il. Mais depuis six mois les clients disparaissent les uns après les autres ». Deux concurrents ont déjà vendu, presque dans la foulée du propriétaire du bureau de tabac de la place, pourtant médiocrement plus gros marchand de cigarettes en France. Seuls quelques étalages du marché du vendredi animent un peu l'endroit. Parfois un ouvrier de Renault traverse rapidement sous la pluie. Ceux de Seguin sont facilement identifiables. Ils tiennent sous leurs bras les cadeaux de départ de la Régie : un pin, un sac de voyage, une montre et deux photos. Dérivatives vestiges.

OLIVIER PIOT

Le siège social sera maintenu à Boulogne-Billancourt

Entre Renault et Billancourt, ce n'est qu'un au-revoir : si les installations industrielles vont disparaître, ce sera pour accueillir de nouvelles activités tertiaires. Certes, la surface occupée par le constructeur automobile sera beaucoup plus modeste mais le lien organique entre l'entreprise et la ville sera maintenu.

Le centre d'activités tertiaires, qui sera prochainement implanté sur le « trapèze » situé face à l'île Seguin, regroupera des services actuellement dispersés sur plus de quarante sites en région parisienne. Le siège social pourrait être reconstruit sur l'île Seguin afin que la firme puisse quitter ses immenses locaux du Point-du-jour, où elle vient que louer. Un autre pôle tertiaire, installé à Guyancourt (Yvelines), concentrera toutes les fonctions liées au dévelop-

pement de produits futurs, notamment les bureaux de recherche et les milliers d'essais de Ruell. Fort coûteuses, des opérations de rationalisation des implantations de Renault en région parisienne seront financées par la (financière) cession de terrains situés sur l'île Seguin et autour de cette dernière.

En tout état de cause, l'entreprise et les syndicats CFDT, FO, CGT, CFE-CGC et CSI peuvent d'ores et déjà se féliciter d'avoir géré la déconstruction des effectifs sans trop de dommages. La commission paritaire constituée en janvier 1990 - pour assurer la mise en œuvre et le suivi d'un plan social qui se voulait exemplaire - est parvenue à d'assez bons résultats.

A côté des mesures de préretraite (492 salariés), les partenaires sociaux,

2 % au lieu de 2,2 %
Le gouvernement révisé en baisse sa prévision de croissance pour 1992

Le ministre de l'économie et des finances a révisé en baisse ses prévisions de croissance pour 1992. Les comptes qu'il présentera mardi 31 mars à la commission des comptes de la nation sont un peu différents de ceux qu'il avait établis en septembre dernier et qui accompagnaient le projet de budget pour 1992, discuté par le Parlement à partir d'octobre. Le taux de croissance économique est ainsi ramené de 2,2 % à 2 % après +1 % en 1991. En 1992, la croissance du produit intérieur brut (PIB) marchand atteindrait 2,6 %.

L'Agence France presse indique que les prévisions concernant la consommation des ménages ont en revanche été relevées, passant de +1,8 % à +2,1 %, après +1,6 % en 1991. Cette accélération se poursuivrait en 1992, qui enregistrerait une progression de 2,6 %. L'investissement des entreprises - qui devait progresser de 3,5 % en volume cette année (après -2,5 % en 1991) - a été rectifié lui aussi et ne serait que de 1 %, mais redémarrerait en 1993 avec une progression de 4,1 %.

Du côté des échanges extérieurs, les exportations progresseraient plus rapidement que les importations. Les premières augmenteraient de 4,6 % en volume, soit moins vite que prévu il y a six mois (+6 %) mais plus fortement que l'année dernière (+4,4 %). En 1993, les exportations augmenteraient de 5,8 %. Les importations, quant à elles, progresseraient de 3,7 % cette année et non de 5,2 % comme prévu, ce qui est cohérent avec une croissance économique moindre. Mais en 1993, avec l'accélération de l'activité, les achats à l'étranger augmenteraient assez nettement (+6 % en volume), plus vite même que les exportations. Les prévisions faites en matière d'inflation restent les mêmes qu'en septembre 1991 (+2,8 % en 1992) et sont reconduites au même taux en 1993.

Vers une libéralisation accrue
Bruxelles examine en détail les aides d'Etat aux compagnies aériennes

En dépit de divergences encore sérieuses, les ministres des transports des Douze devraient parvenir à se mettre d'accord sur l'ultime phase de libéralisation des transports aériens dans la Communauté lors de leur session de juin.

Une large majorité des Etats membres se sont montrés, le 26 et le 27 mars, favorables à une libération des tarifs dès le 1^{er} janvier 1993, à condition qu'une clause de sauvegarde permette à la Commission européenne d'intervenir, sur plainte d'un Etat ou d'une compagnie, en cas de prix anormalement bas.

Le rapprochement des points de vue est moins net s'agissant de l'ouverture de droits de trafic et en particulier de la mise en œuvre progressive du « cabotage », qui signifie la possibilité pour une compagnie européenne de transporter des passagers entre deux ou plusieurs villes d'un autre Etat membre (KLM, par exemple, prolonge sa ligne Amsterdam-Paris jusqu'à Nice, ce étant autorisée à embarquer des passagers à Paris : c'est le cabotage dit « consécutif » ; ou, changement plus radical encore, elle ouvre une ligne Paris-Nice). Les débats se sont concentrés sur la durée des périodes de transition et sur l'étendue des clauses de sauvegarde à inscrire dans cette future réglementation. M. Paul Quilès, le ministre français, a défendu une position sensiblement plus restrictive que ses collègues.

La libéralisation du transport aérien implique que l'on attache plus d'attention au respect des règles de concurrence. Dans cette perspective, la Commission européenne a soumis aux Douze et au Parlement européen un rapport dans lequel elle passe en revue les subventions accordées aux compagnies aériennes de la CEE. Elle ne se prononce pas à ce stade sur leur validité, mais, elle indique sa volonté de les examiner en détail et, dans ce but, demande des compléments d'information aux gouvernements. Le rapport qui vient d'être publié ou devrait pas ouvrir de controverses majeures. En réalité, constate un spécialiste, il en ressort plutôt que la réputation qu'ont les compagnies aériennes d'être massivement aidées est excessive.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Procession autour de la dernière R5

A cinquante-deux ans, c'est donc par la petite porte, presque dérobée du « bas-Métro » qu'il quitte pour la dernière fois l'usine. Seul, les cheveux blancs, les traits tirés par la fatigue, ses yeux fixent sous la pluie la masse imposante qui lui fait face, de l'autre côté de la Seine. Le regard noyé dans le crachin, il scrute la grille de l'énorme carrosse de l'île Seguin. Il se souvient. « Une grande dévotion », lâche-t-il tout à coup, sur un ton digne. Mais le soulagement l'emporte sur la nostalgie.

Dans une circulaire

Mme Edith Cresson somme les préfets de lutter contre le chômage

Dans la lutte contre le chômage, M^{me} Edith Cresson a choisi de frapper fort. Ou, du moins, le premier ministre a décidé d'employer les grands moyens à sa disposition, c'est-à-dire la puissance de l'Etat et, en premier lieu, l'administration préfectorale.

Une circulaire du 20 février, adressée aux préfets, et qui avait été largement évoquée lors de la journée de travail organisée au Cresson - sans pour autant être divulguée, apparemment parce qu'elle provoquait des réactions (le Monde du 27 février), - ne laisse aucun doute sur les intentions de M^{me} Edith Cresson. Il s'agit bien d'une série de recommandations extrêmement fermes qui visent à la mobilisation de l'administration pour un double objectif : défendre l'emploi et combattre le chômage. Ce qui, officiellement, s'appelle « le traitement local (...) placé sous votre responsabilité personnelle et directe ».

Les consignes sont en effet sans ambiguïté. « Sous votre autorité », écrit le premier ministre aux préfets, la nouvelle organisation (...) comportera la définition et le suivi de quatre indicateurs mensuels au niveau départemental. Les deux premiers porteront sur « la diminution du chômage et en particulier du chômage de longue durée ». Les deux autres combineront les « emplois maintenus dans les entreprises en difficulté (...) la création d'emplois dans les entreprises nouvelles et en développement ». Ce faisant, les hauts fonctionnaires ne devront pas se borner à un simple constat statistique : « Vous vous fixerez des perspectives précises et ambitieuses d'amélioration », précise M^{me} Cresson, qui demande que cette action se traduise par « la fixation d'objectifs chiffrés » qui « feront l'objet

d'un suivi périodique par le gouvernement ».

Les préfets devront élaborer « un véritable programme départemental » et établir « un comité pour l'emploi », qu'ils présideront personnellement. L'ANPE ayant lancé un vaste programme pour proposer une offre personnalisée aux chômeurs de longue durée, il leur est rappelé, comme un moyen de pression, que « en contrepartie de cet effort de la collectivité, un dispositif vient d'être mis au point par le ministre du travail, qui permet d'assurer un meilleur contrôle du respect de leurs obligations par les demandeurs d'emploi ». Avec l'aide des outils financiers à leur disposition, il leur est indiqué que « leur objectif sera d'être en mesure de défendre l'emploi partout où des entreprises sont en difficulté ».

Des objectifs mensuels

Dans le document annexé qui accompagne cette circulaire du premier ministre, les orientations deviennent des ordres. « Des objectifs mensuels seront fixés par département ». Pour les programmes départementaux, « une première série de propositions devra être validée avant le 30 mars » et chaque préfet « en rendra compte au premier ministre le 10 avril au plus tard ». Les différentes structures devront être capables de répondre aux demandes dans les deux mois. Pour une « gestion plus rigoureuse de la liste des demandeurs d'emploi », il faudra « veiller au respect des deux conditions d'inscription (...) la recherche d'un emploi et la disponibilité immédiate » pour travailler, inspirée par la définition du chômage que donne le Bureau international du travail. De plus, « chaque préfet élaborera son propre tableau de bord » qui « sera adressé au ministre de l'Intérieur le 25 de chaque mois

pour le mois précédent ». Plus encore que par son contenu, c'est le ton autoritaire de la circulaire qui a le plus surpris certains de ses destinataires. Ils y ont aussi vu la marque de la pression exercée sur eux à l'approche d'une échéance électorale. Clairement, ils seront jugés sur les résultats obtenus et leur mobilisation s'inscrit bien dans la perspective d'un bilan.

Mais une question de fond se pose aussi : comment peut-on croire, comme le laisse entendre l'admission gouvernementale, que les évolutions de l'emploi et du chômage dépendent de directives générales, appliquées par les préfets qui plus est ? Grâce à l'alternance, la classe politique avait fini par comprendre, que l'on ne crée pas des emplois par décret. Progressivement, les démarches adoptées visaient à favoriser plutôt l'environnement économique ou à travailler en profondeur et sur le long terme, ainsi que le propose M^{me} Martine Aubry. Ce point de vue était jusqu'à présent défendu par M^{me} Cresson, qui vient de le renier. Au moins temporairement.

ALAIN LEBEAUBE

o ASSEDEC : hausse de 2,2 % des allocations chômage. - Le nombre de chômeurs bénéficiaires des ASSEDEC a progressé de 2,2 % en chiffres corrigés des variations saisonnières au cours du mois de février pour atteindre 2 548 400 personnes, contre 2 529 000 en janvier, selon les statistiques publiées vendredi 25 mars par l'UNEDIC. En un an, la progression est de 9,5 %. S'y ajoutent 121 600 bénéficiaires en formation (+51,4 % en un an) et 228 800 préretraités (-15,4 %).

En grève dans le Morbihan
Les salariés des usines de volailles Doux Galina défendent leurs acquis

Une grève suivie par 90 % des 2 350 salariés paralyse, depuis lundi 23 mars, les deux usines du Morbihan de Galina SA Doux et frais, qui commercialise la volaille sous la marque Père Doux. Ce conflit a pris naissance après la remise en cause par la direction du groupe Doux d'un certain nombre d'acquis, dont la prime de transport, le ticket restaurant, le calcul du treizième mois sans prise en compte de l'ancienneté et l'heure d'information syndicale mensuelle.

Les grévistes ont empêché tout accès des camions aux usines, finalement débloqués jeudi 26 mars après des ordonnances de référé favorables à la direction. A l'issue des négociations, le syndicat CFDT, majoritaire, a signé le 26 mars un protocole d'accord rétablissant la prime de transport et l'ancienne méthode de calcul du treizième mois. La CGT refusant d'entériner cet accord, « du fait du non-paiement des quatre journées de grève ».

M. H.

o General Motors va supprimer 1 400 emplois en Belgique. - General Motors (GM) a décidé de supprimer 1 400 emplois en cinq ans en Belgique afin de sauvegarder la compétitivité de l'entreprise. Le constructeur automobile américain, essentiellement présent en Europe sous la marque Opel, emploie 8 400 ouvriers et 1 150 administratifs dans ses installations d'Anvers. Selon la direction du groupe, ces suppressions de postes ne devraient donner lieu à aucun licenciement sec. Il y a quelques semaines, la filiale belge de Volkswagen avait annoncé 880 suppressions d'emplois d'ici à la fin de l'année.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 23 AU 27 MARS 1992

PARIS

R comme...

+0,23 %

R comme régional, rumeurs, ramanement, redressement, repli. Sous le signe de ces cinq R, la Bourse de Paris vient d'inscrire au cours de la période écoulée une première performance hebdomadaire positive depuis le début du mois de mars. Pourtant, il n'y a pas de raison de pavloïer car, d'une semaine sur l'autre, le principal indicateur de la place n'a pas fini d'être gagné (peut-être) que 0,23 % à 1 923,54 points.

Ainsi, lundi 23 mars, le résultat du scrutin d'indemnité a-t-il tantôté le cours de la Bourse de Paris en attendant la réouverture du marché parisien à la veille de la liquidation mensuelle du terme de mars (-1,8 %). Mouvement jugé excessif sans aucun doute, car, dès le lendemain, dernier jour du mois boursier, un mouvement de correction intervenait à la hausse française se représentant dans la sillage du MATIF (0,82 %). La liquidation, pour sa part, était perdue et se soldait par un bilan négatif - le premier de l'année - de 3,37 %. Pour mémoire, l'année avait débuté sur une liquidation qualifiée de « superbe » au mois de janvier (+13,4 %), et le mouvement à l'été poursuivi au mois de février (+6,07 %).

La première journée du terme d'avril sera « le » séance de la semaine. Le CAC 40 retrouvera le niveau de 1 900 points, en réaction à la mauvaise orientation des marchés de taux. Le mouvement sera très sensiblement amplifié vers la fin de la séance

sur une énième rumeur de démission de l'actuel premier ministre et surtout de son remplacement par le ministre fédéral des marchés financiers, M. Pierre Bérégovoy. Quand bien même rapidement démentie par Metignon, cela n'empêche pas le marché de se sentir poussé des ailes au cours de la dernière heure de transactions pour terminer sur une hausse de 1,7 % et de porter, dans la même leçon de temps, le volume des échanges de 1,8 milliard à 2,3 milliards de francs à la clôture.

La séance de jeudi aura été dominée par la prudence des investisseurs. Le marché en a profité pour digérer la flamme de la veille en attendant la réouverture du marché parisien à la veille de la liquidation mensuelle du terme de mars (-1,8 %). Mouvement jugé excessif sans aucun doute, car, dès le lendemain, dernier jour du mois boursier, un mouvement de correction intervenait à la hausse française se représentant dans la sillage du MATIF (0,82 %). La liquidation, pour sa part, était perdue et se soldait par un bilan négatif - le premier de l'année - de 3,37 %. Pour mémoire, l'année avait débuté sur une liquidation qualifiée de « superbe » au mois de janvier (+13,4 %), et le mouvement à l'été poursuivi au mois de février (+6,07 %).

Cette mauvaise conjoncture sur la front des taux d'intérêt - un Allamagna notamment, où les analystes ne voient pas de baisse des taux cette année, voire au début de l'autre, alors que les plus pessimistes songent même à un relèvement d'ici à la fin de l'année - devrait, outre le manque de visibilité et le climat d'incertitude politique, continuer de perturber le marché français des semaines qui viennent. C'est, entre autres, la sentiment de la société de Bourse Dupont-Denent, filiale du Crédit national.

Celle-ci estime, dans sa dernière analyse de conjoncture, que « les facteurs peu rassurants à très court terme peuvent être en outre accompagnés par des éléments techniques qui, du total, permettent de militer pour une pause du marché sur une courte période avant d'envisager d'ici à la fin du premier semestre une reprise sérieuse des indices ».

Perrier, c'est réglé ou presque

Aux valeurs, dans un contexte redevenu aussi morose que celui affiché le semaine passée, quelques titres se sont une fois encore distingués. Perrier, bien sûr, dont le règlement de l'affaire aat intervenu en début de semaine. Au terme d'une réunion qui a pris fin lundi à 11 h 15, un accord est intervenu entre l'IFINT, BSN, Nestlé, Exor et la Société générale. Celui-ci précise que Demille (Nestlé et Indonésie) s'engage à surancher sur son offre précédente à 1 700 francs par titre Perrier sans conditions.

Cette OPA continue, par ailleurs, à faire l'objet d'une enquête de la part de Bruxelles, la Commission européenne estimant que « l'OPA lancée par Nestlé sur Perrier soulève des questions sérieuses quant à sa compatibilité avec le marché commun ». D'autre part, la famille Agnelli, via l'IFINT et BSN, lancera une offre publique d'achat à 1 450 francs par action Exor, soit 2 % de plus que l'offre du seul BSN. Ces OPA ont d'ailleurs été déclarées recevables par le Conseil des Bourses de valeurs en fin d'après-midi vendredi 27 mars. La date de clôture de ces deux offres est fixée au 23 avril, et les cotations

de Perrier et d'Exor, suspendues depuis le début de la semaine, reprendront le lundi 30 mars (1).

Euro Disney a trébuché cette semaine de près de 8 %. Le titre a souffert d'une analyse négative de la part du courtier Goldman Sachs. L'action, qui avait auparavant bénéficié de son entrée dans la composition de l'indice CAC 40 et de l'anticipation de l'ouverture du parc de loisirs, est, selon les analystes, surévaluée. Notons également l'activité qui a régné autour du titre Carus. Depuis le début de l'année, l'action a enregistré une progression de 51 % (alors qu'elle a perdu près de 70 % de sa valeur au 1991). Pas moins de 12 % du capital a changé de mains au cours de février et près de 1,5 % en deux jours. Parmi les rumeurs boursières, on retrouve toujours les mêmes, qui vont de la vente de la banque Duméril-Labé à un renforcement dans Valeo, dont il est l'actionnaire à 35,6 %. Comme le relevait un opérateur, « de toutes les fautes, ce qui est sûr, c'est qu'il y a du ramassage ».

FRANÇOIS BOSTNAVARON

(1) Petite digression à propos d'OPA ainsi que des récentes décisions du Conseil des Bourses de valeurs sur l'offre de Carus. Une entreprise ne peut pas de deux tiers : compte tenu de l'actualité boursière sur le terme de trois ans d'application des nouvelles lois de la Bourse, la revue *Marchés et techniques financières* et la *Lettre des Juristes d'affaires* veulent faire le point sur la réglementation et les pratiques boursières. Pour cela elles organisent mercredi 15 et jeudi 16 avril un colloque sur le thème : « Droit boursier, la réglementation à la pratique ». Renseignements au 42-86-12-00.

NEW-YORK

Semaine de baisse

-1,37 %

Wall Street a fléchi au cours de la semaine écoulée, les investisseurs attendant de savoir si les résultats trimestriels des sociétés américaines refléteront une reprise de l'activité économique. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini la période à 3 231,44 points, en baisse de 44,95 points, soit un repli de 1,37 % par rapport à la clôture de vendredi dernier.

Des signes mitigés sur la reprise économique américaine ont eu peu d'impact sur Wall Street, car « les investisseurs en ce moment ne se font ni sur l'économie ni sur les statistiques », a noté Sid Dorr, analyste chez Charles Schwab. D'autres spécialistes ont toutefois souligné que certains investisseurs sont en train de réviser la composition de leur portefeuille avant la fin du premier trimestre 1992, en y ajoutant les titres qui se sont bien comportés au cours de ces derniers mois. Mais « nous devons attendre de connaître les résultats des sociétés » au premier trimestre, a indiqué Steven Kroll, directeur de la firme Monness Crespi et Hardt. La publication de ces résultats devrait débuter à la mi-avril.

Mercredi, la Bourse new-yorkaise avait perdu tous ses gains de journée durant les dix dernières minutes d'échanges, en raison de l'erreur d'un courtier de Salomon Brothers, qui, ayant mal interprété l'ordre d'un client, avait déclenché une vague de ventes informatiques. Le Dow Jones a fortement accusé ses pertes vendredi en fin de journée, dans le sillage de la chute de la Bourse de Tokyo et des principales places européennes.

Indice Dow Jones du 27 mars 3 231,44 (c. 3 276,38).

	Cours 30 mars	Cours 27 mars
Alcoa	70 3/8	70 7/8
ATT	40 5/8	40 3/8
Bosch	44 5/8	43 5/8
Chase Nat. Bank	25 1/8	23 7/8
De Post de Nemours	46 3/8	48
Eastman Kodak	40 5/8	40 5/8
Exxon	54 7/8	55 1/8
Ford	40 1/2	38 1/4
General Electric	78 5/8	76 1/8
General Motors	39 1/8	36 5/8
Goodyear	67 1/4	65 3/4
IBM	86 1/8	83 1/4
ITT	66 1/4	65 3/8
Mobil Oil	58 1/2	59 7/8
Pfizer	71	68 3/8
Schlumberger	56 3/8	55 3/8
Texaco	37	36 5/8
UAL Corp. Jet-Airport	151	144 1/8
Union Carbide	25	24 5/8
United Tech.	53 5/8	52
Westinghouse	19 5/8	19
Xerox Corp.	76 7/8	73

TOKYO

La Bourse de Tokyo au plus bas

-2,70 %

La Bourse de Tokyo a terminé à nouveau la semaine sous le sceau psychologique des 20 000 points et a touché un nouveau « plus bas » depuis celui enregistré le 16 février 1987. Les investisseurs s'inquiétant de la mollesse de l'économie japonaise, l'indice Nikkei a chuté vendredi à 19 636,99 points, soit un recul de 548,10 points, 2,7 %, sur la semaine.

Dans un marché très peu actif, les échanges quotidiens se sont contractés à 268,4 millions de titres contre 440,15 millions la semaine précédente. Certains opérateurs avaient caressé l'espoir d'une reprise du marché après la fin du terme boursier de mercredi. En fait, la plupart des investisseurs sont restés prudents dans l'attente de l'annonce la semaine prochaine des incitations

fiscales et monétaires du gouvernement pour stimuler l'économie. Mais la situation reste difficile. « Même si de nombreux investisseurs attendent les mesures qui doivent annoncer le gouvernement mardi ainsi qu'une baisse du taux d'escompte... le marché est de plus en plus sceptique au sujet d'une reprise à court terme », a indiqué un opérateur.

Indices : Nikkei 19 636,99 (c. 20 185,09); TOPIX 1 428,13 (c. 1 451,14).

	Cours 19 mars	Cours 27 mars
Akai	515	490
BridgeStone	1 100	1 110
Citron	2 280	2 290
Fuji Bank	2 000	1 920
Honda Motor	1 520	1 520
Matsumoto Electric	1 310	1 270
Mitsubishi Heavy	584	590
Sony Corp.	3 930	4 000
Toyota Motor	1 380	1 370

FRANCFORT

Recul -1,5 %

La Bourse de Francfort a perdu du terrain cette semaine à la suite de l'annonce de mauvais indices conjoncturels, concernant notamment l'inflation. L'indice instantané DAX a ainsi reculé de 1,5 % à 1 711,45 points.

Selon la banque West LB, la Bourse allemande est « condamnée à brève échéance à faire du surplace ». La semaine prochaine, l'office des statistiques de Wiesbaden doit annoncer le chiffre provisoire de l'inflation du mois de mars en Allemagne de l'Ouest, qui risque d'être très élevé. En effet, trois des principaux Länder ouest-allemands ont déjà annoncé des taux d'inflation supérieurs à 4,5 % pour le mois. Cette hausse des prix intensifie le pessimisme des investisseurs, qui craignent une nouvelle flamme des taux d'intérêt.

Le volume des transactions sur les huit places boursières allemandes s'est élevé cette semaine à 27,81 milliards de deutschemarks, contre 33,94 milliards de DM la semaine dernière.

Indices du 27 mars : DAX, 1 711,45 (c. 1 736,30); Commerzbank, 1 969,30 (c. 1 992,90).

LONDRES

Repli sur fond de sondages -0,35 %

La Bourse de Londres a enregistré sa quatrième baisse hebdomadaire consécutive au cours de la semaine écoulée, dictée comme les précédentes par des sondages donnant le Parti travailliste en tête des intentions de vote pour les élections du 9 avril. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé la semaine sur une baisse de 8,7 points, soit 0,35 %, à 2 447,9 points.

En plus des inquiétudes politiques, le marché a été affecté lundi par l'annonce d'un déficit de la balance des paiements courants plus important que prévu en février, soit 750 millions de livres. Les grands indicateurs ont ensuite été oubliés jusqu'à mercredi et jeudi lorsqu'une série de résultats de sociétés encourageants ont soutenu la cote.

Le délai supplémentaire demandé par Héron International pour rembourser une partie de sa dette de 1,2 milliard de livres a affecté le secteur bancaire.

Indices du 27 mars : 100 valeurs, 2 447,90 (c. 2 456,60); 30 valeurs, 1 914,90 (c. 1 916,50); fonds d'Etat, 85,63 (c. 86,06); mines d'or, 119,6 (c. 123,40).

	Cours 20 mars	Cours 27 mars
Bowater	7,75	7,35
BP	2,61	2,54
Charter	4,40	4,36
Courtauld	3,10	3,08
De Beers	15	13,90
Glaxo	15,84	15,75
GUS	12,53	12,51
ICI	11,23	11,22
Reuters	4,47	4,39
Shell	9,27	9,02
Unilever	1,54	1,48
Vickers		

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	27-3-92	Diff.
AGF	505	+ 4
AXA (ex-Cie Mid.)	923	+ 3
Bail Equipement	135	- 0,10
Banque (C)	469	- 6
Cetelem	831	+ 19
CCF	186,20	+ 0,90
CFP	960	+ 1
CFI	1 177	+ 1,50
Chargers	227,40	- 4,20
C. Local de France	276,60	- 0,40
EuroFrance	1 648	+ 15
GAN	1 903	- 45
Loctides	720	+ 10
Paribas	385,70	- 4,40
Schneider	655	- 12
Société générale	511	- 5
Sovac	815	- 7
Suez (C fin.)	327,10	+ 5,90
UAP	536	Inch.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	27-3-92	Diff.
8,80 % 1977	124	+ 0,40
10 % 1978	100,05	- 0,15
9,80 % 1978	100	Inch.
9 % 1979	99,80	+ 0,40
10,80 % 1979	101,40	+ 0,20
CNE 3 %	437,1	- 7
CNE 5 000 F	98,32	+ 0,22
CNE Paribas 5 000 F	97,90	+ 0,30
CNE Suez 5 000 F	97,70	+ 0,10
CNE 5 000 F	98,40	Inch.

Métallurgie, construction mécanique

	27-3-92	Diff.
Alpi	314	- 4
Dessault Aviation	345,20	+ 4,30
De Dietrich	1 528	+ 19
Fives-Lille	376	- 4
Peugeot	716	- 9
SACOM	1 769	- 16
Sirafac	756	- 8
Valeo	732	+ 29
Valour	256,40	- 1,90

Mines d'or, diamants

	27-3-92	Diff.
Anglo-American	197,50	- 4,50
Angold	324,10	Inch.
Aut. Gold M.	30	+ 0,80
De Beers	137,30	- 3,70
Drief. Cons.	62,90	+ 1,40
Gencor	16,85	- 0,65
Harmony	30,40	- 0,65
Randfontein	23,60	- 0,25
Santo-Helena	33,90	- 0,10
Windsor Deep	154	- 2

Bâtiment, travaux publics

	27-3-92	Diff.
Ausil d'entr.	1 007	+ 6
Bouygues	408	+ 12
Ciments français	350	+ 28,80
GTN	368	- 9
Immo. Phénix	148	+ 1
J. Leclerc	950	+ 10
Lafarge-Coppée	358	+ 3,30
Poliet	547	+ 25
SGE-SO	236,90	- 6,10

Matériel électrique

	27-3-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	599	- 1
CSE	321	+ 21
Général des eaux	2 272	+ 14
Intertechnique	840	+ 20
Labinal	719	- 1
Legrand	4 181	+ 71
Lyon des eaux	499,50	+ 2,50
Mait	531	+ 4,50
Merlin-Gerlin	534	+ 23
Moulinex	180	- 1
Radiorécepteur	625	- 15
SEB	2 130	+ 89
Scat-Avionique	234	- 3
Thomson-CSF	159,20	+ 4,20
10M	474	- 15,20
ITT	370	- 0,20
Schulumberger	316,30	- 7,60
Siemens	2 285	+ 12

Alimentation

	27-3-92	Diff.
Béghin-Say	610	- 5
Bougain	3 880	+ 1 005
BSN	1 091	+ 5
Carrefour	2 550	+ 1
Casino, G. Per.	1 659	+ 4,50
Guyonno-Gasc.	4410	- 70
LVMH	185	+ 18
Olipar	1 536	+ 38
Perrier-Richard	1 465	- 2
Promodis	1 283	- 16
Saint-Louis	1 546	- 2
Source Perrier	25 400	- 600
Nestlé		

Pétroles

	27-3-92	Diff.
Elf-France	117	- 3
Elf-Aquitaine	355,40	- 1,60
Esso	780	+ 21
Primeagas	710	+ 10
Sogefra	405	+ 11
Total (div. par 4)	234,50	+ 0,50
Exxon	1 130	+ 26
Perolefin	1 730	+ 26
Royal Dutch	428,20	- 2

Valeurs diverses

	27-3-92	Diff.
Acor	775	+ 27
Air liquide	749	- 8
Bic	677	+ 6
CGIP	348,70	- 1,70
Club Méd.	1 231	+ 11
Elf Sanofi	1 169	+ 15
Essilor	393,30	- 6,70
Europe 1	148	- 13,30
Eurotunnel	951	+ 41
Scat-Avionique	43,35	+ 0,85
Groupe Cité	518	- 4
Hachette	168	- 2,10
Havas	495	+ 2,50
Marine Wanda	335	+ 3
Navigation mède	1 130	+ 18
Nord-Est	116,50	+ 4,40
L'Oréal	785	+ 3
Saint-Gobain	537	+ 11
Sauvages Chailion	240,10	+ 2,20
Skis Rossignol	790	+ 20

Mines, caoutchouc

	27-3-92	Diff.
Géophysique	647	+ 28
Chap	320	+ 1
Mécatronic	98	- 0,10
Michelin	164,20	+ 0,90
RTZ	55,60	+ 1
CTCI	3,65	+ 1,57

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hauss %	Valeurs	Baiss %
Berger SA	+15,5	Printemps (Av.)	-11,7
Chap	+10,2	Euro Disney	-7,8
Claudio Lang	+9,1	Chacane	-6,4
Cens	+9,1	COF	-5,7
Spie Batignolles	+8,3	Solomon SA	-4,6
Chenar-Dubois	+8	CMB Pack SA	-4,2
Lejay C	+6,3	Appl. Entrepr.	-4,1
Lejay C	+4,1	UPE	-3,4
Mécatronic	+3,9	SPSP	-3,4
Dunant SA	+3,5	BP France	-3,3
Gr. André SA	+3,3	BNP	-3
Acor	+3,3	MMB	-3
Géophysique	+5	GTW Europe	-2,6

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (%)

Nbre de titres	Val. en millions (F)
Euro Dis. SCA	3 946 032
Alc-Alsthom	1 010 978
Gie des Eaux	239 545
BSN	389 850
Total ext. B	1 798 393
Air liquide	536 125
LVMH	81 634
Saint-Gobain	654 618
Elf-Aquitaine	930 300
Suez (C. de)	709 703
Peugeot SA	317 687
Prégis SA	397 010
Société gén.	258 457
Esso	243 749
Oréal (L)	189 816 853

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un marché engorgé

Le premier trimestre s'achève sur un volume de nouvelles émissions d'obligations internationales de l'ordre de 84 milliards de dollars. C'est un montant élevé au regard de l'activité de ces deux dernières semaines n'a que peu contribué. Ce chiffre reflète, pour l'essentiel, la formidable animation des deux premiers mois de l'année et du tout début du mois de mars, période faste pour les débiteurs de premier plan qui ont été très nombreux à accomplir, en peu de temps, un bon tiers au moins de leur programme annuel d'emprunt. Ils bénéficieront alors de circonstances particulièrement favorables.

La concurrence effrénée que se livraient tant d'intermédiaires financiers pour diriger des émissions leur permettait de tabler sur des conditions très avantageuses pour eux. Les choses sont allées si loin que certains des emprunteurs, parmi les plus grands, se montraient effrayés par l'audace de leurs banques, qu'ils avaient de la peine à suivre. Aujourd'hui que le marché est engorgé et qu'on ne peut plus faire miroiter l'espoir d'une baisse imminente du coût de l'argent en Allemagne pour susciter une nouvelle vague d'optimisme, de tels appels à la raison prennent toute leur signification.

Globalement, le volume des émissions nouvelles est resté supérieur à celui de 70,4 milliards de dollars relevé pour la même période de l'an passé. On se garde d'accorder une trop grande importance à cette comparaison car au début de l'année dernière la guerre du Golfe avait pratiquement interrompu l'activité primaire sur le marché euro-obligataire. Il est en revanche intéressant de mesurer l'évolution relative des principales monnaies d'emprunt. Le dollar des États-Unis maintient sa position, sans guère varier, avec une part d'environ 27 % des émissions nouvelles depuis le début de l'année, contre environ 28 % durant le premier trimestre de 1991.

L'euro occupe encore la deuxième place, avec 17,4 %, mais on est loin des 25 % de l'an passé. L'enthousiasme européen est bien retombé depuis quelques mois.

Emprunter en écu pouvait encore, l'année dernière, avoir une signification politique et certains pays pouvaient y voir un moyen d'afficher leurs convictions communautaires et s'attribuer une sorte de brevet européen. Aujourd'hui, on est revenu à des considérations beaucoup plus terre à terre. Il est significatif que des pays comme l'Espagne ou la Belgique, qui figuraient pourtant parmi les partisans déclarés de l'écu, aient retenu le yen et le deutschemark respectivement pour libérer leurs dernières grandes émissions sur le marché des capitaux.

Les Trésors publics de Madrid et de Bruxelles n'ont du reste pas cherché à conclure des contrats d'échange de façon à se procurer des fonds dans une autre monnaie. Ils ont gardé tel quel le produit de leurs grands emprunts de 50 milliards de yens et de 750 millions de marks, dont le coût n'est guère élevé comparativement à ce qu'ils auraient dû déboursier dans d'autres circonstances. Le regain de faveur dont bénéficie le yen cette année fait qu'il occupe maintenant la troisième place avec 14,1 % (contre 10,9 %) tandis que le mark, également en forte progression, est monté à 11,4 % contre 5,7 % au premier trimestre de l'année dernière.

L'assurance financière se développe

La livre sterling a beaucoup reculé. Elle n'a, cette année, servi à libérer que 6,3 % des nouveaux euro-emprunts contre 11,2 % en 1991. La part de la lire italienne s'est, au contraire, accrue, passant à 5,4 contre 2,8 %. Parmi les autres monnaies qui comptent, le franc français et le dollar canadien se retrouvent à près de 5 % chacun contre 5,1 % et 6,9 % respectivement l'an passé.

Une grande opération internationale est sur le point de voir le jour pour le compte du Crédit foncier de France. L'affaire, qui portera sur plusieurs milliards de francs, promet de retenir l'attention de tous les spécialistes parce qu'elle est d'un genre nouveau. Elle per-

mettra à l'emprunteur d'accroître ses fonds propres car, pour lui, ce sera une transaction subordonnée. Les emprunts subordonnés peuvent, dans une certaine mesure, être assimilés à des fonds propres car ils se situent loin après les autres dans la hiérarchie des dettes. Mais pour ce qui est des investisseurs, les titres qui leur seront proposés, dans le cadre de l'émission du Crédit foncier, seront d'une qualité irréprochable.

Cette apparente contradiction s'explique par l'intervention d'une compagnie d'assurance. Celle-ci, AIG (American International Group), garantit le versement des intérêts ou le remboursement du capital, quoi qu'il arrive.

Une sous cet aspect, la transaction est originale. Elle marque une étape importante dans le développement de l'assurance financière qui, jusqu'à présent en France, est demeurée confinée dans un cadre assez étroit. Une autre caractéristique de l'opération est la durée inhabituellement longue de l'emprunt, qui aura vingt ans à courir. Les transactions, dont l'émission du Crédit foncier se rapproche le plus, sont normalement remboursables après quinze ans. Il s'agit en fait d'une émission prétendument perpétuelle, mais qui, en réalité, sera remboursée à une échéance fixe d'avance.

La formule est maintenant classique. Elle implique que, dès le départ, une partie du produit de l'emprunt soit placée dans des titres dont le versement des intérêts ne s'effectuera qu'à l'échéance retenue, avec le remboursement du capital, de façon à disposer, le moment venu, du même montant que celui qui sera nécessaire pour rembourser la dette. Depuis 1988, les sociétés françaises ont en recours, en grand nombre, à des solutions de ce genre car elles y trouvent un avantage d'ordre fiscal très important. Cet avantage subsiste mais il pourrait disparaître prochainement si le projet de loi sur la fiducie est adopté au Parlement.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Fermeté remarquée du franc

Le dollar en net recul, la livre sterling fléchit, le mark moins recherché. C'est le franc français qui a retenu l'attention, cette semaine, par sa fermeté sur les marchés des changes, bien surprenante, en apparence, au lendemain d'élections dont la confusion ne devait pas, en théorie, favoriser particulièrement notre monnaie.

A Paris, le cours de la devise allemande est resté stable, le lundi, de 3,3945 à un peu plus de 3,39 francs, au plus bas depuis la mi-août, niveau auquel il s'est maintenu jusqu'à la veille du week-end (3,3909 francs) presque à mi-chemin entre le « pivot » (médian) de 3,3568 francs et le plafond de 3,4305 francs. Dans les milieux financiers, on se perdait en conjectures sur cette fermeté de la monnaie nationale. Au début, certains l'imputaient à des ventes de marks par la Banque de France, prise de court par la hausse du franc. A ce court, l'institut d'émission n'aurait pas plutôt le genre de devises pour renforcer ses réserves. En tout cas, des rumeurs de ventes couraient en début de semaine, propagées par le *Wall Street Journal*, ce qui a renforcé le franc.

D'autres, plus sérieux, comme M. François Chevallier, analyste à la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE), penchent pour l'« effet de reprise » provoqué par l'attitude de la Banque de France, qui n'a pas profité du raffermissement continu du franc depuis quelques semaines pour abaisser ses taux directeurs, ce qui maintient un écart d'environ 1 demi-point (0,45) point entre le loyer de l'argent à court terme pratiqué de chaque côté du Rhin. Cet écart au profit de Paris ne couvre que la moitié du risque de change éventuel sur parité franc-mark (0,9 % de dépréciation possible), ce qui, selon M. Chevallier, serait susceptible de limiter à 3,39 francs la baisse du mark.

Plus généralement, on pourrait estimer que la palette des bonnes données fondamentales sur le franc (inflation réduite, déficit budgétaire relativement limité, balance commerciale en très nette amélioration, avec des gains de parts de marché dans l'Europe) finit par être prise en considération. Certes, cette bonne tenue du franc ne résisterait sans doute pas au départ de M. Pierre Bérégovoy, défenseur acharné des

parités actuelles, et véritable garant de notre monnaie vis-à-vis de l'étranger.

Sur le dollar, c'est le recul, après l'échec des tentatives pour hisser le cours du billet vert juste au-dessus de 1,68 deutschemark. A la veille du week-end, on le retrouvait un peu au-dessous de 1,65 deutschemark et aux environs de 5,57 francs, après 5,68 francs en début de semaine. Bien qu'une série d'indices de reprise plus ou moins concordants viennent soutenir la confiance des opérateurs dans l'avenir du dollar, quelques notes discordantes se font entendre. Ainsi, deux gouverneurs de la Réserve fédérale, M.M. Mullins et Angell, constatent que la reprise est bien amorcée, mais ils craignent de la voir tourner court, en raison de la hausse du taux d'intérêt à long terme, nuisible à la construction, et du niveau désespérément bas de la confiance des consommateurs.

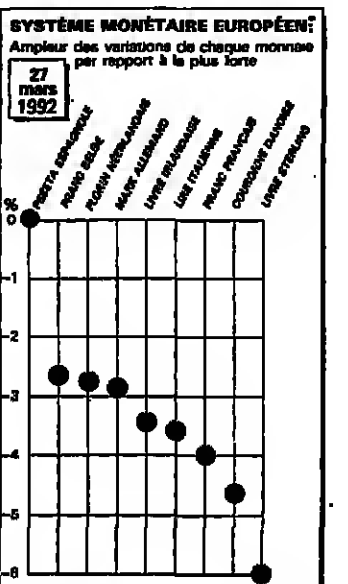
FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 MARS AU 27 MARS 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7375	-	17,8794	66,6272	66,6428	2,9465	33,8202	0,0008
	1,7365	-	17,8685	66,7246	66,7302	2,9465	33,8202	0,0007
Paris	9,0808	5,9938	-	372,6182	339,1752	16,4742	301,1847	4,9832
	9,0777	5,9920	-	374,1045	339,4156	16,4985	301,2038	4,9174
Zurich	2,0004	1,5010	26,8371	-	91,8248	4,4212	80,8292	1,2085
	2,0008	1,5215	26,7304	-	96,7074	4,4101	80,8379	1,2075
Frankfurt	2,0508	1,6490	29,4832	109,8608	-	4,8571	88,7991	1,3276
	2,0601	1,6779	29,4624	110,7201	-	4,8608	88,8241	1,3309
Bruxelles	30,8333	33,395	6,0708	22,4183	26,3882	-	18,2821	2,7334
	30,8397	34,34	6,0611	26,5724	-	-	18,2733	2,7308
Amsterdam	3,2772	1,8578	33,2072	1,3771	112,6137	5,4696	-	1,4291
	3,2799	1,8880	33,1698	1,2488	112,5819	5,4724	-	1,4084
Milan	215,705	1242	222,8632	827,4483	753,1837	36,3873	668,8206	-
	214,843	1260	221,3633	828,1301	753,3416	36,5217	667,3728	-
Tokyo	230,542	133,30	214,8333	80,8874	80,8368	3,9263	71,7824	0,1073
	229,207	134,50	213,6296	80,3996	80,2027	3,8983	71,3304	0,1067

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 27 mars, 4,1957 F contre 4,2319 F le vendredi 20 mars 1992.



Taux calculés par rapport aux cours estimatifs de la Banque de France.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les giboulées de mars

Sale temps pour les marchés financiers, de part et d'autre du Rhin ! En France, c'est la confusion électorale qui perturbe et déprime le MATIF : en Allemagne, c'est le pessimisme sur l'évolution des taux d'intérêt qui assombrit les perspectives.

A Paris, dès le lendemain du scrutin, le cours de l'échéance juin du MATIF dégringolait de 107,02 à 105,50. Ce qui correspondait à 105,50 sur l'échéance mars, contre 106,14. Le rendement de l'FOAT à dix ans passait de 8,66 % à 8,76 %. Par la suite, des mouvements convulsifs agitaient le marché. Ainsi, mercredi 25 mars après-midi, une rumeur suivant laquelle M. Cresson pouvait être remplacé par M. Bérégovoy à Matignon fait bondir la Bourse de dix points et le MATIF d'un point, complet, de 106,90 à 107,90. Sur le coup, le jeu se calme, un peu et le vendredi 27 mars, on retrouvait à 107,18, soit l'équivalent de 105,60 sur la défunte échéance mars, avec un rendement de 8,75 % sur FOAT 2002 et de 8,97 % sur FOAT 1999.

Outre l'influence délétère de l'Allemagne, l'insécurité régnait dans les milieux financiers nationaux et internationaux sur la nature et l'ampleur du remaniement du gouvernement. C'est bien simple : si M. Bérégovoy s'en va, même remplacé par quelqu'un de « raisonnable » mais de poids politique moindre par rapport à M. Cresson, ayant obtenu ce qu'il voulait, c'est-à-dire une capitulation totale au profit de Bercy, les opérateurs de Londres, les Salomon, Morgan Stanley et autres Shearson-Lehman balancent par-dessus bord les tonnes d'FOAT et de bons du Trésor qu'ils détenaient au comptant et en position au MATIF, sans réfléchir longtemps et sans oublier d'en vendre le double à découvert : ils vendent après, bien après, pour se racheter.

Il faut rappeler que la situation de la France a radicalement changé depuis dix ans, voire cinq ans. La levée du contrôle des changes fin 1988, la large diffusion des fonds d'Etat à l'étranger, qui délient le lien de la dette publique, qui ne peut plus être considérée comme un poids mort de 300 milliards de francs, et l'ampleur des fonds des non-résidents en France (près de 400 milliards de francs, plus les tiers des actions cotées à la Bourse de Paris qui est placée à l'extérieur de nos frontières) font qu'aujourd'hui la désignation d'un ministre des finances ne peut être effectuée qu'en fonction du contexte extérieur.

Du côté allemand, c'est la désol-

ation. « Le débat sur une baisse des taux en RFA est sans fondement, compte tenu des handicaps actuels de l'économie », a déclaré M. Johann Gaidum, membre du directoire de la Bundesbank, auquel avait fait écho le ministre des finances, M. Theo Waigel. Par ailleurs, plusieurs banquiers et analystes voient l'abaissement des taux directeurs de la Bundesbank s'éloigner dans le temps. « pas avant la toute fin de l'année, voire l'année prochaine ». En fait, il n'est pas exclu que cette baisse se produise pas avant le printemps 1993, si l'inflation ne revient pas d'ici-là à un rythme inférieur à 3 % et même à 2 %, ce qui semble improbable. En tout cas, la hausse des prix devrait fléchir les 5 % en mars-avril (4,9 % pour le Land de Hesse), avant de se ralentir, plus tard. Ajoutons que l'échec des négociations dans la fonction publique a contribué à propulser au-delà de 8 % le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans (bund), qu'on retrouve à 8,05 % après 7,70 % au début de l'année. Outre-Rhin, certains voient ce rendement à 8,25 % avant l'été. Comme l'écart avec l'FOAT à dix ans est d'environ 0,7 point, cela donnerait un rendement voisin de 9 %, ou plus, à Paris, de quoi démolir tous les espoirs follement nourris en début d'année, et de quoi confirmer les prédictions de Shearson-Lehman, fin janvier, sur un rendement de 9,30 % à 9,50 % à la fin de 1992. Affreux !

La guerre des agences de notation

Sur le marché obligataire, où, naturellement, la désolatio règne - « un gel complet », - la seule émission de la semaine a été celle de la Banque européenne d'investissement (BEI), - 2 milliards de francs, - simplement ignorée sur le marché français puisqu'elle n'était pas vraiment faite pour lui. Ce n'était un « papier » ni pour les particuliers ni même pour les investisseurs institutionnels sous cette forme (un taux nominal de 8,80 % avec un écart de 0,17 point au-dessus de FOAT 2000, 8,81 % au lancement). Cet emprunt, dirigé par la Banque Paribas, était taillé sur mesure pour l'étranger, essentiellement l'Italie, qui, pour des raisons fiscales (crédit d'impôt accordé à l'émetteur quelle que soit la devise) en a absorbé la plus grande partie pour la satisfaction de la BEI.

La Caisse nationale de Crédit agricole émet pour 300 millions de francs de titres avec un intérêt fixe de 4,50 %, majoré d'un complément

d'intérêt égal à 30 % de la progression annuelle (éventuelle) de l'indice CAC 40, complément limité à 13,70 %. De son côté, la Caisse centrale des Banques populaires lance un emprunt à taux également indexé sur le CAC 40, avec un intérêt fixe de 4,50 %, majoré d'un complément d'intérêt égal à 30 % de la performance annuelle du CAC 40, plafonné à 15,50 %, le taux annuel versé pouvant atteindre un maximum de 20 %.

Aujourd'hui plus que jamais il faut se faire « noter » : banques, grandes entreprises, organismes divers qui émettent du « papier » de toutes catégories, actions, obligations, bons, certificats, papier commercial, OPCVM, billets de trésorerie, etc. De la super-excellence (le fameux triple A) aux notes moins glorieuses, voire ignominieuses, chaque mois voit éclore sa moisson de notes, avec des grimaces de dents, des satisfactions discrètes ou des haussements d'épaules dédaigneux. Ces notes sont décernées par des agences, les américaines Moody's et Standard and Poors (SP), qui couvrent 80 % du marché mondial, avec des associations locales comme SP-ADEF à Paris, un concurrent britannique de taille moyenne, International Banking Credit Analysis (IBCA), plus un « outsider » français, Euronotation, créé en juin 1990 par M. Baudouin de Brie, ancien de Valhalla, en réaction contre l'association de l'ADEF française et de l'américain Standard and Poors.

Or, voici que Centenaire Blanz, nourri de grands desseins dans ce domaine, avec, dans un premier temps, le rachat de 70 % du capital d'IBCA et, dans un second temps, le rapprochement des activités d'IBCA et d'Euronotation, qui note déjà 21 émetteurs et 6 six-cv. Centenaire Blanz y apportera, conjointement avec des partenaires financiers, les fonds nécessaires à l'accomplissement de cet objectif, à savoir le développement, à un niveau européen, d'une agence de notation, avec des ambitions en Allemagne et des certifications en Espagne. A ceux qui se demandent si cette multiplication d'agences ne sera pas gênante ou superflue, les gens d'Euronotation répondent qu'aux États-Unis il est courant de voir attribuer trois notations d'agences différentes, ce qui permet aux notes d'apprécier nuances et divergences.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium en verve

Gare aux chiffres lorsqu'ils sont faux ! Le marché londonien de l'aluminium a été cette semaine le jouet d'une erreur de statistique que, l'espace d'une journée - le 24 mars, - a entraîné un recul des prix sous la barre des 1 300 dollars la tonne.

Les opérateurs ont vivement réagi à la publication par l'Institut international de l'aluminium primaire (IPIAI), une organisation réputée pour son sérieux, d'une donnée jugée « baissière ». Selon l'IPIAI, la production journalière d'aluminium en février aurait augmenté de 900 tonnes, comparée à celle de janvier. Aussitôt l'« information » rendue publique, les professionnels se mirent à craindre un nouvel engorgement du marché, et la tendance s'inversa. Au lendemain de ce mini-événement, l'IPIAI a dû reconnaître son erreur, indiquant que l'offre mondiale de métal était restée inchangée le mois dernier. Les choses sont alors rentrées dans l'ordre, les prix remontant autour de 1 307 dollars la tonne. Les habitués du London Metal Exchange (LME) s'interrogeaient seulement sur la fiabilité des statistiques de l'IPIAI et sur les causes d'un tel dérapage autour d'une statistique très attendue par les professionnels.

D'une manière générale, les mar-

PRODUITS	COURS DU 27/3
Cuivre L.M.E. (Londres) Trois mois	1 303 (- 27) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 304 (- 18) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	7 405 (- 59) Dollars/tonne
Sacres (Paris) Mai	268,5 (- 11) Dollars/tonne
Café (Londres) Mars	840 (- 38) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	996 (- 50) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mai	384 (- 14) Cents/bouisse
Mais (Chicago) Mai	270 Cents/bouisse
Sole (Chicago) Mai	177,8 (- 1,2) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

chés à terme de matières premières, qui sont des lieux où les professionnels transfèrent leur risque de prix aux spéculateurs, peuvent sur une brève période être manipulés par la rumeur. On cite parfois cette anecdote d'un acheteur de bled aux États-Unis qui voyait les prix s'envoler à cause d'une très forte sécheresse. Incapable d'obtenir le paiement de ses contrats, il était entré un jour dans l'enceinte du marché à imperméable sur le dos et les cheveux mouillés en criant : « Il pleut ! » L'histoire raconte que les prix se mirent à baisser, pour la plus grande joie du manipulateur... Vrai ou faux, cet épisode comique des marchés illustre parfaitement leur grande sensibilité à la rumeur, à l'information non encore vérifiée. Les marchés commencent par réagir ; ils analysent et vérifient ensuite.

S'agissant de l'aluminium, l'incident évoqué mis à part, l'année 1992 n'a pas été commencée. Les cours ont grimpé de quelque 15 % depuis le 1^{er} janvier, dans une perspective d'assainissement de l'offre et de relance de la consommation mondiale. Les analystes londoniens estiment ainsi qu'au second semestre, « l'alum » devrait être la locomotive des métaux non ferreux et enregistrer une augmentation continue de ses prix. En outre, le marché entre dans la période traditionnelle de forte demande, à savoir avril-juin. La renégociation des contrats salariaux aux États-Unis, avec les risques de grève et de ralentissement d'activité qu'elle suppose, jette de surcroît une incertitude sur la moitié de la production américaine.

D'autres éléments viennent conforter la position de ce métal apprécié à la fois pour sa légèreté et sa résistance : les Russes, qui avaient littéralement inondé le marché occidental en 1991, devraient réduire leurs ventes. Celles-ci atteindraient 600 000 à 800 000 tonnes, au lieu du million de tonnes initialement prévu. Si les stocks accumulés au LME s'élevaient encore à 1,16 million de tonnes, les observateurs estiment que l'offre s'est considérablement adaptée, l'équivalent de 952 000 tonnes de capacités de production ayant été stoppé en 1991, soit 6,5 % environ de la production occidentale.

Une étude récente sur l'usage des métaux dans l'industrie automobile

montre que la nouvelle décennie devrait se traduire par un accroissement de 40 % de la consommation d'aluminium dans ce secteur. L'industrie automobile absorberait ainsi un million de tonnes par an. L'augmentation serait certes liée à celle de la production de véhicules, mais de façon marginale. C'est surtout le taux d'incorporation de ce métal dans les motos qui devrait progresser (de l'ordre de 30 %). Outre l'aluminium, le nickel devrait connaître à son tour un regain d'intérêt de la part de l'automobile.

Pour terminer sur les non-ferreux, on relevait cette semaine la remontée des prix du zinc à leur meilleur niveau depuis onze mois, dopés par un bon courant d'achats doublé avec une diminution des stocks à Londres. Le nickel retrouvait une certaine fermeté grâce à des achats chinois. Certains experts britanniques estiment enfin que le cuivre serait probablement le seul métal à voir ses prix reculer en 1992.

ÉRIC FORTTORINO

Heron International demande un délai à ses créanciers

Le conglomérat Heron International (Gérolé, francobulgar), l'une des trois plus importantes sociétés britanniques entièrement détenues par des intérêts privés, a demandé vendredi 27 mars une prolongation du délai de remboursement d'une partie de sa dette, qui totalise 1,2 milliard de livres (environ 12 milliards de francs). Heron a pris cette décision en raison de « l'état actuel du marché immobilier, à la fois au Royaume-Uni et à l'étranger », qui a rendu plus difficile un programme de vente d'actifs destiné à réduire son endettement.

A la Bourse de Londres, la nouvelle a provoqué une chute de 11 pence des actions de Barclays Bank, la principale banque de Heron, à 324 pence. Les dettes de Heron envers cette banque atteindraient 150 millions de livres selon des sources financières, un chiffre non confirmé par la banque.

Après l'élection des présidents des conseils régionaux

M. Soisson quitte le gouvernement

L'élection, acquiescée au troisième tour, de M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative, à la présidence du conseil régional de Bourgogne, jeudi 27 mars, a provoqué une crise gouvernementale. La première ministre a exigé de M. Soisson qu'il se soumette à un nouveau vote au conseil régional, ce que ce dernier a refusé. Mis au demeurant en difficulté de choisir entre ses deux fonctions, M. Soisson a fait savoir qu'il choisissait la Bourgogne plutôt que de rester au gouvernement. Les discussions se sont poursuivies, samedi matin, entre le président de la République, le premier ministre, qui était à Châtelleraut, et la ministre d'Etat, qui était à Auxerre. M. Mitterrand avait semblé dans un premier temps, favorable au maintien de M. Soisson au gouvernement et à la présidence du conseil régional. M. Cresson a obtenu de M. Soisson qu'il se démette de son portefeuille ministériel.

Qu'Alain Juppé et Jacques Chirac me fassent un procès, c'est normal.

mal: que ce procès vienne d'ailleurs, cela l'est beaucoup moins. M. Jean-Pierre Soisson, samedi matin 28 mars, s'insurge contre la « rumeur » qui, dit-il, « ne repose sur rien » et qui laisse planer un doute « scandaleux » sur son élection surprise à la présidence du conseil régional de Bourgogne grâce à des voix du Front national. « Prêt à quitter le gouvernement pour la Bourgogne », M. Soisson a refusé de céder aux injonctions conjuguées de M. Edith Cresson et de M. Laurent Fabius qui lui demandaient de se soumettre à un nouveau vote des conseillers régionaux. Le premier ministre a « mis en demeure », selon la formule du service de presse de l'Hôtel Matignon, le ministre d'Etat de choisir, lui faisant valoir qu'il y avait une incompatibilité absolue entre rester au gouvernement et à la présidence du conseil régional de Bourgogne.

« Surpris » — plutôt désagréablement — de constater que certains de « ses amis » partagent les raisonnements et les interprétations de leurs adversaires communs, M. Soisson a affirmé dans un communiqué: « Je défends mon honneur. Même si je dois quitter le gouvernement, jamais je ne démissionnerai de la présidence de la région Bourgogne. Cela accablait la thèse d'une compromission avec le Front national. Il est clair que le Front national a voté Perben. Je n'accepte pas la cabale orchestrée par la droite et l'extrême droite dans le but de détruire la démocra-

tie. Tous connaissent les positions qui sont les miennes contre le Front national. On le rend maître du jeu. C'est absurde. » Pour M. Soisson, son succès face au candidat de l'opposition, M. Dominique Perben (RPR), n'a qu'une explication: « la division entre RPR et UDF », et ne doit rien aux lepidistes. Il n'entend pas tenir par un nouveau scrutin d'obtenir la confirmation de son élection du 27 mars, persuadé qu'il n'en prend pas deux fois de suite les gens dans le sac.

Le maire d'Auxerre ne veut pas se priver, ni priver la majorité présidentielle, de ce qu'il estime être l'aboutissement de son travail personnel en Bourgogne. Chef de file des ministres d'ouverture, ouverture à laquelle il contribue depuis son ralliement à la majorité présidentielle intervenu après le second tour de l'élection présidentielle de 1988, M. Soisson veut l'appliquer désormais à la Bourgogne. Son objectif est de faire de sa région « un laboratoire de l'ouverture » où « travailleront ensemble les socialistes, les deux mouvements écologistes et les réformistes de l'UDF ».

Cet épisode constitue une nouvelle étape dans le trajet politique de M. Soisson. Son tempérament de républicain radical ne s'est pas révélé contradictoire avec le gauchisme dont il a été l'un des piliers, notamment à la tête du Parti républicain puis dans la constitution de

l'UDF à la veille des législatives de 1978. Il n'a pas été non plus antinomique du barriade dont il a été l'une des chevilles ouvrières. Il n'a pu que favoriser son ralliement à M. François Mitterrand, son voisin géographique en Bourgogne.

Promu ministre d'Etat dans le gouvernement de M. Edith Cresson, il avait vu là un encouragement à ses tentatives d'organiser un deuxième pôle au sein de la majorité présidentielle. Au Parlement, il s'est efforcé de gagner à la cause de la majorité présidentielle des non-inscrits, des centristes, des gauchistes dont les votes ont largement facilité la tâche des gouvernements de M. Rocard et de M. Cresson. Si les efforts pour constituer un groupe autonome à l'Assemblée nationale n'ont pas abouti, le score tout à fait honorable de M. Hugues Bouchardien à l'élection d'un « perchir » du successeur de M. Laurent Fabius, le 22 janvier dernier, n'a pas rendu l'objectif définitivement obsolète. Confronté au baptême du feu électoral, le mouvement France unie, qu'il avait lancé en mars 1990, n'a pas rencontré le succès escompté au scrutin du 22 mars. Ceux qui s'en sont réclamés doivent avoir tout leur succès à leur implantation locale forte. M. Soisson estime que son élection à la présidence de la Bourgogne en est un exemple.

ANNE CHAUSSEBOURG

Reprise à la Réunion, dans l'illégalité des émissions de Télé Free DOM

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION
de notre correspondant

« Nous tenons toujours nos promesses. » C'est ce que disait, au lendemain du 22 mars, M. Camille Sadre, avant d'être élu président du conseil régional de la Réunion avec le renfort du Parti communiste réunionnais (le Monde du 28 mars). Le président de Télé et Radio Free DOM avait promis le retour de ses émissions de télévision, interdites depuis les émeutes de février 1991, après son accession à la présidence. Il a tenu ses engagements.

Il était 18 heures passées de quelques minutes, vendredi 27 mars, lorsque les ailes blanches de la « colombe » symbolisant Free DOM ont refait leur apparition sur les petits écrans réunionnais, notamment à Saint-Denis, après plus d'une année d'absence. Depuis vendredi soir, Télé Free DOM n'émet plus qu'une mise sur fond musical, mais les responsables de cette station privée indiquent que la nouvelle chaîne programmera de vraies émissions dans les prochains jours, le temps d'installer des récepteurs pour couvrir la majeure partie de l'île.

Vendredi matin, à Paris, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avait fait savoir que si Télé Free DOM réémettait, ses émissions seraient considérées comme pirates et susceptibles de faire l'objet de poursuites judiciaires. M. Sadre avait réagi en déclarant que sa

chaîne, « saisie par la justice en 1991 », réémettrait « sans attendre la décision du CSA ». « Nous considérons, avait-il ajouté, que notre légitimité est aussi importante que la légalité du CSA qui dénature la loi toujours à son avantage. On considère que l'expression des Réunionnais ne compte pas, et alors on fait les mêmes erreurs que la dernière fois, ou alors on accepte de dire oui et nous sommes tout à fait disposés à rentrer dans la légalité. Nous avons déposé quatre demandes auprès du CSA; nous en déposerons une cinquième. »

La reprise de Télé Free DOM en pleine illégalité suscite de nombreuses interrogations au sein de la classe politique, mais la réaction la plus surprenante est venue, vendredi, de M. Jean-Paul Virapoulle, député UDC, et de son frère Jean-Louis, sénateur centriste, qui ont annoncé le dépôt d'une proposition de loi pour demander la « légalisation » de Télé Free DOM ainsi que la « libération » du paysage audiovisuel réunionnais.

Les socialistes, pour leur part, examinent la possibilité d'introduire un recours contre l'élection de M. Sadre et des autres élus de la liste de Free DOM en arguant d'un « mariage organisé » par Radio Free DOM pendant plus de six semaines, qui a consisté à jeter le discrédit sur l'ensemble de la classe politique.

AUX DIJOUX

Le communiqué de l'Hôtel Matignon

M. Cresson prend acte du départ de M. Soisson

Les services de l'Hôtel Matignon ont diffusé, samedi 28 mars à 11 h 15, le communiqué suivant: « Le premier ministre a demandé, dès hier soir à M. Jean-Pierre Soisson de choisir entre ses fonctions de président du conseil régional de Bourgogne et le maintien de sa participation au gouvernement, compte tenu des conditions de son élection. Le premier ministre a renouvelé sa demande au ministre d'Etat qui a décidé de demeurer président du conseil régional de Bourgogne. Dès lors, le premier ministre prend acte que M. Soisson ne fait plus partie du gouvernement. »

L'artisan du rétablissement du dialogue social avec les fonctionnaires

M. Jean-Pierre Soisson peut considérer avoir rempli sa mission au ministère de la fonction publique. Celle que lui avait confiée M. Edith Cresson en mai 1991 se résumait pour l'essentiel à rétablir le dialogue avec les syndicats de fonctionnaires en les amenant à signer un accord salarial pour 1991 et 1992. Dans la perspective des échéances électorales, le gouvernement jugeait indispensable d'entamer la tâche de guerre avec les représentants de 6 millions d'agents actifs et retraités de l'Etat, réputés fournir une partie non négligeable de l'électorat de la majorité.

Non sans mal, M. Soisson y est parvenu. Après plus de deux semaines d'une négociation mouve-

mentée, quatre syndicats (CFDT, FEN, CFTC, FGA-automobiles) ont accepté de parapher, en novembre 1991, un accord — le premier depuis 1989 — prévoyant 6,5 % d'augmentation des traitements « d'ici à la fin de l'année 1993. D'un montant de 40 milliards de francs au total, ces dispositions constituaient aussi un rattrapage du retard pris par les rémunérations des fonctionnaires depuis le blocage, en avril 1990, des discussions salariales.

Sur les autres aspects de son action ministérielle, le bilan de M. Soisson est plus incertain. Le maire d'Auxerre n'a jamais pu capitaliser le succès obtenu sur le front salarial. L'animosité de France unie, qui s'était distinguée par ses talents de négociateur de 1988 à 1991 lorsqu'il était ministre du travail, s'est trouvée moins à l'aise. D'une redoutable efficacité lorsqu'il s'agissait de concilier les points de vue des partenaires sociaux, sa marge d'initiative s'est considérablement réduite au ministère de la fonction publique, où il a dû directement affronter ses interlocuteurs.

Dans ces conditions, les grands chantiers de la modernisation (négociation sur les conditions de travail et la mobilité) n'ont guère avancé. M. Soisson s'est heurté à peu d'entraide de la part de plusieurs syndicats mais, aux reticences de Bercy, s'il a mis au point sa Charte de la fonction publique et installé la commission sur le renouvellement du service public, il a éprouvé les plus grandes difficultés à exister sur la scène gouvernementale. M. Soisson s'y était un peu. En mai 1991, il ne cachait pas sa déception de quitter son portefeuille de ministre du travail.

J. M. N.

A quelques jours de sa mise en liquidation

Manifestations en faveur de La Cinq

A l'appel de l'Association de défense de La Cinq — plus d'un million d'adhérents — un rassemblement devait avoir lieu samedi 28 mars à 13 heures devant la tour Eiffel. D'autres manifestations de soutien à la chaîne de télévision, qui devrait être mise en liquidation judiciaire le 3 avril faute d'éléments nouveaux (le Monde du 28 mars), ont déjà eu lieu.

Environ cent-cinquante personnes se sont regroupées, le 27 mars, place Masséna à Nice, à l'initiative d'une école de commerce, pour demander de « faire la chaîne pour La Cinq ». Et l'un des nouveaux journaux du groupe Entreprendre de M. Robert Lafont, la Une de l'actualité, a profité de l'effervescence régnant autour de La Cinq pour lancer à 250 000 exemplaires un hors-série vendu 5 francs. Il comporte une « pétition nationale » adressée à M. François Mitterrand, lui demandant d'intervenir pour éviter la disparition de la chaîne.

Pour sa part, le commandant Jacques-Yves Cousteau a fait part de sa proposition de sauvetage de La Cinq: le rachat de la chaîne par des téléspéculateurs et sa transformation en « télévision interactive ». Selon M. Cousteau, ce sauvetage nécessite la mobilisation d'un million de personnes versant chacune 1 000 francs par an.

Hélène Waysbord déléguée scientifique à la TGB

Après beaucoup de tergiversations, le remplacement de M. Jean Gattégno « démissionné » de son poste à la Bibliothèque de France le 5 mars dernier, a été trouvé. Le nom de M. Jacques Samson, conservateur à la Bibliothèque Nationale, avait été prononcé avec insistance, à plusieurs reprises, mais Emmanuel Le Roy Ladurie, administrateur général de la BN, ne voulait pas se séparer de l'excellent professionnel qu'il avait à ses côtés et Dominique Jamet, le président de la BnF, redoutait peut-être de voir entrer un cheval de Troie dans son établissement. L'affaire ne s'est pas faite. C'est finalement Mme Hélène Waysbord, inspecteur général de l'Education nationale, qui a été nommée au poste de déléguée scientifique par M. Emile Biais, secrétaire d'Etat aux Grands Travaux. Cette agrégée de lettres classiques (née en

TENNIS: la Coupe Davis

La France à quitter ou double

La France, tenante du titre, était menée 2 à 0 par la Suisse, vendredi 27 mars, dans les quarts de finale de la Coupe Davis disputés à Nîmes (Gard). Arnaud Boetsch s'est incliné devant Jakob Hasek (3-6, 7-6 [7-3], 6-4, 7-6 [7-4]) et Marc Rosset a battu Thierry Champion (6-4, 6-4, 3-6, 6-4).

NÎMES

de notre envoyée spéciale

Marc Rosset a longtemps joué avec le feu. Il a finalement quitté les tribunes à contre-cœur, quelques minutes seulement avant sa rencontre avec Thierry Champion. James il n'aurait pu rester dans les vestiaires quand son coéquipier Jakob Hasek surclassait Arnaud Boetsch dans le premier match des quarts de finale de la Coupe Davis. La Suisse a été de la compétition et face au tenant du titre, il fallait être un diable. Alors, Marc Rosset a crié, applaudi, tremblé. « Je n'ai pas pu m'en empêcher, dit-il. Il fallait que je me range les ongles avec mon équipe. Résultat, lorsque j'ai pénétré sur le court à mon tour, j'étais vidé. Trop d'émotion. »

Joueur fantasque, habitué au meilleur comme au pire, le numéro deux suisse a pourtant gardé une exemplaire sérénité face à Thierry Champion. De son jeu double, cet inimitable blond aux allures dégingandées de Gaston Lagaffe a dégainé son violent service ou décoché son puissant coup droit. Acculé derrière la ligne, comme un boxeur dans les cordes, Champion était KO. Marc Rosset a aussi réussi à ignorer les

clameurs du public: « Les longs efforts de l'arbitre pour le faire taire n'ont laissé plus de temps pour récupérer entre les échanges. »

Comme Jakob Hasek, Marc Rosset a déjà disputé des matches en Coupe Davis, alors que Thierry Champion n'en connaît que les émotions de supporter. Arnaud Boetsch, lui, comptait une participation en double. Yannick Noah a donc décidé de le laisser tranquillement à cette aventure d'équipe. Aux jeunes de relayer les aînés, Guy Forget et Henri Leconte. A peine remis de blessures, les héros de la Coupe Davis 1991 se réservent pour le double.

Nouvelle stupéfaction. Certains — beaucoup — criaient: « casse-cou. Noah ne jouait-il pas, lui aussi, avec le feu en sélectionnant deux jeunes joueurs inexpérimentés dans l'équipe? » Ce n'est pas un coup de poker, expliquait le capitaine de l'équipe de France, hébété par le score assés par les Suisses. J'ai choisi la meilleure équipe possible. Boetsch et Champion sont des gagnants. Noah n'a donc pas joué au poker. Il a mis sa réflexion, en parfait accord avec ce qu'il annonçait à Bayonne, lors du premier tour contre la Grande-Bretagne: il faut penser à l'avenir et élargir l'équipe pour avoir le choix des joueurs, le choix des armes (le Monde du 4 février).

Il a sans doute songé à l'an dernier, lorsque, dans ces mêmes sècles, un jeune loup, Fabrice Santoro, qualifié par son pays dans le dernier match face à l'Australie. Il a sans doute craint, aussi, que le « miracle Leconte » ne se reproduise pas. Blessé à répétition, Henri Leconte avait ressurgi des profondeurs du classement pour participer activement à la conquête du saladier d'argent en décembre dernier, à Lyon, face aux Etats-Unis. Sans doute, enfin, Yannick Noah s'est-il souvenu que le public avait « porté » la France vers la victoire. N'allait-il, pas vendredi, transformer ses deux gagnants en gagnants? Car un match de Coupe Davis où la France est engagée ressemble à une comédie.

Les arènes de Nîmes résonnaient comme un stade de football. Cette fois, en effet, les Français ne commencent pas seuls, comme à Lyon. Massés dans un virage, face à sept mille Gaulois survoltés, sept cents diables rouges et blancs peu farouches ont donné de la voix sans faiblir. Ils ont sauté avec fracas les deux premières et précieuses victoires du Petit Poucet de la Coupe Davis.

BÉNÉDICTE MATHIEU

BOXE: Jean-Baptiste Mendy champion d'Europe. — Le Français Jean-Baptiste Mendy est devenu champion d'Europe des poids légers en battant l'italien Antonio Renzo, tenant du titre, par arrêt de l'arbitre à la neuvième reprise, vendredi 27 mars à Creil (Oise).

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinq cents ans: l'expulsion des Juifs d'Espagne 2

ÉTRANGER

Les pressions internationales sur la Libye dans l'affaire de Lockerbie 3

Brazil: certains anciens ministres accusés de corruption 3

Littérature et traditions: « Au Turkménistan », comme au bon vieux temps 4

Les Etats-Unis vont acheter à l'URSS du plutonium 238 5

« Loin des capitales »: Namur dans ces nouveaux états accueils Guy Spitalis 5

La chancelière Kohl a reçu à Munich M. Kurt Waldheim 5

POLITIQUE

Les élections des présidents des conseils régionaux 6 à 10

SOCIÉTÉ

Des coulisses du Conseil supérieur de la magistrature au tribunal de Paris 13

L'affaire des hépatites contaminées par le virus du sida: les quatre inculpés, dont MM. Roux et Garret, sont renvoyés devant le tribunal correctionnel 13

En respectant le traité de Vienne, l'armée de terre redéploie en France ses matériels retirés d'Allemagne 13

HEURES LOCALES

• Développer les transports en commun • Diffuser la décentralisation pour l'équipement • Crédits en 1992, les comités économiques et sociaux régionaux restent dans l'ombre • Des réseaux idéologiques au service des collectivités: les villes moyennes gagnant du

temps avec RVM • De nouveaux espaces verts dans Paris 11 et 12

CULTURE

La mode broie du noir 15

Tom Petty: l'état de nature du rock 15

L'IRCAM ouvre sa tour d'ivoire 15

ÉCONOMIE

La fermeture des usines Renault de Boulogne-Billancourt 17

M. Edith Cresson somme les préfets de lutter contre le chômage 17

Le gouvernement révisé en baisse sa prévision de croissance pour 1992 17

Revue des valeurs 18

Crédits, changes, grands marchés 19

L'ÉCONOMIE

• Adieu Billancourt • Les méandres du tunnel sous la Manche • Le complexe allemand de la Tchecoslovaquie • L'indemnisation à la hongroise • La chronique de Paul Fabre 21 à 28

Services

Abonnements 8

Carnet 14

Météorologie 14

Mots croisés 14

Télévision 14

Spectacles 16

La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comprend un cahier: « Le Monde-L'Économiste » folios 21 à 28

Le numéro du « Monde » daté 28 mars 1992 a été tiré à 539 231 exemplaires.

Le second tour des élections cantonales: deux candidats se retirent dans les Alpes-Maritimes. — Dans le canton de Villefranche-sur-Mer, M. Bernard Anastazy (FN), arrivé en deuxième position avec 17,39 % des voix, a décidé de retirer sa candidature pour le deuxième tour des cantonales. La triangulaire à droite se transforme ainsi en duel entre le candidat du RPR, M. Pierre-Paul Leonelli, et le conseiller général sortant, maire de Saint-Jean-Cap-Ferrat, M. René Vernet, exclu du RPR, qui avaient recueilli respectivement 14,96 % et 33,93 % des voix. Dans le canton de L'Escarène, le maire de Paillat, M. Georges Dorestis (UDF), a également retiré sa candidature, laissant ainsi le champ libre au RPR. M. Pierre Dorestis, qui l'avait devancé face au conseiller général sortant communiste, M. Jacqueline Corniglion. — (Corresp.)

MODE D'EMPLOI

page 22



Logement : les impayés gâchent les copropriétés

Quatre millions de logements en France sont gérés en copropriété. Les litiges deviennent de plus en plus nombreux. En particulier, les charges impayées augmentent. A l'origine : à la fois l'inconscience de certains propriétaires et le surcoût des travaux. La montée des contentieux préoccupe les syndicats et les pouvoirs publics.

Le Monde

ACTUALITÉ

page 23

Les habits neufs du chauffage urbain

Méconnue, la Compagnie parisienne de chauffage urbain, qui alimente un million de clients à Paris, veut faire valoir ses atouts face au gaz et à l'électricité.

PERSPECTIVES

pages 24 et 25

Le complexe allemand de la Tchécoslovaquie

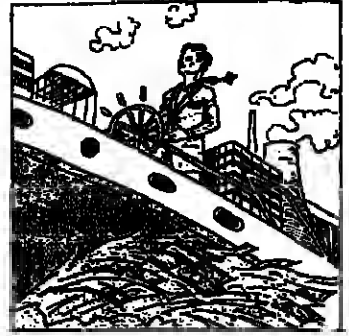
C'est une véritable OPA que les investisseurs de l'ex-RFA ont lancée sur la République tchèque. Cette « germanisation » inquiète une partie de l'opinion publique. Et aussi... L'indemnisation à la hongroise

OPINIONS

pages 26 et 27

Les deux vrais partis de l'Italie

A l'approche des élections italiennes, l'économiste et banquier Paolo Savona explique que ce scrutin oppose en réalité le parti exposé à la concurrence internationale et celui qui ne l'est pas. Et aussi... Les fonds propres, élixir de la vie des entreprises ; la chronique de Paul Fabra ; OCDE : conjurer 1993 ; Livres et A travers les revues.



CONJONCTURE

page 28

Indicateur : Production industrielle. Région : Afrique subsaharienne. Pays : Afrique du Sud. Secteur : Le jouet.

L'ECONOMIE

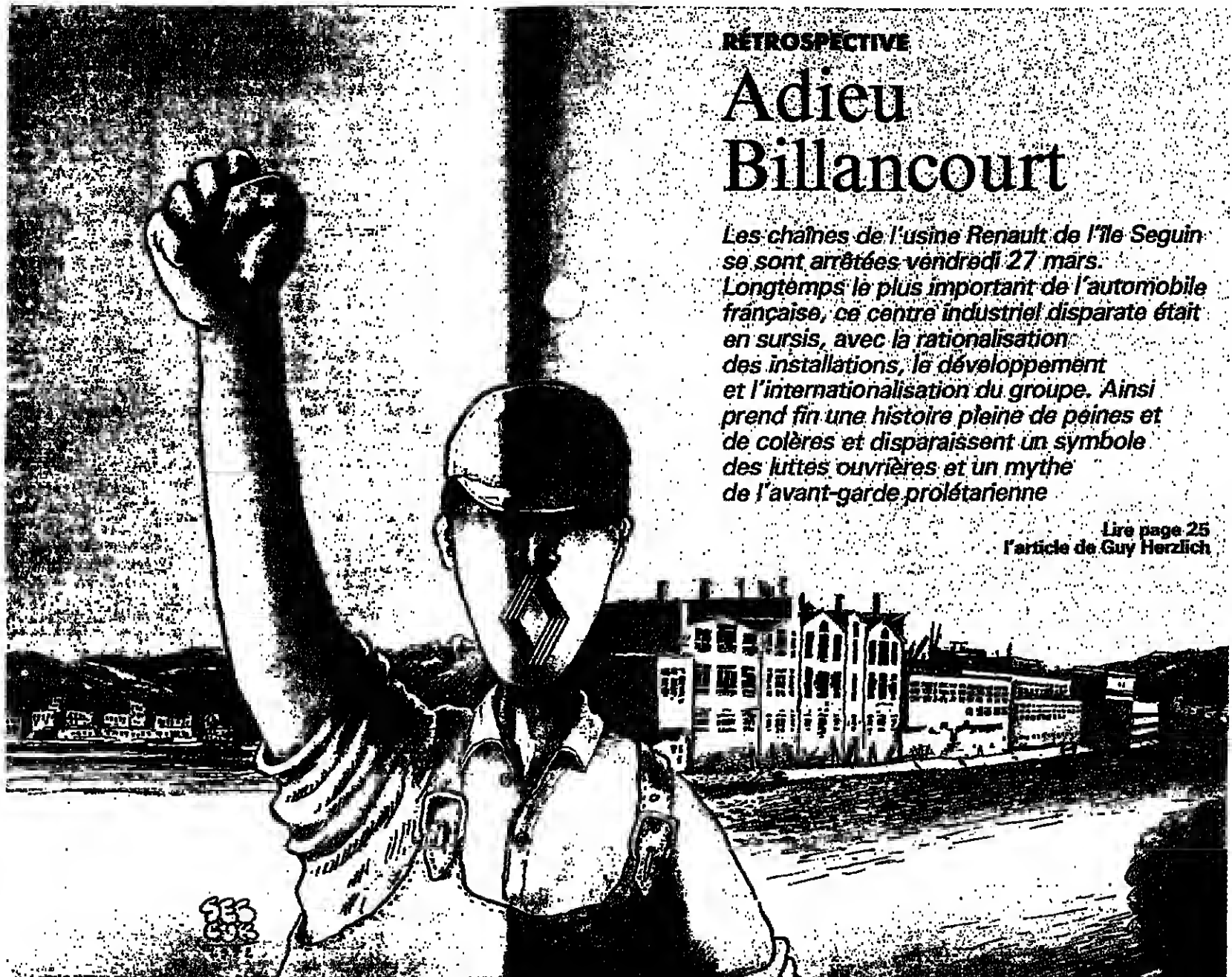
Souliers sous la lune

Les adeptes fortunés d'Olga Berluti ne se contentent pas d'acheter de belles chaussures, ils participent à un véritable culte

« DEPUIS quelques mois, une dizaine de clients se réunissent chaque dimanche avec moi pour faire crisser leurs chaussures de plaisir », explique Olga Berluti, dont la famille chausse sur mesure depuis 1895 les pieds de nombreuses personnalités dans son magasin parisien. L'empereur du Japon, le clan Kennedy, Greta Garbo ou Arnold Schwarzenegger se sont par exemple fournis dans ce temple de la chaussure haut de gamme. Coluche venait même travailler avec les ouvriers dans l'atelier de ce magasin, mais aujourd'hui certains habitués exigent plus de leurs artisans bottiers que la simple fourniture de souliers : un service après-vente personnalisé. Il faut remonter à la fin des années 70 pour comprendre cette nouvelle motivation. « A cette époque, affirme un responsable de la boutique, Andy Warhol avait rapporté ses bottes Berluti pour une remise en forme. Lorsque le chef d'atelier a voulu nettoyer les taches de peinture, nous l'avons empêché de le faire, car elles témoignaient des tendances artistiques de notre client. »

Étienne Marion

Lire la suite page 24



RÉTROSPECTIVE

Adieu Billancourt

Les chaînes de l'usine Renault de l'île Seguin se sont arrêtées vendredi 27 mars. Longtemps le plus important de l'automobile française, ce centre industriel disparait en sursis, avec la rationalisation des installations, le développement et l'internationalisation du groupe. Ainsi prend fin une histoire pleine de peines et de colères et disparaissent un symbole des luttes ouvrières et un mythe de l'avant-garde prolétarienne

Lire page 25
l'article de Guy Herzlich

Les méandres du tunnel

Le tunnel sous la Manche sera ouvert. Mais quand et à quel coût ? Après moult mésaventures le projet est entré dans une phase de combats juridiques. Du concessionnaire Eurotunnel ou des constructeurs, qui paiera les dérapages ?

Le plus grand chantier d'Europe n'en finit pas de se faire peur. Depuis son lancement historique par les gouvernements britanniques et français en 1987, le tunnel sous la Manche collectionne des déconvenues techniques et financières. Les coûts n'ont cessé de grimper, les délais de s'écouler et les contentieux de s'accumuler. Le tout sur fond de spéculation boursière exacerbée. Aujourd'hui le grand projet paraît de plus en plus compliqué, alors que s'engage une nouvelle phase : celle des combats de procédures - un comité de pré-arbitrage devrait rendre ses conclusions dans les jours qui viennent. Rumeurs et « intox » achèvent d'embrouiller les cartes pour les actionnaires, banquiers et autres parties prenantes de l'entreprise. Où en est-on exactement ?

Première certitude : le tunnel sera ouvert. Quand ? C'est une autre affaire... L'échéance prévue, le 15 juin 1993, a été reportée au mois de septembre, chaque mois de retard représentant pour le concessionnaire un manque à gagner de 500 à 600 millions de francs. En outre, une fois le tunnel en service, son exploitation à une cadence normale n'interviendra pas avant la mi-1994, date à laquelle les TGV pourront assurer un service régulier. Seconde certitude : les coûts initialement

prévus seront très largement dépassés. Les estimations du concessionnaire Eurotunnel sont passées de 48 milliards en 1987 à 76 milliards en 1990, pour atteindre en octobre dernier 80,5 milliards de francs. Et ce n'est pas tout. A ce surcoût, admis par le concessionnaire, s'ajoute depuis six mois une réclamation des constructeurs, regroupés au sein de TransManche Link (TML) (1), de 11 milliards de francs (valeur 1985) sur laquelle les deux protagonistes n'arrivent pas à se mettre d'accord et qui fait l'objet d'un arbitrage.

ALEAS • L'inflation dont pâtit le projet est considérable mais relativement contenue des travaux publics. Dans un chantier d'une telle ampleur et d'une telle complexité, il n'est pas étonnant que les aléas techniques aient conduit à des surcoûts. Grossomodo, on peut répartir les 30 milliards de dépassements « admis » entre 8 milliards pour le percement du tunnel, 10 milliards pour les frais financiers d'Eurotunnel, 5 milliards pour les équipements fixes et les terminaux, autant pour les navettes (qui transporteront voitures et poids lourds) et enfin 1 milliard de francs de primes versées aux constructeurs, pour avoir tenu leurs délais.

Les modifications demandées par Eurotunnel et la commission intergouvernementale

(CIG) du tunnel sous la Manche ont contribué également à l'envolée des coûts. La CIG, garante de la sécurité des navires, informe régulièrement Eurotunnel des modifications nécessaires au vu des plans qui lui sont soumis. Elle a, par exemple, obtenu un élargissement des portes des navettes touristiques pour des raisons de sécurité. Elle souhaite également un renforcement des précautions antisismiques.

Elle réclame aussi pour des raisons de lutte contre l'incendie le confinement total des navettes poids lourds qui sont actuellement à claire-voie. Après une rude négociation sur ce dernier point, il semble qu'on s'achemine vers un compromis : Eurotunnel pourrait mettre en service ses navettes semi-ouvertes contre des contreparties prévoyant un renforcement des systèmes de détection d'incendie et le maintien d'une certaine distance entre les trains.

Martine Laronche

Lire la suite page 23

(1) les entreprises regroupées au sein de TransManche Link sont au nombre de cinq françaises (Bouygues, Dumez, SOG, Spie-Batignolles, SAE) et de cinq britanniques (Balfour Beatty, Costain, Tarmac, Taylor Woodrow, Wimpey).

eslsca

3^e CYCLES SPÉCIALISÉS

Un plus pour votre formation en Management

Ces 4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.

TRADING
INGÉNIERIE FINANCIÈRE
MANAGEMENT DES ENTREPRISES
GESTION DE PATRIMOINE

Renseignements : 3^e Cycles Spécialisés GROUPE ESLS.S.A.
1, rue Bougainville - 75007 Paris - tél. : (1) 45 51 32 59

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

LOGEMENT

Les impayés gâchent les copropriétés

Les immeubles en copropriété sont de plus en plus nombreux, notamment à Paris. Mais leur gestion est lourdement gravée par la montée des contentieux, née des charges impayées. Un casse-tête pour les syndics et les pouvoirs publics

« Les contentieux sur les impayés deviennent de plus en plus importants, en montant et en quantité » : c'est M. Louis Bourgeois, président adjoint de la FNAIM, qui parle. Mais ce pourrait aussi bien être M. Joël Soulaïs, spécialiste de la copropriété à la CNAB (1), ou d'importe quel syndic pris au hasard dans la rue. D'un récent rapport sur « le contentieux de la copropriété », réalisé par deux professeurs de droit à la demande des ministères de la justice et du logement, il ressort que les problèmes soulevés par les charges impayées arrivent souvent en tête des litiges. Et les pouvoirs publics ont tellement entendu les professionnels s'en plaindre qu'ils ont diligenté un deuxième rapport sur ce point plus précis. Il faudra attendre ses conclusions, prévues pour juin, pour réussir à quantifier la question. Car, jusqu'à présent, au-delà des sentiments ou des impressions alimentées par moult exemples sur le terrain, il faut reconnaître que les statistiques précises manquent cruellement.

PIS-ALLER • Les professionnels avancent une série d'explications à la montée de ce phénomène. D'abord, la formidable explosion de la copropriété en France : on dénombre 4 millions de logements en copropriété en France (sur 26,2 millions de logements au total) et 11,7 millions de propriétaires. Dans les villes de plus de 100 000 habitants, 40 % des logements sont dans ce cas. A Paris, ce chiffre monte à 48 % du parc d'immeubles en 1983. En règle générale, la copropriété concerne les immeubles de 20 à 49 logements.

« Pour le Français moyen, dont chacun sait qu'il rêve d'un pavillon en banlieue, la copropriété est une nécessité, un pis-aller », explique M. Soulaïs, administrateur de biens de longue date. Car la hausse du foncier a chassé de plus en plus de Français du pavillonnaire. Ne pouvant accéder au parc HLM, chroniquement insuffisant, confrontés à la hausse des loyers dans le privé, ils se sont tournés vers l'accession à la (co) propriété qu'ils considéraient comme le meilleur moyen de se constituer un patrimoine. Et les banques, souvent au prix d'un endettement démesuré. Face à eux, l'offre était abondante, des immeubles localisés entiers étant mis en copropriété (en raison d'héritages, de faibles rentabilités ou de travaux trop coûteux...).

Selon les professionnels, un des problèmes vient de ce que beaucoup de copropriétaires continuent de se comporter comme des locataires : « Ils se sentent propriétaires de leur appartement mais pas des parties communes ». D'autres ont calculé au plus juste leur acquisition et n'ont pas intégré dans leurs comptes les charges de

copropriété qu'ils doivent acquitter en plus de leurs traites. Car sur 11,7 millions de propriétaires, 5,4 millions sont en cours d'accession. Et sur ce chiffre, 1,4 million ont acheté depuis peu. Souvent les acquéreurs récents ignorent le fonctionnement des assemblées générales de copropriété, qu'ils désertent ou négligent. Ils doivent alors faire face à des travaux importants, votés en leur absence, qu'ils ne peuvent ou ne veulent assumer. Parfois, méconnaissant la nature



réelle du bien qu'ils ont acquis, il en ont sous-estimé les charges : dans les immeubles récents, truffés de matériels sophistiqués, le contentieux naît de l'importance des charges d'entretien des équipements. Pour les constructions des années 60 - qui ont mal vieilli - il faut refaire des travaux importants. Dans les immeubles vétustes, scindés en copropriété et revendus aux occupants, les anciens locataires ont souvent sous-estimé l'ampleur des réparations ou mises aux normes obligatoires à effectuer. Qu'un facteur aggravant (chômage, divorce...) perturbe cet équilibre précaire et les impayés apparaissent ou se multiplient.

Deux ou trois impayés peuvent suffire à déséquilibrer les comptes d'une copropriété et, gên-

lement, à gêner sa vie... Car, s'il n'y a pas de solidarité juridique des copropriétaires, il y a une solidarité de fait : pour éviter d'en arriver à des extrêmes - comme la coupure du chauffage en plein hiver ou celle de l'électricité - les copropriétaires bon payeurs se voient réclamer des fonds supplémentaires pour faire face aux charges des délinquants. Il s'agit d'un ménage modeste ayant scrupuleusement acquitté son dû, ne peut financièrement assumer la charge supplémentaire et se met à son tour à ne pas payer... Des immeubles entiers en périphérie cessent ainsi d'être totalement gérés et se dégradent rapidement. Parfois, les syndics n'ont pas un rôle clair : ils jouent la dégradation de la copropriété pour racheter ensuite l'immeuble pour une bouchée de pain.

EFFETS PERVERS • Les professionnels sont particulièrement sévères avec les effets pervers de la loi Neiertz qui permet l'étallement du remboursement des dettes des ménages surendettés mais transforme les autres copropriétaires en « banquiers-prêteurs ». A la décharge de la loi Neiertz, l'argument est toujours le même : vaut-il mieux un échelonnement des paiements en retard ou une carence totale ?

Bien sûr, le syndic a des moyens d'action possibles. Le plus important est la prise d'hypothèque légale. Mais elle présente pourtant un certain nombre d'inconvénients : « De plus en plus, on constate lors de ventes sur saisies immobilières (qui nécessitent une décision en assemblée générale des copropriétaires) que le produit de la vente ne suffit pas à rembourser le premier créancier privilégié », en clair, la banque qui a prêté l'argent à l'acquéreur. Les autres copropriétaires restent donc avec leur ardoise sur les bras. L'hypothèque légale « prend rang » : si le syndic agit vite, la copropriété peut venir en deuxième position derrière le créancier privilégié pour rembourser dans ses fonds. Mais le dispositif est tel qu'il faut renouveler l'opération à chaque appel de charges (généralistes immobiliers), à des rangs moins privilégiés.

Ambiance pourrie dans des immeubles, copropriétés dégradées voire à l'abandon, mise en cause de paiement de syndics de copropriétaires (malheureusement possible mais rare dans les faits). Les résultats de l'enquête menée actuellement seront particulièrement attendus pour savoir si ce scénario catastrophe est ou non monnaie courante, ou si, dans la majorité des cas, tout se passe bien au sein des copropriétés.

Françoise Vaysse

HUMEUR • par Josée Doyère

L'usager roi

R OISI ! Nous sommes rois, nous tous, vous, moi, usagers, mes frères. C'est M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, qui l'a dit. C'est donc forcément vrai.

Désormais, quand on ira à la poste, on vous sourira en vous demandant ce que vous désirez, au lieu de vous balancer un sac : « Oui ? C'est pour quoi ? » Désormais, quand on se rendra à la plus proche agence commerciale de France Télécom - oui, je sais, ce n'est plus une administration, mais les employés sont tout de même des fonctionnaires ! - avec au bout du bras un téléphone capricieux, on ne vous renverra pas à la maison en vous disant que « l'ivoire ? Non, on n'en a pas pour le moment. Quand on en aura ? Mais je n'en sais rien, moi ! Repassez », comme si on était supposé se trimballer jour après jour avec l'objet inutilisable et encombrant.

Désormais, quand on entrera dans un commissariat de police (papiers) pour demander un renseignement, on n'aura plus l'impression d'être un dangereux malfaiteur en rupture de ban qu'il faut refiler de toute urgence aux flics d'à côté.

Désormais, quand on demandera, par téléphone, la liste des papiers à fournir pour obtenir n'importe quel, cette liste, on vous la donnera complète, et quand on se pointera

au bureau compétent, on ne vous enverra plus au bain, sous prétexte qu'il en manque un - il en manque toujours un. Désormais, quand il faudra bien qu'on aille voir l'inspecteur des impôts, on ne se sentira plus dans le peu d'un fraudeur potentiel, mais dans celle d'un contribuable a priori de bonne foi. Désormais, ce sera le bonheur, nos relations avec les fonctionnaires compétents. C'est forcé, c'est le ministre - un ministre d'Etat, s'il vous plaît ! - qui l'a dit.

Il faut être honnête. Il y a, parmi les fonctionnaires, des tas de gens qui font leur travail avec conscience, compétence et - mieux encore - gentillesse, cherchant à comprendre, à aider, à satisfaire l'usager. Hélas ! ils sont encore trop rares et pour faire changer d'attitude ceux qui ont, sans doute involontairement, décidé de donner de la fonction publique la pire image qui soit, il ne suffira sans doute pas de quelques décrets. Il s'agit là de comportements anciens, d'habitudes devenues une seconde nature, celle du chionnet. Les extirper demande patience, obstination, volonté féroce.

Et encore, cela suffira-t-il ? Le « mel poisé » de nature, l'arabesque chronique, sont des espèces humaines bien connues et les transformer en altruistes prêts à rendre service et en amis du genre humain relève de la gageure. Chiche !

LOIS ET DÉCRETS

Elections des prud'hommes

■ Les prochaines élections prud'homales auront lieu le 9 décembre, pour renouveler les 15 000 conseillers élus en 1987, répartis dans les 282 conseils de prud'hommes. Cette juridiction paritaire a des compétences spécifiques dans les conflits du travail, elle a traité 150 000 affaires en 1991. Chaque employeur a été contacté dans la première quinzaine de mars afin d'établir la déclaration des salariés qu'il emploie au 31 mars 1992 et de se déclarer lui-même.

Un décret modifie les modalités des élections des prud'hommes, notamment l'établissement des listes électorales. Les employeurs doivent mentionner l'identité, le domicile ainsi que le numéro d'inscription au répertoire national d'identification de l'ensemble de leur personnel, tout en précisant, pour chaque salarié, le collège électoral, la section et la commune de vote. Ces déclarations sont réunies dans un état unique. L'employeur a la faculté d'opter entre la section correspondante à son activité professionnelle et la section de l'encadrement ; il doit préciser son choix. Ses déclarations seront remises au plus tard le 5 mai prochain à un centre informatique déterminé par le ministre du travail.

Par ailleurs, les salariés involontairement privés d'emploi au 31 mars devront demander, au plus tard le 5 mai, leur inscription sur la liste électorale de la mairie du lieu de leur domicile. Décret n° 92-229 du 12 mars 1992, Journal officiel du 14 mars 1992, pp. 3696 et 3697.

Agréments des matériels téléphoniques

■ Les fabricants des postes téléphoniques, téléphones sans fil, répondeurs et télécopieurs doivent obtenir l'agrément des postes et télécommunications. Plusieurs textes réglementent les agréments des terminaux de télécommunication ; le dernier publié au Journal officiel précise la composition de la demande d'agrément. Ce dossier comporte l'identité et l'adresse du fabricant. Celui-ci doit spécifier si le matériel téléphonique est destiné à être connecté à un réseau ouvert au

public ou s'il s'agit d'un équipement radiotéléphonique. L'objet et les caractéristiques de l'équipement sont accompagnés d'une documentation technique comprenant notamment : les dessins de conception et de fabrication, les listes des composants, les normes appliquées, le diagramme de base sur les caractéristiques de l'équipement, l'alimentation en énergie, le fonctionnement électrique, les caractéristiques de sécurité et de protection, la notice d'exploitation, les informations destinées aux utilisateurs, le lieu de production, les résultats d'essais et les certificats de conformité effectués ou délivrés par un laboratoire désigné par la France ou par un Etat-membre et, enfin, l'appellation du produit.

La direction de la réglementation générale du ministère des postes et télécommunications, créée en 1989, s'est vu confier la responsabilité de l'agrément ; elle publie les spécifications techniques et participe au comité d'approbation des équipements de télécommunication. Elle est aussi chargée du contrôle de commercialisation des matériels téléphoniques. En 1991, sur 1100 dossiers présentés, 900 ont obtenu l'agrément, et sur ce total, 55 % ont été octroyés à des fabricants français et 25 % à des industriels de la CEE.

Une liste exhaustive des matériels agréés peut être consultée sur le Minitel 3614-PTT, rubrique AGR (agrément) ; cette liste est mise à jour mensuellement. Arrêté du 11 mars 1992, Journal officiel du 18 mars 1992, p. 3846.

Financement des partis

■ Dans le cadre de la loi sur la transparence financière des partis politiques, un décret fixe le montant des aides attribuées aux partis et aux groupements politiques pour l'année 1992. Le montant global des aides s'élève à 277 millions de francs. La répartition entre les principaux partis est la suivante (en millions de francs) :

PS	99,7
RPR	67
PR	27
Union centriste	19
CDS	13
PC	12
Association de gestion des adhérents de l'UDF	8,7
MRG	4,7

Décret n° 92-250 du 18 mars 1992, Journal officiel du 19 mars 1992, pp. 3894 à 3896.

LA COTE DES MOTS

Lobby

« Lobby or not lobby ? » Voici encore un anglicisme qui s'est implanté sans trop de difficulté dans notre langue de tous les jours. Une fois de plus, la brièveté du terme anglais a probablement imposé sa suprématie (ici, face à la locution « groupe de pression »). En politique, dans le monde des affaires - assurément dans celui des « affaires » - on ne peut faire un pas sans tomber sur des lobbyistes (ou lobbyism), qui s'approprient personnellement à l'élite des dirigeants ou qu'ils soient des professionnels de l'entregent, des stratèges de l'intrigue, jouant leurs services à un Etat, à un parti politique, à un groupe confessionnel, à une multinationale...

Tout comme guerre, lobby vient du français (laubja : « lieu couvert »), et notre mot e aussi pour lointain ascendant le latin médiéval lobia, « loge ». Quel rapport avec les spécialistes de la persuasion, voire de la corruption de hauts fonctionnaires ? dira-t-on. Eh bien, par la coulisse ! Lobby, en anglo-américain, désigne un corridor, un vestibule, le hall d'un hôtel, etc. Par extension, et spécialement aux Etats-Unis, la salle des Pas-Perdus du Parlement, les couloirs de la Chambre, du Congrès.

Passant de l'antichambre du pouvoir aux personnes qui hantent ce lieu afin de côtoyer ministres, sénateurs et députés, le mot lobby en est venu à désigner soit un groupement, soit une organisation, qui exerce des pressions - en tous genres - pour faire triompher leurs intérêts, ou ceux qu'ils soutiennent.

S'il est facile de substituer groupe de pression ston systématiquement, du moins souvent, à lobby, il est beaucoup plus malaisé de trouver un équivalent exact de lobbyist, et il faut se résigner, nous semble-t-il, à en arriver à la semi-française lobbyist. Quant à l'action du lobbyist - le lobbying - personne, à notre connaissance, n'a avancé de « lobbyage » ou de néologisme typiquement hexagonal en dehors de l'expression trafic d'influence, à connotation péjorative. (Alors qu'aux yeux des Américains le lobbying est une activité respectable.)

Jean-Pierre Collignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

RENAULT AFFICHE UN BÉNÉFICE DE 3 MILLIARDS DE FRANCS EN 1991. (+ 1,4 % sur 1990). Les résultats présentés le 19 mars ont donné un chiffre d'affaires de 166 milliards de francs pour l'exercice 1991. Le capital de Renault a augmenté de 14,3 milliards de francs en 1991 pour atteindre 31,33 milliards de francs (le Monde du 21 mars).

LE FUTUR PLAN D'ÉPARGNE a été précisé par Pierre Bérégovoy le 19 mars : les épargnants s'engageront pour huit ans et pour 600 000 francs au maximum. Le choix du placement sera libre : soit direct d'actions ou souscription à des parts de sica ou de FCP investis en actions (le Monde du 21 mars).

LE XI^e PLAN A DÉFINI SES ORIENTATIONS. Le 19 mars, Edith Cresson a nommé les présidents des cinq commissions et des groupes du XI^e Plan (1993-1997). Ils travailleront sur trois axes : modernisation de l'Etat, compétitivité de l'économie et du cadre de vie (le Monde du 22-23 et du 24 mars).

UN PARTAGE ENTRE NESTLÉ ET AGNELLI MET FIN À LA BATAILLE BOURGOISE AUTOUR DE PERRIER. Le protocole signé le 23 mars entre les protagonistes a donné le contrôle de Perrier à Nestlé et Indosuez et celui d'Exor à Agnelli grâce à des OPA lancées respectivement au prix unitaire de 1 700 francs et 1 450 francs (le Monde des 24, 25 et 26 mars).

SILVIO BERLUSCONI RENONCE À LA CINQ. Le PDG de Fininvest a justifié sa décision le 24 mars par l'impossibilité de trouver des actionnaires prêts à augmenter le capital de la chaîne de 1,5 milliard de francs (le Monde des 26 et 27 mars).

LE CHOMAGE EN FRANCE A AUGMENTÉ DE 0,6 % EN FÉVRIER selon les chiffres publiés le 25 mars. Avec 2 876 300 demandeurs d'emploi, le taux de chômage atteint 9,9 % de la population active (le Monde du 27 mars).

LA CEE OBTIENT UN MORATOIRE SUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE EXTÉRIEURE DE L'EX-URSS. Les banques occidentales ont accordé le 26 mars un délai de trois mois pour le remboursement du principal de la dette extérieure estimée à 65 milliards de dollars (le Monde du 27 mars).

LUNDI 30 MARS. Sarreguemines (Moselle) : Poursuite de la catastrophe du puits Simon des houillères du bassin de Lorraine, qui avait fait 22 morts et 103 blessés le 25 février 1985 à Forbach (jusqu'au 2 avril).

PARIS : MEDEC 92. Salon des professionnels de la santé au Parc des expositions de la porte de Versailles (jusqu'au 2 avril).

ALLEMAGNE : Visite officielle de Lech Walesa, président de la Pologne (jusqu'au 3 avril).

MARDI 31 MARS. France : Fermeture de l'usine Renault de Billancourt dont les chaînes se sont arrêtées ce 27 mars. Bruxelles : Conseil des ministres du commerce de la CEE sur les dispositions du Marché unique.

MOSCOU : Signature du traité de la Fédération de Russie.

MERCREDI 1^{er} AVRIL. Allemagne : Foire internationale de Hanovre (jusqu'au 8 avril).

Pologne : Introduction d'un impôt important sur les produits de luxe et augmentation des taxes sur le chiffre d'affaires.

Bruxelles : Le gouvernement belge aligne ses taux de TVA au niveau européen.

Tchécoslovaquie : Création de la nouvelle société germano-tchécoslovaque Skoda Energo, dans laquelle le groupe Siemens détient 67 %.

JEUDI 2 AVRIL. Moscou : Conférence de la Banque mondiale sur la politique d'aide alimentaire.

VENDREDI 3 AVRIL. Paris : La décision sur l'avenir de La Cinq est rendue par le tribunal de commerce.

DIMANCHE 5 AVRIL. Monthéillard : Journée « District vivant » à l'initiative des municipalités de la région pour protester contre la baisse des emplois, notamment dans l'automobile.

LUNDI 6 AVRIL. Strasbourg : Manifestation d'agriculteurs européens pour protester contre la réforme de la PAC et les orientations de la négociation au GATT. Luxembourg : Conseil des ministres des affaires étrangères qui examinera le projet d'augmentation substantielle du budget de la CEE.

ACTUALITÉ

par José Boyéro
sager roi

Le casse-tête de British Rail

Outre-Manche, nul ne remet plus en cause la construction du tunnel. Seuls s'en préoccupent encore les victimes potentielles du projet : la compagnie de chemins de fer britannique, engagée dans une privatisation difficile et chargée de construire une nouvelle liaison directe avec Londres, ainsi que les sociétés de ferries, menacées de perdre les trois quarts de leurs clients

LONDRES
de notre correspondant

Il est probable que les semaines précédant l'ouverture du tunnel sous la Manche seront accompagnées d'une nouvelle campagne de presse sur les dangers que feront courir à Albion la fin de son insularité, mais il s'agit d'une dernière salve. Certes, pour les vieilles générations, c'est grâce à l'existence du Channel que l'Angleterre a pu éviter la défaite lors de la seconde guerre mondiale, et une large majorité de Britanniques pensent profondément que ce bras de mer a épargné à leur île bien des «maladies continentales», dont la rage n'est que la plus connue.

Le tunnel en lui-même n'est pas

en cause, du moins tant que les contribuables n'établissent pas de relation directe entre son coût et le montant de leurs impôts. Pour le moment, l'opinion n'est guère concernée par le lourd dépassement du budget de construction puisqu'il ne s'agit pas d'argent public. Psychologiquement aussi, le tunnel est la partie immergée de l'ancre à l'Europe, avec ce que cette notion entraîne encore comme réflexes politiques négatifs.

SATURATION • Les travailleurs étant tout aussi convaincus que les conservateurs de sa nécessité économique, les élections parlementaires du 9 avril n'auront une influence que sur l'avenir de British Rail, la compagnie ferroviaire qui exploitera

la liaison entre le tunnel et Londres. Son futur statut continue de provoquer incertitudes et confusion. Après bien des tergiversations, les conservateurs ont décidé de mettre un terme au monopole de la compagnie nationale, en permettant au secteur privé de devenir opérateur du réseau ferroviaire. Cette dénationalisation - à laquelle les travaillistes sont hostiles - d'une société structurellement déficitaire s'effectuerait sous forme de franchises.

La question amra bien sûr une incidence directe sur le financement de la liaison rapide entre le tunnel et la capitale. Le gouvernement et la direction de British Rail affirment que la ligne actuelle ne sera pas saturée avant 2005. Les experts d'Eurotunnel soulignent que le trafic dans

le sud-est de l'Angleterre souffre déjà d'une congestion ferroviaire et routière. Selon eux, c'est dès 1995 ou 1996 que la nécessité d'une autre voie ferrée s'imposera. Un rapport d'une commission d'enquête parlementaire souligne également qu'une liaison rapide sera indispensable «avant la fin du siècle».

Outre le risque d'être rapidement surchargée, la ligne existante, qui doit assurer l'acheminement des rames du TMS (les TGV nouvelle génération ou Super-trains trans-Manche), a également l'inconvénient d'être peu rapide : elle autorisera une vitesse limitée à 140 kilomètres/heure, contre 300 kilomètres/heure sur le réseau français.

La nécessité d'une nouvelle liaison rapide, dont le tracé a été annoncé en octobre dernier à l'issue d'une longue bataille. Elle passera finalement par l'est de la capitale, via Stratford, pour aboutir à la gare de Kings Cross, à Londres, sans qu'on sache très bien comment cette voie et le réseau ferroviaire de Stratford s'intégreront dans les projets de développement de la zone est. A cet égard, la leçon de Canary Wharf, cette cité financière située dans la zone des Docklands de Londres, construite sans qu'ait été prévu son désenclavement, pourrait permettre de ne pas répéter les mêmes erreurs.

De nombreuses incertitudes demeurent cependant, concernant notamment le calendrier et le coût. S'agissant de la date d'achèvement d'un tel ouvrage, Eurotunnel sou-

tion du trafic routier, les premiers soulignent la différence de coût. Une liaison à deux voies représenterait un investissement d'environ 4 à 5 milliards de livres, deux voies supplémentaires augmentant la facture d'un moins 2 milliards.

MENACES • Ce n'est pas l'échec financier la plus urgente à laquelle doit faire face British Rail : la question du financement (environ 600 millions de livres) des rames du TMS que les compagnies ferroviaires britannique et française doivent acquiescer n'est toujours pas réglée. Pour soulager une trésorerie déjà chancelante, British Rail envisage d'acquiescer une partie des trains par un financement en leasing, mais le gouvernement britannique n'y est pas favorable.

L'ouverture du tunnel est, d'autre part, lourde de menaces pour les compagnies qui exploitent les liaisons de ferries trans-Manche. En accaparant une partie de la clientèle (environ dix-huit millions de passagers par an), le tunnel rendra indispensable la reconstruction de ce marché. Eurotunnel affirme être en mesure de récupérer environ 70 % de l'ensemble du trafic (passagers, véhicules et fret).

A défaut d'être autorisées à réaliser une véritable fusion, les deux compagnies concurrentes de ferries, Sealink Stena Line et P&O European Ferries, devront envisager un «programme commun» des tarifs et des horaires. Elles ont déjà procédé à plusieurs milliers de licenciements, investi dans l'achat de bateaux plus luxueux pour tenter de rivaliser avec le tunnel, et concentré leur effort financier sur la route la plus rapide, Calais-Douvres. Ce choix a entraîné la fermeture d'autres liaisons, notamment Folkestone-Boulogne, jusqu'à l'exploitation par Sealink, et Douvres-Zébruges, exploitée par P&O.

Les compagnies de ferries ont cependant obtenu une compensation pour atténuer l'impact de cet avenir incertain : la Commission européenne leur a accordé le droit de poursuivre l'exploitation des boutiques de vente hors taxes à bord des bateaux jusqu'en 1999, en dépit de l'entrée en vigueur du marché unique. Eurotunnel a immédiatement demandé à bénéficier d'une facilité semblable, tout en menaçant d'entamer une action en justice pour exiger des compensations financières (d'un montant de 1 milliard de livres) en cas de refus. L'enjeu est d'importance, puisque les bénéfices réalisés actuellement par P&O et Sealink sont estimés à environ 100 millions de livres par an.

Laurent Zecchini

Les méandres du tunnel

Suite de la page 21

Reste à savoir qui paiera les dérapages, et c'est là que le bât blesse, chacun des protagonistes risquant dans l'affaire, compte tenu des sommes en jeu, sinon sa survie, du moins son équilibre. Les dix constructeurs de Trans-Manche Link estiment, bien entendu, que c'est le concessionnaire qui doit payer, ils réclament donc à Eurotunnel, en plus des devis acceptés, la coquette somme de 11 milliards de francs (valeur 1985), soit environ 14 milliards. En octobre dernier, ils ont précisé publiquement leurs réclamations. Le percement du tunnel leur aurait coûté 1,5 milliard de francs (valeur 1985) de plus. Un surcoût à mettre, selon eux, sur le compte des difficultés géologiques imprévues et des modifications de modalités par le concessionnaire.

Les réclamations portant sur les terminaux (1,3 milliard de francs) seraient imputables au changement dans les prévisions de trafic essentielles à la conception des ouvrages et, principalement côté anglais, aux modifications consécutives aux enquêtes publiques. Pour le matériel roulant, Trans-Manche Link, qui n'assure pas directement la construction, réclame 0,1 milliard de francs de frais d'ingénierie supplémentaire.

Le désaccord le plus important porte sur les équipements fixes (voies ferrées, drainage, refroidissement, signalisation, centres de contrôle, caténaires...). C'est là que TML s'estime «étranglé» par un contrat au forfait. D'un montant prévisionnel de 6,3 milliards de francs, les travaux s'élevaient en fait à 14,3 milliards. Pour obtenir les marchés, les entreprises françaises et britanniques ont accepté des prix forfaitaires qui, disent-elles, les ont égarées au moment du changement de la conjoncture. La reprise du bâtiment et des travaux publics, principalement en Grande-Bretagne, a fait grimper les coûts.

La question qu'a posée TML au comité de préarbitrage porte principalement sur la révision de ce marché forfaitaire. La décision des experts pourrait permettre d'apporter une base claire à une négociation à l'amiable. Si le différend persiste, l'affaire pourrait aller devant le tribunal de commerce international de Bruxelles. Mais l'intérêt des constructeurs, comme celui du concessionnaire, n'est pas de poursuivre indéfiniment la bataille juridique.

Faute d'accord rapide, Trans-Manche Link aurait dans les mois qui viennent des difficultés de trésorerie qui pourraient, affirment certains de ses membres, la conduire, dans le pire des cas, au dépôt de bilan. La plupart des entreprises de TML ont provisionné pour l'année à venir de l'ordre de 100 à 150 millions de francs.

Eurotunnel risque aussi très gros. L'entreprise, jusqu'ici, a provi-

sionné «ce qu'elle croit devoir», sans vouloir en préciser le montant. Mais on est loin des sommes réclamées par les constructeurs. En l'absence d'accord avec ceux-ci, elle ne pourrait plus débloquer ses emprunts bancaires. C'est ce qui s'est produit au début de 1990, alors que les constructeurs tardaient à signer un protocole d'accord sur les dépassements de devis. Dans les mois qui viennent, les deux parties semblent donc condamnées à s'entendre.

Aujourd'hui, Eurotunnel admet qu'une part des réclamations est justifiée, mais sans vouloir la chiffrer, et fait remarquer qu'elle dispose de suffisamment d'argent pour y faire face. Compte tenu des prêts disponibles, Eurotunnel dispose d'environ 89 milliards de francs. Les difficultés

Les actionnaires
voient reculer
régulièrement
l'échéance
à laquelle
ils commenceront
à toucher
des dividendes.

financières, si problème il y a, interviendront en 1995, date de l'endettement maximal du concessionnaire. Il n'est pas exclu qu'il puisse alors avoir besoin de nouveaux financements.

Restent les actionnaires. Placés au bout de la chaîne, ils voient reculer régulièrement l'échéance à laquelle ils commenceront à toucher des dividendes. Dans ses prévisions

initiales, lors de sa première émission d'actions, en 1987, Eurotunnel prévoyait une activité bénéficiaire dès 1993, avec une distribution de dividendes en 1995. Lors de la deuxième émission d'actions en novembre 1990, la perspective de distribuer des bénéfices reculait à 1999. Enfin, dans le dernier rapport semestriel d'octobre 1991, on parle de versement de dividendes en l'an 2000. Eblouis par les perspectives ouvertes par le plus grand chantier d'Europe, les actionnaires d'Eurotunnel en sont aujourd'hui réduits à spéculer au jour le jour sur l'issue du contentieux, sans espoir de revoir avant de longs mois, sinon des années, les cours se rapprocher de leurs sommets passés.

Martine Laronche

TUNNEL
SOUS LA
MANCHE



Les habits neufs du chauffage urbain

Après 65 ans de discrétion frôlant le masochisme, la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), qui alimente un million de Parisiens, sort de l'ombre. Passée sous la coupe de la Lyonnaise des eaux, elle entend faire valoir ses atouts face à la concurrence

C'ÉTAIT une anomalie : reconfortante pour les uns, agaçante pour les autres, la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) n'avait jamais fait de campagne de publicité grand public - on allait dire de réclame. Résultat logique de cette discrétion : alors que la compagnie, spécialisée dans la distribution de chaleur, chauffe un million de parisiens, 1 habitant sur 10 à peine connaît son existence. Et encore cet oiseau rare cultive-t-il le plus souvent une image négative de la CPCU. « Nous sommes souvent vus comme ceux qui défoncent la chaussée et provoquent des embouteillages », se plaint Philippe Rappeneau, arrivé à la tête de l'entreprise en début d'année.

L'erreur de communication est en passe d'être corrigée. Affichage massif dans les rues de la capitale à partir du 23 mars couplé avec une campagne de presse, mise en service dans la capitale d'une flottille de fourgonnettes flamboyantes, rafraîchissement du logo de l'entreprise, uniformes redessinés pour les salariés : la CPCU espère sortir de l'anonymat et donner une image un brin vieillotte.

PLACES FORTES • Au-delà de l'aspect marketing, l'opération en cours reflète surtout les nouvelles ambitions de la firme, passée l'automne dernier sous le contrôle du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez (64,24 % du capital). Exploitant le principal réseau de chaleur existant en France, la CPCU (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1991, 600 salariés) veut accélérer son développement dans la capitale et tailler des croustilles à ses deux principaux concurrents : le gaz et l'électricité.

Via 335 kilomètres de canalisations qui transportent de la vapeur d'eau sous pression à 240°, la compagnie approvisionne 24 %

de l'immobilier parisien, dont nombre de grands hôtels, la majorité des musées et des ministères. Ses places fortes historiques : le sud et l'ouest de la capitale, plus finement maillées. « Nous sommes deux fois moins cher que l'électricité et concurrentiel face au gaz. Notre part de marché augmente régulièrement de 1 % par an », assure Philippe Rappeneau, un autodidacte de cinquante-six ans, fondateur et volontaire à souhait, qui a « ringé aux de Lyonnaise » derrière lui.

Pour grignoter sur les autres sources d'énergie, la filiale de la Lyonnaise des eaux mise sur des recettes commerciales classiques, calquées sur celles de la concurrence. « Jusqu'ici, nous nous sommes contentés d'attendre le client sans avoir de démarche marketing, vis-à-vis des syndicats par exemple. Il nous faut changer de culture », martèle le président de la CPCU. Première étape, l'ouverture dans la capitale, cette année, des premières agences commerciales à l'enseigne de la Compagnie parisienne de chauffage urbain. Quatre dans un premier temps. Davantage si le besoin s'en

fait sentir. Pour gonfler son portefeuille de clients - « dans l'ancien aussi bien que dans le neuf », la CPCU dispose d'un atout de taille : la stabilité de ses tarifs. Il y a cinq ans, la tonne de vapeur valait 149 francs. Son prix de vente aujourd'hui ne dépasse pas 153 francs. « Avec nous, le risque de dérapage est nul, assure Philippe Rappeneau : 42 % de la chaleur que nous vendons provient d'usines d'incinération d'ordures ménagères et le reste de centrales à charbon ou à fioul. »

La campagne de séduction lancée par la compagnie portera-t-elle ses fruits ? Avec neuf centrales en exploitation (dont quatre dans Paris intra-muros) et la possibilité d'interconnecter les autres réseaux de chaleur de la Lyonnaise en région parisienne, la CPCU a de la chaleur « à revendre ». « Nous tournons au ralenti », confirme Philippe Rappeneau. Sur les neuf échaudères de la centrale de Bercy, trois seulement fonctionnent actuellement. La douceur du printemps n'est pas seule en cause.

Jean-Pierre Tuquoy

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

L'ÉCOLE
DE LA
COMMUNICATION

3^{ème} cycle
sur concours
à Bac + 4
Durée des
études : 1 an

2^{ème} cycle
sur concours
à Bac + 2
Durée des
études : 2 ans

RENNES
ET DÉCLINATIONS
SCIENCES COM
BP 67
44003 Nantes cedex 01
Tél. 01 41 61 99 99 00

Sciences Com

PERSPECTIVES

La transition en Europe de l'Est

Le complexe allemand de la Tchécoslovaquie

Les investissements de la RFA sont à la fois nécessaires et bienvenus à Prague, où ils représentent plus de la moitié des apports de capitaux occidentaux. Mais l'opinion publique redoute la « germanisation » du pays

PRAGUE
correspondance

« **S**OMMES-NOUS en train de devenir une colonie allemande ? » s'interrogeait il y a peu le quotidien tchèque Lidové noviny. Il ne se passe en effet pas un jour sans que la presse s'alarme de la « germanisation » de la Tchécoslovaquie. Les symboles abondent : pour la première fois depuis 1892 un chef d'orchestre étranger, l'Allemand Gerd Albrecht, prend la direction du Philharmonique de Prague. Le ministre de l'éducation insiste pour que l'allemand remplace l'anglais comme langue obligatoire au baccalauréat. Les ministres fédéraux des finances et de l'économie roulent dans la dernière Audi, généreusement prêtée par la firme allemande, candidate à la reprise de la division automobile du constructeur Tatra. La publicité « *Belinda macht Ihnen schöne Beine* » (Belinda vous fait de belles jambes) est placardée directement en allemand...

Et puis il y a les faits. L'an dernier, la Tchécoslovaquie a réalisé 25 % de ses échanges avec l'Allemagne, devenue son premier partenaire devant l'ex-URSS. Cette position privilégiée s'est vue renforcée par la signature en janvier dernier d'un accord pour la construction d'une conduite reliant la Bohême à l'oléoduc d'Ingolstadt (Bavière).

Outre le souci de diversifier les sources d'énergie, il s'agit aussi pour les Tchèques de se protéger contre un éventuel éclatement de la Fédération, le pipeline soviétique *Družba* (l'amitié) débouchant dans une Slovaquie aux humeurs séparatistes.

VOLONTARISME • L'Allemagne, il est vrai, a mené une politique volontariste. Sur les quelques trois mille sociétés mixtes créées en Tchécoslovaquie, non seulement un tiers sont d'origine allemande, mais elles représentent la moitié du capital investi. Si l'on prend en compte les sommes que Volkswagen a promis d'injecter

dans Skoda d'ici à la fin du siècle - 6,5 milliards de dollars, le plus gros investissement réalisé en Europe centrale - la proportion passe à 80 %. La présence allemande profite essentiellement à la République tchèque. « *Culturellement parlant, nous sommes beaucoup plus proches des Tchèques que des Slovaques* », explique Franz Rudolf Brüggemann, de la Chambre de commerce allemande de Prague. Un sentiment, semble-t-il, réciproque : au début de l'année, le ministre de l'intérieur tchèque annonçait qu'il avait acheté 60 BMW, tandis que les forces de sécurité slovaques commandaient 94 Renault.

A l'intérieur de cet espace géopolitique très circonscrit, les investisseurs allemands ont clairement opté pour une stratégie de branches. Au premier plan, le secteur automobile : en avril 1991, Volkswagen rachetait Skoda au détriment de Renault et signait en juillet un second accord pour la production de véhicules Passat à Bratislava. En janvier dernier, Mercedes-Benz rachetait les camions légers Avia puis les poids lourds Liaz.

DIASPORA • Pour la partie moins visible de l'iceberg, la société Continental d'Hanovre crée une société mixte avec le fabricant de pneus tchèque Barum, et Klockner Werke avec la société tchèque Plastimast pour les composants plastiques des automobiles ; Mercedes serait, dit-on, encore en pourparlers avec la société Karosa et d'autres sociétés pour les câbles électroniques, tandis que AGC (équipements électriques et électroniques) serait sur le point de remporter les faveurs du constructeur tchèque CKD et de ses 35 000 employés. Même volonté dans le secteur de l'énergie avec la reprise de Skoda Energie par Siemens et dans celui de la chimie avec la création d'une société mixte entre la firme slovaque Biotika et l'allemand Hoechst.

Une conquête étayée par un

solide dispositif financier. Alors qu'une dizaine de banques allemandes sont déjà présentes à travers des représentations commerciales et quelques filiales, la Berliner Handels und Frankfurter est la première banque étrangère à avoir pris une participation en capital dans un établissement tchèque, la Zivnotenska Banka, une petite banque d'affaires très courtisée.

A l'origine de la véritable OPA lancée sur la République tchèque, une proximité géographique, mais aussi culturelle et historique : la domination du protestantisme dans les deux pays alors que la Slovaquie est majoritairement catholique, le langage allemand parlé par la majeure partie des Tchèques, le rôle primordial joué par la diaspora exilée en Allemagne et enfin, et peut-être surtout, l'expérience de la réunification, qui permet aux Allemands de comprendre mieux que quiconque le désarroi de leurs voisins praguais.

« Surtout, les Allemands ne sont pas à 10 millions de dollars près. »

Entrent également en ligne de compte les relations personnelles entre les chefs d'entreprise des deux pays. Quand les dirigeants des firmes d'Etat cherchent des investisseurs, leur propre carrière au sein de l'entreprise fait partie des négociations officieuses, ce qui joue en faveur des mieux implantés, les Allemands. « *Il ne faut pas oublier l'importance du tissu des PME allemandes* », souligne Franz Rudolf Brüggemann. En deux heures de voiture le petit patron peut venir tenter sa chance, alors que pour la plupart des entreprises ce « coup pour voir » est déjà un gros investissement.

Une telle imbrication des deux économies est-elle dangereuse ? « *Si les grosses entreprises allemandes sont présentes, l'Allemagne ne nous laissera pas tomber* », vont jusqu'à dire les plus enthousiastes. Une vision que le pragmatique ministre tchèque de l'industrie Jan Vrba n'est pas loin de partager : « *Je crains plutôt qu'il n'y ait pas essor de capitaux pour notre industrie* », dit-il. Cette année, les investissements étrangers représentent 1 milliard de dollars, il en faudrait quatre fois plus. Mercedes a donc eu les faveurs d'Avia puis de Liaz parce que son offre financière de 225 millions de dollars était supérieure à celle de Renault Véhicules industriels (RVI), qui s'élevait à 192 millions de dollars. Et cela bien que la firme française ait proposé de conserver la marque tchèque.

La rupture du contrat signé entre l'entreprise française Decaux et le premier arrondissement de Prague est sans doute une autre illustration de ce que l'on pourrait appeler ici l'argument quantitatif : les kiosques chers aux Parisiens auraient dû abriter toilettes et téléphones publics du centre ville ; un projet annulé sur décision du maire de Prague, Milan Koudr, au profit d'une société allemande qui proposait de payer à la municipalité 520 000 Deutschmarks par an et de lui reverser 25 % de son chiffre d'affaires à condition d'avoir le monopole sur toute la capitale.

DÉS PIPIÉS • Les dés sont-ils pipés ? « *Pas plus que pour d'autres* », répond un consultant d'International Corporation Finance (ICF), filiale de la Banque mondiale. Les offres allemandes sont simplement meilleures. Thierry Müller, directeur de Framatome pour la Tchécoslovaquie, après six années passées chez Mannesmann, reconnaît que « *les Allemands savent écouter leur client et lui dire ce qu'il veut entendre, quitte à renégocier un changement par la suite, alors que le Français cher-*

chera à imposer sa solution, s'agit très complexe ». « *Surtout* », ajoute-t-il, « *les Allemands ne s'ajoutent pas à 10 millions de dollars près* ». A long terme cependant l'omniprésence allemande n'est pas sans risques : « *Si l'Allemagne s'enrhume, l'industrie tchèque, la Tchécoslovaquie ou sera une pneumonie* », craint Jean-Luc Delpeuch, député par le ministère de l'Industrie française en tant que conseiller depuis un an et demi, du ministre fédéral de l'économie.

Face à cette hégémonie germanique, l'homme d'affaires français doit-il repartir de Prague avec un cristal de Bohême sous le bras et ne plus jamais y remettre les pieds ? Non, deux fois non, répond Jean-Luc Delpeuch. « *Pour l'instant, sur le marché intérieur relativement déprimé du fait de la baisse du pouvoir d'achat, les produits agroalimentaires sont les seuls à être facilement commercialisables* », explique-t-il, « *mais cela devrait s'arranger rapidement. Plus tard, beaucoup plus tard, la Tchécoslovaquie pourrait devenir une tête de pont pour le marché de l'CEE* ». Et, à plus brève échéance, la Tchécoslovaquie étant dispensée d'une grande majorité de droits de douane en tant que membre associé de la CEE, « *pourquoi ne pas s'y implanter pour pénétrer le marché allemand ?* ».

L'Allemagne, explique-t-il encore, fonctionne à l'égard des pays de l'Est comme un château d'eau : « *Le loyer de l'argent qu'elle pratique lui permet d'attirer des capitaux pour financer la reconstruction de l'ex-RDA. Une partie de ces sommes est également investie en Europe centrale et en particulier en Tchécoslovaquie. C'est finalement la Communauté européenne qui apporte cette aide, considérée ici comme de l'aide germanique. Pourquoi ne pas financer ces pays directement et en tirer au moins le bénéfice moral ?* »

Catherine Monroy

Souliers sous la lune

Suite de la page 21

Désormais, pour les Berluti, les chaussures constituent un moyen d'expression à part entière, et du cuir se dégage une âme.

Plus récemment, le couturier Olivier Lapidus a institutionnalisé ce rapport étroit entre les souliers et ceux qui les chaussent. Avec le photographe de mode Klaus Ohm, des professionnels de la communication, comme Mex Grand ou Frédéric Freymen, et des hommes d'affaires, ils ont fondé le Club Swenn. Sous l'égide d'Olive Berluti, ce club proustien se réunit chaque dimanche matin. Ses adeptes amateurs de luxe se retrouvent pour fumer et entretenir leurs souliers. Les discussions, lors de ce cérémonial, sont largement empreintes de terminologie humaine. Le soulier n'est jamais ébréché, il est brossé, et l'usage de son âme fait l'objet de nombreux soins.

Meis l'entretien des chaussures ne constitue qu'une partie de ce suivi du produit. Les adhérents du Club Swenn vont encore plus loin en appliquant à la lettre les conseils d'Olive Berluti pour l'éclat de leurs bijoux de cuir. Afin d'obtenir la teinte idéale, les souliers doivent, selon elle, être exposés à la lune montante le plus fréquemment possible. Dans cette optique

certaines membres du club se transforment souvent en « *organisateurs de voyages pour chaussures pâles* ». Lorsque l'un d'eux se rend à l'étranger - notamment dans un pays proche de l'équateur, où le cuir, paraît-il, plus efficace - certaines paires de chaussures lui sont confiées afin qu'elles bénéficient d'une cure lunaire optimale.

Cette pratique a également incité un avocat international à faire construire une vitrine orientale dans sa maison africaine afin de maximiser l'exposition à la lune montante de ses cinq cents paires de souliers Berluti.

Meis tout le monde n'est pas un « *mille-pattes* », et ce nouvel appétit de perfection n'a pas entraîné une hausse des ventes significatives. Les douze ou treize membres du Club Swenn ne constituent qu'une frange de la clientèle. Cependant, cet épiphénomène économique n'empêche pas d'autres personnes moins fortunées d'acheter une boîte de cirage Berluti 25 francs, afin de participer elles aussi à cet engouement pour la chaussure de rêve. Et il est vrai qu'à 12 000 francs la paire l'accessoire au carrelage de ces poètes du cuir ressemble fort à une chimère.

Étienne Marion

L'indemnisation à la hongroise

Les propriétaires spoliés par l'ancien régime réclament justice. Le gouvernement, fidèle à son credo de « juste réparation aux victimes du communisme », s'efforce d'être pragmatique face à la complexité de la tâche

BUDAPEST
de notre correspondant

L'HISTOIRE de György Madarasz ressemble à beaucoup d'autres. Malgré son âge avancé, ce retraité de Budapest a de la mémoire. « *C'était le jeudi 13 octobre 1949, peu avant midi* », Trois policiers en civil font irruption dans son entrepôt de réparation de machines à écrire, située sur un des grands boulevards de la capitale. « *Ils ont pris la clé du magasin et demandé les livres de comptes. Nous sommes partis, ils sont restés* ».

György Madarasz n'a plus jamais remis les pieds dans son atelier qui venait d'être confisqué par le nouveau pouvoir communiste. « *Politiquement peu sûr* », car il employait plus de dix personnes, il sera exilé en province trois mois plus tard avec sa famille. Entre-temps, son logement de 80 mètres carrés sur l'une des collines de Buda a, lui aussi, été nationalisé. « *Un bel appartement avec un balcon et un garage* », dit-il, le regard dans le vague.

Comme beaucoup d'autres, György Madarasz s'est remis à penser à cette époque-là, après le changement de régime en printemps 1990. Il ne réclamait pas vengeance mais « *simplement un peu de justice* ». Cette « justice » dont le plupart des partis avaient tant parlé pendant la campagne électorale. Dès son investiture, le gouvernement conservateur a repris à son compte le credo de « *juste réparation aux victimes du communisme* ».

György Madarasz y a cru.

Mais aujourd'hui il ne sait plus quoi penser. Le 11 février dernier, il est sorti, un peu désarçonné, d'une banque du centre de Budapest avec à la main une enveloppe contenant la réponse à ses quarante-deux années d'attente : une dizaine de bons d'indemnisation d'une valeur de 360 000 forints (30 000 francs). Il a fait partie des premiers servis mais, depuis début mars, des dizaines de milliers de ces coupons rose et violet, frappés de la couronne de saint Etienne, sont mis en circulation, au fur et à mesure que les bureaux d'indemnisation, répartis à travers le pays, commencent à donner le feu vert aux demandes déposées depuis le mois d'août dernier.

Toutefois, la route n'a pas eu lieu. Surpris, le gouvernement a prolongé la date limite de dépôt des dossiers jusqu'au 16 décembre. Il avait tablé sur plus d'un million et demi de demandes et une enveloppe de 100 milliards de forints. Au bout du compte, 222 000 personnes se sont présentées et l'opération ne devrait pas coûter plus de 30 milliards de forints à l'Etat.

COUPONS • Cette désaffection relative s'explique facilement. Un grand nombre de ceux dont les logements ont été confisqués, les terres collectivisées et les commerces nationalisés, sont décédés. Leurs héritiers, souvent nombreux, ont renoncé à se lancer dans de longues et fastidieuses procédures administratives pour récolter une somme symbolique.

Les autres se sont heurtés à l'obligation de fournir des titres de propriété justifiant leur réclamation. Après plus de quarante ans,

la plupart ne les avaient plus. Conséquence : les cadastres départementaux ont été pris d'assaut. Les employés des archives de Budapest, épuisés, ont menacé de se mettre en grève. Ce maquis administratif, sans doute inévitable, en a découragé plus d'un. Pourtant « *90 % des dossiers sont incomplets* », constate amèrement Lajos Retel, le directeur adjoint de l'Office d'indemnisation de Budapest.

COMPROMIS • György Madarasz a survécu à ce parcours du combattant. Il affronte maintenant la dernière étape : que faire avec ses coupons de compensation ? « *Les vendre ? s'interroge-t-il. Je voudrais bien, mais à qui ?* » Les banques ne sont pas tenues légalement d'échanger ces bons contre du liquide. En vertu de la loi, ils peuvent être utilisés pour acheter des actions dans certaines entreprises d'Etat en cours de privatisation. Dans laquelle ? Le gouvernement n'a pas encore arrêté la liste. En attendant, un petit marché noir se développe : certains se procurent ces coupons jusqu'à 20 % au-dessus de leur valeur réelle, en espérant récupérer leur mise lors des privatisations. Autre solution : utiliser les bons pour acheter un logement d'Etat. C'est ce qu'aurait voulu faire György Madarasz. « *Malheureusement, mon appartement n'est pas à vendre* », Déçu ? Le vieil homme hausse les épaules et lâche un sourire un peu résigné. « *Je savais qu'on ne nous rendrait pas ce qu'on nous a pris* ». C'est précisément l'objectif de la loi. Contrairement aux Tchécoslovaques, les Hongrois ont tout fait

pour éviter les reprérisations, c'est-à-dire la restitution des biens confisqués à leurs propriétaires originels. Seule exception : la terre. Mais, là encore, ceux qui la reprennent doivent s'engager à la cultiver pendant au moins cinq ans. Dernière restriction : le montant maximal de l'indemnisation est plafonné à 5 millions de forints.

Le Parti des petits propriétaires (FKGP), le deuxième partenaire de la coalition conservatrice au pouvoir, s'est opposé avec ténacité à cette loi à tel point qu'une fraction du parti a retiré son soutien au gouvernement à la fin du mois de mars. Son programme, qui reposait sur un seul mot d'ordre, la restitution pure et simple des propriétés confisquées, lui avait rapporté 12 % des voix aux premières élections démocratiques de 1990. Il eût fallu l'examen de plus de quatre-vingt projets différents, deux reconus devant la Cour constitutionnelle, pour que la loi soit finalement adoptée en deuxième lecture, le 26 juin 1991.

Coincé entre l'émotion (rendre « justice ») et la raison (ne pas déstabiliser l'économie), le gouvernement a finalement opté pour un compromis typiquement hongrois. Mais, comme tous les compromis, celui-ci ne suscite guère d'enthousiasme. György Madarasz n'est ni profondément satisfait ni vraiment mécontent. Soudain lui vient une idée. Le sourire espiègle, il propose une solution : « *Si vous le voulez* », dit-il en tendant ses bons encore un peu neufs, « *je vous fais un bon prix* »...

Yves-Michel Riols

L'ÉTAT DU MONDE 1991

Annuaire économique et géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Le plus complet, le plus fiable, le plus lu.

LA DÉCOUVERTE

CHRONIQUE • par Paul Fabra

OCDE : conjurer 1930

EN guise de compte rendu du récent symposium qu'elle a organisé pour son trentième anniversaire sur le thème : « Problèmes mondiaux et gouvernements nationaux », l'OCDE a distribué aux journalistes deux courts documents. Par leur contenu, et par quelques silences, ces textes, qui offrent maintes raisons d'espérer, expriment aussi un malaise. Ils font presque figure d'avertissement.

Bien finie est l'époque, pas très lointaine, où le qualificatif de « club des pays riches » dont la presse effluait généralement l'organisation égisait à la manière d'un repoussoir. Il y a moins de douze ans, le Mexique, le Brésil, l'Inde, la Corée avaient été invités à participer à l'un des quelque cent cinquante comités d'études de la maison, en l'occurrence le comité de l'éclair. Soucieux de garder les mains libres, et intacte leur réputation de membres actifs du tiers-monde, les quatre gouvernements sollicités ne donnèrent pas suite. Ils sont maintenant quarante et un de par le monde, à commencer par les États ex-communistes (y compris tous ceux qui ont succédé à la défunte URSS), à chercher à nouer des relations avec l'OCDE.

Le Mexique figure en tête, avec la Hongrie, dans la courte liste de ceux qui ont des chances d'être admis dans les années à venir aux côtés des vingt-quatre adhérents actuels : dix-neuf pays d'Europe occidentale (les douze de la CEE, les six de l'AEE et la Turquie), deux d'Amérique du Nord (États-Unis, Canada), trois du Pacifique (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande). Les raisons d'un pareil engouement ? Elles sont inscrites dans la définition que le secrétaire général, Jean-Claude Paye, donne de l'organisation : « Ce qui est le vrai dénominateur commun de ce club - car c'en est un - c'est le partage de valeurs communes. » Pour certains des nouveaux candidats les plus assidus, ces valeurs communes étaient naguère l'objet d'un infini ressentiment : l'économie de marché, la démocratie pluraliste.

Comme se plaît encore à le dire le secrétaire général, l'OCDE « ne distribue pas d'argent... n'est investie d'aucun pouvoir supranational ». On s'explique pourquoi, tout au long de son histoire, son premier souci aura été de se « positionner » vis-à-vis des institutions internationales chargées d'accorder des ressources financières et habilitées à prendre des décisions, en particulier le Conseil de l'Europe, cette vieille rivale. Mais l'heure n'est plus aux complexes.

Pour les nations sortant de l'isolement marxiste, comme pour celles qui se sont affranchies de l'illusion d'une voie propre au tiers-monde, l'OCDE est devenue comme le symbole du monde nouveau, où toutes les nations ont vocation à participer au même grand marché international s'inspirant des mêmes valeurs. Voilà pourquoi le club constitue à nouveau un lieu d'observation et de résonance privilégié. La coopération internationale n'est plus seulement sa raison sociale et sa raison d'être. Il en a aussi l'expérience.

Fût-on ennuqué d'une solide méfiance à l'égard des généralités, il est une question qu'on ne peut pas ne pas se poser depuis que le monde a cessé d'être divisé en deux blocs antagonistes : c'est celle de l'unité ou de la dispersion. Vers laquelle de ces deux formes évoluent les nations et les peuples qui se réclament pour l'instant des mêmes principes de liberté politique et économique ?

La question posée revient à s'interroger sur la probabilité de voir surgir un nouvel ordre international. A la lumière de l'expérience, coordination et coopération ne sont que des conditions préliminaires. Elles garantissent au mieux la bonne volonté des gouvernements. L'essentiel est de créer et de maintenir un cadre favorable au bon fonctionnement de l'économie elle-même, composée de millions d'acteurs indépendants du marché. D'où le concept retrouvé de règles du jeu. Les définir, les faire respecter, voilà comment l'OCDE conçoit sa tâche principale.

A cela s'ajoute l'omniprésent problème de l'environnement. Celui-ci appelle d'autant plus l'adoption de règles communes qu'il peut facilement servir de prétexte au protectionnisme à l'encontre des pays en voie de développement. Mais si l'on parle tellement des règles du jeu, la raison profonde ne serait-elle pas la menace qui pèse à nouveau sur l'économie globale de marché ? Qu'on se reporte à l'abondante littérature publiée entre les deux guerres mondiales par le

Société des Nations (SDN) et la Banque des règlements internationaux (BRI). On y retrouve la même nostalgie d'un monde bien réglé.

Il est clair qu'une institution comme l'OCDE ne peut utilement intervenir qu'à la condition de ne pas jouer les redresseurs de torts intemporels. Les gouvernements nationaux, qui sont aussi les pourvoyeurs de son budget, ne méritent pas les admonestations répétées et trop appuyées. L'efficacité de l'institution tient à sa capacité d'aider les pays membres à accoucher de bonnes politiques. Tout ou plus peut-être, elle permet d'anticiper des réformes que les esprits, en fonction de l'équilibre des forces politiques, sont déjà préparés à entendre.

Il n'empêche que les valeurs communes dont on fait si grand cas comprennent la liberté d'analyse. Or en est-il dans la réalité ? Parmi les domaines appelant l'acceptation de « règles du jeu », aucune mention n'est faite, fût-ce sous la forme d'une rapide allusion, aux extravagantes fluctuations du taux de change du dollar. Cela serait-il sans influence sur le commerce, sur les mouvements de capitaux ? Cela ne pourrait-il pas expliquer pour une bonne part l'instabilité du système économique lui-même (voir notre précédente chronique) ?

L'accumulation des avoirs en devises n'avait-elle pas, au début des années 30, précipité la plus formidable crise monétaire, financière, économique que le monde ait jamais connue ? Certes, les circonstances, et surtout les réactions, sont aujourd'hui différentes. Mais pas la mal qui ronge le système des paiements internationaux.

Le secrétaire général montre en revanche un courage certain en invoquant les risques d'une nouvelle division du monde en blocs économiques hostiles. Par deux fois, il fait référence à la désastreuse expérience des années 30. Il aurait pu légitimement dramatiser encore davantage. Si l'Europe, le continent nord-américain et l'Extrême-Orient devaient chacun se refermer sur eux-mêmes, cela ne correspondrait-il pas à la vision que les puissances de l'axe avaient de l'avenir ? Quelle défaite posthume pour le cauchemar des Alliés ! C'est avec beaucoup de légèreté que les socialistes nationaux de l'actuel gouvernement français s'inspirent d'une stratégie continentale.

Non sans raison, l'OCDE insiste sur le « paradoxe » suivant : « Ce sont les pays en voie de développement, mais aussi les pays d'Europe centrale et orientale, qui ont libéralisé leur commerce au cours des années précédentes. Sur les quarante-cinq pays qui ont notifié au GATT des mesures de libéralisation des échanges entrées en vigueur depuis le début des négociations d'Uruguay, trente sont des pays en développement ; quelques-uns seulement des économies de l'OCDE (ont fait). » Parmi les valeurs communes figure aussi en tout premier lieu l'attachement à un système d'échanges multilatéraux ouvert à tous sans discrimination. Tout se passe comme si le monde dans son ensemble gravitait désormais autour de ces valeurs occidentales que les pays d'Occident hésitent à incarner.

A mission de l'OCDE n'est pas ailleurs : servir de trait d'union et s'opposer à la montée de forces centrifuges. Il n'est pas sûr que l'institution soit tout à fait prête à prendre en charge le caractère universel des principes dont elle se réclame. Témoin cette curieuse formulation qui semble exprimer une certaine nostalgie à l'égard de la division simplifiée du monde d'hier : « En quelques années seulement, écrit le secrétaire, le germe des modèles de développement économique parmi lesquels les pays en développement pouvaient choisir s'est spectaculairement réduite. » Cette prétendue facilité de choix était un leurre.

Discrettement, le secrétaire de l'OCDE fait allusion aux différences culturelles entre, d'une part, les pays d'Occident proprement dits et, d'autre part, le Japon et les autres pays d'Asie orientale. N'y aurait-il pas dans cette diversité le germe de conflits futurs ? Mais convient-il d'attribuer, comme on le fait au château de la Muette, à la tradition confucéenne le dynamisme des pays qui en sont les dépositaires ? Au dix-neuvième siècle, c'était l'Occident chrétien qui était à la pointe du développement « capitaliste ». Entre l'expérience américano-européenne du siècle passé et l'expérience asiatique du siècle présent, le point commun pourrait bien être que, dans les deux cas, il s'est agi d'un développement classique où les agents économiques privés jouent le rôle prépondérant.



LIVRES

Le « New Deal » du CEPII

Si la croissance n'est pas stimulée, les riches et les pauvres sont menacés de déstabilisation, estime dans son dernier rapport le Centre d'études prospectives et d'informations internationales

ÉCONOMIE MONDIALE 1990-2000 : L'IMPÉRATIF DE CROISSANCE
Rapport du CEPII, Economica, Paris, 321 pages, 200 francs

Halte-là ! L'économie mondiale est mal partie, un changement de cap est nécessaire, un coup de ponce à la croissance indispensable. Le cri d'alarme de l'équipe du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) dans le rapport qu'il vient de publier, « Économie mondiale 1990-2000 : l'impératif de croissance », est sans équivoque et fort opportun, à quelques mois du sommet de Sept de Munich. Séduisantes, les propositions des auteurs, s'inspirant d'un néo-keynésisme qui s'appliquerait à un échelon mondial, laissent pourtant parfois sceptiques. Elles permettent néanmoins de faire ressortir, à travers de multiples projections macro-économiques, la nécessité d'agir et les difficultés de l'action.

Pour l'équipe du CEPII, aidée dans certains de ses travaux par des experts de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), le monde risque de connaître, faute d'une croissance plus forte, de profonds désordres, voire des situations de crises sociales graves.

L'accroissement des écarts de développement entre riches et pauvres - la « fracture », titre du second rapport du CEPII, en 1984 - menace de conduire à des mouvements migratoires massifs et incontrôlés des pays pauvres vers les pays riches, facteurs de déstabilisation tant dans les nations d'émigration que dans les pays d'accueil. Précis et chiffré, le diagnostic n'est guère contestable. La thérapie proposée, séduisante au

premier abord, l'est davantage. Pour Anton Brender, le directeur du CEPII et son équipe, les pays du Nord doivent aider ceux de l'Est et du Sud à s'intégrer dans l'économie mondiale. Ils doivent donc à la fois leur accorder des financements plus importants, mais aussi accepter une ouverture de leurs marchés.

Mais pour que l'opération réussisse, le rapport insiste sur une condition essentielle : que les économies industrialisées renouent au cours de la décennie en cours avec une croissance, plus forte, de rythme de 2,5 % l'an - qui serait celui de la croissance mondiale entre 1992 et l'an 2000 à politiques inchangées - sera en effet insuffisant pour assurer les moyens du gigantesque « New Deal » préconisé. Les grands pays industrialisés doivent donc travailler à stimuler leur propre croissance, dans le cadre d'une coordination de leurs politiques économiques.

ORIGINAL • Cette croissance supplémentaire doit notamment contribuer à une augmentation de l'épargne disponible en faveur des pays pauvres. A ce sujet, le CEPII conteste avec force les analyses développées notamment par le FMI et la Banque mondiale sur la pénurie d'épargne, dans le monde, qui serait à l'origine du haut niveau des taux d'intérêt. Selon Anton Brender, il n'y a pas pénurie d'épargne mais plutôt une structure de financement de l'économie mondiale mal adaptée à l'évaluation des risques. Sans dessiner précisément les circuits nouveaux qui permettraient d'améliorer l'allocation des capitaux à l'échelon international, le CEPII suggère donc une réforme fondamentale de ces circuits.

Plus pertinente et plus originale aussi apparaît l'analyse du rôle, pour les pays du Nord, de cette double aide (en capitaux et par l'ouverture des marchés) au Sud et à l'Est. A court et moyen terme en effet, insérer les pays en développement dans la division internationale du travail, nécessite un redéploiement industriel dans les économies industrialisées, avec ce que cela signifie en terme de reconversion sociale. Passivement, les travaux du CEPII sur cette question sont cependant peut-être trop globaux. Deux cas évoqués à plusieurs reprises dans le rapport auraient par exemple mérité une analyse plus précise : les relations entre le Mexique et les États-Unis d'une part, celles entre les deux Allemagnes d'autre part. Outre-Atlantique comme outre-Rhin, on assiste en effet à des tentatives d'aide proches du dispositif suggéré par le CEPII à l'échelle du monde. Dans les deux cas, on voit aujourd'hui les difficultés de l'opération.

Délicat et coûteux à mettre en œuvre entre deux pays, on peut imaginer l'ampleur de la tâche lorsque l'on suggère de généraliser ce marché à l'échelon de la planète. Le CEPII en appelle à un renforcement de la coordination des politiques économiques, notamment entre les pays industrialisés au sein du G7. Il y a certes actuellement, sous la pression d'échéances électorales, un climat nouveau - favorable à une relance concertée - parmi les dirigeants des grands pays industrialisés. Mais il n'est pas certain que le cri lancé par le CEPII et surtout le projet proposé y soit entendu. Une utopie laborieuse pourtant !

Par Paul Fabra, directeur de la revue « L'Économiste »

A TRAVERS LES REVUES

Les cinq écoles de « verts »

Dix ans d'économie et statistique : ce fort numéro de la revue mensuelle de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (1) constitue un instrument de travail original ; il présente en effet les 250 sommaires des numéros parus depuis 1969, ainsi que les résumés de 600 articles publiés depuis 1982. Un index permet de retrouver les articles publiés sur les thèmes auxquels on porte intérêt : se dégage ainsi la place importante accordée ces dernières années à la question de l'emploi, puisqu'on peut compter 25 articles consacrés au chômage, 39 à l'emploi, et 41 aux salaires ; l'environnement, avec seulement 5 articles, fait figure de parent pauvre.

Mais il en ira différemment dans dix ans. Car, comme les années 50 ont été celles de la croissance, les années 60 celles du développement, les années 70 et 80 celles de la crise, du chômage et des grandes mutations, les années 90 vont être celles de l'environnement.

Spécialiste de l'économie de l'environnement, David Pearce, de l'University College de Londres, met en lumière l'émergence d'une nouvelle façon de penser l'économie, qu'il appelle « économie verte » (green economics) (2) ; par-delà les différences que l'on peut repérer en son sein, cette nouvelle mouvance a en commun le souci que se mette en place une économie ayant la capacité de se reproduire d'une manière « soutenable », grâce à un découplage entre la dynamique de la production et l'utilisation des actifs environnementaux.

Il distingue cinq écoles d'économie verte. D'un côté, les tenants de la réduction d'échelle (NIS, Negative Increase in Scale) prônent la baisse du niveau absolu d'activité, donc à la fois le recul de la production et la réduction de la population ; du même côté, mais moins radicaux, les tenants de la croissance zéro (ZIS, Zero Increase in Scale) sont favorables à l'arrêt de la croissance, pour la

production et la population.

En face, certains mettent toute leur confiance dans la technologie (technocentrisme), ce qui les conduit à penser qu'il ne s'agit de limiter ni la démographie, ni l'activité, ni l'avidité des hommes, la technologie devant permettre de résoudre tous les problèmes ; de même, d'autres ont absolument confiance au marché (marchés verts), ce qui impliquerait, souligne David Pearce, que tous les secteurs - consommateurs, investisseurs, salariés, citoyens - soient verts.

CAPITAL CONSTANT • C'est « confortablement au centre » que David Pearce situe avec une pointe d'humour, sa propre école, celle du « capital constant », pour laquelle il s'agit de transmettre aux générations futures un capital non diminué, tant pour le capital produit que pour le capital naturel. Cela implique que puisse être réfrénée l'avidité des hommes et qu'un usage « soutenable » des ressources naturelles puisse être mis en œuvre. Dans cette perspective, David Pearce plaide, chaque fois qu'elle est possible, pour l'évaluation économique des impacts environnementaux (3) ; non pour faire de cette évaluation l'unique critère de la décision, mais pour aider à la prise de conscience et à la prise en compte de la destruction des actifs naturels.

De même, s'il met en avant l'utilisation des instruments basés sur le marché (taxation des pollutions, certificats négociables de réduction d'émission, etc.), David Pearce préconise la recherche du dosage le mieux adapté entre l'usage de ces instruments et le recours à la réglementation. Appliquée d'une manière de plus en plus rigoureuse, une telle démarche aurait certes des incidences sur la croissance telle qu'on la mesure traditionnellement ; mais, en fin de compte, elle permettrait de rendre durablement compatibles croissance et qualité de l'environnement.

David Pearce reconnaît que son analyse concerne principal-

ment la situation britannique. Il affirme cependant que, pour la plus grande part du tiers-monde, croissance et environnement sont complémentaires (2). On peut, hélas, en douter quand on observe les pays du Sud et, pour s'en tenir à deux publications récentes, l'Afrique (4) et le Vietnam (5).

En Afrique, la croissance démographique et les pressions de différents sorts sur les sols et les forêts ont déjà provoqué une dégradation marquée ou très forte de 15 % des superficies exploitables ; pour l'avenir, la question des ressources se pose de façon cruciale dans de très larges régions. Au Vietnam, la croissance démographique s'est conjuguée avec d'énormes gaspillages de ressources provoqués par les grands choix planifiés.

Au Nord, l'évident ; au Sud, la nécessité, parfois l'urgence de la survie. Qui pourra entendre la voix des générations futures ?

Michel Beaud

(1) « Dix ans d'économie et statistique », Économie et statistique, janvier 1992 (s'adresser aux observations économiques de l'INSEE).

(2) David Pearce, « Green Economics », Environmental Values, Vol. 1, n° 1, printemps 1992 (White Horse Press, 10 High Street, Knapwell, Cambridge CB3 9NR, Grande-Bretagne).

(3) Parmi ces méthodes d'évaluation économique, celle de l'évaluation contingente vise à saisir par voie de questionnaire des préférences qui ne peuvent s'exprimer sur un marché. Voir Brigitte Desaignes et Valérie Lesgards, « L'évaluation contingente des actifs naturels : un exemple d'application », Revue d'économie industrielle, janvier-février 1992 (3, rue Soufflot, 75005 Paris).

(4) « L'environnement en Afrique », numéro d'Afrique contemporaine, janvier-mars 1992 (Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07).

(5) Melanie Beresford et Lyn Fraser, « Political Economy of the Environment in Vietnam », Journal of Contemporary Asia, Vol. 22, n° 1, 1992 (PO Box 592, Manila, Philippines 1099).

مخاض النحل

L'ECONOMIE

OPINIONS

L'enjeu économique des élections italiennes

Les deux vrais partis de l'Italie

par PAOLO SAVONA (*)

LES élections générales du 5 avril en Italie tombent au bon moment. Malheureusement, elles n'opposent pas les bons partis. Les vrais, les grands partis «transversaux» qui, sans égard pour les étiquettes parlementaires, s'affrontent depuis au moins dix ans dans la société et dans l'économie, ne seront pas représentés. Appelons-les respectivement le «PecI» et le «PneCI». Je m'explique, pour éviter toute confusion : C'est ici que se joue la concurrence. Le PecI, parti perdant jusqu'à présent, est le «Parti» exposé à la Concurrence Internationale. Le PneCI, grand vainqueur de la dernière, est le «Parti» non exposé à la Concurrence Internationale.

Qui milite dans le PecI ? Ceux qui, chaque jour, doivent se battre sur le marché international pour vendre leurs produits. En substance, l'industrie, mais pas toute l'industrie : quasi exclusivement le secteur manufacturier. En bref, les «grands patrons» : les Agnelli, les Pirelli, les De Benedetti, les Ferruzzi, plus les cohortes d'anonymes de la petite et moyenne industrie. Et puis les ouvriers et leurs syndicats.

Et dans le PneCI ? Tous les autres : la gros du bâtiment, les banques, les assurances, les sociétés financières, les confraternités de commerçants, de professions libérales, et la fonction publique.

Nouveau dualisme

Si nous faisons un graphique pour voir comment les modifications du taux de change de la lire ont influencé la productivité de ces deux tranches de l'économie italienne, que constaterions-nous ? Partons de 1977, avant l'adhésion de l'Italie au système monétaire européen, qui a privé l'industrie de la soupape que représentait la dévaluation de la lire, pour arriver jusqu'à 1990. Le contraste saute aux yeux. La productivité des secteurs exposés à la concurrence part de plus bas que celle des secteurs non exposés, mais elle monte en flèche au fur et à mesure que la lire s'apprécie sur les marchés des changes puis se stabilise. Et les secteurs non exposés ? Pas un frémissement : les variations du taux de change ne semblent pas les concerner ni les toucher.

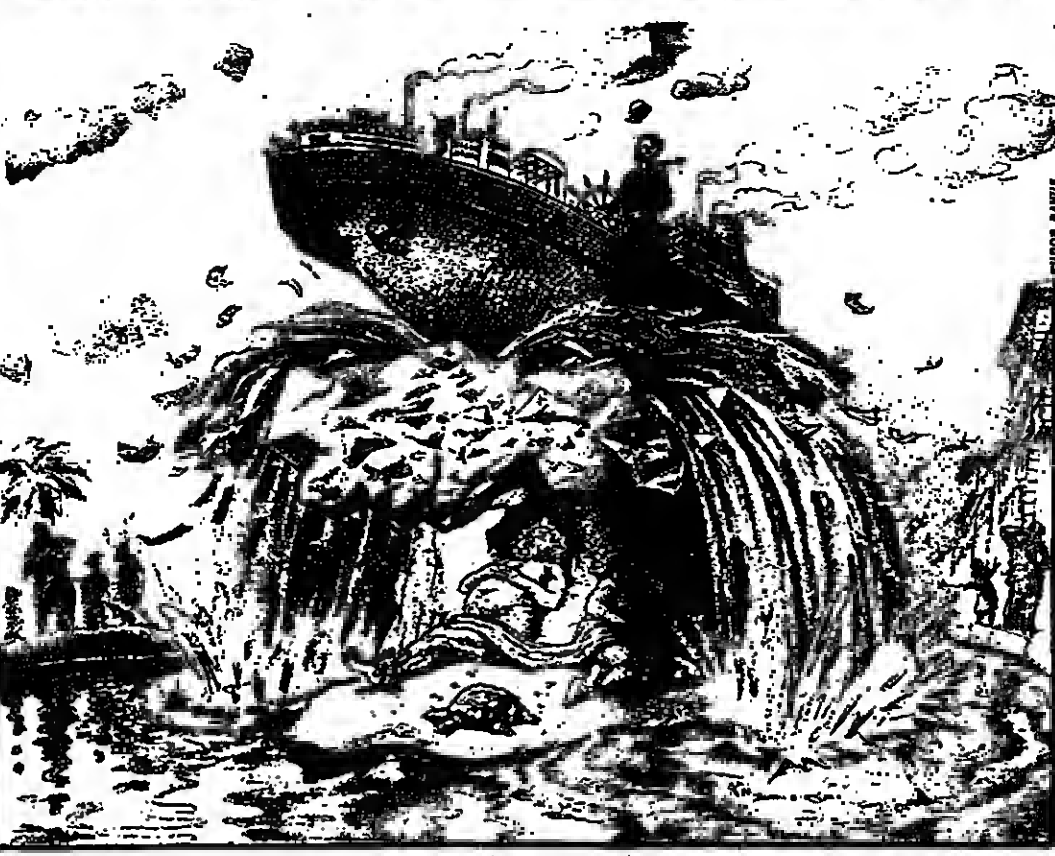
La césure ne pourrait être plus claire. Ni plus dramatique. Car c'est la discipline de change qui a permis, ces dernières années, de moderniser le pays, d'augmenter l'efficacité de son économie, de lui assurer une place en Europe. Cette stratégie d'admirable fonctionnement en France : aujourd'hui, l'inflation y est plus basse qu'en Allemagne, et le budget de l'Etat français est le seul, mis à part ceux du Danemark et du Luxembourg, à satisfaire d'ores

et déjà aux conditions posées à Maastricht pour la naissance de la monnaie unique.

Mais, en Italie, la stratégie n'a pas marché. Ou plutôt elle a marché - et même trop bien - pour une partie de l'Italie et raté pour l'autre. Dans les secteurs exposés à la concurrence, l'inflation correspond à la moyenne européenne, et l'efficacité de la production également. Mais dans les secteurs non exposés, ces deux indicateurs plongent vers les profondeurs du classement européen. Le problème, c'est que le PecI entraîne le PneCI dans sa chute : la

séparation nette. Toute l'industrie manufacturière n'est pas exposée à la concurrence internationale, tous les services n'y échappent pas. Grosso modo, on peut toutefois soutenir que les erreurs de part et d'autre se compensent et que la tendance générale est bien celle que nous avons observée.

Entre 1982 et 1990, la productivité a augmenté six fois plus que dans le secteur non exposé (34,8 points contre 5,7), mais les prix ont crû à peine de la moitié (79,1 contre 139,1). L'écart d'inflation entre les deux secteurs est de 60 points.



différentiel d'inflation entre ces deux composantes de l'économie italienne est exactement celui qui sépare l'Italie des autres grands pays industriels.

Tel est le «nouveau dualisme» dont parlait récemment le gouverneur de la Banque d'Italie. En faire la démonstration statistique n'est pas simple, parce que les données de l'ISTAT (l'institut national des statistiques) ne permettent pas d'établir une

Entre l'Italie et les autres pays du G7, il est de 64,4 points : l'ensemble de l'écart d'inflation avec l'étranger est donc imputable à l'excès d'inflation du secteur non exposé.

Et plus il y a une autre manière de lire les chiffres. Au cours des années 80, le PecI a subi une profonde restructuration : il a accru sa production de 15 % tout en réduisant ses effectifs dans la

même proportion (14,7 %). De fait, la productivité y a progressé de presque 35 %. Sur la même période, le PneCI ne s'est pas restructuré, ou si peu : sa production a augmenté de 22,8 %, presque à égalité avec ses effectifs (+19,1 %). Sa productivité a progressé de moins de 6 points en neuf ans.

Le vertueux PecI a-t-il été récompensé ? La victoire PecI a-t-elle été punie ? Pas du tout. Comme chez le marquis de Sade, la vertueuse Justine de l'économie italienne a vu ses profits diminuer de 3 % dans les années 80. Les calculs, certes approximatifs et d'une valeur surtout indicative, font apparaître que le PecI, lui, a amélioré ses gains de 26 %. Et c'est logique. Cette Juliette sans complexe, bien à l'abri de la concurrence, a pu bénéficier de cette discipline du taux de change qui faisait le tourment du PecI. Les prix bas imposés à l'usine par la concurrence internationale permettaient des marges plus importantes au niveau du commerce de détail ; dans le même temps, la lire forte freinait les prix des importations.

Revanche politique

Inutile de songer à une revanche politique. Au fond des urnes, le PecI ne trouverait sans doute qu'une nouvelle défaite. En démocratie, le poids politique d'un secteur qui croît davantage, en termes de produit et d'emploi, sera inévitablement supérieur à celui d'un secteur dont le produit augmente moins et qui licencie la moitié de sa force de travail. Et ce poids compte dans les décisions du gouvernement et du Parlement qui aboutissent à ralentir l'ouverture européenne des secteurs non exposés à la concurrence. La risque véritable - et paradoxal - est que l'Italie reste à la porte de l'Europe, obstruée par le PecI, alors que le PecI a payé son billet d'entrée.

La conclusion, c'est que le rôle de la politique économique doit changer. La gestion quotidienne des grandeurs fiscales et monétaires est désormais dictée par les conditions de marché intérieures et internationales : les manettes du taux de change, de la monnaie et du budget sont de moins en moins dans les mains des gouvernements italiens. La nouvelle politique économique devrait être beaucoup plus institutionnelle, c'est-à-dire intégrer les «formes de marché». Autrement dit, injecter toujours plus d'éléments de concurrence internationale dans les secteurs abrités. L'entrée sur le marché italien d'adversaires étrangers est l'arme par laquelle on entame le royaume dur de l'inflation et, de façon plus générale, de l'anomalie italienne.

(*) Directeur général de la Banca Nazionale del Lavoro et économiste, Paolo Savona a publié cet article dans *La Repubblica-Affari e Finanza*.

Rentabilité et fonds propres

L'élixir de vie des entreprises

par BERTRAND LARRERA DE MOREL (*)

IL est unanimement reconnu que les entreprises françaises ont besoin de fonds propres, mais les raisons de cette exigence sont souvent mal perçues. Il est fréquemment avancé que les fonds propres contribuent à la rentabilité de l'entreprise. Cette croyance repose sur le raisonnement simple suivant : «En allégeant son endettement, l'entreprise diminue ses frais financiers et augmente donc son bénéfice». Ce raisonnement est évidemment incomplet et donc faux. Les fonds propres ne font pas la rentabilité de l'entreprise, car, très précisément, ils en garantissent la vie. Ce besoin vital ne peut être satisfait que par la rentabilité et l'on doit inverser la proposition précédente : si les fonds propres ne font pas la rentabilité de l'entreprise, la rentabilité de l'entreprise fait les fonds propres.

Du point de vue financier, l'entreprise est un ensemble de capitaux mis en œuvre (fonds propres et emprunts) pour financer une activité appelée à dégager un surplus d'exploitation. Ce résultat d'exploitation réapproché de l'ensemble des capitaux engagés mesure la rentabilité de l'entreprise. Ensuite, les fruits de l'exploitation doivent se partager entre ceux qui ont mis de l'argent dans l'entreprise, c'est-à-dire les prêteurs et les actionnaires. Le prêteur demande une rémunération convenue à l'avance et l'actionnaire devient propriétaire de ce qui reste. Si les taux d'intérêt des emprunts sont différents de la rentabilité d'exploitation, la rentabilité pour les actionnaires en sera affectée négativement ou positivement, à proportion du rapport entre fonds propres et endettement. C'est ce que l'on appelle l'effet de levier.

Endettement maximal

Ainsi, la rentabilité de l'entreprise ne relève pas de son mode de financement. Quant à la rentabilité des fonds propres, elle dépend, bien entendu, de la rentabilité de l'entreprise, mais avec des plus ou des moins qui dépendent de l'ampleur et du coût de l'endettement. Si la rentabilité de l'entreprise ne dépasse pas des fonds propres, quelle est alors l'utilité de ces derniers ?

Dire que les fonds propres sont vitaux pour l'entreprise peut sembler emphatique. En fait, cela ne traduit qu'une vérité très simple : le rôle cardinal des fonds propres est de protéger la vie de l'entreprise. Une entreprise financée uniquement par emprunt tombe en faillite du jour où la rentabilité de l'exploitation devient inférieure au coût réel des emprunts. Donc, avec trop peu de fonds propres et trop d'endettement une entreprise risque sa vie à chaque retournement de conjoncture.

Il est vrai que, pendant une longue période

- celle des trente glorieuses - les entreprises ont pu rechercher un endettement maximal sans mettre excessivement en péril leur survie, car la croissance était régulière et donc le rouble bien baissé ; et, surtout, la rentabilité d'exploitation moyenne (entre 7 et 9 % des capitaux engagés) était considérablement supérieure au coût réel de l'endettement (entre 0 et 3 %). Aussi bien, une chute importante et prolongée de la rentabilité, qui n'a d'ailleurs pas eu lieu, pouvait être supportée, l'entrée dans la zone des périls commençant lorsque la rentabilité se situe en dessous du coût de l'endettement. Aujourd'hui, il n'en va plus ainsi. La rentabilité d'exploitation des entreprises, après avoir chuté dramatiquement durant les années 1981-1984 entre 3 et 5 %, s'est, depuis lors, redressée et se situe au niveau des «belles années» précédant les crises pétrolières, entre 7 et 9 %. Mais - et là réside toute la différence - les taux d'intérêt réels atteignent des niveaux comparables (de 6 à 7 %). Aussi bien, toute saute conjoncturelle, toute longueur d'un marché, peut, en abaissant même faiblement sa rentabilité, entraîner la chute de l'entreprise.

La meilleure machine

Or, depuis 1974, la croissance bien huilée a disparu, et la mécanique s'est grippée à plusieurs reprises. Les entreprises françaises ont bien compris qu'elles vivaient désormais dans un monde plus instable et se sont considérablement désendettées entre 1984 et 1989 : leur taux d'endettement/fonds propres est passé de 70 % en 1985 à 40 % en 1989. Elles l'ont fait au début du processus en sacrifiant l'investissement. Pour concilier investissement et renforcement de la structure financière, il faut que l'alimentation en fonds propres soit plus abondante : seule la rentabilité peut valablement répondre à ce défi.

Si la rentabilité d'exploitation est aujourd'hui la meilleure machine à fabriquer des fonds propres, c'est que les actionnaires laissent dans l'entreprise une large part des revenus d'exploitation qui leur reviennent. Le taux moyen de la distribution de dividendes aux actionnaires de l'ensemble des entreprises bénéficiaires est inférieur à 15 % du résultat distribuable. L'actionnaire demande peu de dividendes car il demeure propriétaire de l'argent non distribué et il pense le faire fructifier dans son entreprise aussi bien que dans un autre placement. De plus, si la société est cotée en Bourse, il peut, en vendant des actions à des tiers, mobiliser les bénéfices non distribués qui sont bien entendu pris en compte dans l'évaluation du titre par le marché. C'est un *deus ex machina* admirable du capitalisme qui permet à l'actionnaire de s'enrichir sans appauvrir l'entreprise.

Pour les sociétés non cotées, dont le poids est de plus de 80 % en France, la non-distribution de dividendes ne peut pas être compensée par le marché financier, et l'évolution ira sans doute vers une politique plus active de distribution. Le capitalisme familial perd de son importance au profit du capitalisme financier, plus demandeur de rémunérations immédiates.

Cette évolution n'est pas malsaine. Il convient de s'habituer à l'idée que les fonds propres doivent être normalement mieux rémunérés que l'endettement, car cette rémunération n'est que conditionnelle, puisque liée aux résultats. La mécanique de financement de l'entreprise n'en sera pas grippée pour autant. L'autofinancement sera partiellement relayé par des augmentations de capital successives qui seront d'autant plus faciles à placer qu'une part importante du résultat sera distribuée et à condition que les perspectives de résultat

soient bonnes. Et, par ce biais, l'on en revient à l'incontournable rentabilité d'exploitation. Il est vrai qu'aujourd'hui la propension à investir en fonds propres est faible car la rentabilité moyenne des entreprises ne s'éloigne guère des taux d'intérêt servis par l'Etat.

Sans doute les comportements ne sont-ils pas dérivés de moyennes macro-économiques. Mais, en se situant au niveau micro-économique, il est clair que les perspectives - et les résultats - d'exploitation de l'entreprise doivent dégager une rentabilité supérieure de 3 à 4 % à celle de placements financiers sans risque, pour faire naître, puis consolider l'esprit d'entreprise. Seule une reprise de l'amélioration des résultats des entreprises et une baisse des taux d'intérêt peuvent causer cet écart positif, gage de l'activité économique.

(*) PDG de la SOFARIS.

Édouard Masurel
L'année 1991
dans *Le Monde*
Les principaux événements en France et à l'étranger
Préface d'André Fontaine

Jacques RIBOUD
APRES MAASTRICHT
LA
MONNAIE
UNIQUE
Vers un nouveau système

70 pages Prix 50 F
Dans les librairies spécialisées
Et au
Centre Jouffroy
Pour la Réflexion Monétaire
88 bis, rue Jouffroy
75 017 Paris
Tél.: 46 22 10 50

CONJONCTURE

« La reprise est enclenchée aux États-Unis. La récession s'accroît au Japon. Le Royaume-Uni sort péniblement du marasme... » Ces appréciations ne se retrouvent guère dans les résultats récents de l'activité industrielle. En janvier 1992 la production américaine s'est contractée pour le troisième mois consécutif de même qu'au Royaume-Uni et au Japon. En France et en Allemagne les redressements de janvier sont ternis par les fortes baisses du mois précédent. Le contexte économique s'est-il réellement modifié en quelques semaines ? Les périodes de retournement conjoncturel sont propices à des changements rapides des comportements que les indicateurs d'activité ne sont pas toujours à même d'illustrer, ne serait-ce que par les délais

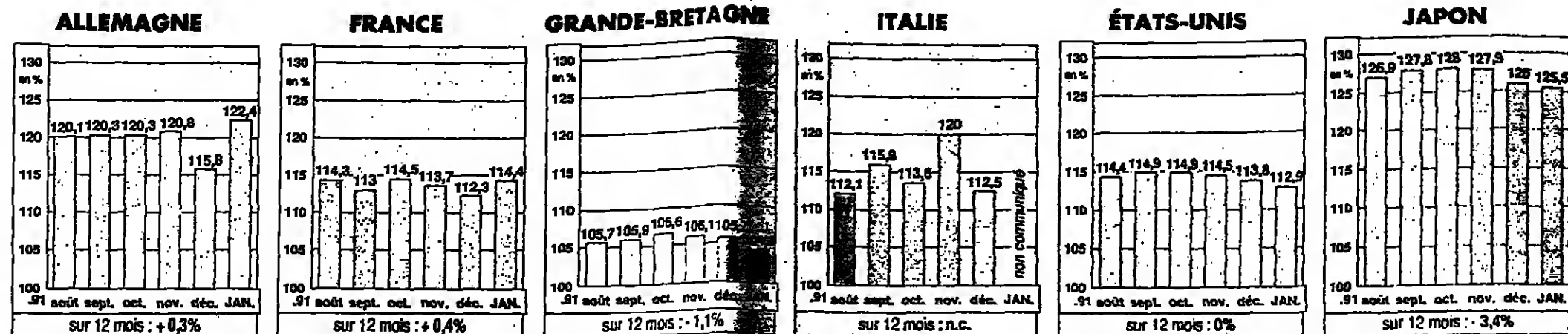
INDICATEUR • La production industrielle

Reprise pressentie

avec lesquels ils sont disponibles. Certaines statistiques mensuelles peuvent pallier ce manque, comme les ventes au détail, l'activité du bâtiment ou l'évolution des commandes. Aux États-Unis, celles-ci montrent clairement un raffermissement des dépenses de consommation et de la demande adressée aux entreprises. C'est aussi le

cas en France et dans une moindre mesure en Grande-Bretagne. Mais l'inverse se passe depuis plusieurs mois au Japon et en Allemagne, où les ventes au détail fléchissent et les carnets se dégarnissent.

D'un autre côté, les enquêtes auprès des ménages et des chefs d'entreprise, complément indispensable des données quantitatives, permettent de juger des tendances de fond et d'anticiper les comportements à venir. Là aussi les conclusions sont claires. En France et aux États-Unis, les personnes interrogées sentent le « climat économique » s'améliorer, alors que l'impression se dégrade en Allemagne comme au Japon et reste fortement entachée d'incertitude chez les Britanniques. Les statistiques à venir devraient confirmer ces anticipations.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Afrique sub-saharienne

Le recul continue

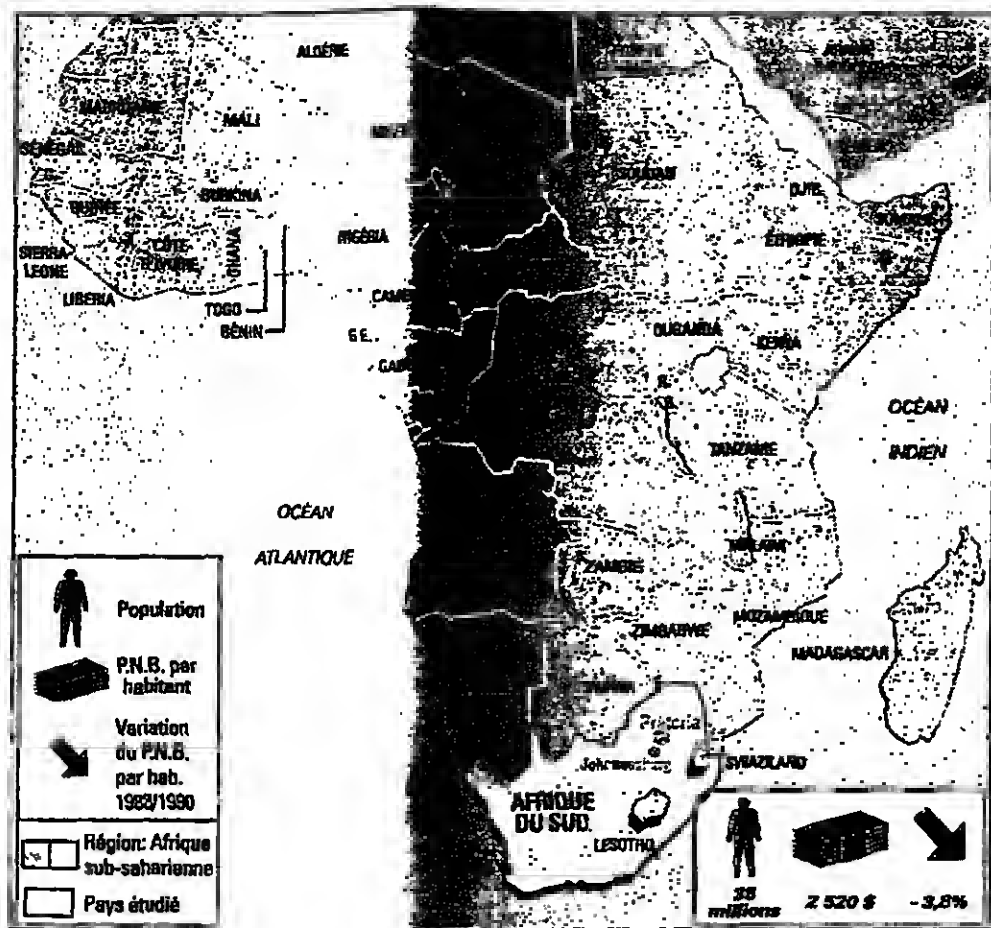
EN 1991, le PNB de l'Afrique subsaharienne aurait augmenté de 2,3 %. Cette performance peut apparaître relativement positive, mais elle est inférieure à celle des autres grandes zones du tiers-monde, où des croissances de 5 à 6 % sont fréquentes. Elle est surtout inférieure à la croissance de la population, ce qui signifie que le PNB par tête continue de diminuer : de 0,7 % par an entre 1986 et 1990, de 0,9 % en 1991.

Certes, ces données globales ont une signification limitée. Elles négligent l'autarcie agricole et les secteurs informels. Mais les ordres de grandeur ne trompent pas. En 1990, le PNB par tête dans la région allait de 3450 dollars pour le Gabon à 93 dollars pour la Tanzanie, les pays les plus importants économiquement étant parmi les revenus les plus bas : 250 dollars pour le Nigeria, 176 dollars pour le Zaïre, 875 dollars quand même pour la Côte-d'Ivoire. La Banque mondiale s'attend à une croissance de 0,5 % du PNB par tête pour les années 90.

L'Afrique, pauvre, endettée, a pour l'instant raté sa révolution industrielle et se cherche - souvent dans le sang - une légitimité politique. Peut-on en effet parler de conjoncture économique en Afrique sans évoquer les convulsions politiques du continent ? En dehors de quelques pays où l'alternance démocratique s'est faite dans le calme (le Cap-Vert, Sao-Tomé, Zambie), où règne même un consensus politique (le Sénégal, l'île Maurice), la vague de démocratisation qui a déferlé en 1991 a d'abord été, à court terme, un facteur de déstabilisation. Sans même parler des guerres civiles du Somalie, du Libéria, d'Éthiopie, des conflits ethniques aux confins du Sahel, du Zaïre, en quelques jours d'émotion, a perdu une part essentielle de son potentiel économique. Pratiquement partout - et même dans des pays encore « stables » (Gabon, Côte-d'Ivoire, Kenya) - les troubles politiques ont fragilisé les gouvernements et remis en cause les efforts entrepris dans le cadre des programmes d'ajustement structurels.

Ces derniers - sous la houlette du FMI - ont souvent été douloureux et de nombreux gouvernements, du Cameroun à la Côte-d'Ivoire, résistent à les appliquer : la privatisation forcée débouche en effet souvent sur le vide, le chômage et la hausse des prix des denrées de base. Dans la plupart des cas, les hommes au pouvoir ne peuvent donner la moindre assurance aux pays créanciers que se lassent des accords de restructuration de dettes qui ne sont jamais appliqués. La dette de l'Afrique subsaharienne (174 milliards de dollars) est plus importante que son PNB et son seul service représente souvent 30 % des recettes à l'exportation des pays concernés (20 % en 1989 pour l'ensemble de la zone).

Or, sur ce plan, l'Afrique a eu beaucoup à souffrir ces dernières années, car 89 % de ses exportations proviennent des matières premières. La conjoncture pétrolière a pu favoriser en 1990-1991 quelques pays de la côte, comme le Gabon, le Nigeria, l'Angola et le Congo. La baisse actuelle des prix serait plutôt favorable aux pays importateurs, mais risque de handicaper l'ajustement en cours au Nigeria. Les marchés miniers (cuivre, cobalt, diamants,



manganèse) ont été assez soutenus ces dernières années. Mais, souvent, le maintien de cours élevés au plan international a été provoqué par l'incapacité des pays africains à assurer leurs exportations. Quant aux denrées agricoles, leurs cours se trouvent au début 1992 à leurs plus bas niveaux historiques, que ce soit pour le café et le cacao, et plus récemment pour le thé et le coton. Ainsi, un pays comme la Côte-d'Ivoire a enregistré, en 1990, une « pénurie » de recettes de 957 millions de dollars sur le café et le cacao par rapport à 1985. Les perspectives pour 1992 ne sont guère encourageantes : étant donné les stocks mondiaux et la perte des débouchés à l'Est, toute hausse est à exclure.

Sans la ressource des matières premières, sans base industrielle, avec des recettes touristiques stagnantes, l'Afrique ne peut guère espérer que dans les allègements de dette ainsi que dans l'aide au développement, qui représente le gros des 13 milliards de dollars de flux net de ressources externes dont elle a bénéficié en 1991.

Et pourtant, dans la conjoncture maussade du début de 1992, on peut trouver quelques éléments d'espoir. Il y a tout d'abord des pays qui s'en sortent. C'est le cas de l'île Maurice, qui a enregistré, en 1991, un taux de croissance de 6 % et dont le principal socle est le secteur de main-d'œuvre. Un message d'espoir pour des économies au potentiel bien supérieur comme Madagascar. Les bonnes gènes

économiques de pays comme le Bénin ou le Ghana sont aussi à souligner. Le Nigeria, qui a restructuré sa dette de 30 milliards de dollars, est aussi, selon le FMI, dans la bonne voie.

Pour une zone qui tire encore 32 % de son PNB de l'agriculture, l'élément le plus positif à tout le moins est l'amélioration de la production agricole en 1991-1992. Pour l'ensemble de l'Afrique, la production céréalière a augmenté de 13,5 %, celle de manioc de 2,3 %. Alors que l'Afrique australe souffre de sécheresse, le Sahel a connu une production record qui est passée, pour les neuf pays concernés, de 6,7 à 9,1 millions de tonnes. Le Niger (2,4) et le Mali (2,2) ont notamment retrouvé des niveaux de production leur permettant de dégager des excédents. Lorsque la folie des hommes ne s'en mêle pas - comme c'est malheureusement le cas dans la Corne de l'Afrique - la plupart des pays, ou du moins des sous-régions, ont les moyens de l'autosuffisance alimentaire. Encore faut-il que les systèmes de commercialisation vers les villes fonctionnent.

Un long chemin reste à faire pour la plupart de ces quarante-cinq pays (au total moins de 1 % du PIB mondial), qui cherchent leur voie entre l'Etat et le marché, entre les militaires et la démocratie.

Philippe Chalmrin
Conseiller économique de la SFAC
(Société française d'assurance-crédit)

PAYS • L'Afrique du Sud

Transition

DANS l'ensemble africain, l'Afrique du Sud a un profil économique atypique. Aux pays développés, elle emprunte la sensibilité à la conjoncture économique mondiale qui explique en partie la récession actuelle (croissance négative du PNB depuis 1989). Aux pays en voie de développement, et même aux plus pauvres d'entre eux, elle doit un taux de chômage de plus de 40 %, une inégalité des revenus - entre Blancs et Noirs - sans égale dans le monde, une dépendance de son commerce extérieur vis-à-vis des matières premières, et en particulier de l'or. Mais il faut ajouter à cela l'héritage de l'apartheid économique, le curieux mélange d'un état interventionniste et d'une extrême concentration du complexe minier et industriel, et enfin les conséquences de l'isolement économique et financier.

En 1992, après le « oui » au référendum du 17 mars approuvant les réformes du président De Klerk, l'Afrique du Sud espère, avec une croissance de 1 à 2 %, sortir de trois années de récession provoquée par la politique restrictive du gouvernement qui a privilégié le remboursement de la dette extérieure, par la chute des prix des matières premières et de l'or, et par le recul de l'investissement. La relance viendrait d'un rattrapage des exportations lié à la levée des sanctions et d'une politique budgétaire beaucoup plus active.

Mais, à l'heure de bouleversements politiques sans précédent, ce modeste rebond de la conjoncture sera manifestement insuffisant. Pour l'instant, deux stratégies s'affrontent : la redistribution par la croissance ou la croissance par la redistribution. La première a été élaborée par un groupe proche des milieux financiers. Il suggère un programme d'investissements lourds (logement, électricité, éducation) financé par la fiscalité sur le revenu, suivi à partir de 1994 par une ouverture vers l'extérieur (dévaluation du rand, baisse des tarifs douaniers) et une croissance de modèle extrême-oriental. Cette option n'est pas celle du gouvernement actuel, qui serait beaucoup plus libérale et monétariste, à la chilienne. A l'inverse, les réflexions de l'ANC s'orientent beaucoup plus sur un modèle de social-démocratie à la suédoise (des années 70).

Tout le monde en est conscient, la transition politique ne réussira que si l'économie lui donne un espace de liberté par le biais d'une croissance forte et d'une meilleure redistribution des richesses. Mais on ne peut s'attendre au miracle, et il y a tout à craindre des extrémismes, qu'ils soient libéraux ou communistes.

Ph. Ch.

PRÉCISIONS. - Dans l'article consacré à la région Asie du Sud (« Le Monde de l'économie » daté dimanche 22-lundi 23 mars), il fallait lire que le Bangladesh a exporté pour 710 millions de dollars de vêtements en 1991 (et non 170 millions). Dans l'article consacré à la région Asie du Sud-Est et Pacifique (« Le Monde de l'économie » daté mardi 17 mars), nous avons attribué à la Thaïlande ce qui revenait à la Malaisie, à savoir l'afflux de 6 milliards de dollars de capitaux étrangers en 1991.

SECTEUR • Le jouet

Les ravages des consoles

moment où la consommation marquait le pas. Elle a toutefois épargné les jouets pour filles, ainsi que le créneau des enfants de zéro à huit ans, pas encore contaminés par cette « vidéomanie ». Mais les effets ont été variés sur un même segment de marché : chez Monoprix, par exemple, les ventes de baby-foot sont demeurées stables, tandis que celles des billards pour adolescents ont chuté de 30 %.

Conscients des limites du marché français, les constructeurs nationaux cherchent depuis plu-

sieurs années des débouchés à l'étranger, principalement en Europe. En 1991, leurs ventes ont augmenté de 16 % en Allemagne, 15 % en Grande-Bretagne, 15 % en Italie et 60 % en Espagne, mais chutèrent de 20 % aux États-Unis en raison de la baisse du dollar. « Une industrie comme la nôtre, qui a des produits très internationaux, doit concentrer toutes ses forces pour se développer à l'étranger », affirme Daniel Aboaf, directeur international à la Fédération nationale de l'industrie du jouet. « Notre planche

de salut c'est l'exportation », confirme Alain Monneret, président du groupe familial qui porte 300 000 et qui vend 40 % de sa production hors de France.

La proportion s'élève à 48 % chez Smoby, dont les produits destinés aux enfants de dix-huit mois à huit ans sont fabriqués en Europe. Idéal Loisirs, qui a obtenu la licence des jouets Babar l'an dernier, ne veut, quoique français, que raisonner en termes de marché européen : il y fait la moitié de ses ventes. Quant au leader français du secteur, Majorette, qui atteint 70 %, il se distingue en étalant ses ventes sur l'année - alors que, traditionnellement, 70 % sont réalisées au moment des fêtes de Noël - et en délocalisant sa production en

Thaïlande et au Portugal. Malgré cela, 1991 aura été difficile pour beaucoup de fabricants, avec un tassement de l'activité et des pertes.

Majorette, par exemple, déjà soumise à une concurrence sauvage sur les prix de la part des fabricants de voitures miniatures, a pâti dans l'Hexagone d'un autre mal, bien français celui-là : la folie des pin's. Les enfants ont préféré les épinglettes aux petites voitures. Mais après les saisons du début de l'année, « les professionnels semblent plus confiants pour 1992 », note Jean-François Granjeon, analyste à la société de Bourse lyonnaise Mieboux. Même s'ils ne comptent pas sur une reprise.

Dominique Gallois

Le premier chiffre réconforte, le deuxième inquiète. Si 1991 a permis aux fabricants français de jouets d'accroître leurs exportations de 10,6 % (atteignant 2 milliards de francs), l'année aura vu parallèlement les importations se gonfler de 25,8 % (7,7 milliards de francs), dopées par l'engouement des enfants - et de leurs parents - pour les jeux vidéo. Les écrans et leurs logiciels ont pénétré fortement un marché très compartimenté, selon les tranches d'âge et les produits.

Perceptible en 1990, l'attrait des consoles vidéo s'est amplifié l'an dernier et chacun s'interroge sur sa durée. Le japonais Nintendo a triplé son chiffre d'affaires en France, atteignant 1,8 milliard de francs, et un autre, Sega, l'a, lui,

doublé, à 750 millions de francs, grâce aux « Game boys » ou autres « Mega drives », qui passionnent les garçons de douze à quatorze ans. Selon les distributeurs et les fabricants traditionnels, le mouvement devrait continuer cette année. Une console coûtant de 500 à plus de 1 000 francs, plus l'acquisition de cartouches de jeux (plusieurs centaines de francs), la part des autres jouets (sur un total de 1 500 francs par enfant) risque encore d'en plaire, et même les dépenses de loisirs (disques, hi-fi, vêtements, voire sport), note l'un d'eux.

Cette déferlante d'Extrême-Orient - 50 % des importations proviennent du Japon et de Chine - a en des effets d'autant plus dévastateurs qu'elle est arrivée à un

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.